

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Suède. Les Suédois s'inquiètent pour leurs retraites en partie placées en Bourse (25.02)
- Allemagne. Les Allemands travaillent moins pour garder leur emploi (24.02)
- Afghanistan. Treize civils ont été tués par un bombardement américain en Afghanistan (23.02)
- Irlande. Gigantesque manifestation à Dublin contre les coupes budgétaires (23.02)
- Guatemala. Le Guatemala fait ses excuses officielles à Cuba pour la "Baie des cochons" (18.02)
- Afghanistan : 17.000 soldats américains supplémentaires (18.02)
- Afghanistan : 2.118 civils tués en 2008, 40% de plus qu'en 2007, selon l'ONU (18.02)
- Japon. Le ministre japonais des Finances dément avoir été ivre au G7 de Rome (17.02)
- Venezuela. Le président Chavez gagne le droit de se représenter (16.02)
- Italie. Grande manifestation dans Rome contre la politique de Berlusconi (14.02)
- Chine. Pékin s'apprête à créer une liste noire des journalistes chinois (14.02)
- USA: accord au Congrès sur le plan de relance (13.02)
- General Motors ouvre un guichet de départ pour 62.000 salariés (13.02)
- Afghanistan. Recul du soutien des Afghans à leur gouvernement et ses alliés (10.02)
- A Munich, Joe Biden donne le ton de la nouvelle diplomatie américaine (10.02)
- Manœuvres de l'impérialisme américain et de l'Etat sioniste pour amadouer leur allié turc. (09.02)
- Italie. Un cas d'euthanasie crée une crise politique en Italie (08.02)
- L'Equateur ordonne l'expulsion d'un diplomate de l'ambassade américaine. (08.02)
- Madagascar. Plus de 20 morts dans des manifestations à Antananarivo. (08.02)
- La grogne paysanne enfle en Europe face à la crise. (06.02)
- Kirghizstan : Le gouvernement décide de fermer une base américaine. (06.02)
- G-B : les grèves contre les travailleurs étrangers se poursuivent. (03.02)
- Japon : A Nagoya, fief de Toyota, les travailleurs précaires sont les premières victimes. (03.02)
- Chine : Environ 26 millions de travailleurs migrants sans emploi. (03.02)
- G-B : Le scandale de l'"Erminegate" met en lumière des pratiques douteuses des Lords britanniques. (31.01)
- Madagascar : Emeutes à Madagascar: 68 morts depuis lundi, plus de 80 selon Paris. (29.01)
- Islande : Démission du Premier ministre islandais. (27.01)
- Le pape réintègre dans l'Église un évêque négationniste. (25.01)
- Islande : Des milliers d'Islandais dans la rue malgré l'annonce d'élections anticipées. (25.01)
- Italie : Berlusconi envisage de déployer 30.000 soldats dans les rues (25.01)
- Bolivie : La Bolivie nationalise une société pétrolière argentine-britannique. (24.01)
- République Tchèque : Les Tchèques reportent encore la ratification du traité. (23.01)
- Allemagne : Prochain référendum à Berlin sur l'enseignement religieux. (23.01)
- Islande : En Islande les manifestations tournent à l'émeute. (23.01)
- Russie : Stas assassiné en plein centre de Moscou. (21.01)
- Salvador: la gauche victorieuse, mais non majoritaire, vise la présidence. (21.01)
- Allemagne : Elections régionales de Hesse en Allemagne : scrutin largement favorable à Angela Merkel. (20.01)
- Trêve à Gaza, les forces israéliennes débutent leur retrait. (19.01)
- Gaza : Plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre l'intervention israélienne. (18.01)

- Gaza : dimanche des manifestations dans le monde. (12.01)
- Gaza : samedi des centaines de milliers de manifestants en France et dans le monde. (11.01)
- Grèce : Jeunes et policiers se sont à nouveau affrontés à Athènes. (10.01)

Grèce : Jeunes et policiers se sont à nouveau affrontés à Athènes. (10.01)

AFP - Jeunes et policiers se sont à nouveau affrontés à Athènes vendredi, à l'issue d'un défilé dans le centre ville de près de 3.000 enseignants, étudiants et élèves contre la politique du gouvernement de droite.

Des escarmouches ont d'abord opposé, devant le siège de l'Université, des dizaines de jeunes encagoulés et des policiers des forces anti-émeutes (MAT), qui ont fait usage de gaz lacrymogènes pour les disperser. Les fauteurs de trouble ont mis le feu à des poubelles et lancé des morceaux de bois et des pierres sur les policiers.

Les incidents se sont poursuivis dans la zone, fermée à la circulation et où des centaines de manifestants sont restés massés. D'importantes forces anti-émeutes ont chargé à plusieurs reprises pour les disperser, effectuant de nombreuses interpellations.

Parmi les personnes interpellées à l'écart des échauffourées figuraient notamment 14 avocats, relâchés après une intervention du barreau d'Athènes, tandis que des journalistes et opérateurs ont été pris à partie par des policiers.

L'influente Union des journalistes d'Athènes (ESHEA) a protesté auprès du ministère de l'Intérieur contre "ces attaques brutales et passages à tabac".

"Il peut y avoir eu des excès condamnables, nous enquêtons à ce sujet, mais la police a fait son travail", a commenté le ministre, Procopis Pavolopoulos, sur la télé Méga.

En début de soirée, le calme était revenu après une ultime charge des MAT contre un groupe rassemblé près du siège de la police pour protester contre les interpellations.

La manifestation de départ, du siège de l'Université jusqu'au parlement, commémorait la mort du professeur Nikos Temponéras, tué en 1991 à coups de barre de fer par un syndicaliste de droite à Patras (ouest).

Elle intervient un mois après la mort d'un adolescent tué par un policier à Athènes, qui avait déclenché une série de manifestations et troubles urbains à travers le pays.

"Temponéras vit, lutte pour la démocratie, la paix, l'éducation et l'emploi", proclamait la banderole du syndicat des professeurs du secondaire, l'Olme, en tête du cortège.

"A bas le gouvernement des assassins", "L'argent pour l'éducation et non pas pour les banquiers", "A bas le gouvernement du sang, de la pauvreté et des privatisations", lisait-on sur d'autres banderoles.

Le centre ville avait été bouclé à la circulation, et de très nombreuses forces anti-émeutes y avaient été déployées.

Gaza : samedi des centaines de milliers de manifestants en France et dans le monde. (11.01)

Reuters-AFP-Reuters-AP.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les grandes villes d'Europe, mais aussi au Canada et à Washington contre l'offensive israélienne à Gaza, entrée samedi dans sa troisième semaine.

Environ 123.000 personnes ont manifesté dans 130 villes françaises, a précisé à l'AFP le ministère de l'Intérieur.

Les manifestations ont réuni à Paris de 30.000, selon la police, à 100.000 personnes, selon les organisateurs.

Selon le ministère de l'Intérieur, les villes de province où la mobilisation a été la plus importante ont été Lille avec 10.000 personnes, Lyon (8.000, 20.000 selon les organisateurs), Marseille (5.000, 20.000 selon les organisateurs) et Nantes avec 4.000 personnes (7.000 selon les

organiseurs).

A Bordeaux, les manifestants étaient de 2.000 à 5.000 selon les sources. A Toulouse, près de 4.000 personnes, pour les organisateurs, 1.600 environ pour la police. Selon la police, 2.000 personnes se sont également rassemblées à Nancy et 800 ont défilé à Besançon.

Toutes les manifestations, de Strasbourg à Nice en passant par La Roche-sur-Yon ou Evry, ont eu lieu à l'appel d'un Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui regroupe associations, syndicats et partis de gauche.

Peu d'incidents ont été dénombrés. Cependant à Paris environ 180 personnes ont été interpellées et 12 policiers blessés en marge de la manifestation, a indiqué la préfecture de police de la capitale.

A Nice, sept policiers ont été légèrement blessés et 11 personnes interpellées en marge d'incidents.

Partout, les mêmes mots d'ordre: "Halte au massacre", "Israël assassin", "Nous sommes tous des Palestiniens".

A Paris, la manifestation était organisée à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, regroupant de nombreuses organisations, parmi lesquelles Agir contre la guerre (ACG), ATTAC, le MRAP et Droits devant...

Plusieurs partis politiques français avaient également appelé à défiler: Les Alternatifs, la LCR, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), le Parti communiste français, le PCOF (Parti communiste des ouvriers de France) et les Verts. La CGT, la FSU, le Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'UNEF figuraient aussi parmi les autres mouvements ou syndicats qui soutenaient la manifestation.

De nombreuses personnalités de gauche figuraient dans le cortège parisien, au côté de la déléguée de Palestine en France Hind Koury, qui a dénoncé "un massacre de plus" et exigé "que l'Onu impose des sanctions au gouvernement d'Israël".

"Nous sommes là pour exiger l'arrêt de cette guerre inacceptable, il y a plus de 800 victimes dont de nombreux enfants, des civils", a affirmé à Reuters la dirigeante communiste Marie-George Buffet, qui participait à la manifestation parisienne.

"Il faut dire à l'Union européenne: 'Vous avez les moyens de faire arrêter cette guerre, vous avez les moyens de saisir les Nations unies pour que soit mise en place une force de protection internationale et que reprennent les discussions politiques'", a-t-elle ajouté.

Egalement dans le cortège, Alain Lipietz, député Vert européen, il s'est dit "indigné" par la situation dans la Bande de Gaza. "L'Europe pourrait taper du poing sur la table et dire 'ça suffit'. Elle ne le fait pas", a-t-il déploré.

Il s'agit de "montrer du doigt l'hypocrisie de la communauté internationale qui vote des tonnes de résolutions qu'elle n'applique jamais" et d'affirmer aussi que "la position de la population française ne peut pas se résumer à celle de Nicolas Sarkozy", a déclaré le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot.

"Il faut que l'agression contre le peuple palestinien cesse, je pense que le gouvernement d'Israël commet une immense faute contre l'image d'Israël et les droits humains. Toutes les bornes ont été franchies", a fait valoir Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Parti de gauche.

A Stockholm, entre 4.000 et 5.000 personnes se sont rendues devant l'ambassade israélienne, scandant "Fermez l'ambassade" ou encore "Boycott Israël, longue vie à la Palestine". A Oslo, des incidents ont émaillé la manifestation qui a rassemblé 2.000 personnes.

A Londres, quelque 12.000 personnes selon la police --100.000 selon les organisateurs-- se sont rassemblées en début d'après-midi près de Hyde Park. Le cortège, emmené par des artistes et hommes politiques de gauche, s'est ensuite dirigé vers l'ambassade israélienne.

Des manifestations de moindre ampleur ont également eu lieu à Newcastle dans le nord de l'Angleterre, et à Belfast en Irlande du Nord.

En Allemagne, quelque 8.500 personnes se sont rassemblées à Berlin sur l'Alexanderplatz avant de marcher en direction de la principale gare ferroviaire de la ville, scandant notamment: "Israël et Etats-Unis: l'Intifada est de retour".

Dans la ville allemande de Duisbourg (ouest), quelque 10.000 personnes ont manifesté.

Plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue à Milan et Turin (nord de l'Italie). En Italie, plusieurs centaines de personnes brandissant des drapeaux palestiniens ont défilé à Milan, Florence et Venise en signe de protestation contre l'offensive israélienne. A Milan, les participants ont brûlé un drapeau blanc frappé de l'Etoile de David, et certains portaient des affiches présentant un drapeau israélien et une croix gammée, selon l'agence italienne ANSA.

Elles étaient 7.000 à Berne, 3.500 à Innsbruck (ouest de l'Autriche), 2.000 à Athènes et Salonique (nord de la Grèce), un millier à Budapest et autant à Sarajevo, 500 à Utrecht aux Pays-Bas.

En Espagne, à Barcelone environ 30.000 personnes ont manifesté leur soutien aux Palestiniens et demandé la fin de l'intervention israélienne, à Las Palmas (Canaries) environ 5.000 et à Pampelune quelque 3.000 personnes ont fait de même.

En Norvège, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser au moins 1.000 protestataires, après des jets de bouteilles et de pierres sur les forces de l'ordre durant une manifestation pro-palestinienne à Oslo.

A Athènes, des manifestants pro-palestiniens ont été rejoints par plusieurs groupes de gauche jusqu'à former une foule d'environ 2.000 personnes qui ont défilé en direction de l'ambassade d'Israël. Des drapeaux israéliens et américains ont été brûlés mais aucun incident majeur n'a été rapporté.

Au Canada des milliers de personnes ont pris part à des manifestations dans des villes comme Toronto, Vancouver, Ottawa et Calgary pour exiger un arrêt des hostilités à Gaza.

A Montréal, ils étaient environ 2.000 à défiler dans les rues du centre-ville en scandant des slogans comme "Israël assassin" et en arborant des pancartes réclamant un "cessez-le-feu immédiat"

A Washington, plusieurs milliers de personnes --dix mille selon les organisateurs-- ont manifesté devant la Maison Blanche pour soutenir les Palestiniens de Gaza.

"Il y a beaucoup de jeunes. Nous avons le sentiment qu'il s'agit de la plus importante manifestation jamais tenue aux Etats-Unis pour la Palestine", a affirmé Eugene Puryear, un des coordonnateurs du rassemblement organisé par la coalition anti-guerre ANSWER (Action now to stop the war and end racism).

A Tel-Aviv, plusieurs centaines d'Israéliens ont manifesté samedi soir pour un cessez-le-feu immédiat avec le Hamas. Rassemblés à l'appel du mouvement anti-colonisation La Paix Maintenant, les manifestants ont scandé "Non à la guerre" et "Arrêtez le feu pour les enfants" israéliens et palestiniens.

Des manifestations de soutien à Israël étaient prévues dimanche à Berlin, Londres, Prague, et des rassemblements pro-palestiniens à Bruxelles et Madrid.

Selon le chef des services d'urgence palestiniens Mouawiya Hassanein, l'offensive a coûté la vie à 854 Palestiniens, dont 270 enfants et 98 femmes et des dizaines d'autres civils, et fait plus de 3.490 blessés depuis son lancement.

Côté israélien, trois civils et 10 soldats ont été tués depuis le début de l'opération "Plomb durci", selon l'armée.

"Alors que les opérations militaires entrent dans leur troisième semaine, la situation des civils devient de plus en plus précaire", a averti le Comité international de la Croix-Rouge.

Un million de personnes vivent sans électricité, 750.000 sont sans eau et les hôpitaux fonctionnent grâce à des générateurs de secours qui risquent de s'arrêter en cas de manque d'essence, selon l'ONU.

M. Mubarak a proposé un plan prévoyant notamment "un cessez-le-feu immédiat pour une période limitée", permettant l'établissement de couloirs humanitaires et laissant le temps à l'Egypte d'oeuvrer pour un cessez-le-feu "global et définitif".

M. Abbas a estimé que l'initiative égyptienne constituait "un mécanisme" permettant l'application de la résolution de l'ONU, soulignant que quiconque la rejetait serait "responsable de l'effusion de sang".

Il a exhorté le Hamas à accepter "sans hésitation" le plan égyptien et a appelé au déploiement d'une force internationale à Gaza chargée de protéger les civils, ce que le Hamas rejette.

Depuis Damas, le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a défié Israël l'accusant de perpétrer un "holocauste" et rejetant toute négociation d'une trêve "sous le feu".

Dans un discours à la télévision publique syrienne, M. Mechaal a assuré que l'armée israélienne n'avait "atteint aucun de ses objectifs" et écarté toute négociation sur un cessez-le-feu tant que l'opération israélienne se poursuivrait.

"Nous demandons en premier la fin immédiate de l'agression, puis le retrait immédiat des forces ennemies de Gaza et ensuite la levée du

siège de Gaza, car c'est ce siège injuste imposé depuis plusieurs années qui a mené à l'explosion dans la région", a-t-il lancé.

Il a exigé l'ouverture de tous les points de passage de la bande de Gaza. "Nous n'acceptons pas de négocier d'une trêve sous le feu dirigé contre nous".

Gaza : dimanche des manifestations dans le monde. (12.01)

AP - . De nouvelles manifestations ont été organisées dimanche dans de nombreux pays du monde arabe, d'Europe et d'Asie pour protester contre l'offensive israélienne, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

En Espagne, 100.000 personnes ont manifesté à Madrid et à Séville, exhortant Israël à "arrêter le massacre à Gaza". Des milliers de personnes ont aussi défilé contre l'offensive israélienne à Bruxelles -où des incidents ont donné lieu à une dizaine d'interpellations- et à Londres. En Italie, quelques milliers de personnes ont participé à des manifestations pro-palestiniennes à Rome, Naples et Vérone.

A Beyrouth, quelque 2.500 Libanais et Palestiniens se sont rassemblés pacifiquement dans le centre de la capitale libanaise, exhortant la communauté internationale à intervenir pour faire cesser l'offensive, alors qu'à Damas, plusieurs centaines de manifestants lançaient des insultes à l'encontre de l'Etat hébreu et des dirigeants arabes.

D'autres manifestations ont aussi été organisées à Karachi, où quelque 2.000 personnes ont manifesté, à Manille et à Tokyo.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre l'intervention israélienne. (18.01)

AFP 17.01 - Des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois défilé samedi dans plusieurs villes de France pour réclamer la fin de l'intervention militaire israélienne à Gaza et l'arrêt du "massacre du peuple palestinien".

A Marseille le secrétaire général du rassemblement franco-palestinien pour la paix, Mustapha Mohammadi a estimé que "c'est un Oradour-sur-Glane, un Guernica, un Srebrenica qui se déroule devant les caméras et dans la passivité des Américains et des Européens".

Dans cette ville, les manifestants étaient 2.500 selon la police, 25.000 selon les organisateurs.

A Paris, la préfecture a dénombré 2.600 manifestants contre plusieurs dizaines de milliers selon les organisateurs dans un premier cortège alors qu'un autre organisé par le Parti des Musulmans de France (PMF), contre Israël et en faveur du port du voile, a réuni 450 personnes selon la police, 2.000 selon les organisateurs.

Dans la première manifestation, les forces de l'ordre ont utilisé des grenades lacrymogènes après que des manifestants eurent essayé de forcer une grille de l'Opéra Garnier. Plusieurs personnes ont été interpellées.

Une femme a été évacuée à la suite d'un malaise et la vitrine d'un restaurant McDonald's a été brisée.

A Nice, où le dernier rassemblement avait dégénéré, la préfecture avait décidé d'annuler la manifestation par crainte de "troubles à l'ordre public".

Mais cette décision n'a pas empêché des groupes de jeunes de s'en prendre à des commerces, des voitures et du mobilier urbain, selon la préfecture et la police.

Quatorze personnes étaient en garde à vue samedi soir.

A Grenoble, les manifestants (entre 4.000 et 2.900 personnes) ont défilé, aux cris de "Livni, Barak, c'est vous les terroristes !" ou "Israël terroriste, Europe complice !"

On pouvait lire sur les pancartes: "Respect de la synagogue mais boycott d'Israël", "Vive la Palestine et vive la résistance" ou encore "Hamis résistance".

A Nîmes, le rassemblement (entre 2 et 3.000 personnes) a réuni de nombreux collégiens, lycéens et des jeunes des quartiers défavorisés de la ville défilant au cri de "Silence, Israël assassine". A Montpellier, ils étaient environ 500, simulant "un cimetière des enfants martyrs de

Gaza".

De 2.500 à 4.500 personnes dont quelques membres de l'Union juive française pour la paix (UJFP) ont manifesté à Toulouse et, à Bordeaux, entre 1.600 et 8.000 personnes ont observé une minute de silence "pour tous les martyrs de Gaza et tous les martyrs du peuple palestinien depuis 60 ans".

Rose-Marie Lou, co-présidente du Comité Action Palestine (CAP), l'une des associations à l'origine de ce rassemblement a déclaré que "depuis trois semaines, Israël, un pays soi-disant démocratique, se livre à des massacres, c'est inacceptable".

Des défilés ont eu lieu à Lyon (3.000 personnes selon police et organisateurs), Annecy (1.500 selon les organisateurs), Limoges (550 selon la préfecture), Clermont-Ferrand (500), Roanne (entre 250 et 350), Dunkerque (entre 250 et 400), Angoulême, Agen ou Pau.

Dans le nord-ouest, ils étaient environ 3.000 (police) à Nantes à demander "Liberté, Paix, Justice pour le peuple palestinien". A Rennes, on dénombrait 650 manifestants selon la préfecture tandis qu'à Brest, ils étaient entre 400 et 1.000. En Basse-Normandie, il y eu 350 manifestants à Flers (Orne) selon police, 500 à 1000 selon les organisateurs. A Blois, ils étaient 500, selon la police et 800 à Tours.

Dans l'est, entre 500 et 1.000 personnes ont défilé à Strasbourg. A Mulhouse, organisateurs et police ont compté 1.500 manifestants.

Dans la plupart des cortèges, les partis de gauche (PCF, NPA, PS) étaient représentés ainsi que certaines associations comme la Ligue des Droits de l'Homme.

AP 17.01 - Des milliers de syndicalistes, défenseurs des droits de l'homme, artistes et autres représentants de la société civile tunisienne ont protesté samedi contre l'offensive israélienne et manifesté leur solidarité avec la population de Gaza.

Organisée à l'appel de la centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), une première marche a rassemblé dans la matinée quelque 4.000 manifestants qui ont parcouru pendant plus d'une heure l'avenue Mohammed V, l'une des principales artères de Tunis, sous une forte escorte policière.

"Stop war against Gaza", "la normalisation (avec Israël) équivaut à un appui au sionisme", pouvait-on lire sur certaines banderoles, tandis que des slogans stigmatisaient "les régimes arabes, valets de l'impérialisme" aux cris de "honte à vous dirigeants (arabes), vous avez vendu Gaza pour des dollars".

Dans l'après-midi, plus de 2.000 défenseurs des droits de l'homme et autres cinéastes, musiciens, femmes et hommes de théâtre ont répondu à l'appel notamment de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), du Syndicat des journalistes tunisiens (SJT) et de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) pour dénoncer "les crimes de l'armée israélienne à Gaza".

"Halte au génocide", "les femmes tunisiennes solidaires avec les femmes palestiniennes", "les criminels sionistes doivent être jugés par le Tribunal pénal international", lançaient les manifestant(e)s qui appelaient au boycott d'Israël.

Trêve à Gaza, les forces israéliennes débutent leur retrait. (19.01)

Reuters - Le Hamas a annoncé dimanche un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, donnant une semaine à Israël pour se retirer de l'enclave quelques heures après la mise en place d'une trêve unilatérale par l'Etat juif.

Le Premier ministre Ehud Olmert a assuré que les Israéliens avaient "l'intention de quitter ce territoire le plus rapidement possible" dès qu'il n'y aurait plus de risques pour la sécurité d'Israël.

Selon la présidence française, ce retrait pourrait prendre moins d'une semaine, comme l'exige le Hamas. L'armée israélienne, indique-t-on de source militaire, a d'ailleurs commencé à se retirer dimanche soir de la bande de Gaza.

Six chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, dont Nicolas Sarkozy, ont rencontré dimanche soir Olmert à Jérusalem, après avoir participé à une conférence internationale à Charm el Cheikh à l'invitation du président égyptien Hosni Mubarak.

Ismail Haniyeh, dirigeant du mouvement islamiste Hamas dans la bande de Gaza, a affirmé quant à lui que l'offensive israélienne se soldait par un échec et n'avait pas fait plier les Palestiniens. "L'ennemi n'a pas atteint ses objectifs", a-t-il dit dans un discours retransmis par la télévision du Hamas.

Le responsable du Hamas au Caire, Ayman Taha, a précisé que le cessez-le-feu serait observé par tous les groupes palestiniens du territoire, mais des doutes naissent déjà sur la capacité du mouvement à le faire respecter.

Au moins trois roquettes ont été tirées après l'annonce du cessez-le-feu du Hamas, selon la police israélienne.

Le groupe islamiste palestinien avait dit plus tôt qu'il n'arrêterait pas sa "résistance" tant qu'Israël ne se retirerait pas de Gaza. Tsaahal a répliqué dimanche matin à 17 tirs de roquettes par deux attaques aériennes et a tué un civil palestinien près de Khan Younès.

UN SOMMET SANS LE HAMAS NI ISRAËL

Le mouvement islamiste palestinien s'est dit prêt dans un communiqué à "coopérer à tous les efforts, particulièrement ceux de l'Égypte, pour parvenir à un accord définitif qui satisferait nos revendications consistant en une levée permanente du blocus et l'ouverture de tous les points de passage".

Mais le Hamas n'a pas été invité au sommet réuni par l'Égypte à Charm el Cheikh et rassemblant une demi-douzaine de dirigeants européens, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, un représentant de la Ligue arabe et le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a critiqué les dirigeants mondiaux pour avoir exclu le Hamas du processus de paix et dit que l'Ouest était "responsable de cette situation".

Estimant qu'il fallait "consolider ce cessez-le-feu", Sarkozy a déclaré à Charm el Cheikh qu'un "sommet à vocation humanitaire" serait organisé par l'Égypte afin de permettre l'acheminement de l'aide aux victimes du conflit. Ce sommet devrait avoir lieu durant la première semaine de février et porter notamment sur la reconstruction de la bande de Gaza.

Les Etats-Unis, par la voix de leur secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, se sont réjouis de la trêve unilatérale d'Israël sans réclamer explicitement la fin du blocus, à l'inverse du Premier ministre britannique Gordon Brown, ni le retrait des troupes, contrairement à Ban ou Sarkozy.

Le président élu Barack Obama a promis d'accompagner Palestiniens et Israéliens sur le chemin de la paix et fait savoir qu'il s'exprimerait davantage après sa prestation de serment qui aura lieu mardi.

Le pape Benoît XVI, dans sa déclaration la plus ferme jusqu'ici sur la situation, a condamné la violence qui a tué "des centaines (...) de victimes innocentes".

"Si le cessez-le-feu tient, et j'espère qu'il tiendra, vous verrez les points de passage s'ouvrir et laisser passer une énorme aide humanitaire", a dit le porte-parole d'Olmert, Mark Regev, à la chaîne de télévision britannique Sky News.

Mais le blocus ne cessera pas selon lui tant que le soldat israélien Gilad Shalit, enlevé lors d'un raid transfrontalier en 2006, ne sera pas libéré par ses ravisseurs palestiniens.

ACCALMIE À GAZA

Les Gazaouis ont retrouvé leurs rues en ruines et parfois des morts après 22 jours passés dans des abris de fortune.

Au moins 1.300 Palestiniens, dont 700 civils, ont été tués depuis le début de l'offensive israélienne, selon les médecins gazaouis. Dix soldats et trois civils israéliens ont péri durant la même période.

Dans la ville de Beit Lahiya, les ambulances palestiniennes ont ramassé dans la matinée une centaine de cadavres, la plupart étant des activistes. Les policiers du Hamas étaient répartis très prudemment dans cette région où les combats continuaient de façon sporadique.

Selon le bureau palestinien des statistiques, 4.000 immeubles d'habitations ou simples maisons ont été réduits à l'état de décombres par les bombes israéliennes.

Olmert a affirmé samedi soir, après le vote du cabinet de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu unilatéral, que le Hamas serait "à nouveau surpris" s'il se lançait dans une offensive.

Il a aussi mentionné des accords avec l'Égypte appuyés par la communauté internationale pour empêcher le Hamas de réarmer.

Elections régionales de Hesse en Allemagne : scrutin largement favorable à Angela Merkel. (20.01)

La Tribune 18.01 -D'après les premiers sondages fournis par les télévisions, c'est le CDU, le parti de la chancelière allemande Angela Merkel, qui remporterait sans surprise les élections du lãnder de Hesse, l'un des plus riches du pays comprenant notamment Francfort, la capitale économique et financière.

La chaîne publique allemande ARD crédite ainsi pour l'instant l'Union chrétienne-démocrate de 37,5% des voix, soit une légère hausse par rapporte aux 36,8% remportés aux élections indécises voici un an. Les sondages, quant à eux, prévoient 41% des intentions de vote en faveur du CDU et prédisaient une dégringolade du parti social-démocrate SPD à 25%, contre 36,7% un an plus tôt.

Selon la chaîne, ce dernier n'aurait recueilli que 23,5% des suffrages. Le taux de participation -de 60%- est en revanche bien moins élevé qu'il y a un an (64%).

L'an dernier à la même époque, le résultat du vote avait été si serré qu'aucun des deux grands partis chrétien-démocrate ou social-démocrate n'avait pu former un gouvernement stable, ce qui explique ce nouveau scrutin. La CDU avait, en l'attente d'un nouveau scrutin, continué de diriger la Hesse à la tête d'un cabinet minoritaire. Or, ce scénario ne devrait pas se répéter car le parti des libéraux, le FDP aurait, toujours selon les projections de l'ARD, gagné près de 7 points par rapport à l'année dernière et réunirait 16,1% des suffrages. Un score qui devrait donc permettre à la CDU de constituer un gouvernement régional en Hesse. Toujours selon les projections de la chaîne de télévision publique, la CDU gagnerait un siège au parlement régional, avec 43 sur un total de 110 ; le SPD en perdrait 15, le FDP en conquiert sept de plus.

Quant aux Verts crédités de 14%, ils profitent de la déroute du SPD en gagnant sept sièges.

La Gauche, avec 5,1%, peut continuer de siéger au parlement de Hesse, puisqu'elle franchit le seuil des 5% indispensable pour cela.

Ce scrutin de ce dimanche 18 janvier qui comptait sur 4,4 millions d'électeurs, ouvre une série de 16 consultations électorales, - communales, régionales, présidentielle, et européennes- qui culminera avec les législatives du 27 septembre prochain.

Salvador: la gauche victorieuse, mais non majoritaire, vise la présidence. (21.01)

AFP 20.01 - L'ancienne guérilla de gauche du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) a proclamé sa victoire aux élections législatives de dimanche au Salvador en affichant pour ambition de remporter l'élection présidentielle du 15 mars.

Tout indique toutefois qu'elle devra trouver des alliés à l'Assemblée pour gouverner, comme le fait l'actuel président conservateur Elias Antonio Saca, faute de majorité absolue.

"Nous avons gagné la première manche, un gros travail nous attend aux côtés de Mauricio Funes et Salvador Sanchez Ceren", candidats à la présidence et à la vice-présidence du FMLN, a commenté Medardo Gonzalez, un dirigeant du FMLN.

"La présidentielle, nous allons la gagner", a assuré Mauricio Funes en "félicitant" le peuple du Salvador "pour avoir ouvert le chemin qui nous conduira à la victoire définitive le 15 mars".

La droite, représentée par l'Alliance républicaine nationaliste (Arena) de M. Saca, préside ce petit pays d'Amérique centrale depuis vingt ans.

Après dépouillement de près de 75% des bulletins, à 11H00 locales (17H00 GMT), le FMLN a obtenu 46,3% des suffrages aux législatives, contre 36,5% à l'Arena, selon le Tribunal suprême électoral (TSE).

Les autres formations sont très distancées, avec un total de 15%.

Selon les projections officieuses, le FMLN obtiendrait 37 députés (sur un total de 84), gagnant cinq sièges. L'Arena en perdrait un, à 33.

La gauche victorieuse n'aurait cependant pas la majorité absolue. Pour gouverner, il lui faudrait donc trouver des alliances avec les partis minoritaires, qui auraient 14 sièges, soit quatre de moins que dans la précédente législature.

Le FMLN qui s'est proclamé "première force politique du pays" a revendiqué la victoire dans au moins 85 des 262 municipalités du pays,

dont 5 des 14 préfectures. Il dirigeait 58 villes jusqu'alors.

Le FMLN perdrait toutefois la mairie de San Salvador, qu'il détient depuis 1997, au profit du candidat de l'Arena, Norman Quijano. Le candidat présidentiel Mauricio Funes a implicitement reconnu ce cuisant revers du FMLN en indiquant: "il faut attendre et respecter les résultats mais cela ne signifie pas qu'ils (la droite) ont gagné la présidentielle", a-t-il déclaré à ses partisans.

Au moins la moitié des 4,2 millions d'électeurs salvadoriens ont participé au scrutin, l'un des plus surveillés par des observateurs nationaux ou étrangers, depuis la fin de la guerre civile, en 1992. Les opérations de vote se sont déroulées sans incidents notables, selon les missions d'observation étrangères.

La campagne électorale avait donné lieu à des incidents, parfois violents.

Outre 17.000 policiers, plus de 2.000 observateurs avaient été déployés pour ces élections qui constituaient un test capital avant la présidentielle. Pour le moment, Mauricio Funes, ancien journaliste de télévision est donné favori par les sondages face au candidat de droite Rodrigo Avila.

Les ex-guérilleros avaient déjà gagné les législatives en 2003 mais ils avaient échoué à la présidentielle l'année suivante, face à M. Saca.

Aujourd'hui, ils ont adouci leur discours, basé sur le slogan du "changement dans la sécurité".

Les Etats-Unis, dont l'intervention avait été décisive en faveur du pouvoir actuel dans la guerre civile, officiellement terminée en 1992, et qui pèsent sur l'économie "dollarisée" du pays, sont directement intéressés par les résultats des législatives et de la présidentielle.

Mauricio Funes a déjà promis que le Salvador demeurerait un allié convaincu de Washington s'il devenait président, et non un "satellite" du Venezuela et des autres forces de gauche de la région, comme l'affirment ses adversaires de droite.

Stas assassiné en plein centre de Moscou. (21.01)

19 janvier 2009

Stas était de tous les combats, sur tous les fronts, à défendre les victimes des injustices, à propager ses idées, à voyager aux quatre coins de la Russie. Et toujours avec le sourire et la blague prête à partir. Jamais à se prendre au sérieux. Un copain, un camarade courageux, intelligent, simple et chaleureux. Pour des centaines et des centaines de militants de la plupart des régions de Russie.

Il a été assassiné, en plein centre de Moscou, en plein jour, d'une balle dans la tête. La seule envie après ça, c'est de crier et hurler, sa douleur, son indignation, sa colère ! Personne ne le rendra à la vie, mais les coupables et surtout les commanditaires doivent payer. C'est l'escalade ces derniers mois, trop de crimes et d'agressions, trop de sang versé, pourquoi ? Qui en Russie est persuadé que la lutte pour la justice peut ainsi être stoppée d'un coup de revolver ou d'un coup de batte de baseball ? C'est vraiment prendre les gens pour des idiots ou du bétail, ce que ne se gênent pas de faire publiquement quantité de hauts fonctionnaires et hommes politiques véreux. Ou alors c'est vouloir que dans ce pays, les conflits sociaux et politiques se règlent non pas devant les tribunaux ou dans les manifestations, mais le revolver au poing. Qui précipite la Russie dans une nouvelle ère de banditisme politique ? Qui ? Stanislav Markelov était de ceux qui s'étaient engagés corps et âme dans le combat pour la justice, en croyant jusqu'au bout aux armes du droit, de la solidarité, de l'information indépendante et du militantisme.

C'était un avocat, mais un avocat militant, et de gauche, en plus, qualité rare en Russie, si ce n'est unique. Un allié infatigable des mouvements sociaux. Les flics venaient vous arrêter en pleine nuit au lendemain d'une action antifachiste ou d'un blocage d'une tentative d'expulsion ? On pouvait appeler Stas, toujours prêt à prodiguer au moins conseils, si ce n'est à prendre le premier métro si l'affaire était sérieuse et dangereuse pour le soi-disant inculpé.

On parle surtout de ses activités en Tchétchénie. Depuis la première guerre en Tchétchenie il travaillait sans relâche pour que les coupables de crimes de guerre paient, et paient à la mesure de leurs actes. La dernière affaire en date, qui lui a sans doute valu d'être ainsi exécuté, concernait celle de la famille Koungaïev dont il s'était fait l'avocat. Leur petite fille Elza, a été violée et étranglée par le colonel Boudanov en mars 2000. Celui-ci a été condamné en 2003 à 10 ans de prison, mais a été relâché de façon anticipée le 15 janvier 2009. Markelov avait fait appel de cette décision devant la Haute Cour de justice. Il a été assassiné en sortant de la conférence de presse qu'il donnait à ce sujet, le 19 janvier.

Au-delà de la Tchétchénie, Stas était un fin connaisseur du Caucase, oeuvrant sans fin à la pacification de la région, à l'entente entre les peuples et au développement des initiatives citoyennes indépendantes. Entre autres, il a animé un débat à ce sujet au Forum social

européen de Malmö en septembre 2008, où il avait fait venir militants ingouches, géorgiens et ossètes pour un débat houleux mais fraternel et puissant symboliquement.

Il s'est énormément mobilisé dans le combat antifachiste, représentant dans les procès les militants antifachistes injustement accusés de meurtres ou d'agressions sur les fachistes (la police russe a la facheuse tendance de confondre fachistes et antifachistes et d'éprouver une certaine sympathie pour les premiers), plaidant pour les victimes des agressions fachistes, multipliant publications et interventions publiques contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et de fachisme.

Il défendait tous les militants sincères et menant le combat contre la corruption, pour le respect minimal des droits sociaux, écologiques, syndicaux. Il fut ainsi l'avocat de Mikhail Beketov, ce journaliste et militant du mouvement des habitants de la ville de Khimki en banlieue de Moscou, passé à tabac le 13 novembre et toujours au bord de l'agonie aujourd'hui.

Il participait aux Forums sociaux de Russie, aux manifestations des mouvements sociaux, mettant son savoir de juriste au service des militants, expliquant sans relâche comment se comporter devant les policiers, comment utiliser la législation à bon escient, comment faire respecter ses droits. Lors du dernier Forum social à Irkoutsk, début août 2008, il m'avait dit en avoir marre d'en être réduit à son rôle d'avocat et vouloir également participer aux débats politiques du mouvement, pour pouvoir exprimer ses idées et ses convictions.

Car c'était un homme de conviction. Un militant de gauche au sens noble du mot : pour la justice, l'autoorganisation, l'égalité entre les peuples, les hommes et les femmes. Contre le libéralisme ravageur et le capitalisme brutal régnant en Russie depuis les années 90 qui, selon lui, avait mené à la catastrophe politique et humaine des années 2000, notamment à la montée du fachisme et du banditisme politico-économique.

Pour qu'il n'y ait pas de confusion, et en mémoire de lui, je tiens à préciser qu'il n'avait rien à voir avec ceux qu'on appelle en Occident « l'opposition au Kremlin ». Il a toujours condamné cette « Autre Russie » de Kasparov et Limonov, accusant ses leaders d'être des droitiers libéraux, des fachistes méprisant le peuple.

La dernière fois qu'on s'est vu, c'était au rassemblement du 30 novembre à Moscou contre la série d'agressions que venaient de subir des militants du mouvement social et syndical (je faisais alors parti de la liste). Il a fait une intervention à la tribune condamnant ces attaques « contre la justice » et appelant les militants à organiser collectivement leur auto-défense. Il m'avait alors confié qu'il avait désormais peur de répondre au téléphone : « chaque fois que le téléphone sonne, j'ai peur qu'on m'apprenne qu'un nouveau camarade et ami a fait l'objet d'une agression ».

Aujourd'hui, Stas, personne ne t'appellera, mais on a tous reçu ce coup de téléphone assassin...

Carine Clément.

Carine Clément, sociologue, directeur de l'Institut de l'action collective à Moscou

source : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article12665>

En Islande les manifestations tournent à l'émeute. (23.01)

Reuters 22.01 - La perspective d'élections anticipées s'est confirmée jeudi en Islande, la ministre des Affaires étrangères du pays s'étant prononcée en ce sens tandis que, dans un contexte de crise qui frappe durement l'île, des manifestations tournaient à la violence.

L'Islande a basculé en octobre, victime de la crise économique mondiale qui a provoqué l'effondrement de sa monnaie et l'implosion de son système financier sous le poids des dettes contractées par ses banques.

Ingibjorg Gisladdottir, chef de la diplomatie islandaise et dirigeante du Parti social-démocrate islandais, l'une des composantes du gouvernement de coalition, a exprimé le souhait de voir organiser des élections anticipées au printemps. Mais elle s'est engagée à continuer de collaborer avec le Parti de l'Indépendance du Premier ministre Geir Haarde.

"Aucun des deux partis ne suspend l'activité du gouvernement de coalition et nous continuerons d'oeuvrer ensemble aussi longtemps que nous le pourrons, si je puis m'exprimer ainsi", a-t-elle dit à la radio nationale.

"Toutefois, je considère que des élections devraient avoir lieu ce printemps et, à mon retour dans mon pays, je m'appliquerai à ce que ce soit fait", a déclaré Gisladdottir, qui a suivi en Suède un traitement contre une tumeur au cerveau.

Haarde, que son opposition à un scrutin anticipé met en porte-à-faux avec plusieurs responsables de son parti, s'est montré jusqu'ici résolu à rester malgré la chute de popularité de son gouvernement. A ses yeux, des élections anticipées ne feraient qu'entraver les efforts mis en oeuvre pour stabiliser l'économie.

Les prochaines élections législatives ne sont censées avoir lieu qu'en 2011. Les services de Haard ont refusé de commenter les perspectives électorales jusqu'ici mais ont fait savoir que le Premier ministre ferait une déclaration vendredi.

Des manifestations ont lieu régulièrement le samedi depuis que la crise a éclaté, mais cette semaine il y en eu chaque jour depuis mardi. L'une d'elles a tourné à la violence jeudi et la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes pour la première fois depuis l'adhésion du pays à l'Otan en 1949.

Prochain référendum à Berlin sur l'enseignement religieux. (23.01)

LeMonde.fr 22.01 - L'instruction religieuse va-t-elle être inscrite au programme des écoles publiques berlinoises ? Soutenue par les Eglises protestante et catholique de la capitale allemande, l'association Pro Reli en a fait son cheval de bataille. Elle réclame que les élèves puissent avoir le choix entre des leçons d'éthique, les seules obligatoires actuellement, ou des cours de religion, organisés séparément pour chaque confession.

Les Berlinoises seront appelés aux urnes pour trancher cette question. Pro Reli est parvenue à recueillir plus de 180 000 signatures à sa pétition. Ce nombre est suffisant pour contraindre le Sénat de Berlin à convoquer un référendum local. Les militants de l'association n'ont pas ménagé leur peine : pendant près de quatre mois, ils ont multiplié les distributions de tracts, les spots à la radio et les envois massifs de courriels. Leur démarche a reçu le soutien d'organisations juives et musulmanes et de certaines personnalités politiques.

25 % DES INSCRITS

Le débat a largement gagné l'opinion en Allemagne, où les Eglises chrétiennes sont des acteurs de poids de la vie sociale et politique. Dans la quasi-totalité des Länder, l'enseignement religieux est d'ailleurs une matière officielle, incluse dans le système de notation au même titre que l'histoire ou les mathématiques. Berlin fait exception. Les cours de religion y sont facultatifs depuis la fin de la guerre.

Gouvernée par une coalition de gauche, la ville-Etat a choisi d'imposer au collège un cours d'éthique, plus proche de l'instruction civique. Elle a rendu cet enseignement obligatoire en 2006, quelques mois après la découverte d'un terrible fait divers : un 'crime d'honneur' commis par un jeune Turc à l'encontre de sa soeur. 'L'objectif du cours d'éthique est de rassembler des élèves de différentes origines pour réfléchir sur des thèmes tels que l'identité et l'amitié, la violence et la tolérance', explique Jens Stiller, porte-parole de la municipalité.

Les Tchèques reportent encore la ratification du traité. (23.01)

LeMonde.fr 22.01 -Le traité de Lisbonne n'est décidément pas pour demain. Au blocage des Irlandais, qui doivent se prononcer à nouveau par référendum, et à celui du président polonais Lech Kaczynski, qui refuse d'apposer sa signature, s'ajoute celui du Parlement tchèque.

Mirek Topolánek, le premier ministre tchèque, avait d'abord assuré que le traité serait ratifié dans son pays avant le début de sa présidence de l'Union européenne, le 1er janvier ; puis que les députés se prononceraient lors de la première session parlementaire, à partir du 3 février.

Tout est à nouveau reporté. Les parlementaires de l'ODS, le Parti libéral-conservateur de M. Topolánek, ainsi que les communistes, ont bloqué les travaux des commissions des affaires étrangères et des lois, réunies mardi 20 et mercredi 21 janvier. Elles ne devraient reprendre l'étude du traité que le 15 février, ce qui permettrait, dans le meilleur des cas, une ratification lors de la session du mois de mars.

"*La politique d'obstruction des députés de l'ODS est scandaleuse et inacceptable !*", déclare au Monde Katerina Jacques, députée des Verts et membre de la commission des affaires étrangères. "*Ce non-respect de l'engagement de la République tchèque de ratifier le traité de Lisbonne le plus tôt possible discrédite le pays aux yeux de nos partenaires européens*", estime-t-elle à l'issue de cette réunion "houleuse".

'PLAISANTERIE'

Le rôle de M. Topolánek est ambigu vis-à-vis du traité de Lisbonne. Plus pragmatique que l'europhobe président de la République, Vaclav Klaus, il cherche à ménager la chèvre et le chou : les eurosceptiques de son parti et ses partenaires européens. Officiellement favorable à

la ratification, il a pourtant déclaré devant le Parlement européen, le 14 janvier : *"Le traité de Lisbonne est pire que le traité de Nice (actuellement en vigueur) : c'est ainsi que je le vois à titre personnel. J'ai négocié et signé le traité, nous l'avons approuvé et je voterai au Parlement (tchèque). Mais l'idée que nous devrions dire à tous les Etats membres qu'ils sont tenus de ratifier le document est absurde"*.

La Bolivie nationalise une société pétrolière argentino-britannique . (24.01)

AFP 23.01 -Le président bolivien Evo Morales a nationalisé vendredi l'entreprise pétrolière Chaco, gérée par la société Panamerican Energy (PAE), à capitaux argentins et britanniques, à deux jours d'un référendum populaire sur la nouvelle Constitution du pays.

"Petit à petit nous récupérons nos entreprises", a déclaré M. Morales, à l'occasion de la cérémonie publique qui s'est tenue dans les bureaux du groupe Chaco, dans la localité de Entre Ríos, dans le département de Cochabamba (centre), où il a signé le décret de nationalisation.

PAE a réagi en déclarant qu'il "défendrait devant toutes les instances ses intérêts légitimes".

"Panamerican Energy confirme sa volonté de poursuivre les efforts qui permettent d'aligner ses intérêts légitimes -- qu'elle défendra devant toutes les instances -- sur les objectifs et les intérêts de la Bolivie", a déclaré le groupe dans un communiqué.

"PAE a fait preuve tout au long de ces dernières années de son engagement en faveur de la Bolivie et de l'intégration énergétique régionale encouragée par son gouvernement", a plaidé le groupe.

"L'effort d'investissement de l'entreprise pétrolière Chaco a fait de la compagnie une pièce clé pour augmenter la livraison de gaz naturel à destination du marché intérieur bolivien, ainsi qu'à l'exportation, en particulier vers l'Argentine", a poursuivi PAE.

Le président Morales avait déjà annoncé la nationalisation de Chaco le 1er mai 2008 avant d'ouvrir une phase de négociations avec Panamerican Energy sur les conditions de transfert de la totalité des actions en vue de prendre le contrôle total de l'entreprise.

Evo Morales a fait irruption avec des militaires dans les bureaux de Chaco en se plaignant que "les entreprises pétrolières ne respectent pas les normes boliviennes". Le président a ajouté que son gouvernement "respecterait les investissements privés, si on respecte les normes boliviennes".

Cette mesure survient à deux jours d'un référendum populaire pour l'adoption ou le rejet d'une nouvelle Constitution plus étatiste et indigéniste voulue par sa majorité.

La compagnie publique des hydrocarbures YPFB prendra le contrôle de 99% des actions de Chaco, qui travaille en Bolivie dans l'exploration et l'exploitation de gisements, gère une compagnie d'électricité et une usine de distribution de gaz naturel et de gaz dérivé du pétrole.

La compagnie Chaco, qui a depuis plusieurs années un contentieux juridique avec l'Etat bolivien, n'est pas parvenu à un accord, rappelle-t-on dans les milieux pétroliers.

La plupart des compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie ont reporté leurs investissements dans l'exploration et l'exploitation de gisements de gaz. Elles se contentent de faire de la maintenance pour leurs installations existantes, explique la Chambre bolivienne des Hydrocarbures de Santa Cruz (est), la région la plus riches de Bolivie.

Les compagnies pétrolières critiquent régulièrement le manque de sécurité juridique depuis l'arrivée au pouvoir en 2006 du président de gauche.

La Bolivie possède les deuxièmes réserves de gaz d'Amérique du sud après celles du Venezuela.

Berlusconi envisage de déployer 30.000 soldats dans les rues (25.01)

Reuters 24.01 - Réagissant à une série de viols, le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, annonce que le nombre de soldats patrouillant dans les rues des villes de la péninsule pourrait être multiplié par dix, portant leurs effectifs à 30.000.

Trois viols sordides ont été commis depuis le début de l'année à Rome, replaçant la lutte contre la criminalité au coeur du débat politique italien.

Berlusconi, revenu au pouvoir en avril dernier en partie sur ses promesses en matière de sécurité, a ordonné à l'armée de participer à la lutte contre la criminalité, déployant rapidement 3.000 soldats dans les rues des grandes villes d'Italie.

Samedi, il a déclaré que son gouvernement étudiait la possibilité de multiplier leur nombre par dix.

Mais pour la gauche italienne, la stratégie suivie par Berlusconi a échoué et Marco Minniti, porte-parole de l'opposition pour les questions relatives au ministère de l'Intérieur, a jugé que la mobilisation "sans précédent" de l'armée revenait à mettre en oeuvre "un état de siège".

Des syndicats policiers se sont également interrogés sur l'opportunité de recourir à l'armée. "Il ne suffit pas de mettre des soldats dans les rues pour combattre la criminalité. Le crime, surtout le crime organisé, se combat par des renseignements et des investigations", a dit Nicola Tanzi, du syndicat SAP.

Commentaire : 10 fois plus que 3.000, revient à mettre en oeuvre "un état de siège", 10 fois plus que 30.000 revient à mettre en oeuvre une dictature.

Des milliers d'Islandais dans la rue malgré l'annonce d'élections anticipées. (25.01)

AFP 24.01 - L'annonce d'élections anticipées n'aura pas apaisé le courroux des Islandais qui étaient encore des milliers à manifester samedi, réclamant la démission immédiate du gouvernement au plus bas dans les sondages. Plus de cinq mille personnes étaient rassemblées à Reykjavik peu avant 18H00 GMT, a constaté une journaliste de l'AFP.

Il s'agit de la manifestation la plus importante depuis novembre, selon les organisateurs qui ne décolèrent pas depuis l'effondrement de l'économie du pays nordique en octobre et malgré les promesses faites vendredi par le Premier ministre conservateur, Geir Haarde, de redresser le pays.

"C'est bien d'organiser des élections mais ce n'est pas suffisant", a résumé Hildur Valsdottir, la cinquantaine, au chômage comme nombre de ses compatriotes.

Les manifestants ont scandé "Nouvelle République!". La plupart portait des vêtements orange, couleur symbolisant leur volonté de rester pacifistes après des incidents cette semaine.

"Nous voulons une nouvelle république, une nouvelle constitution. Sur le papier, cela paraît bien mais dans les faits il n'y a pas de séparation entre l'exécutif et le judiciaire", a dit à l'AFP une infirmière d'une soixantaine d'années, sous couvert d'anonymat, allusion aux décisions prises à la hâte par le gouvernement au début de la crise, en particulier la privatisation des trois grandes banques.

L'Islande, petite île de 320.000 habitants non membre de l'Union européenne, qui avait basé sa prospérité sur un secteur bancaire hypertrophié, a vu son économie terrassée par la crise internationale à l'automne.

Depuis octobre, des manifestations rassemblant entre plusieurs centaines et quelques milliers de personnes sont organisées chaque week-end dans la capitale islandaise.

Cette semaine, la colère est montée d'un cran avec des rassemblements quotidiens devant le Parlement émaillés d'incidents.

Pour éviter les débordements, les organisateurs ont appelé samedi à la fin du rassemblement à 20H00 GMT.

Le mandat du gouvernement, qui réunit le Parti de l'indépendance (conservateur) et le parti social-démocrate, devait s'achever en 2011. Mais le Premier ministre Geir Haarde, 57 ans, a annoncé vendredi des législatives anticipées le 9 mai.

Il a en outre déclaré qu'il ne se représenterait pas pour des raisons de santé.

La grande incertitude samedi était de savoir si la coalition pouvait résister à ces développements. Les tractations ont par ailleurs commencé. Ingibjorg Solrun Gisladdottir, la dirigeante du parti social-démocrate et actuelle ministre des Affaires étrangères, devait rencontrer le chef du gouvernement, selon la radio publique.

Celle-ci avait affirmé jeudi qu'elle souhaitait que les deux partis restent unis.

Mais cette rencontre intervient alors que la cote du gouvernement s'est effondrée au profit du parti Gauche-Verts (écologistes de gauche), qui dispose désormais du plus large soutien, selon un sondage.

Selon cette enquête, publiée samedi par le quotidien Frettabladid, 20,3% des Islandais approuvent l'action du gouvernement de coalition islandais, contre 31,6% en novembre et 71,9% en février 2008.

Le parti de l'Indépendance ne recueillerait plus que 22,1% des suffrages, contre 36,6% lors des élections de mai 2007. Quant au parti social-démocrate, il ne recueille plus que 19,2% contre 33,69% en novembre.

Le parti Gauche-Verts est en revanche crédité de 32,6% d'intentions de vote contre 27,8% en novembre et alors qu'il n'a recueilli que de 14,3% des suffrages aux dernières élections.

Ce sondage a été réalisé par téléphone par Frettabladid jeudi soir auprès de 800 personnes de plus de 18 ans.

Le pape réintègre dans l'Église un évêque négationniste. (25.01)

Reuters 24.01 - Le pape a réhabilité l'évêque traditionaliste Richard Williamson, qui soutient les thèses révisionnistes niant la Shoah, en dépit des mises en garde de représentants juifs sur les conséquences pour les relations entre les catholiques et leur communauté.

Benoît XVI a promulgué un décret levant l'excommunication des quatre évêques traditionalistes de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X - parmi lesquels Mgr Williamson - prononcée en 1988 parce qu'ils avaient été sacrés sans l'accord du Saint-Siège.

La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, hostile aux innovations introduites par le Concile Vatican II au début des années 1960, revendique environ 600.000 fidèles. Elle a été fondée en 1970 par l'évêque français Marcel Lefebvre, décédé en 1991. Ce dernier avait sacré des évêques à Ecône (Suisse) sans autorisation du Vatican en juin 1988.

Le pape, qui souhaitait mettre fin à vingt ans de schisme "lefebvrisme", avait fait plusieurs gestes envers les traditionalistes, comme ses initiatives en faveur de la réintroduction du rite traditionnel tridentin, en latin.

Le Vatican précise que les excommunications ont été levées après que les évêques eurent donné l'assurance qu'ils acceptaient les enseignements de l'Église et l'autorité du pape.

Mgr Williamson, qui est d'origine britannique, a contesté à plusieurs reprises l'extermination de six millions de Juifs et l'existence de chambres à gaz homicides dans les camps de concentration nazis, admises par la plupart des historiens.

Mercredi, il avait déclaré à la télévision suédoise qu'il n'y avait "pas eu de chambres à gaz" et que le nombre de Juifs exterminés dans les camps de concentration se situait entre 200.000 et 300.000.

"Nous n'avons pas l'intention de nous ingérer dans les affaires intérieures de l'Église catholique, cependant, l'empressement avec lequel un négationniste a été ramené dans l'Église jettera une ombre sur les relations entre les juifs et l'Église catholique", a dit à Reuters le représentant d'Israël au Vatican, Mordechai Lewy.

Rappelant que Jean Paul II avait qualifié l'antisémitisme de péché contre Dieu et contre les hommes, le rabbin David Rosen, chargé des relations interreligieuses au sein du Comité juif américain, a estimé qu'"en accueillant dans l'Église catholique un négationniste sans rétractation de sa part, le Vatican se moque du geste de Jean Paul II, de sa répudiation et de sa condamnation de l'antisémitisme".

DÉCRET SANS LIEN AVEC LES OPINIONS EXPRIMÉES

Dans son interview à la télévision suédoise, l'évêque avait dit: "Je crois que les preuves historiques condamnent sans ambiguïté la thèse selon laquelle six millions de personnes ont été tuées dans des chambres à gaz sur décision politique d'Adolf Hitler."

Interrogé sur ces propos, le père Federico Lombardi, porte-parole principal du Saint-Siège, a dit qu'ils étaient "entièrement étrangers" à la levée des excommunications.

"Cet acte concerne la levée des excommunications, un point c'est tout", a déclaré Lombardi. "Cela n'a rien à voir avec les opinions personnelles d'une personne, qui peuvent être critiquées mais n'ont aucun rapport pertinent avec ce décret."

Elan Steinberg, vice-président du Rassemblement américain des survivants de l'Holocauste et de leurs descendants (American Gathering of Holocaust Survivors and their Descendants), avait déclaré à Reuters avant la promulgation du décret: "Pour le peuple juif et tous ceux qui ressentent la douleur des années terribles de la Shoah, un tel événement porte un coup sévère au dialogue entre les religions et encourage les semeurs de haine à travers le monde."

Commentaire : Berlusconi envisage de mettre 30.000 militaires dans les rues de Rome, au même moment le pape réhabilite les chemises brunes de l'Eglise catholique : normal ils se complètent.

Démission du Premier ministre islandais. (27.01)

Reuters 26.01.

Le Premier ministre islandais, Geir Haarde, a annoncé lundi qu'il remettrait sa démission dans la journée à la suite de la dislocation de sa coalition avec les sociaux-démocrates, emportée par la crise économique.

L'Islande, qui était encore classée en 2007 parmi les pays les plus riches de la planète, a été frappée de plein fouet par la crise financière en octobre dernier, provoquant l'effondrement de son système bancaire et la chute de sa devise, la couronne.

"Je regrette vraiment que nous ne puissions maintenir cette coalition. Je crois que cela aurait été le meilleur résultat", a dit à la presse le chef du gouvernement, qui souffre d'une tumeur à l'oesophage.

La ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Ingibjorg Gissladdottir, citée le plus souvent comme premier ministrable, a fait savoir qu'elle n'était pas candidate pour le poste et qu'elle allait prendre un congé d'un mois ou deux. Elle souffre d'une tumeur au cerveau.

Elle a suggéré que sa collègue des Affaires sociales, Johanna Sigurdardottir, également social-démocrate, soit nommée chef du gouvernement.

Vendredi, Geir Haarde, chef de file du Parti de l'indépendance, avait proposé la tenue d'élections anticipées le 9 mai prochain.

Mais il est peu probable que l'opinion publique, excédée par l'effondrement de l'économie nationale, soit disposée à attendre le printemps pour se prononcer dans les urnes.

Les manifestations en plein hiver nordique n'ont pas cessé depuis l'annonce de la faillite des principales banques du pays, particulièrement exposées aux subprimes et au blocage du marché du crédit.

PROFOND REJET

Des milliers de manifestants avaient réclamé samedi devant l'Althing, le Parlement national, la démission immédiate du gouvernement et exigé des élections.

A l'annonce de la démission de Haarde, des opposants se sont rassemblés devant le parlement. Ils ont célébré l'événement à coups de klaxon et par un concert improvisé d'ustensiles de cuisine.

Les derniers sondages montrent un profond rejet de la coalition au pouvoir et une montée en puissance de l'alliance entre les Verts et la gauche.

"Il est clair que la gauche fera un très bon score aux élections. Le verdict du peuple islandais, c'est qu'il veut voir le gouvernement actuel écarté du pouvoir", estime Lars Christensen, responsable des marchés émergents à la Danske Bank.

Pour continuer à faire équipe avec la droite, les sociaux-démocrates auraient demandé d'amender la constitution pour autoriser l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne avant les prochaines élections.

Emeutes à Madagascar: 68 morts depuis lundi, plus de 80 selon Paris. (29.01)

AFP 28.01.

Au moins 68 personnes sont mortes à Madagascar depuis lundi lors d'émeutes et de pillages liées aux manifestations appelées par le maire de la capitale contre le régime, a indiqué mercredi à l'AFP un haut responsable de la gendarmerie malgache.

Mais à Paris sur la chaîne de télévision privée LCI, le secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, a fait état de 80 morts.

"Il y a maintenant plus de 80 morts en quelques jours, donc la situation est très préoccupante", a déclaré M. Joyandet.

Le haut responsable de la gendarmerie malgache a toutefois indiqué que le calme était revenu. "Ce soir, la situation est calme dans le pays", a dit ce dirigeant s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Selon lui, la majorité des victimes est morte lundi et dans la nuit de lundi à mardi.

Selon son décompte, dans la capitale, 42 personnes ont péri, dont 30 -contre 25 annoncé précédemment- dans l'incendie d'un centre d'achats dont la toiture s'est effondrée sur des pillards.

A Toliara, sur la côte sud-ouest de l'île, les forces de l'ordre ont recensé 16 morts, dont 11 victimes d'une "électrocution", indique ce haut responsable qui n'a pas fourni de précision sur les causes de cette électrocution.

Des troubles ont également fait 4 morts à Antsirabe, 2 à Fianarantsoa (centre), 2 à Toamasina (côte est), 1 à Sambava (côte nord-est) et 1 à Mahajanga (côte ouest), a-t-il ajouté.

"Il y a un couvre-feu dans toutes les régions soit-disant chaudes", a indiqué ce responsable sans les nommer. Cette mesure a été décrétée par les autorités locales, selon lui.

M. Joyandet a indiqué que "tout était possible dans ce genre de situation car il y a beaucoup de manifestants, plusieurs de dizaines de milliers", en se disant "préoccupé" notamment pour la sécurité des quelque 20.000 Français installés dans cette ancienne colonie française.

Le président Ravalomanana a accusé mercredi auprès de l'AFP le maire d'être "l'initiateur des troubles", en ayant visité les locaux de la radio nationale malgache, incendiés par des émeutiers lundi.

Les deux hommes entretiennent des rapports tendus depuis l'élection du maire en décembre 2007 comme candidat indépendant.

Le bras de fer s'est nettement durci depuis la fermeture par le gouvernement le 13 décembre 2008 de la télévision privée de M. Rajoelinau, "Viva", qui avait diffusé une interview de l'ex-président en exil Didier Ratsiraka.

"TGV", surnom du maire à Madagascar, fustige aussi l'absence de liberté d'expression et de démocratie dans la Grande Ile et la "spoliation" des terres malgaches dans un colossal projet agricole mené par le Sud-Coréen Daewoo.

Le scandale de l'Erminegate' met en lumière des pratiques douteuses des Lords britanniques (31.01)

LeMonde.fr 28.01.

L'Erminegate' - cette affaire de trafic d'influence au sein de la Chambre des lords révélée dimanche 25 janvier par le Sunday Times - a mis les projecteurs sur le fonctionnement opaque de l'institution. Des journalistes de l'hebdomadaire dominical, qui se sont fait passer pour les intermédiaires d'une entreprise de Hongkong, ont trouvé quatre Lords travaillistes prêts à défendre leurs intérêts (Lord Truscott, Lord Snape, Lord Moonie et Lord Taylor of Blackburn), contre des sommes allant de 24 000 livres (25 500 euros) à 120 000 livres (128 000 euros). 'Des entreprises sont prêtes à me rémunérer 100 000 livres par an. Ce n'est pas cher payé', leur a dit Lord Taylor of Blackburn. 'Il faut me donner faim pour me convaincre de travailler pour vous', a ajouté l'ancien consultant de British Aerospace.

Est-ce parce que la Chambre des lords s'oppose plus souvent aux projets gouvernementaux que celle des Communes - depuis 1997, elle l'a fait à 489 reprises quand les députés n'ont mis l'exécutif en échec que quatre fois - que les lobbyistes y tentent leur chance ? Ou parce

que le règlement de la Haute Assemblée leur laisse un espace ? Certes, le 'code de conduite' de 2002 interdit aux Lords toute rémunération pour 'l'utilisation de leur influence parlementaire'. Mais il autorise l'activité de conseil, tant que celle-ci n'interfère pas avec les travaux législatifs et qu'elle est signalée à l'administration.

Le lobbying à Westminster aussi est permis. Les revenus qu'il occasionne doivent être déclarés, contrairement à ceux issus du conseil non parlementaire, et le Lord lobbyiste ne peut participer aux débats parlementaires qui concernent ses clients. En revanche, rien ne l'empêche d'y participer lorsque les débats concernent des clients de l'entreprise de lobbying pour laquelle il travaille, mais qui ne sont pas ses propres clients.

Celui qui veut se glisser dans les brèches de ce texte n'a pas loin à chercher, d'autant que les contrôles sont rares. Lord Taylor of Blackburn s'est ainsi déclaré consultant non parlementaire de la société de services financiers Experian, dont il a pourtant assuré au Sunday Times avoir servi les intérêts au Parlement. Et, à la question des journalistes qui voulaient savoir si, pour ce faire, il avait lui-même amendé un projet de loi, il s'est exclamé : 'Non. Ce serait stupide. Ce qu'il faut faire, c'est discuter avec les parlementaires qui travaillent sur le texte.

Chine: environ 26 millions de travailleurs migrants sans emploi. (03.02)

AP - 02.02.

La crise économique mondiale est durement ressentie dans les campagnes pauvres chinoises, où des millions de migrants sont rentrés après avoir perdu leur travail à l'usine. D'après les estimations communiquées lundi par le gouvernement chinois, près de 26 millions d'ouvriers venus des zones rurales se retrouvent aujourd'hui sans emploi.

Selon une récente étude du gouvernement, un peu plus de 15% des 130 millions de travailleurs migrants, soit environ 20 millions, sont revenus chez eux et n'ont plus de travail, a rapporté Chen Xiwen, directeur du Bureau dirigeant central du travail rural, une instance consultative gouvernementale. Et entre cinq et six millions de nouveaux migrants entrent chaque année sur le marché du travail, a-t-il ajouté.

"Donc, si nous additionnons ces chiffres, nous avons environ 25 à 26 millions de travailleurs migrants des zones rurales" qui ont dû mal à trouver du travail, a-t-il expliqué.

La veille, Pékin avait averti que ce serait "probablement l'année la plus dure" de la décennie et appelé au développement des zones rurales pour contrer les conséquences de la crise.

"Le gouvernement ne doit pas rester sans rien faire et décevoir les agriculteurs", souligne Liu Shanying, un chercheur en sciences politiques de l'Académie chinoise des sciences sociales. "S'ils sont sans emplois pendant longtemps, ce sera une bombe à retardement".

Avec la crise, les usines chinoises font face à une baisse de la demande mondiale en jouets, chaussures et matériels électroniques chinois. Des millions de travailleurs migrants ont ainsi perdu leur travail et tentent désormais de survivre dans les campagnes, une perspective inquiétante pour un gouvernement soucieux d'éviter des troubles sociaux.

La gravité de la situation sera sans doute plus nette dans les semaines à venir, quand les ouvriers reviendront chercher du travail après avoir passé les fêtes du nouvel an chinois avec leurs familles à la campagne.

Déjà, les agences qui mettent en relation les migrants et les usines signalent une baisse de la demande. Dans la province de Shenzhen, dans le sud du pays, l'un des centres industriels de la Chine, Zhang Quanshou, directeur de l'une de ces agences, explique que les demandes des usines en main d'oeuvre ont baissé de moitié par rapport à l'an dernier.

"Les commandes sont en baisse donc il y a comparativement, moins de travail pour les travailleurs comparativement", expliquait-il lundi alors qu'une foule d'ouvriers venus de la province agricole du Henan, remplissait des formulaires dans son agence.

Dans les campagnes, le travail a toujours été rare et les travailleurs migrants apportent 65% des revenus d'une famille rurale moyenne, selon une recherche de la Banque populaire de Chine.

A Nagoya, fief de Toyota, les travailleurs précaires sont les premières victimes. (03.02)

LeMonde.fr - 02.02.

Au sein de l'industrie japonaise, fer de lance d'une économie qui a connu six années de croissance entre 2002 et 2008, les difficultés de Toyota font figure de symbole des risques économiques et sociaux qui menacent l'Archipel. Confronté à d'importantes baisses des ventes, le constructeur multiplie les fermetures dans ses douze usines du Japon. Trois jours en janvier, 11 en février et mars.

Dans son fief de Nagoya, l'heure est au 'Toyota shock'. 'Dans la région, on ne vit que par les activités du constructeur', rappelle Yoshihiko Uchida, de la Chambre de commerce locale. Toute l'activité souffre de la chute de ses performances. Les compagnies aériennes suppriment les vols, hier remplis avec les personnels du constructeur et de ses sous-traitants, au départ de Nagoya.

Plus grave, les réductions de personnel s'accroissent. Les salariés à temps partiel, en intérim ou à durée déterminée, sont les premiers touchés. Toyota en employait 9 000 fin mars 2008. En mars 2009, ce chiffre devrait tomber à zéro.

Le problème de Nagoya illustre celui de tout l'Archipel, où les précaires représentent 34,5 % des actifs, contre 23,6 % en 1998. Quelque 124 800 d'entre eux ont perdu leur emploi depuis octobre 2008 et ce nombre pourrait atteindre 400 000 fin mars.

Ces départs se traduisent par une ruée dans les agences du réseau public d'aide au retour à l'emploi Hello Work. Leur fréquentation aurait bondi de 20 % en décembre, sur un an. Certains viennent même s'ils ont du travail. 'Mon entreprise peut renvoyer les gens n'importe quand', s'inquiète un routier venu consulter à Tokyo.

DE NOMBREUX SANS-ABRI

Pour ces précaires, la situation peut vite devenir cauchemardesque. 'Leur salaire horaire équivaut à 60 % de celui d'un salarié en CDI, explique Kazuya Ogura, de l'Institut japonais pour la politique du travail et la formation. Ils n'ont le plus souvent aucune couverture sociale ou assurance chômage.' Beaucoup sont logés par leurs employeurs. Renvoyés, ils se retrouvent sans abri. Les 24 centres d'accueil de chômeurs du pays sont saturés depuis décembre.

GB : les grèves contre les travailleurs étrangers se poursuivent (03.02)

AFP - 02.02.

Des centaines d'employés temporaires de sites énergétiques ont continué à faire grève lundi à travers tout le Royaume-Uni, pour protester contre l'emploi de travailleurs étrangers, malgré l'appel du gouvernement et de l'opposition à cesser le mouvement.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Peter Mandelson, a indiqué lundi devant le Parlement que la production n'était pas perturbée.

Plusieurs nouveaux sites ont imité lundi la vingtaine d'autres entrés dans l'action vendredi, dont les employés intérimaires de deux centrales nucléaires, Sellafield et Heysham, dans le nord-ouest.

Les syndicats ont appelé leurs membres du secteur du bâtiment à se joindre au mouvement, destiné à l'origine à protester contre l'emploi par un sous-traitant italien de Total de plusieurs centaines d'Italiens et de Portugais sur un projet d'extension de la centrale de Lindsey (est de l'Angleterre), troisième raffinerie du pays où Total emploie déjà 550 personnes et entre 200 et 1.000 intérimaires.

Les grévistes estiment qu'ils auraient pu être tout aussi qualifiés pour ce travail.

Les dirigeants de Total et des représentants des syndicats et du sous-traitant devaient se rencontrer dans la journée, autour d'un médiateur.

Le Premier ministre Gordon Brown a qualifié de "contre-productives" ces grèves, tout en disant "comprendre l'inquiétude des gens quant à leur emploi".

Le ministre du Commerce, Peter Mandelson, a insisté sur le fait que Total s'était publiquement engagé à ne faire aucune discrimination contre les travailleurs britanniques. Il a estimé que "cela devrait rassurer les gens et faire cesser ces grèves non officielles". Il a promis cependant que le gouvernement ferait appliquer la loi s'il s'avérait que celle-ci avait été bafouée.

Mais il a rappelé aussi devant le Parlement que "300.000 entreprises britanniques travaillaient en Europe hors du Royaume-Uni" et il a défendu les règles économiques d'échange en vigueur dans l'Union européenne, indiquant qu'il était "important de respecter et de garantir" ce principe.

Le ministre du Commerce du gouvernement fantôme conservateur, Kenneth Clarke, a lui aussi indiqué "comprendre que les gens soient anxieux pour leur travail". "Mais je ne pense pas que ce soit la meilleure façon de le démontrer", a-t-il dit.

Alstom, qui emploie également des ouvriers au Royaume-Uni, s'est défendu comme Total de toute discrimination envers les ouvriers britanniques.

Le syndicat Unite, derrière ce mouvement, a estimé que le gouvernement "ne comprenait pas les problèmes fondamentaux dans cette affaire".

"Il ne s'agit pas des ouvriers d'autres pays européens travaillant au Royaume-Uni ou de sous-traitants étrangers obtenant des contrats au Royaume-Uni, mais d'employeurs qui empêchent les travailleurs britanniques de postuler même à ces contrats", a-t-il indiqué.

Le Fonds monétaire international (FMI) a prédit le mois dernier que le Royaume-Uni connaîtrait la pire contraction (-2,8%) du PIB de tous les grands pays industrialisés en 2009.

Commentaires. J'ai entendu hier soir aux infos de TV5 Monde Asie, un responsable syndical expliqué que le mouvement qu'ils avaient engagé n'était pas tourné contre les travailleurs étrangers, mais contre les patrons qui recourent systématiquement à de la main d'oeuvre sous-payée en violant la législation du travail en vigueur qui ne concernerait plus que les travailleurs britanniques.

Il a ajouté qu'il y avait un chômage massif dans le pays, que des travailleurs britanniques au chômage avaient les qualifications requises pour occuper les emplois vacants, mais que les patrons n'en voulaient pas, ils préféraient aller les chercher dans d'autres pays afin de pouvoir détourner la loi et de réaliser des économies sur les salaires. Ajoutons que cette pratique est conforme à une directive européenne que la législation britannique à adopter.

Je précise que le titre scélérat de l'article est de l'AFP.

Kirghizstan : Le gouvernement décide de fermer une base américaine (06.02)

AFP - 04.02.

Le gouvernement du Kirghizstan a décidé mercredi de fermer une base aérienne américaine dans cette ex-république soviétique d'Asie centrale et a soumis un projet de loi en ce sens au Parlement, a annoncé à l'AFP un porte-parole du gouvernement.

Le gouvernement kirghiz a approuvé un projet de loi "pour dénoncer l'accord avec les Etats-Unis sur la présence de la base américaine au Kirghizstan", a déclaré le porte-parole Marat Kydyraliev.

Selon lui, le Parlement doit examiner le texte jeudi. L'Assemblée étant contrôlée par les partisans du président kirghiz Kourmanbek Bakiev, son approbation ne faisait guère de doute.

Aux termes de l'accord russo-américain, la base sera fermée six mois après la dénonciation du document par l'une des parties.

La décision de principe avait été annoncée mardi à Moscou par M. Bakiev, aux côtés de son homologue russe Dmitri Medvedev, quelque minutes après l'octroi au Kirghizstan d'un crédit russe de deux milliards de dollars.

La Russie souhaitait depuis longtemps la fermeture de cette base située à l'aéroport Manas de Bichkek.

La base américaine (1.200 militaires) sert depuis fin 2001 de plate-forme de soutien logistique aux troupes de la coalition internationale engagées en Afghanistan.

L'ambassade des Etats-Unis à Bichkek a déclaré mercredi n'avoir reçu aucune notification de la décision du Kirghizstan de fermer prochainement ces installations.

Dès mardi, le gouvernement américain s'était empressé de dire qu'il espérait pouvoir "continuer" de se servir de la base, selon le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell, la jugeant "extrêmement importante" pour les Etats-Unis.

La grogne paysanne enflé en Europe face à la crise (06.02)

AFP - 04.02.

De la Grèce à la Bulgarie ou la Lettonie, en passant par la France et l'Allemagne, le mécontentement des agriculteurs européens grandit face à la crise économique qui fait chuter les prix, notamment dans le secteur laitier, mettant Bruxelles dans l'embarras.

C'est en Grèce que la grogne est la plus virulente, depuis plus de deux semaines. Des échauffourées se sont encore produites mardi à Athènes entre des agriculteurs crétois et les forces de l'ordre. Les exploitants manifestent contre les prix jugés trop bas de leurs produits.

Le ministre grec de l'Agriculture Sotiris Hatzigakis a du reste rencontré mercredi à Bruxelles à ce sujet la commissaire européenne à l'Agriculture Mariann Fischer-Boel.

Le mouvement a fait tâche d'huile en Bulgarie où plusieurs actions ont été menées mercredi. Une centaine d'éleveurs ont ainsi bloqué le principal poste-frontière bulgaro-roumain pour réclamer de meilleurs prix d'achat du lait.

Et en Lettonie, le ministre de l'Agriculture a démissionné mercredi sous la pression de la profession. Là encore, les agriculteurs réclament des aides dans le secteur laitier, avec garantie des prix et moratoire d'un an sur le remboursement des prêts.

La colère se focalise depuis déjà plusieurs mois sur la baisse du prix du lait. Il n'est nullement limité à l'Est ou au Sud de l'Europe, de nombreuses manifestations ayant eu lieu en fin d'année dernière en Allemagne notamment, ou en France.

"Le mécontentement concerne toute l'Union européenne", souligne une responsable de la confédération syndicale agricole européenne Copa-Cogeca, Marie-Christine Ribera.

Après avoir atteint un pic fin 2007 sous l'effet de la flambée mondiale et généralisée des cours des matières premières agricoles, le prix du lait à la production a chuté en moyenne de 50% l'an dernier. En cause: la récession mondiale qui entraîne une baisse de la demande.

"Les agriculteurs sont coincés car les prix faibles mettent en péril leur activité", souligne Mme Ribera.

Selon Gérard Choplin, de la Coordination paysanne européenne, "la plupart des producteurs de lait en Europe vendent à perte, en dessous de leurs coûts de production, donc ils se révoltent et manifestent".

Le phénomène touche aussi le secteur des céréales avec une chute de moitié des prix du blé depuis un an. Problème: selon la Copa-Cogeca la chute des prix n'est pas répercutée par la grande distribution sur les étals, "alors qu'ils devraient l'être pour relancer la consommation", proteste Mme Ribera.

"Ce sont les intermédiaires qui se font leur marge sur le dos des producteurs", accuse-t-elle.

La Commission européenne est du coup sous pression et voit mise à mal la philosophie libérale de la réforme de la Politique agricole commune qu'elle défend.

Elle a ainsi beaucoup milité pour obtenir le relèvement progressif dans l'UE des quotas laitiers, qui restreignent la production. "On augmente la production au moment où on est déjà dans une situation excédentaire, c'est catastrophique", dit Gérard Choplin.

L'Union européenne vient aussi d'être contrainte de réintroduire dans l'urgence des aides au secteur que Bruxelles voulait enterrer: soutiens au stockage pour le beurre et surtout les subventions à l'exportation pour les produits laitiers, au grand dam de ses concurrents comme l'Australie ou l'Argentine.

"Nous sommes conscients des difficultés en Europe, c'est précisément la raison pour laquelle nous avons annoncé ces mesures", souligne le porte-parole de la Commission chargé des questions agricoles, Michael Mann, en promettant de nouvelles possibilités d'aides aux producteurs les plus fragiles l'an prochain dans le cadre de la Politique agricole commune.

Plus de 20 morts dans des manifestations à Antananarivo (08.02)

Reuters - 07.02.

Une vingtaine de personnes ont été tuées samedi lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur une manifestation contre le gouvernement du président malgache Marc Ravalomanana à Antananarivo, a-t-on appris samedi de source policière.

On compte "jusqu'à 25 morts", a déclaré à Reuters un haut responsable de la police présent sur les lieux.

Ces nouvelles victimes portent à au moins 125 morts le bilan des violences qui ont émaillé deux semaines de manifestations sur fond d'opposition entre le chef de l'Etat et l'ancien maire de la capitale, Andry Rajoelina.

Quelque 180 personnes sont en outre arrivées au principal hôpital de la capitale, Ravoahangy Andrianavalona, dont beaucoup étaient en sang, ont rapporté des médecins.

L'ancien maire d'Antananarivo, limogé par le chef de l'Etat après avoir pris les rênes de la contestation, a accusé le gouvernement d'assassiner des civils.

"Les gens n'étaient pas armés, ils avaient seulement leur courage", a dit Rajoelina sur l'antenne de sa radio privée Viva. "La résistance populaire va continuer. Les manifestations ne s'arrêteront pas là."

De son côté, Ravalomanana a imputé ces violences au chef de file de l'opposition.

"(Rajoelina) a emmené les gens de force au palais présidentiel et ne savait pas comment les contrôler", a dit le chef de l'Etat à la télévision publique. "Ce n'est pas comme ça que Madagascar va se développer."

GOUVERNEMENT-BIS

Accusant Ravalomanana de se comporter en dictateur, son impétueux et jeune opposant s'était déclaré "en charge" du pays la semaine dernière.

Démis de ses fonctions cette semaine, il avait menacé de d'installer un gouvernement-bis d'ici le week-end si le président refusait de démissionner.

Il a mis sa menace à exécution samedi en nommant un Premier ministre pour prendre la tête d'un gouvernement intérimaire, mais Ravalomanana affirme qu'il détient toujours le pouvoir et a appelé son opposant au dialogue pour mettre fin au bain de sang.

L'émissaire spécial des Nations unies Haile Menkerios est arrivé samedi à Madagascar pour tenter de mener une médiation.

Jadis réputée pour ses épices, Madagascar est devenue une destination touristique prisée parce que plus sûre, et a vu affluer les compagnies minières occidentales.

Mais les violences ont plongé le pays dans une "situation catastrophique", selon l'ambassadeur américain Niels Marquardt.

"Il n'y a presque plus de touristes. Les commandes de textile chutent de jour en jour, les contrats sont annulés", a-t-il dit vendredi à Reuters.

L'Equateur ordonne l'expulsion d'un diplomate de l'ambassade américaine. (08.02)

AFP - 08.02.

Le président équatorien Rafael Correa a ordonné samedi l'expulsion sous 48 heures d'un diplomate de l'ambassade des Etats-Unis, accusé d'avoir conditionné une aide économique au choix du commandant d'une unité de la police.

"Monsieur Armando Astorga (a 48 heures pour faire sa valise et se +tirer+ du pays. Ici nous n'accepterons de personne d'être traités comme une colonie", a déclaré Rafael Correa au cours de son allocution radiotélévisée hebdomadaire.

Le président socialiste a accusé le diplomate d'avoir tenté d'imposer à la police équatorienne le choix du commandant d'une unité de lutte contre la contrebande, en échange d'une aide économique de 340.000 dollars.

"Ici, il y a de la souveraineté et de la dignité, gardez votre argent sale!" a encore dit M. Correa en traitant le diplomate "d'insolent".

Selon le président, qui a lu à la télévision une lettre attribuée à ce diplomate, faute d'accord sur cette nomination, l'aide américaine a été "gelée" et une autre allocation de 160.000 dollars destinée à la lutte contre le trafic d'êtres humains a également été suspendue.

"Dans cette unité (de lutte contre la contrebande, nldr), ils choisissaient le personnel, ils choisissaient le commandant de l'unité. J'ai donné l'ordre au commandant d'en finir avec cette pratique. Quelle insolence", a déclaré M. Correa.

Le chef de l'Etat équatorien a également annoncé qu'il n'accepterait pas l'atterrissage d'avions des garde-côtes américains - chargés de la lutte antidrogue - sans avoir au préalable "sélectionné les pilotes de ces avions, pour éviter que des délinquants arrivent dans notre pays".

Rafael Correa a en effet reçu une demande américaine d'autorisation d'atterrissage d'avions non militaires sur le sol équatorien, pour compenser la fermeture en novembre d'une importante base antidrogue américaine en territoire équatorien, à Manta (sud-ouest).

La base sera démantelée à la suite de l'adoption en septembre d'une constitution d'inspiration socialiste qui interdit la présence de troupes étrangères.

Rafael Correa, qui a fait de la restauration de la souveraineté économique et politique de son pays un de ses thèmes de prédilection depuis son accession au pouvoir en 2006, est aussi en campagne pour sa réélection, aux élections générales qui seront organisées le 26 avril.

En 2008, le gouvernement avait déjà dénoncé une "infiltration" de l'agence américaine de renseignement (CIA) dans ses propres services.

Les autorités équatoriennes avaient également affirmé que la CIA savait que l'armée colombienne bombarderait un camp de la guérilla colombienne des Farc en territoire équatorien, opération dans laquelle 25 personnes ont été tuées le 1er mars 2008 et qui a entraîné la rupture par Quito des relations diplomatiques colombo-équatoriennes.

L'ambassade des Etats-Unis, contactée samedi par l'AFP pour commenter ces affirmations, n'était pas immédiatement disponible.

Un cas d'euthanasie crée une crise politique en Italie (08.02)

Reuters - 06.02.

Un cas d'euthanasie a provoqué vendredi en Italie un conflit entre le Premier ministre Silvio Berlusconi et le président de la République.

Le gouvernement italien a ordonné aux médecins d'une clinique d'Udine, dans le nord du pays, de continuer à alimenter une femme de 38 ans, plongée dans le coma depuis 1992 et dont le père souhaite que soit reconnu le "droit à mourir".

Eluana Englaro est plongée dans un état végétatif depuis un accident de la route il y a dix-sept ans.

Mardi dernier, son père a bravé le gouvernement italien et le Vatican en la faisant admettre dans une clinique privée pour que soit retiré le tube d'alimentation qui la maintient en vie.

En réponse, le gouvernement de centre droit de Silvio Berlusconi a publié un décret interdisant aux médecins de cesser d'alimenter un patient, ce qui revient à annuler dans les faits une décision de la Cour suprême donnant le feu vert au père.

"Tant que nous n'avons pas de législation sur la fin de vie, on ne peut cesser de nourrir et d'hydrater un patient, quelles que soient les circonstances", a dit le président du Conseil.

Peu après la publication du décret, le président italien Giorgio Napolitano a fait savoir qu'il refusait de le ratifier.

Le chef de l'Etat, constitutionnellement, peut bloquer la mise en application de ce décret. Dans ce cas, Silvio Berlusconi a dit qu'il convoquerait le parlement, où il dispose d'une confortable majorité, pour faire adopter une loi allant dans le sens des militants "pro-vie".

L'opposition de centre-gauche a accusé le chef du gouvernement d'avoir suscité un affrontement sans précédent avec la plus autorité du pays.

Gianfranco Fini, président du parlement et l'un des plus proches alliés de Berlusconi, a fait part de sa profonde préoccupation.

De nombreux catholiques se sont mobilisés pour dénoncer la décision du père d'Eluana, qu'ils considèrent comme un acte d'euthanasie.

"Dans quelques jours, l'Italie va appliquer la peine de mort pour la première fois depuis 1948", avait estimé mardi dernier Alfredo Mantovano, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Vendredi, un prêtre a célébré une messe près de la clinique où se trouve la jeune femme, devant des banderoles proclamant "Berlusconi, sauve Eluana".

Dans une interview au quotidien La Repubblica, le cardinal Javier Lozano Barragan, qui est en quelque sorte le "ministre de la Santé" du Vatican, a condamné la décision des proches de la malade : "Lui retirer l'eau et la nourriture ne signifie qu'une seule chose - la tuer de manière délibérée."

Le père d'Eluana, Beppino Englaro, livre bataille depuis près de dix ans pour obtenir que sa fille dispose du droit à mourir. Selon les médecins, la mort d'Eluana Englaro pourrait intervenir deux semaines après l'interruption de son alimentation et la malade, placée sous sédatifs, ne souffrirait pas.

A Munich, Joe Biden donne le ton de la nouvelle diplomatie américaine (10.02)

Le Monde – 07.02.

Pour la première intervention d'un haut responsable américain en Europe depuis l'investiture de Barack Obama, samedi 7 février, le vice président des Etats-Unis, Joe Biden, a lancé un message d'ouverture aux dirigeants de la planète. "Nous allons pratiquer le dialogue. Nous allons écouter. Nous allons consulter. L'Amérique a besoin du reste du monde tout comme, je crois, le reste du monde a besoin de l'Amérique", a lancé M. Biden à ses partenaires réunis à Munich pour la conférence sur la sécurité qui se tient chaque année dans la ville bavaroise.

Abordant les grands sujets chauds à l'agenda de l'administration américaine, Joe Biden a assuré que les Etats-Unis étaient "déterminés à instaurer un ton nouveau" dans ses relations internationales. "L'Amérique fera plus, mais l'Amérique demandera plus à ses partenaires", a-t-il ajouté.

La France dans l'OTAN. Selon son vice-président, Barack Obama soutient fortement une participation pleine et entière de la France à l'OTAN, "si tel devait être le souhait de la France". M. Biden a relevé que la France était une "contributeur majeure" aux opérations de l'OTAN. La décision formelle de la France de reprendre toute sa place dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, qu'elle a quittée en 1966, désormais jugée prévisible, ne devrait pas être annoncée par M. Sarkozy avant le sommet de l'alliance prévu début avril à Strasbourg et Kehl. Samedi matin, le président français a promis la tenue d'un "débat" sur le sujet avant ce sommet.

Iran. Les Etats-Unis sont disposés à dialoguer avec l'Iran, a dit M. Biden, mais Téhéran risquera l'isolement s'il ne renonce pas à son programme nucléaire. "Nous avons la volonté de discuter avec l'Iran et de lui offrir un choix très clair : poursuivre dans la même voie et faire face à la pression et à l'isolement ou abandonner votre programme nucléaire illicite et le soutien au terrorisme et obtenir des mesures d'encouragement significatives", a déclaré le vice-président américain devant un parterre de responsables. La communauté internationale doit travailler de concert pour convaincre l'Iran de renoncer au développement de l'arme atomique, a-t-il ajouté.

Afghanistan. Les Etats-Unis cherchent des objectifs "clairs et réalisables" en Afghanistan dans le cadre d'une stratégie globale que Washington, mais aussi ses alliés, doivent prendre en charge, a expliqué M. Biden. Cette stratégie devra mobiliser les ressources militaires et civiles américaines afin d'empêcher que l'Afghanistan ne soit un repaire du terrorisme islamiste, a-t-il ajouté. "Aucune stratégie pour l'Afghanistan ne peut réussir sans le Pakistan", a encore souligné Joe Biden.

Guantanamo. Dans le combat contre le terrorisme, "nous devons coopérer avec les autres pays à travers le monde, et nous aurons besoin de votre aide", a dit M. Biden. "Par exemple, nous demanderons aux autres de prendre leur part de responsabilité quand il s'agit de certains prisonniers de Guantanamo."

Russie. "Les dernières années ont vu une dangereuse dérive dans les relations entre la Russie et les membres de notre alliance", a reconnu le vice-président. "Le moment est venu d'appuyer sur le bouton de redémarrage et de réexaminer les nombreux domaines dans lesquels nous pouvons et devrions travailler ensemble", a-t-il dit, invoquant la nécessité d'une coopération en Afghanistan.

Il a prévenu que des désaccords subsisteraient : "Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme des Etats indépendants". Sur le bouclier ant-missiles que Washington entend installer en Europe de l'Est, source de conflit avec Moscou, M. Biden a repris la position de prudence développée par Barack Obama. "Nous allons continuer à développer nos défenses antimissiles pour contrer les capacités grandissantes de l'Iran, à condition que la technologie fonctionne et que le coût en vaille la peine", a déclaré Joe Biden. "Nous

le ferons en concertation avec nos alliés de l'OTAN et avec la Russie".

Crise financière. Le vice-président américain a réaffirmé la nécessité de la "coopération" entre les Etats-Unis et leurs partenaires étrangers.

Réchauffement climatique. Les Etats-Unis sont "prêts une fois de plus à donner l'exemple" et à agir "énergiquement" contre le réchauffement climatique, a promis M. Biden.

Recul du soutien des Afghans à leur gouvernement et ses alliés (10.02)

AP - 09.02.

Le soutien des Afghans à leur gouvernement et ses alliés occidentaux décline, au moment où l'administration de Barack Obama prône un renforcement de la présence militaire des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan, selon un sondage publié lundi.

L'étude commandée par ABC News, la BBC et la chaîne allemande ARD révèle que le pourcentage d'Afghans croyant que leur pays va dans la bonne direction est passé de 77% en 1995 à 40% aujourd'hui. C'est la première fois que la cote de confiance passe sous les 50%. En outre, 52% des personnes interrogées soutiennent le président afghan Hamid Karzaï et 49% son gouvernement, contre 83% pour le chef de l'Etat et 80% pour son exécutif en 2005.

L'enquête montre par ailleurs que l'approbation du travail effectué par les Etats-Unis en Afghanistan est passée de 68% en 2005 à 32% maintenant. L'approbation pour les pays de l'OTAN était à peine plus élevée, à 37%.

A Washington, le président Obama a placé le dossier afghan parmi les plus grandes priorités de son mandat et il envisage de déployer jusqu'à 30.000 autres soldats américains en Afghanistan, ce qui doublerait quasiment le contingent actuel de 32.000 hommes.

Sondage réalisé par le Centre afghan de recherche socio-économique et sur l'opinion de Kaboul, entre le 30 décembre 2008 et le 12 janvier 2009, auprès de 1.534 Afghans interrogés en face-à-face dans tout le pays; marge d'erreur de plus ou moins 2,5 points de pourcentage.

General Motors ouvre un guichet de départ pour 62.000 salariés (13.02)

La Tribune - 12.02.

General Motors poursuit sa restructuration.

Le premier constructeur automobile américain, détrôné cette année par le japonais Toyota de la place de numéro un mondial qu'il occupait sans partage depuis 77 ans, va ainsi ouvrir un nouveau guichet de départ à destination de ses 62.000 ouvriers affiliés à l'United Auto Workers (UAW), le principal syndicat américain du secteur de l'automobile. 22.000 salariés sont éligibles à un départ à la retraite, les autres volontaires toucheront des compensations financières. Aucun objectif chiffré n'a été communiqué.

Le but de ce nouveau guichet de départ est de permettre à GM d'embaucher plus d'ouvriers ayant des salaires et des prestations moins élevés lorsque l'activité reprendra. Les salaires et les acquis sociaux des ouvriers syndiqués sont en effet jugés trop élevés, freinant la productivité du géant de Detroit et le pénalisant face à ses concurrents étrangers, notamment japonais.

Le Congrès américain avait pointé du doigt les coûts salariaux des constructeurs américains, lors des auditions de leur patron pour bénéficier d'un prêt relais de l'Etat. General Motors, dont la situation financière n'a cessé de se dégrader ces derniers mois, a déjà touché 9,4 milliards de dollars de prêt de la part des autorités américaines.

Une dernière tranche de 4 milliards de dollars supplémentaires pourrait être débloquée à la mi-février après la présentation le 17 février des grandes lignes du plan de restructuration exigé par les parlementaires américains.

Mardi, GM a annoncé la suppression de 10.000 postes administratifs dans le monde. A la Bourse de New York, le titre a perdu 3,28% à 2,65 dollars ce jeudi.

USA: accord au Congrès sur le plan de relance (13.02)

AP - 12.02.

Le chef de la majorité au Sénat, Harry Reid, a annoncé mercredi après-midi la conclusion d'un accord au Congrès américain sur le plan de relance de l'économie de Barack Obama.

Lors d'une conférence de presse à Washington, il a affirmé que le projet de loi devrait permettre de créer 3,5 millions d'emplois, une fois que le président américain l'aura signé et qu'il entrera en vigueur, ce qui pourrait être fait dans les jours qui viennent.

Susan Collins, sénatrice républicaine du Maine, a évalué le coût de ce plan à 789 milliards de dollars (612 milliards d'euros), soit un montant inférieur à ce qui avait été adopté dans un premier temps par les deux Chambres du Congrès.

Harry Reid a souligné que le compromis trouvé allait permettre de créer "plus d'emplois que le projet de loi initial du Sénat" et coûter "moins que le projet de loi initial de la Chambre des représentants".

Les négociateurs avaient fait état d'avancées lors d'intenses tractations menées mardi dans la foulée du vote au Sénat. La Maison Blanche et des parlementaires démocrates cherchaient un compromis sur une version définitive du plan, destiné à combattre la pire crise économique aux Etats-Unis depuis les années 1930.

Des élus démocrates avaient indiqué que le plan pourrait, afin de satisfaire les républicains modérés du Sénat, être ramené à environ 800 milliards de dollars (618 milliards d'euros).

Les négociateurs de la Maison Blanche avaient insisté pour rétablir des dépenses supprimées portant sur la construction d'écoles, mais s'étaient résignés à ce que l'aide aux Etats de l'union soit réduite d'un montant substantiel, jusqu'à 40 milliards de dollars (31 milliards d'euros).

Le Sénat avait approuvé mardi par 61 voix contre 37 un plan de 838 milliards de dollars, mais le texte n'avait été soutenu que par trois républicains modérés, qui avaient exigé que son coût soit révisé à la baisse dans le compromis final.

Quelques heures après le vote du Sénat, le secrétaire général de la Maison Blanche, Rahm Emanuel, et d'autres collaborateurs de M. Obama avaient rencontré les leaders démocrates du Congrès ainsi que des sénateurs centristes des deux partis, dont le soutien était crucial pour tout accord final.

Les chefs de file démocrates de la Chambre des représentants avaient promis de se battre pour rétablir une partie des 16 milliards de dollars (12 milliards d'euros) de fonds supprimés au Sénat qui étaient destinés à la construction d'écoles. Cette mesure pourrait créer 100.000 emplois, selon Will Straw, un économiste du Centre pour le progrès américain.

Les sénateurs modérés républicains qui ont soutenu le texte, Olympia Snowe et Susan Collins, représentantes du Maine, et Arlen Specter (Pennsylvanie), demandaient que le compromis final entre les deux chambres ne s'éloigne pas du plan voté au Sénat, qui consacre 42% de son montant à des baisses d'impôts. La précédente version de 820 milliards de dollars (634 milliards d'euros) votée par la Chambre des représentants était constituée d'environ un tiers de baisses d'impôt.

Susan Collins avait fait savoir la semaine dernière qu'elle ne voterait pour aucun texte final dépassant les 800 milliards. De son côté, Arlen Specter avait averti que le plan voté au Sénat devait rester "quasiment intact"...

Chine. Pékin s'apprête à créer une liste noire des journalistes chinois (14.02)

AP - 14.02.

Pékin s'apprête à créer une liste noire des journalistes chinois qui ne respectent pas les règles officielles en matière de reportages, ont rapporté vendredi des médias chinois.

Selon "China Press and Publishing Journal", l'agence publique chargée des médias prévoit de "constituer une banque de données de professionnels des médias ayant un mauvais dossier".

Les journalistes qui enfreignent les règlements ou les lois se verront retirer leurs cartes de presse. "Leurs noms seront inscrits dans la liste",

a expliqué Li Dongdong, un des responsables de l'Administration générale de la presse et de l'édition, cité par "China Press and Publishing Journal".

Ces mesures ne s'appliquent pas aux journalistes étrangers exerçant en Chine. Les citoyens chinois n'ont pas le droit de travailler comme journalistes pour des médias étrangers.

"Quand le gouvernement dit qu'il traque les fausses nouvelles, il traque aussi les journalistes indépendants et les reportages qui sont critiques", a observé pour sa part Vincent Brossel, de Reporters sans frontières.

Italie. Grande manifestation dans Rome contre la politique de Berlusconi (14.02)

Reuters - 14.02.

Sept cent mille travailleurs en grève ont défilé vendredi dans les rues de Rome à l'appel de la plus grande centrale syndicale italienne, la CGIL, pour protester contra la politique économique du président du Conseil Silvio Berlusconi, ont déclaré les organisateurs.

Les ministres des Finances des pays du G7 convergeaient au même moment vers Rome pour leur réunion prévue ce week-end, consacrée à la crise financière internationale.

La manifestation a duré huit heures. En tête ont marché les métallurgistes et les fonctionnaires, en réclamant de meilleurs contrats de travail et des hausses d'impôt pour les riches.

Le président Chavez gagne le droit de se représenter (16.02)

AP - 16.02.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a remporté son pari en obtenant par référendum le droit de se représenter à la présidentielle de 2012, avec une large avance.

Le vote écarte les limites qui l'auraient obligé à céder la place à l'issue de son mandat actuel. Le chef de la commission nationale électorale Tibisay Lucena a indiqué que sur 94% des bulletins dépouillés, 54% appuyaient la proposition présidentielle. La tendance ne peut donc plus être inversée.

Des explosions de pétards ont salué la nouvelle alors que les partisans de Hugo Chavez parcouraient Caracas en trompétant leur victoire. Le président est apparu au balcon du palais présidentiel pour chanter l'hymne national, avec des milliers de partisans rassemblés sous ses fenêtres.

Le président Chavez a affirmé dimanche qu'après une décennie agitée, il avait besoin de plus de temps pour transformer le Venezuela en Etat socialiste. "Aujourd'hui, mon avenir politique se décide, avait déclaré le président avant le vote. Le futur du pays est en jeu".

Les votants des deux camps ont conscience que ce vote va façonner l'avenir du pays, dont Chavez utilise les ressources pétrolières pour faire reculer les inégalités sociales.

Les électeurs favorables à Chavez rappellent qu'il a nourri les pauvres en maintenant bas les prix alimentaires, permis leur éducation et leur a donné accès aux soins médicaux. Il les a aussi associé au pouvoir avec son discours de lutte des classes après des décennies de gouvernement soutenus par les Etats-Unis qui favorisaient les riches. Aucun successeur ne se dessinent et ils craignent de perdre ces avantages si Chavez quittait son poste. "Si Chavez partait, ses réalisations sociales disparaîtraient" estime Richard Mijares, un secrétaire de 40 ans.

Les opposants estiment qu'il a déjà trop de pouvoir, en influençant les tribunaux, l'assemblée et le conseil électoral. En repoussant la limite de 12 ans de mandat posée en 1999, il devient incontrôlable. "S'il gagne, plus rien ne le retiendra et il va faire du Venezuela un autre cuba, parce que c'est ce qu'il veut" redoutait Adriana Hernandez, une étudiante en ingénierie de 19 ans. "Il créera des lois par décret, et s'en prendra à la propriété privée".

Chavez est arrivé au pouvoir en 1999 et a obtenu la même année une nouvelle constitution lui permettant de servir deux mandats de six

ans. Ce dimanche, il a modifié la donne, après un échec en décembre 2007.

Il a prévenu ses adversaires que "toute tentative de prendre le chemin de la violence en refusant de reconnaître les résultats du vote populaire serait neutralisée".

Le ministre japonais des Finances dément avoir été ivre au G7 de Rome (17.02)

AFP - 16.02.

Le ministre japonais des Finances Shoichi Nakagawa a démenti lundi avoir été saoul lors d'une conférence de presse du G7 à Rome et justifié son état par l'absorption de médicaments contre le rhume. L'opposition a immédiatement exigé la démission du ministre, ajoutant un scandale supplémentaire au fardeau du Premier ministre Taro Aso, critiqué de toutes parts.

Les chaînes de télévision japonaises ont diffusé en boucle des images de M. Nakagawa, 55 ans, connu pour son goût immodéré pour la boisson, répondant samedi soir avec difficulté aux journalistes japonais, la bouche empâtée, le regard vague, s'endormant même à plusieurs reprises.

M. Nakagawa est apparu le visage rouge, luttant visiblement pour garder les yeux ouverts, au côté du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Masaaki Shirakawa, très digne.

"Quelque chose comme une déclaration a été publiée...", a-t-il articulé péniblement, en réponse à une question. "Les taux d'intérêt, euh, fixés par la Banque du Japon vont de zéro à 0,25% et sont très bas...", a-t-il ajouté, au grand désarroi du gouverneur de la Banque centrale. Le taux directeur de la BoJ est en fait de 0,1%.

M. Nakagawa a également interrompu un journaliste qui posait une question à M. Shirakawa sur la politique monétaire. "Euh, euh, euh. Quoi? Est-ce que vous pouvez répéter?"

Lorsqu'un autre journaliste a pris le micro, le ministre a demandé d'une voix forte: "Où êtes-vous?", en regardant du côté opposé de la salle, jusqu'à ce qu'un assistant lui indique la bonne direction.

A son retour au Japon, M. Nakagawa a démenti devant la presse avoir été sous l'emprise de l'alcool.

"J'ai un rhume et honnêtement, les médicaments ont été trop puissants", a-t-il dit, en reniflant bruyamment. Il a nié catégoriquement avoir consommé de l'alcool pendant le G7.

Interrogé par les journalistes sur son éventuelle démission, M. Nakagawa a répondu: "C'est une décision qui relève du Premier ministre".

Ce nouveau scandale fait l'affaire de l'opposition, qui surfe depuis quelques semaines sur une courbe ascendante dans les sondages alors que M. Aso voit son taux de popularité chuter à une vitesse vertigineuse.

"Cela mérite un limogeage immédiat. C'est scandaleux", a déclaré le secrétaire général du principal parti d'opposition, le Parti démocrate du Japon (PDJ-centre), Yukio Hatoyama. "Les dommages causés à l'intérêt national sont incommensurables", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement Takeo Kawamura a reconnu qu'il s'agissait d'un incident "extrêmement regrettable", mais a relevé que M. Nakagawa avait présenté ses excuses.

Selon un sondage réalisé au cours du week-end pour le compte de la chaîne de télévision privée NTV, le gouvernement de M. Aso est passé pour la première fois sous la barre des 10%, enregistrant seulement 9,7% d'opinions favorables.

Il s'agit du plus mauvais score depuis celui enregistré par l'ancien Premier ministre Yoshiro Mori, crédité d'un taux de soutien de moins de 9% à la fin de son mandat en 2001.

Commentaire : Cette dépêche me rappelle le directeur du personnel qui m'invitait tous les midis à déjeuner au restaurant du Tennis club de La Défense (92) quand j'étais délégué syndical FP chez U-Bix (Konica copieur). Il croyait pouvoir me compromettre le pauvre. Ah la table était excellente, il me demandait toujours de choisir ce que je voulais à la carte, par contre, je le laissais choisir le pinard car il picolait beaucoup plus que moi, un verre ou deux maximum me suffisait amplement, je n'étais pas habitué à boire de l'alcool le midi, d'ailleurs je crois bien que ce fut la seule exception de ma vie.

Il se faisait un devoir de finir le Côte de Provence rosé qu'il choisissait en général, il aurait été indécent de laisser un fond dans la bouteille, et dans son verre évidemment, ce qui me faisait bien marrer, car pendant ce temps-là je le faisais causer et il était très bavare. En prime pour le remercier de ses largesses, je lui ai collé la première grève (illimitée et totale, la boîte paralysée) depuis que l'entreprise existait, il payait toujours l'addition évidemment, donc j'ai simplement rajouté les revendications salariales du personnel, et on a tout obtenu au bout de 4 jours !

Il m'invitait souvent à venir boire un verre le soir dans le bureau du PDG japonais, mais j'ai toujours refusé. Toute la direction japonaise était réunie au grand complet, ils ressortaient à moitié bourrés à chaque fois, je peux en témoigner. Ils organisaient des cocktails à la moindre occasion où j'étais toujours invité en tant que délégué du personnel et élu du CE, champagne, whisky et petits fours des meilleurs traiteurs de Paris à volonté, puis fiesta en boîte dans Paris entièrement payée par la direction, je me limitais à quelques coupes de champagne avant de m'éclipser, mon épouse était hyper jalouse et ne supportait pas mes retards !

Un jour le directeur du personnel avait dû rentrer en taxi, car il avait été infoutu de retrouver l'endroit où il avait garé sa voiture. Donc je pense que le contenu de cette dépêche n'a pas été inventé.

Afghanistan : 2.118 civils tués en 2008, 40% de plus qu'en 2007, selon l'ONU (18.02)

AFP - 17.02.

Quelque 2.118 civils ont été tués dans des violences en Afghanistan en 2008, soit une hausse de 40% par rapport à 2007, ont annoncé mardi les Nations unies, dans un rapport selon lequel les forces pro-gouvernementales sont responsables de 39% de ces pertes.

"La mission d'assistance des Nations unies à l'Afghanistan (Unama) a recensé en 2008 un total de 2.118 civils tués. La hausse du nombre des victimes, de presque 40% par rapport aux 1.523 morts civils enregistrés en 2007, est l'objet d'une forte inquiétude pour les Nations unies", a indiqué l'Unama.

L'année 2008 se révèle ainsi la plus meurtrière pour les civils depuis la chute du régime des talibans, renversé fin 2001 par une coalition dirigée par les Etats-Unis, a souligné l'Unama.

"Parmi les 2.118 victimes recensées en 2008, 1.160 (55%) ont apparemment été tués par des éléments anti-gouvernementaux et 828 (39%) par les forces pro-gouvernementales. La responsabilité de la mort des 130 restants (6%) n'a pas pu être attribuée à l'une ou l'autre partie", a précisé l'Unama dans son rapport, destiné à améliorer la protection des civils.

"Dans la majorité des cas (41%), les victimes ont péri dans le sud de l'Afghanistan, où plusieurs provinces ont été le théâtre de violents combats", a noté l'Unama.

Le sud de l'Afghanistan, et en particulier les provinces de Kandahar et du Helmand, sont des bastions des talibans.

"La très grande majorité (85%) des civils tués par les éléments anti-gouvernementaux ont péri dans des attentats suicides ou l'explosion de bombes improvisées", a-t-elle affirmé, ajoutant que "l'année 2008 a connu une nette tendance de l'opposition armée à mener des attaques dans des zones résidentielles, sans souci apparent des pertes importantes causées aux civils".

"Les frappes aériennes ont été largement responsables (64%) des pertes civiles attribuées aux forces pro-gouvernementales en 2008", a expliqué l'Unama.

Les bavures lors des bombardements des forces internationales en Afghanistan provoquent une forte colère de la population et des autorités afghanes, en particulier du président Hamid Karzaï, qui a menacé de renégocier le mandat des forces internationales si ces frappes meurtrières ne cessaient pas.

Les violences des insurgés afghans, parmi lesquels les talibans chassés du pouvoir fin 2001 par une coalition emmenée par les Etats-Unis, ont redoublé d'intensité depuis deux ans malgré la présence de près de 70.000 soldats étrangers.

Afghanistan : 17.000 soldats américains supplémentaires (18.02)

AFP - 18.02.

Le président américain Barack Obama a annoncé mardi l'envoi d'environ 17.000 hommes supplémentaires en Afghanistan d'ici à l'été, commençant à tenir la grande promesse faite pendant la campagne de mener une autre politique étrangère.

"Pour faire face à d'urgents besoins en matière de sécurité, j'ai accédé à la requête du secrétaire (à la Défense Robert) Gates qui demandait le déploiement d'une brigade expéditionnaire de Marines au printemps et d'une brigade Stryker (blindée) de l'Armée de Terre et des forces de soutien nécessaires cet été", a indiqué M. Obama dans un communiqué.

Selon un responsable de la Défense, une brigade de Marines compte environ 8.000 hommes, une brigade de l'Armée de Terre de 3.500 à 4.000 hommes. Les effectifs de la force de soutien se chiffreront à environ 5.000 hommes, dont l'ordre de mission sera signé un peu plus tard, a dit un porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman.

Les Etats-Unis ont déjà 38.000 soldats en Afghanistan, sur les 70.000 au total de la force internationale.

Selon un responsable de l'administration, l'objectif est de déployer les 17.000 hommes avant la présidentielle du 20 août, qui s'annonce comme un moment éminemment délicat.

Il s'agit de la première décision majeure prise par M. Obama en matière de déploiement de soldats depuis son investiture le 20 janvier.

M. Obama commence ainsi à tenir l'une de ses grandes promesses électorales: transférer l'effort militaire d'Irak, où son prédécesseur George W. Bush a engagé une guerre qu'il réprouvait, à l'Afghanistan, premier front selon lui du combat contre l'extrémisme.

Dans son communiqué, M. Obama indique que le retrait qu'il prévoit des troupes américaines d'Irak lui donne la "souplesse" indispensable pour renforcer les effectifs en Afghanistan.

M. Obama affirme que l'Afghanistan n'a pas reçu l'attention et les ressources que les circonstances réclament d'urgence.

La décision, singulièrement annoncée sans grande solennité, répond à la "détérioration" de la situation afghane, dit M. Obama.

Mais il insiste aussi sur le danger venu du Pakistan voisin, qui sert de base arrière aux insurgés combattant en Afghanistan et où l'intensification des activités extrémistes en général est devenue un sujet de préoccupation grandissant pour le gouvernement américain.

M. Obama rappelle qu'il a ordonné une révision de la stratégie américaine pour l'Afghanistan, mais aussi pour le Pakistan et plus largement pour la région.

M. Obama souligne que la décision annoncée mardi ne préempte aucunement l'issue de ce réexamen, alors que le commandement américain en Afghanistan a demandé jusqu'à 30.000 troupes supplémentaires.

La divulgation de cette nouvelle stratégie semble très proche, et M. Obama passe communément pour devoir annoncer qu'il accède à la demande de 30.000 hommes supplémentaires.

M. Obama souligne cependant que sa stratégie sera "globale", qu'elle portera non pas seulement sur le combat contre les talibans, mais aussi sur le développement d'un pays qui reste parmi les plus pauvres au monde.

Dans son communiqué, M. Obama dit sa volonté d'agir de concert avec les alliés des Etats-Unis, une manière de rappeler l'effort entrepris par son gouvernement pour obtenir d'eux qu'ils s'engagent davantage en Afghanistan. M. Obama devait soulever la question afghane au Canada jeudi lors de son premier déplacement étranger en tant que président. Le Canada a signifié qu'il mettrait fin en 2011 à la mission de ses 2.750 soldats. Dans un entretien accordé à la chaîne canadienne CBC, M. Obama a exprimé l'"espoir" mardi de recevoir d'Ottawa à sa "stratégie d'ensemble", ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il demandera à M. Harper de reconsidérer la décision de retrait.

Guatemala. Le Guatemala fait ses excuses officielles à Cuba pour la "Baie des cochons" (18.02)

AFP - 18.02.

Le président du Guatemala, Alvaro Colom, a présenté mardi des excuses officielles à Cuba pour la "Baie des Cochons", la tentative d'invasion orchestrée en 1961 par les Etats-Unis afin de renverser Fidel Castro.

"Je veux présenter des excuses à Cuba pour avoir prêté notre pays, notre territoire, pour avoir préparé l'invasion de Cuba", a déclaré M. Colom, lors d'un discours à l'Université de La Havane, où il effectue une visite d'Etat.

La "Baie des Cochons" fait référence à l'invasion avortée menée en avril 1961 par un groupe d'exilés cubains, qui avaient été formés par la CIA, l'agence de renseignement américain, à partir du territoire du Guatemala.

A la suite de cet épisode, Fidel Castro, bête noire de l'administration américaine, avait annoncé officiellement le caractère socialiste de la Révolution cubaine.

Les relations diplomatiques entre le Guatemala et Cuba, gelées durant des décennies à l'époque de la Guerre froide, n'ont été renouées qu'en 1998.

Salué par une forte ovation, M. Colom a précisé qu'il présentait "officiellement" ses excuses "en tant que président, chef de l'Etat et commandant en chef de l'armée". "Ce n'était pas nous, mais c'était notre territoire", a-t-il souligné.

Durant sa visite, la cinquième d'un chef d'Etat latino-américain à Cuba depuis le début de l'année, M. Colom a signé des accords économique avec son homologue Raul Castro, qui a succédé en juillet 2006 à son frère Fidel, éloigné du pouvoir par la maladie.

Le président social-démocrate du Guatemala, qui séjourne jusqu'à mercredi à La Havane, a réclamé la levée de l'embargo "injuste" imposé à Cuba par les Etats-Unis depuis 1962.

Il a enfin fait remettre à Fidel Castro la plus haute récompense honorifique du Guatemala, en remerciement à l'aide médicale de Cuba. Plus de 3.500 médecins cubains travaillent au Guatemala et les échanges bilatéraux ont atteint 25 millions de dollars en 2007.

Gigantesque manifestation à Dublin contre les coupes budgétaires (23.02)

LeMonde.fr - 22.02.

Environ 120 000, personnes selon la police, ont manifesté ce samedi dans le centre-ville de Dublin, pour protester contre un plan d'austérité annoncé par le gouvernement irlandais en réaction à la crise économique. Le plan, qui table sur une économie de 1,4 milliards d'euros cette année, prévoit notamment l'introduction d'une nouvelle contribution sociale sur les salaires des fonctionnaires pour financer les retraites.

Le premier ministre Brian Cowen, qui estime que l'économie du pays pourrait se contracter de 10% entre 2008 et 2010, a annoncé qu'il comptait procéder à des coupes budgétaires de 15 milliards d'euros au total : des mesures qu'il estime 'difficiles et dans certains cas douloureuses', mais 'nécessaires et justes'.

Une analyse que ne partage pas l'ICTU, le principal regroupement de syndicats irlandais, qui avait organisé la manifestation de ce samedi. Ce sera le 'premier pas d'une campagne continue d'actions', a averti David Begg, le secrétaire-général de l'organisation, pour qui ces mesures 'privilégient la stabilisation des finances publiques au détriment du renouvellement économique et de la protection des emplois'.

L'ampleur peu commune de cette première manifestation, qui a essentiellement rassemblé des fonctionnaires, place les syndicats en position de force pour négocier des aménagements au plan de réduction des coûts. L'Irlande compte environ 350 000 agents de la fonction publique.

Treize civils ont été tués par un bombardement américain en Afghanistan (23.02)

AP - 23.02.

Une opération présentée initialement par l'armée américaine comme une "frappe de précision" a tué treize civils afghans, aux côtés de trois activistes, a reconnu samedi le commandement américain, après trois jours d'enquête.

Les violences infligées aux civils sont une cause constante de tension entre les Etats-Unis et le président afghan Hamid Karzai, qui a demandé à plusieurs reprises à l'armée américaine et aux forces de l'OTAN de ne plus tuer de civils, et de s'adjoindre des militaires afghans pour éviter de telles méprises.

Le communiqué des forces américaines précise qu'un général a été envoyé sur place dans la province de Herat (ouest du pays) pour enquêter, ce qui montre que l'armée américaine prend la question au sérieux. Au départ, l'armée avait annoncé avoir tué 15 militants mardi dans une opération de la coalition dans le district de Gozara de la province d'Herat. Les autorités afghanes ont rectifié, indiquant que trois enfants et six femmes se trouvaient parmi les tués, des nomades vivant dans des tentes.

Allemagne. Les Allemands travaillent moins pour garder leur emploi (24.02)

Reuters - 23.02.

Des économistes allemands reconnus expliquent que l'Allemagne pourrait connaître cette année une récession d'une ampleur sans précédent depuis la réunification de 1990. Pourtant, ils estiment que moins de personnes perdront cette fois leur travail.

La raison tient en un mot "Kurzarbeit", c'est-à-dire la réduction du temps de travail.

En dépit d'une chute sans précédent de la demande pour ce qui constitue le cœur de l'industrie allemande - les voitures, les machines - les entreprises ont réussi pour l'instant à éviter des licenciements massifs en utilisant une disposition légale qui leur permet de réduire la durée horaire de travail pendant un maximum de 18 mois.

Le texte de loi qui assouplit les conditions de mise en oeuvre de cette disposition a été soutenu par les syndicats et a permis de réduire les tensions sociales tout en amortissant le choc de la crise économique et financière.

"Les comités d'entreprise considèrent la réduction du temps de travail comme un mal nécessaire", explique Frank Ernicke, un responsable du premier syndicat allemand, IG Metall. "On espère que cela permettra de contourner la crise".

Les pouvoirs publics espèrent également que le dispositif atténuera quelque peu la récession et permettra à l'économie allemande de sortir de la crise en meilleure position.

"Dans les pays où il est seulement possible de recourir au licenciement, les entreprises feront face à un problème lorsque la reprise sera là, elles devront à nouveau trouver des salariés", explique Hans-Theodor Kutsch, directeur général de l'entreprise de plastiques Albis, basée à Hambourg.

La société, qui emploie un millier de personnes, a réduit de 40% la durée horaire de travail de ses salariés. Le "Kurzarbeit" lui permet de réaliser environ 25% d'économies sur ce que lui coûte la récession en termes de perte de chiffre d'affaires.

Tous les économistes s'accordent à le dire: la réduction du temps de travail permet de limiter les suppressions d'emplois. Mais cela ne pourrait être que temporaire: l'Allemagne, première économie européenne, devrait connaître cette année la pire récession de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale.

La semaine dernière, les chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK) ont prédit un recul de 3% du produit intérieur brut en 2009. Certains économistes estiment que la contraction du PIB pourrait être quasiment deux fois supérieure.

L'économie allemande ne s'est jamais contractée de plus de 1% depuis 1945 et elle a enregistré son recul le plus marqué en 1993 avec une baisse de 0,8% du PIB.

UN MILLION DE SALARIÉS CONCERNÉS

Cette année-là, le nombre de chômeurs a augmenté de 450.000. Cette année, la DIHK n'en prévoit que 300.000 de plus.

"Cela dépendra du Kurzarbeit", explique Stefan Bielmeier, analyste à la Deutsche Bank, dont l'économiste en chef, Norbert Walter, estime que le PIB allemand pourrait reculer de 5% en 2009.

La plupart des grands employeurs comme Volkswagen, Siemens et BASF ont déjà réduit le temps de travail ou projettent de le faire et leur nombre ne cesse d'augmenter.

Pour le seul mois de janvier, les entreprises ont demandé à bénéficier du dispositif sur la réduction du temps de travail pour 300.000 de leurs salariés. A titre de comparaison, les demandes n'ont concerné que 200.000 salariés sur les neuf premiers mois de l'année.

Klaus Zimmermann, président du groupe de réflexion économique DIW, estime que la récession est telle que la réduction du temps de travail pourrait bientôt concerner plus d'un million de personnes. "Il faut garder à l'esprit qu'une baisse du nombre d'heures ne peut compenser qu'une perte temporaire de travail", a-t-il expliqué à Reuters. "S'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel concernant les commandes au bout d'une certaine période de temps, les entreprises vont devoir se résoudre de plus en plus à se défaire de leurs salariés", ajoute-t-il.

L'institut de recherche économique Ifo a indiqué la semaine dernière qu'il prévoyait une forte hausse du chômage à partir de l'été.

La chancelière Angela Merkel a modifié la réglementation concernant le Kurzarbeit, dont l'origine remonte à 1910, en réduisant les charges financières qu'il impose aux entreprises et en supprimant un certain nombre de lourdeurs administratives.

Auparavant, les entreprises devaient assumer l'ensemble des cotisations de Sécurité sociale, mais avec le nouveau texte de loi, l'Office du Travail en assumera 50%. Ce pourcentage peut atteindre 100% si des salariés suivent une formation en dehors du temps de travail.

En règle générale, l'Office compense à hauteur de 60% (67% pour les salariés qui ont des enfants) le salaire net perdu en raison de la réduction du temps de travail.

Toutefois, le feu vert des comités d'entreprise est obligatoire et certains obtiennent des garanties supplémentaires pour les salariés.

"Pour l'instant, notre opinion est que la baisse du nombre d'heures travaillées devrait être utilisée à tous les degrés nécessaires pour sauver autant d'emplois que possible", assure Gudrun Krüger, qui dirige le comité d'entreprise de Mercedes-Benz à Ludwigsfelde, près de Berlin.

Suède. Les Suédois s'inquiètent pour leurs retraites en partie placées en Bourse (25.02)

Le Monde - 24.02.

STOCKHOLM CORRESPONDANCE

Souvent encensé en France, le système de retraite instauré en Suède au cours de la décennie passée est aujourd'hui source d'inquiétude pour la plupart des Suédois, qui voient fondre une partie de leur retraite placée d'office en Bourse.

"Je viens de recevoir mon enveloppe orange et c'est un choc en l'ouvrant", déclare Maria Beckius Aronsson, une employée du ministère suédois des affaires étrangères. Après trente-deux ans passés au service de l'Etat, cette Suédoise est effarée : "C'est avec ça qu'il faudra vivre ?". Comme beaucoup de Suédois, elle a commencé à épargner à titre privé, consciente que le système public ne suffit plus.

Un système de retraite qui s'autofinance

Le système de retraite suédois a été progressivement instauré partir du milieu des années 1990. L'ancien système était en passe d'être déficitaire et défavorisait les carrières les plus modestes puisque le montant en était défini sur les quinze meilleures années. Toute la carrière est désormais prise en compte. Un total de 18,5 % du revenu est versé au régime de retraite, dont 16 % à la pension fondée sur le revenu (par répartition) et 2,5 % à la retraite par capitalisation. Le système, fruit d'un large consensus, fonctionne grâce à un modèle qui ne nécessite plus d'intervention politique. Il tient compte de l'espérance de vie lors du départ à la retraite, de la santé de l'économie (indexation sur l'évolution des salaires). Un mécanisme automatique d'équilibre permet au système de s'autofinancer.

Depuis que la Suède a réformé son système de retraite, l'une des mesures les plus spectaculaires est l'introduction d'une retraite par capitalisation : une part des cotisations sociales payées par les salariés représentant 2,5 % de leur revenu est capitalisée, c'est-à-dire placée sur des fonds, généralement en actions, que chacun peut choisir et changer, parmi un catalogue de fonds privés ou publics (773 à ce jour) validés par une agence publique, PPM.

Après avoir augmenté de 30,2 % en 2005, 12 % en 2006 et 5,6 % en 2007, la valeur annuelle des fonds PPM a baissé en 2008 de 34,5 %. Et tous les ans, les Suédois reçoivent une enveloppe orange dans laquelle est projetée leur retraite future en fonction de l'âge auquel ils s'arrêteront de travailler (dans les exemples donnés, à 61 ans, 65 ans ou 70 ans) et de la croissance de l'économie (0 % ou 2 %).

Entre s'arrêter à 61 ans, lorsque la croissance est de 0 %, et à 70 ans lorsqu'elle est de 2 %, la retraite triple, passant de 900 à 3 000 euros brut par mois. "Ce n'est pas drôle d'ouvrir cette enveloppe, raconte Dan Rohlen, un coiffeur âgé de 61 ans qui officie dans le sud de Stockholm. Moi encore ça va, car je bénéficie en partie de l'ancien système qui était plus généreux. Mais pour les plus jeunes, ce sera dur."

En Suède, on peut percevoir ses droits à la retraite dès 61 ans, l'âge normal du départ est 65 ans et la loi protège les salariés jusqu'à 67

ans. Le nouveau système est limpide : plus on retarde l'âge du départ à la retraite, plus la retraite augmente puisque l'on a moins longtemps à vivre. Et on touchera plus si la croissance est bonne, et vice-versa. "Je pousserai peut-être jusqu'à 67 ans, réfléchit Dan Rohlen. D'abord parce que je trouve ça sympa de travailler. Et puis deux ans de plus, ça ferait environ 2 000 couronnes (180 euros) brut de plus par mois de retraite, ça peut valoir le coup."

Linda Wagenius, une bibliothécaire de 32 ans qui travaille depuis quatre ans pour la municipalité de Stockholm, ne s'intéresse pas à cette enveloppe. "Cela semble si loin. Et puis cela fait si peu d'argent que c'est déprimant". Comme beaucoup d'autres, Linda Wagenius a compris ce que les instigateurs du système voulaient que les Suédois comprennent : "Ce que je vois, c'est que ma retraite ne repose pas sur mon travail mais sur l'état de l'économie. Je ne suis pas sûre de pouvoir influencer ma retraite par mon travail".

Quand elle avait reçu la fameuse enveloppe orange pour la première fois, où on lui demandait de choisir sur quels fonds d'épargne placer ses 2,5 % de cotisations destinées à être capitalisées, Linda Wagenius avait barré le tout au gros feutre noir en écrivant en travers du formulaire qu'elle ne voulait pas "participer à ce foutu système capitaliste". Car, estimait-elle, cela ne fait que favoriser la spéculation.

Mais le système est tel que même si elle ne fait pas de choix actif, ses 2,5 % sont placés d'office sur un fonds d'Etat. Même contre leur volonté, les Suédois sont ainsi devenus acteurs de la Bourse.

Dans les journaux, les experts en retraite tentent de calmer les esprits. Comme l'explique le quotidien Svenska Dagbladet, "les retraites ne rendent pas compte du développement actuel mais de l'évolution des prix l'année précédente et des salaires les trois dernières années". L'impact sera surtout sensible en 2010, mais les projections indiquent déjà une baisse des retraites de 4 % dès cette année.

Le gouvernement discute d'une éventuelle compensation, sans être plus précis pour l'instant. D'autres rappellent que le système par capitalisation ne représentera au total en moyenne qu'environ 14 % de la retraite. Et que les bonnes années qui ne manqueront pas de venir compenseront les aléas de la crise.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Syndicalisme

- Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)
- Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)
- Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)
- Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)
- Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

- Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)
- Au CE de la SNCF, la CGT joue au «patron voyou» (30.03)
- Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)
- Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)
- Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)
- Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)
- "Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)
- Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)
- Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)
- Des syndicats à la fois confortés et fragiles(18.03)
- Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)
- François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)
- La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)
- SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)
- Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)
- Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

npa.org - 02.03

Nous étudiants de 57 universités, réunis en coordination nationale à Angers les 28 février et 1er mars appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours contre la casse de l'université publique et de nos diplômes.

Le 1er ministre François Fillon a fait de premières annonces en réponse à la mobilisation : réécriture du décret sur le statut des enseignant-chercheurs, pas de suppressions de postes dans l'enseignement supérieur en 2010 et 2011 et la mise en place d'une commission de suivi de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants. Ces annonces sont insuffisantes et ne répondent pas aux principales revendications de la mobilisation qui touche la majorité des universités depuis un mois maintenant.

Les annonces de Fillon prouvent que le gouvernement craint cette mobilisation qui rassemble l'ensemble de la communauté universitaire : enseignants, étudiants et personnels. C'est pourquoi nous appelons les étudiants à poursuivre et à amplifier la grève pour obtenir satisfaction sur nos revendications

Nous exigeons l'abrogation immédiate de la LRU sans conditions, ni négociations. Nous soutenons l'ensemble des revendications de la Coordination Nationale Universitaire (CNU) qui appelle à la convergence des luttes de la maternelle à l'enseignement supérieur et pour la première fois à l'abrogation de la LRU. Nous refusons les attaques qui frappent l'enseignement supérieur depuis plusieurs années maintenant et qui visent à soumettre l'université aux besoins des entreprises, à des logiques de compétitivité et de rentabilité. Le Plan campus, le plan licence (qui s'inscrivent dans la logique de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne) mettent en concurrence les universités entre elles, soumettent le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché, individualisent les diplômes et cassent les garanties collectives des futurs salariés. L'application de la LRU renforce de manière importante cette logique, c'est elle qui permet aujourd'hui la mise en place des nouveaux décrets. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la LRU et de ses conséquences : le retrait du décret sur l'allocation des moyens, le retrait du contrat doctoral unique. Nous exigeons un système d'aide sociale étudiant sur critères sociaux permettant de lutter contre la sélection sociale à l'université accrue par la LRU.

Nous exigeons le retrait pur et simple du décret sur le statut des enseignant-chercheurs. La mesure de modulation de service, qui est le cœur de cette réforme, va dégrader considérablement les conditions de travail des enseignant-chercheurs en réduisant leurs possibilités de faire de la recherche. Cette mesure va faire de l'enseignement une sanction. En déconnectant l'enseignement de la recherche, la qualité des enseignements et donc de nos diplômes va en pâtir.

Nous exigeons le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants (réforme dite des IUFM). Cette réforme ne fait que dégrader la formation des enseignants, en ouvrant les concours à bac + 5, elle ne fait qu'augmenter la sélection et en supprimant l'année de stages rémunérés après le concours, elle aggrave la sélection.

Nous appelons donc l'ensemble des enseignants et des étudiants à se mettre en grève et à faire cesser l'ensemble des cours par tous les moyens nécessaires (piquets de grève, blocages, barrages filtrants,...). L'arrêt des cours est le seul moyen pour permettre à tous les étudiants de pouvoir se mobiliser et de pouvoir dégager du temps libre pour construire la mobilisation. Sur les facs, nous devons briser la routine et mettre en place des piquets de grève, chercher à convaincre la majorité des étudiants de s'impliquer activement dans la grève.

La destruction du service public de l'enseignement supérieur, les suppressions de postes, s'inscrit dans une casse générale de tous les services publics (hôpitaux, poste...). L'individualisation de nos diplômes aujourd'hui c'est accroître la mise en concurrence des salariés sur le marché du travail demain (casse de nos statuts, de nos salaires). L'ensemble de nos protections collectives gagnées hier est consciemment détruit aujourd'hui par la classe dirigeante.

C'est pour cela que la grève doit être généralisée à l'ensemble des secteurs aujourd'hui victimes de ces attaques. De même que l'ensemble de nos revendications sont légitimes, l'ensemble des revendications des habitants d'Outre-mer doivent être satisfaites. La combativité des travailleurs d'Outre-Mer, dans l'unité contre la classe dirigeante reste un exemple pour le mouvement social en France.

Nous exigeons la régularisation massive et sans conditions de tous les étudiants sans-papiers. Une carte étudiante=une carte de séjour.

Contre la casse du service public d'éducation, de la maternelle à l'université nous soutenons l'appel à la réunion des Etats Généraux de l'enseignement supérieur, pour que les étudiants prennent toute leur place dans la construction d'un projet alternatif progressiste pour l'enseignement supérieur.

Nous appelons l'ensemble de l'éducation, enseignants du primaire et du secondaire, lycéens, à se joindre à nous pour la défense de l'éducation publique, à rejoindre la grève et les manifestations appelées par la coordination des universités. Nous appelons à une journée d'action en direction du reste de l'éducation le mardi 3 Mars : nous invitons l'ensemble des universités à aller distribuer des tracts devant les lycées, les collèges ou les écoles pour les inviter à rejoindre la mobilisation. Nous appelons à une journée de manifestation le jeudi 5 mars.

Nous restons mobilisés pour obtenir :

- Abrogation de la LRU
- Retrait du plan licence
- Retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs
- Retrait de la réforme du recrutement et formation des enseignants
- Retrait de la réforme de l'allocation des moyens, pour des financements 100% publics
- Pour l'embauche massive de personnel dans l'enseignement supérieur

- Pour la mise en place d'un véritable système d'aides sociales étudiant basé sur des critères sociaux
- Cadrage national des diplômes
- Titularisation de tous les personnels BIATOSS, ainsi que de tous les personnels du CROUS

Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)

AP - 03.03 Neuf syndicats de personnels et de médecins des hôpitaux publics appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale jeudi à Paris pour dénoncer les fermetures de lits, les restrictions budgétaires, les conditions de travail et le projet de loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) qu'ils accusent de "fragiliser le service public de santé au profit d'une logique privée".

Les syndicats appellent à manifester à partir de 10h30 des abords du métro Sèvres-Babylone jusqu'à l'Assemblée nationale où le projet de loi défendu par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot est en cours d'examen.

Des rassemblements et des défilés sont également annoncés en province, notamment devant les Agences régionales d'hospitalisation (ARH) et les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

"Depuis de nombreuses années, les établissements hospitaliers sont victimes de la politique d'austérité et d'un véritable étranglement financier. Le déficit atteint un niveau record (1 milliard d'euros), ce qui entraîne de nombreuses suppressions de lits et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois", dénoncent les syndicats CGT, FO, SUD, CFTC, CGC, AMUF, CPH, INPH et SNPHAR.

"Aujourd'hui, les patients et les personnels sont les premières victimes d'une gestion purement et exclusivement comptable de la santé", ajoutent les syndicats. Dans ce contexte, la loi de financement de la Sécurité sociale 2009 et le projet de loi HPST "n'apportent pas de réponse" et fragilisent "davantage le service public de santé et de l'Etat au profit d'une logique privée".

Cette mobilisation intervient alors que dans une pétition lancée depuis la fin janvier, quelque 400 professeurs, chefs de service, praticiens ou encore infirmiers en appellent à Nicolas Sarkozy pour le gel des réformes en cours et l'organisation d'un débat national sur l'avenir de l'hôpital.

"L'hôpital public a subi plusieurs attaques: pénurie de personnel médical (...), manque d'infirmières aggravé par les conditions d'application de la loi des 35 heures aux hôpitaux, sous financement délibéré par la tarification dite à l'activité (...), limitation abusive de l'enveloppe budgétaire nationale", dénoncent les signataires.

Selon un sondage TNS Sofres/Logica publié mardi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France", plus de neuf Français sur dix (93%) jugent que le personnel de l'hôpital public est compétent mais que l'hôpital manque de moyens financiers et humains (89%). Par ailleurs, 73% des sondés estiment que l'hôpital public "offre une meilleure qualité de soins en France que dans les autres pays européens" et 69% craignent que demander aux hôpitaux publics d'être rentables financièrement ne nuise à la qualité des soins.

SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)

AP - 04.03 Sept fédérations syndicales de cheminots ont déposé mercredi auprès de la direction de la SNCF un préavis de grève pour la journée interprofessionnelle de mobilisation du 19 mars, a-t-on appris auprès de la direction.

Selon la direction de la SNCF, le préavis déposé mercredi après-midi a été signé par toutes les fédérations de cheminots à l'exception de la CFTC.

Dans un communiqué commun, les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, Sud-Rail, UNSA, CFE-CGC et FGAAC mettent en avant des revendications portant sur le développement du service public ferroviaire SNCF, le "maintien du caractère intégré et de l'unicité de la SNCF", une "autre politique de l'emploi" et l'ouverture de négociations salariales.

Le 23 février dernier, les grandes organisations syndicales françaises ont appelé à de nouvelles grèves et manifestations interprofessionnelles le 19 mars, avec l'objectif d'obtenir un "vrai changement de cap" en faveur des salaires, de l'emploi et des services publics dans la politique gouvernementale.

Les organisations syndicales veulent dépasser l'ampleur des défilés du 29 janvier qui avaient mobilisé entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

Dans les transports, les syndicats d'Air France ont déjà appelé à cesser le travail ce jour-là. Des préavis de grève seront également déposés dans les transports urbains des villes de province ainsi qu'à la RATP, a-t-on indiqué de source syndicale.

La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)

AP - 04.03 La CGT a adressé une fin de non-recevoir à la proposition d'une "délibération sociale" sur la "modernisation du marché du travail" faite par la présidente du MEDEF Laurence Parisot, dans un courrier rendu public mercredi.

La présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) avait écrit aux syndicats le 23 février pour leur proposer d'ouvrir une "délibération sociale" -c'est-à-dire des mois de discussions préalables à une éventuelle négociation- d'une part sur le paritarisme, d'autre part sur la "modernisation du marché du travail".

"Nous remarquons que votre démarche s'engage parallèlement à celle du gouvernement pour fixer l'agenda social 2009", écrit le secrétaire général de la CGT à Laurence Parisot, dans son courrier rendu public mercredi par la confédération.

"Nous n'ignorons pas, d'expérience, que vous privilégiez l'élaboration de 'délibérations' au détriment de 'négociations', ce qui laisse apparaître votre organisation disponible pour le dialogue social dès lors qu'il ne débouche pas sur de nouvelles obligations pour les employeurs", ajoute Bernard Thibault.

"Vous avez d'ailleurs très clairement précisé lors de la rencontre organisée par le président de la République le 18 février votre disponibilité pour 'la délibération' et votre réticence pour 'la négociation au niveau national'", ajoute M. Thibault.

"Dans ces conditions", conclut-il, "la CGT décline votre invitation à délibérer et vous réaffirme sa disponibilité pour négocier sur les différents enjeux sociaux et économiques de la période".

François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)

Reuters - 16.03 Les syndicats français ont d'autres mouvements en perspective après la journée de grèves et de manifestations du 19 mars, mais peut-être "d'une façon différente", a déclaré François Chérèque.

Le secrétaire général de la CFDT a évoqué au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro la traditionnelle journée du 1er mai en France, un mouvement au niveau européen les 14 et 15 mai et une mobilisation le 28 mars à Londres.

Il a estimé que la mobilisation jeudi serait "au moins aussi importante" que la précédente du 29 janvier, qui avait rassemblé un à 2,5 millions de personnes, selon les sources.

"Je pense que le mouvement sera important, et que le gouvernement sera obligé de donner d'autres réponses ou au moins de compléter celles qu'il a apportées", a ajouté François Chérèque.

Le gouvernement a affirmé qu'il ne débloquerait aucune enveloppe supplémentaire aux mesures annoncées au "sommet social" du 18 février.

S'il restait sur la même ligne, "il faudra trouver des solutions", a dit François Chérèque.

"Le 1er mai, ce n'est pas si loin que ça (...) On a d'autres mouvements qui sont en perspective, peut-être d'une façon différente", a-t-il expliqué.

François Chérèque a souligné que la journée du 19 mars aurait l'avantage de canaliser la colère des salariés face à la crise et d'éviter des débordements, comme ceux qui sont intervenus au cours de la semaine passée.

"La crise, maintenant, elle a un visage. Jusqu'à maintenant, c'était des statistiques, du pourcentage. Aujourd'hui, ça a des noms, Continental, Sony", a-t-il dit.

"Quand les salariés ont le sentiment qu'on ne répond pas à leur problème et qu'on ne prend pas en charge leurs difficultés, inévitablement, vous avez des débordements", a ajouté François Chérèque.

Selon le dirigeant syndical, ces incidents "résultent généralement d'un manque de dialogue, d'un manque de réponse." "Et si les syndicats organisent des journées d'action, c'est pour que ces personnes là puissent s'exprimer dans des moments démocratiques", a-t-il dit.

Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)

AP - 16.03 Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a prévenu lundi que "le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" face à la mobilisation du 19 mars, qui "sera au moins du même niveau que le 29 janvier", qui avait réuni entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

"Il faut bien comprendre que les gens en ont marre, ils n'en peuvent plus", a prévenu Jean-Claude Mailly sur Canal+. "Je suis persuadé qu'à un moment donné, le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" car "la situation économique va le nécessiter".

Le gouvernement "attend, il attend, il attend" mais "il va devoir le faire: il devra lâcher sur le soutien à la consommation pour des raisons économiques", a-t-il assuré. "On est en récession (...) pourquoi attendre?".

Qualifiant de "mesurettes" les aides décidées par le gouvernement pour faire face à la crise, le secrétaire général de FO a assuré que "tout le monde sait que c'est insuffisant". Et de lancer que la mobilisation du 19 mars "sera au moins du même niveau que le 29 janvier, avec un détermination plus grande des salariés du privé et du public".

Interrogé sur le recours à la violence par certains salariés d'entreprises qui vont fermer, Jean-Claude Mailly a estimé que "d'une certaine manière elle est légitime" et il "la comprends. "Les salariés n'ont plus rien à perdre, ils ont le sentiment qu'on ne s'occupe pas d'eux, qu'on les méprise".

Quant à Olivier Besancenot qui appelle à un mouvement au-delà de la journée de jeudi, le responsable syndical a prévenu qu'il "n'a pas leçon à recevoir", alors qu'Olivier Besancenot "est responsable politique, ce n'est pas eux qui appellent à des manifestations, à la grève".

Commentaire. Pour qui se prend-il celui-là ? Depuis quand un dirigeant d'un parti politique ne pourrait-il pas appeler à faire grève et à manifester pour des revendications économiques et sociales ? Où a-t-il vu jouer cela ?

Merci monsieur Mailly, vous éclairez les militants sur le contenu de la soit-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis : les bureaucrates pourris des syndicats dont fait partie Mailly, ont le droit d'organiser des journées d'action au lieu d'appeler à la grève générale illimitée, les partis ouvrier ont tout juste le droit de se plier à ce diktat et de la fermer.

Monsieur Mailly, le mouvement ouvrier ne vous appartient pas, la classe ouvrière n'est pas votre propriété, et si un parti ouvrier décide de soutenir ou d'appeler à une grève ou une manifestation, ce n'est pas un syndicaliste jaune qui l'en empêchera.

Des syndicats à la fois confortés et fragiles (18.03)

Le Monde - 17.03 A la veille des manifestations du jeudi 19 mars, les syndicats croient à leur succès. Ils espèrent voir autant si ce n'est plus de monde dans les rues que lors de la précédente journée d'action du 29 janvier qui avait réuni de 1 à 2,5 millions selon les sources de salariés du privé et du public. La multiplication des plans sociaux, la tension grandissante dans les conflits, comme chez Sony (Landes) et Continental (Oise), la bonne santé affichée de certains groupes qui, à l'instar de Total, suppriment des emplois, contribuent à la montée de l'exaspération.

Trois Français sur quatre trouvent "justifiée" la journée d'action de jeudi, selon un sondage BVA-Les Echos-France Info-BPI, publié mardi (échantillon de 1 003 personnes interrogées , les 13 et 14 mars).

Conscients que l'union fait la force , les responsables des huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA) avancent un front commun avec des revendications précises telles la suppression du bouclier fiscal et une politique plus contraignante de l'Etat à l'égard des entreprises pour limiter les plans sociaux. Mais ils savent en même temps qu'ils auront beaucoup plus de mal à se faire entendre que le 29 janvier : l'Elysée n'a pas prévu de nouveau sommet social et , sur fond de déficits records, le gouvernement exclut tout nouveau geste. "Il n'y aura aucune enveloppe supplémentaire , car c'est de la dette supplémentaire" a prévenu le premier ministre François

Fillon. Du coup, la situation pour les syndicats devient plus compliquée et le jeu plus subtil. Faut-il privilégier l'emploi ou le pouvoir d'achat ? Obtenir une victoire symbolique sur le bouclier fiscal en exploitant au mieux les divisions de la droite ou se battre autour du fonds social d'investissement voulu par la CFDT pour encourager la formation des salariés et le retour dans l'emploi ? Remis en scelle par la crise, les syndicats restent structurellement fragiles . Comparés à leur voisins européens, ils ont peu d'adhérents et doivent constamment lutter contre les germes de la division, en évitant la surenchère et les risques de débordement . Au-delà du 19 mars, leur défi sera de rester uni , de ne pas laisser par la répétition de journées d'action dont on ne voit plus très bien le débouché et de monter leur efficacité. Ils appellent doré et déjà un 1er mai revendicatif et cherchent de nouvelles formes de mobilisation.

LE MEDEF SUR LA DÉFENSIVE

Leur chance est que Nicolas Sarkozy a besoin d'eux. Pour éviter les débordements, le président de la République doit mettre en scène un minimum de dialogue social et conforter les organisations syndicales, Solidaires exclu mais CGT comprise. Tandis que François Fillon soigne la CFDT- "L'important pour nous, est de consolider le fond d'investissement social autour de la CFDT", explique-t-on à Maignon - l'Elysée assure que son intention n'est pas d'enfoncer un coin dans le front syndical : "La position de l'Elysée n'est pas de décrocher les uns des autres, assure Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy. De nombreux chantiers sont ouverts avec les partenaires sociaux."

Encore faut-il que le patronat joue le jeu de la négociation . Sur le chômage partiel, les discussions avancent mais d'autres chantiers, voulus par le président de la République, ne sont pas encore ouverts . Notamment en raison de l'attitude défensive de Laurence Parisot. Désireuse avant tout de préserver l'autonomie de décision des entreprises, la patronne du Medef fait la sourde oreille à tout ce qui pourrait ressembler à une contrainte.

Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)

AP - 17.03 L'intersyndicale CGT, FSU, Sud et FAEN de l'enseignement professionnel a appelé mardi à une journée de grève le 24 mars prochain contre la réforme prévue par le gouvernement à la rentrée 2009 dans ce secteur de l'Education, et contre les suppressions de postes.

Dans un communiqué, l'intersyndicale "appelle dès maintenant les personnels à poursuivre après le 19 mars la mobilisation engagée depuis plusieurs mois contre les réformes Darcos et les suppressions massives d'emplois".

L'intersyndicale "décide d'appeler à la grève le mardi 24 mars (...) pour refuser la mise en application de la réforme de l'enseignement professionnel imposée dès la rentrée 2009".

Les syndicats exigent la maintien de "formations BEP + bac en quatre ans", la "restitution des milliers de postes supprimés", et le retrait "de grilles horaires annualisées, lourdes de risque pour le statut de tous les enseignants".

Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)

LeMonde.fr avec Reuters et AFP - 18.03 La journée de mobilisation de jeudi, à l'appel de huit organisations syndicales, s'annonce "aussi importante, voire plus que le 29 janvier", a annoncé la CGT dans un communiqué. Près de 215 manifestations et rassemblements sont prévus à travers le pays, contre 195 le 29 janvier dernier, selon la CGT. Entre les deux journées d'action, la tension sociale a monté, alimentée par la combativité payante des universitaires ou des Guadeloupéens, et des salariés partagés entre colère et désarroi face au raz-de-marée sans précédent de suppressions d'emploi.

En quelques semaines, les perspectives économiques, déjà peu engageantes, se sont rapidement dégradées, le régime d'assurance-chômage n'excluant pas un scénario jamais vu de près d'un demi-million de chômeurs supplémentaires en 2009, pas forcément indemnisés. Le couperet des plans sociaux, tombé pour de nombreux salariés depuis septembre (Camif, La Redoute, Amora, Natixis, Valeo, etc.), est tombé en février-mars sur de nouvelles entreprises.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a douté mardi de l'utilité de la journée d'action de jeudi pour exiger un changement de cap politique et économique, coûteuse selon elle pour l'économie française et empreinte de "démagogie". "S'il s'agit de dire à quel point nous sommes mécontents de ce qui se passe et inquiets [...], nous pouvons tous dire ça, le patronat aussi. Est-ce vraiment utile [...] de le dire ainsi ?", a-t-elle déclaré, lors de sa conférence de presse mensuelle. La journée a aussi un "coût en terme de démagogie, d'illusions créées. C'est une facilité, je ne crois pas que ce soit une réponse", a-t-elle enchaîné, avant de s'en prendre à la CGT, accusée de "provoquer des destructions d'emplois" à Marseille. "On reproche beaucoup de choses aux chefs d'entreprises en ce moment [...] mais je voudrais qu'on parle aussi de la responsabilité de la CGT sur la disparition d'entreprises à Marseille", a-t-elle attaqué, sans citer les entreprises

concernées.

Bernard Thibault a répliqué mercredi, brocardant "l'archaïsme d'un autre temps" du patronat français. "Mme Parisot est dans une extrême difficulté pour justifier ce qui se passe dans les entreprises, pour justifier les aides publiques dont bénéficient les grandes entreprises qui restructurent aujourd'hui et tentent pour s'en sortir de porter le discrédit sur les syndicats de salariés", a fait valoir le secrétaire général de la CGT sur Europe 1. "Si par là Mme Parisot (...) laisse entendre qu'il n'y a plus de place pour la revendication, je crois qu'elle va être déçue."

"Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)

LeMonde.fr - 18.03

Peters : Pensez-vous que la manifestation de demain peut véritablement pousser le gouvernement à revenir sur ses positions ?

Michel Doneddu, secrétaire confédéral de la CGT : La manifestation de demain va être d'une ampleur vraisemblablement exceptionnelle. Elle ne permettra pas au gouvernement de rester muet. Cela étant, le rapport de force à construire pour obtenir des avancées notables, notamment en matière de salaires, appelle à ce que ces manifestations trouvent leur prolongement dans des actions d'entreprise. En tout état de cause, sans réponse suffisante, les organisations syndicales appelleront à de nouvelles initiatives nationales.

Lucas : Les salariés sont conscients qu'une grève de vingt-quatre heures ne fera pas plier le gouvernement. La CGT est-elle donc prête à organiser des grèves plus dures pour exiger l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des indemnités chômage, un gel des prix et des loyers ainsi que d'éventuels nouveaux acquis (jours de congé supplémentaire et baisse du temps de travail pour redistribuer celui-ci) ?

Michel Doneddu: Nous pensons que l'ampleur des mobilisations est de nature à apporter des réponses aux revendications qui sont posées. Déjà, même si c'est très insuffisant, le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures après le 29 janvier. Ce qui est très important, c'est que les rapports de force créés par les actions nationales puissent se prolonger dans des actions d'entreprise, parce que par exemple des revendications comme les salaires, c'est à l'entreprise qu'elle se gagne. Et la démarche d'action revendicative, c'est que les actions à l'entreprise et les actions nationales s'épaulent les unes les autres.

Hoube : La situation grave dans laquelle se débattent chaque jour nombre de gens en raison des attaques du patronat et de Sarkozy sur l'emploi et le pouvoir d'achat, mérite que leur soient proposées des actions énergiques et reconductibles. Qu'en pensez-vous ?

Michel Doneddu: Il est sûr que le rapport de force que nous devons créer doit être durable. Il doit y avoir de nouvelles initiatives et dès vendredi matin, l'intersyndicale se réunira pour examiner les suites. Mais le prolongement des actions doit aussi s'envisager dans les entreprises.

Diabaram : J'en ai un peu assez des journées de grève disparates, éloignées les unes des autres, très policées et qui au final ne servent pas à grand chose. Ne faudrait-il pas désormais réfléchir à une action de grande ampleur, un mouvement insurrectionnel comme a si bien su le faire le LKP ?

Michel Doneddu: L'objectif de la CGT n'est certainement pas d'aller à un mouvement insurrectionnel, qui dans la situation actuelle n'aurait aucun débouché. Toute notre démarche consiste à permettre aux salariés de se rassembler pour exercer un rapport de force tant vis-à-vis du patronat que du gouvernement.

C'est aussi par le prolongement dans les entreprises que des succès revendicatifs peuvent être obtenus. D'ailleurs, depuis le 29 janvier, des actions revendicatives se sont multipliées dans les entreprises, en particulier dans le secteur privé, et ont enregistré déjà quelques acquis en matière d'augmentation de salaires. C'est sans doute la raison pour laquelle la présidente du Medef est sortie de son silence pour stigmatiser les syndicats, et en particulier la CGT.

yoploi : Espérez-vous ou craignez-vous une révolte globale comme d'aucuns le suggèrent ?

Michel Doneddu: Le but de l'action syndicale revendicative n'est pas de dériver vers des violences. Au contraire, elle vise à ce que les sentiments de colère puissent s'exprimer dans des actions de masse déterminées, dont l'objectif est d'avancer vers les revendications qui sont posées. Certains caricaturent les journées d'action du 29 janvier et du 19 mars comme des sortes d'exutoires face à la crise ou des manifestations de désespoir. C'est tout l'inverse. Ces actions visent à soutenir une plate-forme commune intersyndicale.

Melanie_Monjean_1 : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux Français qui craignent une dégradation de la situation ?

Michel Doneddu : Eh bien, qu'il n'y a aucune raison justifiée que leur situation se dégrade. Comme on dit : la crise, c'est eux, la solution, c'est nous. Il faut donc se mobiliser, participer à la journée d'action de demain, et poursuivre.

Pablo11 : Pensez-vous que l'unité syndicale actuelle soit amenée à perdurer ? Nicolas Sarkozy ne va-t-il pas chercher à tout prix à diviser les syndicats déjà affaiblis, comme le montre par exemple la stratégie de stigmatisation excessive d'un syndicat pourtant que trop peu représentatif tel que SUD ?

Michel Doneddu : On a affaire à une unité syndicale d'un niveau assez exceptionnel, puisque cinq confédérations et trois autres organisations nationales ont adopté une plate-forme revendicative commune. Et ont appelé ensemble à deux actions nationales le 29 janvier et le 19 mars, pas simplement pour protester contre une politique gouvernementale, mais pour défendre les revendications de cette plate-forme commune. Donc l'unité syndicale est réellement ancrée sur un projet commun, et la CGT fera tout pour qu'elle perdure.

Michel Doneddu : La journée d'action de demain appelle déjà l'ensemble des salariés, qu'ils soient du public ou du privé, à exprimer leurs revendications ensemble. Les organisations de fonctionnaires sont partie prenante des appels pour le 19 mars.

Geoffroy : Que ce soit les salariés dont l'usine Continental se trouve en Picardie ou en Allemagne, ils sont tous victimes des licenciements. Les syndicats ont-ils invité des salariés d'Allemagne pour participer à la journée du 19 mars ? Ne serait-ce pas l'occasion de démontrer que la situation des salariés est identique partout en Europe, victimes de la spéculation financière, au moment où les partis politiques se préparent aux élections européennes ?

Michel Doneddu : C'est très juste. La Confédération européenne des syndicats appelle courant mai à une série de journées d'action coordonnée dans tous les pays d'Europe. Par exemple il y aura le 14 mai à Bruxelles, le 15 mai à Berlin, le 16 mai à Prague, et dès le 23 mars, il y aura une manifestation européenne à l'appel des syndicats à Londres, dont les objectifs revendicatifs portent sur des sujets similaires à notre action nationale du 19 mars.

DARKVAD09 : La fameuse formule "trop de syndicats et pas assez de syndicalistes ou de militants", n'est-elle pas en train de refaire surface ?

Michel Doneddu : Cette formule n'a malheureusement pas été démentie. Il y a un trop faible nombre de syndiqués en France, et s'il y en avait plus, les salariés seraient plus forts pour exprimer leurs revendications, tant vis-à-vis du gouvernement que des directions d'entreprise et du patronat.

Melanie_Monjean_1 : Quelle légitimité pour les syndicats au regard du faible taux de syndicalisation en France ?

Michel Doneddu : Je crois que la légitimité des syndicats est aussi démontrée par leur capacité de mobilisation, dont ils font la preuve en ce moment. La légitimité des syndicats s'acquiert aussi dans la confiance que les salariés leur manifestent dans les entreprises, notamment à l'occasion des élections professionnelles, qui connaissent en général une forte participation. C'est un fait que leur capacité d'influence serait renforcée par une syndicalisation plus importante.

Tata_Yoyo : Les travailleurs pauvres sont-ils syndiqués ?

Michel Doneddu : Rien n'empêche aux travailleurs de se syndiquer quels que soient leurs revenus. C'est un fait que la syndicalisation est rendue d'autant plus difficile que les situations de travail sont précaires.

Par exemple des salariés en contrat à durée déterminée changent fréquemment d'entreprise, et devraient donc adhérer à un nouveau syndicat à chaque contrat. C'est la raison pour laquelle la CGT étudie aussi des formes d'organisation permettant aux salariés précaires ou saisonniers une continuité syndicale.

Melanie_Monjean_1 : Une baisse des cotisations pourrait-elle augmenter le taux de syndicalisme ? Michel Doneddu : Je n'y crois pas du tout. L'adhésion à un syndicat n'est pas un acte marchand. Par exemple la cotisation syndicale à la CGT, c'est 1 % du salaire net primes comprises. On constate que lorsque des salariés décident de se syndiquer, parce qu'ils en ressentent la nécessité au regard de la situation qu'ils vivent dans l'entreprise, ce niveau de cotisation ne pose pas de problème.

Ahmed : Pensez-vous réellement aujourd'hui que les syndicats disposent des compétences suffisantes pour proposer des solutions adaptées et REALISTES.

Michel Doneddu : Ce qu'on peut déjà constater, c'est que les solutions mises en œuvre par les tenants du marché libéral ont conduit aux catastrophes économiques qu'on connaît. Il est donc grand temps qu'on change de logique et qu'on écoute la voix des salariés.

Igar_1 : Les syndicats patronaux sont-ils eux aussi à la hauteur de la crise sociale ?

Michel Doneddu : La réponse à la crise apportée par le Medef et la CGPME consiste à défendre la situation des grands patrons et des actionnaires. Quand on parle de partage des profits, Laurence Parisot répond que cela contredit le droit de propriété selon lequel les profits appartiennent aux seuls actionnaires. Récemment, elle s'en prend encore aux réactions des salariés de Continental qui subissent la fermeture de leur entreprise alors qu'ils avaient accepté un allongement de leur temps de travail pour sauver leur emploi, et que l'attribution d'aides publiques dans le cadre du plan automobile devait garantir le maintien de l'emploi.

Melanie_Monjean_1 : Pourquoi ne pas envisager les rapports entre le patronat et le salariat sur le mode de la discussion plutôt que sur le mode du conflit ?

Michel Doneddu : Des discussions, on en a énormément. Ce que les salariés attendent, c'est des réponses. Donc quand les questions restent sans réponse, le conflit est inévitable.

Melanie_Monjean_1 : Quels sont les leviers d'action pour lutter contre les fermetures d'entreprise et les délocalisations ?

Michel Doneddu : Il faudrait obtenir deux types de droits nouveaux : tout d'abord, que les salariés puissent exercer, par l'intermédiaire de leurs élus au comité d'entreprise, un droit suspensif de toute restructuration, afin de vérifier si elle est justifiée par de réelles difficultés économiques ou de marché. Il faudrait également obtenir une véritable sécurité sociale professionnelle, garantissant à tout salarié le maintien de son lien salarial en cas de suppression de poste. Ce sont des revendications importantes que la CGT porte dans les mouvements actuels.

Tata_Yoyo : J'ai 43 ans, je suis caissière à mi-temps dans un supermarché, je dois également nourrir mes trois enfants en bas âge, comment se mobiliser ?

Michel Doneddu : Il faudrait qu'il y ait une organisation syndicale dans votre supermarché qui appelle à une grève demain, ou à un arrêt de travail, afin que vous puissiez y participer. S'il n'y a pas d'organisation syndicale, eh bien il faudrait songer qu'avec les collègues qui vivent la même situation vous en créez une. D'ailleurs, demain, la mobilisation sera importante parce que de nombreux salariés du secteur privé ont d'ores et déjà décidé d'y participer par des arrêts de travail.

Melanie_Monjean_1 : Comment défendre les intérêts des travailleurs en ces temps de montée de l'individualisme ?

Michel Doneddu : On parle beaucoup d'individualisme. Les semaines qu'on vit montrent que les salariés sont aussi capables de beaucoup de solidarité.

Melanie_Monjean_1 : Les syndicats ne sont-ils pas dépassés par la mondialisation ?

Michel Doneddu : Les syndicats du monde entier ont décidé en 2006 de créer une organisation syndicale internationale réunifiée dont l'un des grands objectifs est de peser sur la mondialisation. Au niveau des institutions internationales - FMI, OMC par exemple -, afin d'y intégrer des clauses sociales, et également au niveau des grands groupes multinationaux. L'une des premières initiatives de cette CSI (Confédération syndicale internationale) a été d'appeler à une journée d'action mondiale pour le travail décent le 7 octobre dernier. Ce type d'initiative devrait se multiplier.

Tata_Yoyo : Les syndicats sont-ils en crise?

Michel Doneddu : Non, il n'y a pas de crise des syndicats. La majorité des salariés considèrent qu'ils jouent un rôle utile à l'entreprise et dans la société. En revanche, il y a un trop faible nombre de syndiqués, et c'est préjudiciable à la capacité de l'ensemble des salariés à faire entendre leur point de vue. Il serait déterminant que les fortes mobilisations qui se construisent en ce moment débouchent aussi sur un accroissement de la syndicalisation.

Melanie_Monjean_1 : En situation de crise, une hausse des bas salaires est-elle défendable ?

Michel Doneddu : Non seulement elle est défendable, mais elle est nécessaire. Une des grandes causes de la crise, c'est la montée des inégalités et le déséquilibre qui s'est opéré entre revenus du capital et revenus du travail. La revalorisation des salaires n'est donc pas simplement un enjeu de justice sociale, c'est aussi une nécessité économique.

Antoinet1 : Comment pourrait-on renouer un dialogue constructif entre les entrepreneurs qui souhaitent avant tout sauvegarder leur entreprise et les syndicats qui réclament la protection des plus vulnérables?

Michel Doneddu : Beaucoup d'entrepreneurs à la tête de petites entreprises sont aujourd'hui confrontés aux politiques des entreprises donneuses d'ordre, qui exercent sur eux une pression énorme pour obtenir des baisses de prix de leurs prestations.

Plutôt que répercuter ces pressions sur leurs salariés, ces patrons de PME auraient effectivement intérêt à des expressions convergentes avec leurs salariés.

Tata_Yoyo : Paradoxalement, les syndicats n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans la détérioration du dialogue social ?

Michel Doneddu : Je crois que dans la crise qu'on connaît, les réponses patronales qui sont faites aux salariés ont tendance à montrer que ce n'est pas la responsabilité syndicale qui est en cause. Si le dialogue social apparaît souvent dégradé, c'est notamment que dans les négociations, peu de réponses sont apportées aux revendications des salariés, notamment en matière de salaires et de conditions de travail, qui font partie des préoccupations essentielles.

Tata_Yoyo : Après un siècle de charte d'Amiens, et quelques scandales (UIMM), les syndicats sont-ils des partis politiques déguisés ou des membres actifs de la société civile ?

Michel Doneddu : Les actions auxquelles les syndicats, et notamment la CGT, appellent aujourd'hui ont des objectifs revendicatifs, et non politiques. Il s'agit des revalorisations de salaires, de la défense de l'emploi, du niveau des retraites, de la protection sociale et de la qualité des services publics. Certes, certaines de ces revendications s'adressent tout particulièrement au gouvernement, mais cela fait partie du rôle revendicatif des syndicats que de porter des exigences vis-à-vis des pouvoirs publics.

Melanie_Monjean_1 : Peut-on espérer des avancées aussi considérables en France métropolitaine que celles obtenues en Guadeloupe ?

Michel Doneddu : Les niveaux de revendications salariales qui s'expriment dans les entreprises de la métropole sont souvent du même ordre que celles qui ont été exprimées en Guadeloupe.

Cela étant, la situation sociale en Guadeloupe est spécifique aux DOM et les réponses apportées ne peuvent pas se décalquer. En particulier les revalorisations salariales à obtenir en métropole doivent être financées par les entreprises, et non par les contribuables.

Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)

AFP - 20.03

Un nombre record de manifestants depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée est descendu jeudi dans la rue mais le Premier ministre, François Fillon, a écarté dans la soirée tout nouveau plan de relance, réclamé par les syndicats.

Sous un soleil printanier, entre 1,2 million (police) et 3 millions (CGT) de personnes ont défilé dans 219 manifestations à l'appel des huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa). Le 29 janvier, de 1,08 million (police) à 2,5 millions de personnes (syndicats) avaient battu le pavé.

Ces manifestations, qualifiées de "réussite" par les syndicats, et soutenues par la gauche, égalent les pics de mobilisation de 2006 contre le Contrat première embauche (CPE), et montrent l'ampleur de l'inquiétude et du mécontentement suscitées par la crise et la saignée de l'emploi qui l'accompagne.

Cependant, la réponse du gouvernement ne sera "certainement pas un nouveau plan de relance", a confirmé sur TF1 François Fillon.

Tout en reconnaissant "une inquiétude très légitime" des Français, il a estimé que "la mobilisation ne résoudra pas les problèmes de la crise mondiale".

Selon Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, "l'on n'avait pas franchi d'étape dans la protestation par rapport au 29 janvier".

En début de semaine, Bernard Thibault (CGT) avait estimé que "si la mobilisation est plus importante que le 29 janvier, ce sera un événement politique".

Le cortège parisien a rassemblé entre 85.000 personnes selon la police (65.000 le 29 janvier), et 350.000 personnes (300.000) selon la CGT.

Lors de la dispersion dans la soirée place de la Nation environ 300 personnes ont été interpellées, dont 49 feront l'objet d'une procédure judiciaire, selon la préfecture de police et neuf policiers ont été blessés par des jets de projectiles.

Outre les grandes villes, de Rennes (14.000 à 40.000) à Marseille (30.000 à 320.000) en passant par Bordeaux (36.000 à 100.000), l'affluence a été très forte quasiment partout, y compris dans des villes moyennes (Le Havre, Tarbes...).

"C'est la mobilisation de M. et Mme Toutlemonde, qui expriment leur ras-le-bol", s'est exclamé Gilbert Debard (Unsa), parmi les manifestants lyonnais (de 24.000 à 45.000).

A Clairoix (Oise), symbole de la colère des salariés, un millier d'employés de Continental, dont la fermeture est annoncée, sont allés gonfler les rangs des manifestants à Compiègne.

A Paris, les dirigeants syndicaux ont jugé, comme François Chérèque (CFDT), que le "silence complet" du gouvernement et du patronat ne devait pas être la réponse, au risque d'aggraver encore la crise sociale.

"C'est maintenant qu'il faut soutenir la consommation et prendre des décisions", a déclaré Jean-Claude Mailly (FO).

François Fillon a déjà prévenu qu'il n'y aurait aucune "enveloppe supplémentaire" après les mesures adoptées lors du sommet social du 18 février.

"Il faut changer de cap", "Bouclier social": pancartes ou slogans invitaient jeudi le gouvernement à modifier en profondeur sa politique en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Dans la Fonction publique, la grève a été moins importante que le 29 janvier, notamment dans l'éducation. Nombre de fonctionnaires ont défilé, comme les enseignants-chercheurs, au nombre de 100.000 dans toute la France (selon Unef et FSU), la plus grosse mobilisation depuis le début du mouvement.

Les perturbations dans les transports ont été globalement limitées, en partie grâce au service minimum. En région parisienne, les transports en commun ont circulé légèrement mieux que le 29 janvier, mais ont été très affectés à Bordeaux, Reims, Strasbourg et Nice.

La plupart des grandes villes avaient décidé de mettre en oeuvre, au moins en partie, le service minimum d'accueil, mais à Paris seuls 2.400 écoliers sur 136.000 en ont profité, selon la mairie.

Les dirigeants syndicaux se retrouvent vendredi. Tous ont d'ores et déjà souligné la nécessité de "durer" et de rester unis.

Complément avec d'autres dépêches de l'AFP, Reuters et AP, même date.

Selon un communiqué de la CFTC, le gouvernement ne peut laisser la situation sociale "se déliter". "Face à l'ampleur de la mobilisation de ce 19 mars, le gouvernement ne peut pas se contenter de dire qu'il ne lâchera rien, comme vient de le faire François Fillon (à TF1. Il ne peut pas, systématiquement, se retrancher derrière la mondialisation de la crise ou les déficits publics pour justifier sa politique" Pour la CFTC, "la crise financière et économique est en train de se transformer en crise sociale. Il est de la responsabilité du gouvernement de répondre aux inquiétudes manifestées, aujourd'hui, par le monde du travail et à la colère qui monte en agissant. Le maintien des emplois doit être la priorité des priorités. M. Fillon et son gouvernement doivent impérativement entendre ce message fort qui vient d'être délivré et ne pas laisser la situation se déliter".

De son côté, Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, estime que "face aux urgences sociales et à la nécessité d'imposer des politiques alternatives, la question de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de grève générale interprofessionnelle est posée".

"D'ores et déjà, il est indispensable que l'intersyndicale propose un nouveau rendez-vous interprofessionnel avant la fin du mois", ajoute-t-elle.

En effet, juge Solidaires, "malgré la mobilisation (de jeudi), le gouvernement fait la sourde oreille comme l'a fait le Premier ministre François Fillon (...). Il faut le forcer à entendre la colère qui monte et les urgences sociales qui s'expriment. L'enjeu aujourd'hui est de savoir qui paiera la crise actuelle".

Les organisations syndicales devaient se retrouver vendredi à 11h00 pour décider de la suite du mouvement, alors que des manifestants en appelaient dans les cortèges à un "nouveau Mai 68" ou à La Commune, période insurrectionnelle qui dura près de deux mois à Paris en 1871.

Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)

Le Monde - 20.03

"On continue !" Les mots sont repris par François Chérèque (CFDT), Bernard Thibault (CGT), Jean-Claude Mailly (FO)... et tous les dirigeants syndicaux présents en première ligne du cortège parisien, jeudi 19 mars. Avec le sourire des beaux jours de manifestation.

"Laurence Parisot (la présidente du Medef) organise nos manifestations, nous devons lui dire merci, quand elle parle, elle nous rajoute des centaines de milliers de manifestants", ironisait M. Chérèque. M. Mailly ciblait, lui, le chef de l'Etat : "M. Sarkozy n'a peut-être pas été élu pour augmenter les impôts, mais il n'a pas été élu pour baisser le pouvoir d'achat et augmenter le chômage !"

Mais le succès a un prix pour les syndicats. Il leur faut proposer de nouvelles actions, face à la fermeté exprimée par le premier ministre François Fillon, au soir même des manifestations. "Il y a plus de monde aujourd'hui que le 29 janvier, pourquoi s'inquiéter sur nos capacités de mobiliser", se rassurait le secrétaire général de la CGT.

Atout pour la mobilisation, l'intransigeance patronale et gouvernementale pose aussi problème aux syndicats. Comment obtenir des résultats ? Les huit organisations se sont retrouvés, vendredi, pour en discuter et proposer de nouvelles initiatives. Premier objectif, il faut, disent-ils, tenir et inscrire le mouvement dans la durée, celle d'une crise annoncée longue. "On doit gérer la durée, trouver le bon rythme", explique Alain Olive (UNSA). Jacques Voisin (CFTC), lui, expose la stratégie du billard : "Nous devons pousser le gouvernement à faire bouger le patronat." Le président de la confédération des cadres, la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, veut éviter les dérapages : "Il faut qu'il y ait de plus en plus de monde dans la rue et éviter que ne se développent des conflits durs dans les entreprises."

Prochaine étape donc, le 1er mai. Fait exceptionnel, FO devrait défiler aux côtés des autres syndicats, ce que la confédération n'a quasiment jamais fait. "Nous n'excluons aucune hypothèse, disait M. Mailly dans le cortège parisien, pas même un 1er mai unitaire."

Si le rendez-vous fait consensus, les syndicats divergent sur d'autres initiatives. Solidaires réclame "une nouvelle journée d'action nationale, pas forcément avec grève mais avant les vacances de printemps", selon Annick Coupé. Gérard Aschiéri (FSU) penche, lui, pour un samedi de mobilisation avant les vacances. Pour faire face à cette longue période qui débute le 4 avril pour finir le 4 mai, les huit envisageaient des mobilisations régionales tournantes, ou par secteur professionnel.

Cela va-t-il répondre aux attentes des salariés et éviter le développement de conflits durs ? "Ce n'est pas parce qu'on ferait une manifestation par semaine que cela éviterait les problèmes durs dans les boîtes", fait valoir M. Chérèque. "La grève générale ne se décrète pas par les directions, prévient M. Mailly. Si le gouvernement et le patronat ne bougent pas, rien n'est à exclure."

Quel que soit le calendrier retenu, tous les syndicats affichaient, au soir du 19 mars, leur volonté unitaire.

Signe de cet exceptionnel climat, pour la première fois dans l'existence de Solidaires et des syndicats SUD nés d'une exclusion de la CFDT, la centrale de François Chérèque a poussé la porte de leur local. C'est en effet dans les murs du syndicat le plus turbulent, que se tenait la réunion unitaire d'"après manif".

Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)

AP - 20.03 Les syndicats à l'origine des grèves et des manifestations du 19 mars ont décidé vendredi de ne pas donner de suite immédiate au mouvement et de se retrouver le 30 mars pour rechercher les "modalités" permettant de donner "plus d'efficacité aux prochaines mobilisations". Tous dénoncent les "intransigences" du gouvernement et du patronat.

Les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont fait cette annonce à l'issue d'une réunion intersyndicale d'une durée de quatre heures vendredi matin au siège de Solidaires à Paris.

Au lendemain des manifestations qui ont rassemblé entre 1,2 et 3 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'une conférence de presse à l'issue d'un conseil européen à Bruxelles son intention d'évaluer "avant l'été" avec les partenaires sociaux les mesures sociales décidées pour faire face à la crise, se montrant prêt à les compléter "s'il le faut".

Lors du sommet social du 18 février, le président avait annoncé aux partenaires sociaux la mise en place d'un "comité d'évaluation et de suivi de la crise et des politiques économiques et sociales", réunissant l'Etat et les partenaires sociaux. M. Sarkozy en présidera la première réunion.

Vendredi, le chef de l'Etat a en revanche exclu de prendre tout de suite de nouvelles décisions.

"Les revendications en matière d'emploi dans le privé comme dans le public, de pouvoir d'achat et de relance économique, de garanties collectives, de services publics et de réglementation de la sphère financière qui s'étaient déjà exprimées le 29 janvier sont encore plus d'actualité aujourd'hui face à l'aggravation de la crise et de ses conséquences", écrivent les huit organisations dans une déclaration commune.

"Le gouvernement s'entête à justifier des mesures comme le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires alors même qu'elles aggravent les injustices et sont contre-productives face au développement du chômage. Il persiste dans sa politique de suppression d'emplois publics", ajoutent-elles.

Le patronat est également interpellé. "Des entreprises continuent à privilégier la rentabilité financière et à utiliser la crise pour accélérer des restructurations. Les suppressions d'emplois qui s'enchaînent renforcent les inquiétudes des salariés pour leur avenir et rendent légitime leur colère".

"Face aux intransigeances" du gouvernement et du patronat, les syndicats annoncent vouloir se donner un peu de temps pour "rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations".

Pour l'heure, les organisations syndicales "mettent en débat l'étape importante que constitue le 1er Mai", et annoncent qu'elles "se retrouveront le 30 mars pour décider (...) des prolongements au 29 janvier et au 19 mars". Cette nouvelle rencontre se tiendra au siège de la CFDT.

"La longueur de la réunion n'est pas liée à la longueur des débats que nous avons eu. Par contre, nous avons passé un temps infini sur la rédaction du texte", a assuré vendredi après-midi à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri.

Pour le reste, "tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut une suite, mais personne n'avait d'idée tranchée sur une hypothèse. Et il y a toute une série d'organisations qui n'avaient pas de mandat de leurs instances pour trancher de suite".

Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)

AP - 26.03 Le collectif "Une école, votre avenir" -qui regroupe 25 organisations dont les principaux syndicats de l'Education- a appelé jeudi à organiser "1.000 manifestations" diverses à travers toute la France le 2 avril contre la politique éducative du gouvernement.

"Plus que jamais dans ce contexte de crise, l'enseignement et la formation des jeunes ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir. Ils sont le meilleur rempart contre le chômage", écrit le collectif, composé notamment de la FSU, du SGEN-CFDT, de la FEREC-CGT, de la FAEN, de Sud, de l'UNSA ou encore de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL et de la FCPE.

Le collectif "appelle tous ceux qui veulent défendre et transformer le service public d'éducation pour une meilleure réussite des élèves, à le faire savoir haut et fort le 2 avril, dans toute la France, dans tous les lieux où se forme la jeunesse d'aujourd'hui et se forment les savoirs de demain".

Le collectif dénonce une "entreprise de démolition de l'École, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics", de la part du gouvernement.

Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)

Liberation.fr - 28.03 Pas toujours facile d'avoir pour employeur la CGT. Les mille salariés des différents comités d'entreprise (CE) de la SNCF se sentent un peu parias. Jusqu'à accuser la fédération CGT des cheminots de se comporter en «patron voyou». Partant du principe que l'argent du CE doit profiter avant tout aux salariés de la SNCF (534 euros par tête), la CGT-patron mène la vie dure à ses propres employés : salaires parfois en dessous du Smic, CDD en cascades, turnover accéléré... Pour finir par une multitude de procédures prud'homales et de plaintes pénales pour harcèlement.

«Nous ne sommes pas un îlot de socialisme», a un jour rétorqué le dirigeant CGT d'un CE parisien, face aux revendications de ses salariés. Du coup, aux dernières élections du personnel des CE, le syndicat a perdu la majorité au profit de Tous ensemble (dissidents cégétistes) associé à SUD, qui dénonce un «climat fait de pressions, mises au placard, rapports tendus avec la hiérarchie». La CGT se défousse sur la direction de la SNCF, dont la dotation sociale aux CE serait trop faible. «Faux prétexte», rétorque Philippe Chabin, dissident cégétiste : «On utilise l'argent des cheminots pour monter des coups contre les salariés des CE.»

Refus. Le 4 mars, Pierre, informaticien d'un CE parisien et délégué du personnel (CGT puis SUD), a été victime d'un infarctus gare d'Austerlitz à Paris. Il a passé quarante-huit heures dans le coma. En décembre, la direction de son CE avait saisi l'inspection du travail en vue d'obtenir une autorisation de licenciement malgré son mandat de délégué du personnel. Refus.

Le mois dernier, Pierre est réélu triomphalement avec 50 % des voix, battant le candidat officiel de la CGT. La direction du CE refuse d'afficher le résultat des élections. Pierre s'en offusque, échanges verbaux. Puis c'est l'infarctus. Sur son lit d'hôpital, il confie à son épouse : «Ils ont gagné.»

Harcèlement. Pour sa part, Chantal Dupont, de Tous ensemble, reste vent debout. Elle est à l'origine d'une plainte pour harcèlement et discrimination contre quatre salariés, l'audience aux prud'hommes aura lieu en mai. Elle envisageait la constitution d'un CE à l'intérieur du CE, comme à Air France. A défaut, elle a «tenté une parade» en exigeant un CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail), le minimum syndical. Nouveau refus, nouvelle procédure judiciaire. «Quatre ans de bagarre pour faire appliquer le code du travail», note-t-elle. Salauds de patrons.

Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)

Reuters - 31.03 Les huit syndicats à l'origine des grèves et manifestations des 29 janvier et 19 mars ont appelé lundi à un 1er mai unitaire pour peser sur la politique économique et sociale du gouvernement.

C'est une initiative rarissime en France : le défilé de la Fête du Travail rassemblera l'ensemble des confédérations, des cadres de la CFE-CEGE aux "durs" de Solidaires en passant par la CGT, première organisation du pays, et les réformistes de la CFTC et la CFDT.

Il s'agira de la troisième journée d'action commune, après celles du 29 janvier qui avait rassemblé entre un et 2,5 millions de personnes selon les sources, et celle du 19 mars, durant laquelle entre 1,2 et trois millions de personnes avaient défilé.

Les syndicats demandent l'abandon par le gouvernement de certains allègements fiscaux pour les plus favorisés, du subventionnement des heures supplémentaires, des suppressions de postes de fonctionnaires.

Ils réclament une augmentation du salaire minimum, l'ouverture de négociations salariales dans les entreprises et des mesures pour les chômeurs.

Les responsables des syndicats n'ont pu dire si les huit dirigeants syndicaux défileraient ou non ensemble, symboliquement, à Paris.

"Les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat", peut-on lire dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la CFDT.

Le texte ouvre la voie à des défilés séparés dans les régions. Les syndicats "appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales", ajoute ce texte adopté en début de soirée.

"MOBILISATIONS" EN AVRIL

Les huit confédérations sont également convenues de faire du mois d'avril "un mois de mobilisations" et de se rencontrer à nouveau le 27 avril pour faire le point. "Il faut se défoncer au mois d'avril", a dit Maryse Dumas, de la CGT.

"En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations)", ajoute le communiqué.

"Quand on est engagé dans la construction d'un rapport de forces vis-à-vis d'un pouvoir politique et d'un patronat parmi les plus durs qu'on ait connus, il faut trouver des modalités de mobilisation qui vont permettre à un maximum de gens de s'engager", a dit Maryse Dumas.

Les défilés du 1er mai permettront aux Français de faire masse en manifestant en famille sans perdre une journée de salaire, ont souligné les syndicalistes. Une action commune permet de dire au pays que les proclamations d'unité syndicale "ne sont pas de belles paroles pour masquer un échec ou une indécision", a dit Gérard Aschieri, du syndicat enseignant FSU.

Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

Le Monde - 31.03 Lundi matin 30 mars, Nicolas Sarkozy est allé s'entretenir à son domicile avec son lointain prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, avant le nouveau sommet du G20, jeudi à Londres.

Puis, en fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, durant près de deux heures, les dirigeants des cinq organisations syndicales "représentatives" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO). Ceux-ci ont plaidé pour une relance économique conjuguée à une politique sociale juste. "Une chose est de réguler la finance internationale, une autre est de dessiner une économie qui intègre les droits sociaux", a expliqué Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT. Pour François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, "il n'est pas normal que le FMI, l'OMC et la Banque mondiale assistent au G20 et que l'Organisation internationale du travail (OIT) en soit exclue".

M. Sarkozy leur a redit, selon le communiqué de l'Elysée, "les objectifs spécifiques portés par la France pour réguler et surveiller la finance internationale, qui est une des conditions pour rétablir la croissance sur des bases saines et durables". Cette priorité ne doit pas empêcher la prise en compte des objectifs sociaux, leur a-t-il assuré.

La situation française et le mouvement social ont aussi été évoqués lors de cet entretien. Les responsables syndicaux ont fait part du mécontentement grandissant. "Il y aura des initiatives plus dures comme les séquestrations de patron que nous voyons aujourd'hui, si les salariés ne voient pas rapidement les effets des mesures annoncées", s'est inquiété M. Chérèque. Pour M. Thibault, "le chef de l'Etat se veut pragmatique et ne semble pas insensible à la pression sociale". Il a annoncé aux dirigeants syndicaux qu'il les reverrait en juin.

"AVANCÉES DÉCISIVES"

A l'heure du déjeuner, enfin, M. Sarkozy a reçu les membres du groupe de travail sur la crise financière constitué par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le chef de l'Etat leur a assuré vouloir que, "cette fois-ci", il y ait "des avancées décisives". Il s'est ainsi dit déterminé à obtenir que le G20 publie une liste des paradis fiscaux, ou au moins qu'il donne mandat aux organismes qualifiés de la publier.

Sur ce point, les Etats-Unis et la Chine apparaissent les plus réticents, "au niveau des administrations". "Il pense que les Anglais devraient aider à convaincre les Etats-Unis", note Gilles Carrez (UMP), rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée. Le chef de l'Etat estime avoir "fait ce qu'il fallait du côté de Monaco et d'Andorre", selon le président de la commission, Didier Migaud (PS), pour "faire bouger les lignes".

Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)

Reuters - 01.04 Les principaux syndicats pénitentiaires français appellent à bloquer les 194 centres de détention du 4 au 7 mai pour demander des effectifs supplémentaires et des mesures contre la surpopulation.

"Les syndicats CGT, Ufap (Union fédérale autonome pénitentiaire) et FO appellent l'ensemble des personnels à des actions de blocage", a dit à Reuters Céline Verzeletti, responsable CGT, à l'issue d'une réunion de ces trois organisations à Fleury-Mérogis (Essonne).

Les 4 et 5 mai, il s'agira d'empêcher les extractions et transferts de détenus, a-t-elle dit. Les 6 et 7 mai, les personnels sont appelés à empêcher en plus l'accès de tous les employés qui assurent l'approvisionnement et le fonctionnement logistique des prisons, sauf pour l'alimentation, a-t-elle dit.

Une réunion de l'intersyndicale est prévue ensuite pour réfléchir à de nouvelles actions si rien n'est obtenu. Le départ de la ministre de la Justice Rachida Dati, déjà décidé, doit intervenir avant le mois de mai. Son successeur n'est pas connu.

Les syndicats demandent des recrutements au ministère de la Justice et des mesures afin de mettre fin à la surpopulation carcérale. Au 1er mars, 62.700 personnes étaient incarcérées en France pour 51.000 places disponibles.

Alors que les syndicats veulent environ 3.000 recrutements, le ministère a seulement évoqué jusqu'ici une "optimisation du budget" avec 177 emplois de plus, ce qui porterait selon lui les créations de postes en 2009 à 1.264 au total.

VAGUE DE SUICIDES ET D'HOMICIDES

L'annonce du blocage met fin à une période de dialogue entre les syndicats et Rachida Dati, qui avait déjà évité de justesse un conflit en fin d'année dernière.

La situation dans les prisons s'est dégradée depuis la fin de 2008, avec une vague d'homicides et de suicides, au nombre de 115 en 2008 et presque un par jour pour le seul mois de janvier.

Dans certaines maisons d'arrêt, les détenus s'entassent parfois à quatre ou cinq par cellule, ce qui compromet l'organisation d'activités et les visites. La surpopulation entraîne des problèmes d'hygiène, avec par exemple des cas de tuberculose dans plusieurs prisons.

Les syndicats assurent qu'ils ne sont plus à même de remplir leurs missions. Ils demandent l'annulation des consignes de surveillance renforcée des détenus "à risque" la nuit, lancées par le ministère. Elles fatiguent détenus et surveillants et sont inopérantes, estiment les syndicats.

Le gouvernement a répondu par un projet de loi pénitentiaire, qui vise notamment à favoriser les aménagements de peine et les sorties de prison anticipées. Il doit aussi fixer les droits des détenus, actuellement très flous.

Les acteurs du monde carcéral estiment que ce texte contredit certaines lois adoptées depuis 2007, notamment celle sur les "peines-plancher" minimales pour les récidivistes, et la fin des grâces présidentielles.

Ces mesures ont mécaniquement fait augmenter la population carcérale, avec des milliers de détenus condamnés à de très courtes peines, et vont inévitablement continuer de le faire, estiment la gauche et les syndicats pénitentiaires.

G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)

AFP - 04.04 La Confédération syndicale internationale (CSI) a souligné vendredi le pas en avant effectué lors du G20 de Londres, à l'instar des syndicats FO, CFDT et CFTC qui ont néanmoins souligné le manque de thèmes sociaux abordés lors de ce rendez-vous.

"L'issue de ce sommet fournit une vraie occasion de commencer à bâtir une mondialisation donnant la priorité aux gens", a déclaré le secrétaire général de la CSI, Guy Ryder, tout en précisant dans un communiqué qu'"énormément de choses restent encore à faire".

Pour FO, "si le G20 de Londres marque un pas vers une coordination multilatérale des chefs d'Etat et de gouvernement pour la mise en oeuvre d'une relance internationale, et de mesures de régulation du système financier, force est de constater que les normes sociales et internationales du travail de l'OIT ne figurent pas sur la photo".

"Si le rôle des institutions financières, dont le FMI, qui voit son budget accru de 750 milliards de dollars, apparaît renforcé, il manque que les conditions d'intervention de ces institutions intègrent le respect des droits des travailleurs et des normes sociales", poursuit la confédération syndicale dans un communiqué.

FO appelle à "mettre au coeur du +nouvel ordre économique mondial+ l'Organisation internationale du travail (OIT), les conventions internationales du travail, la protection sociale et le service public.

La CFDT a estimé vendredi que le sommet du G20 avait gagné "le pari de conjuguer une relance budgétaire massive des économies mondiales avec un renforcement de la régulation de la finance internationale", mais a appelé à une "mise en oeuvre rapide et concrète" des mesures annoncées.

Tout en saluant "un effort de coordination sans précédent" entre les principales économies de la planète, la CFDT dit aussi "regretter la faiblesse de la déclaration sur l'assainissement du système bancaire".

La CFDT souhaite enfin que "le social et l'environnemental soient au coeur de la lutte globale contre la crise" et demande, tout comme la CFTC, que l'Organisation internationale du travail (OIT) doit participer au prochain sommet du G20.

Pour la CFTC aussi, "il faut passer aux actes sans tarder" et "aller au bout de cette logique en interdisant notamment les paradis fiscaux qui détournent chaque année de l'impôt des milliards". La Confédération appelle aussi à une refonte du système monétaire, des normes comptables, et des agences de notation.

La CSI, qui rassemble 312 organisations affiliées dans 157 pays et territoires, s'est aussi dit satisfaite du "renforcement du rôle de l'OIT", mentionné à l'article 26 de la déclaration finale.

Commentaires : Rompre avec la CSI qui constitue une institution internationale au service du capital, devrait être une des priorités de tout militant prétendant combattre pour abattre le capitalisme. En lisant ces réactions, on s'étrangle, on a envie de dire : quelle image détestable du syndicalisme ils donnent, quelle pourriture !

Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)

Le Monde - 07.04 Alors que les suppressions d'emplois se multiplient, la crise est un défi pour les syndicats européens : comment contenir la colère sociale qui commence à monter dans certains pays comme la France ?

La négociation reste-t-elle de mise dans les pays à fort dialogue social comme l'Allemagne lorsque les plans de suppressions d'emplois deviennent massifs ? Dans une Europe marquée par des taux de syndicalisation et des traditions sociales très différents, la Confédération européenne des syndicats qui regroupe 82 syndicats dans 36 pays tente, tant bien que mal, de coordonner les ripostes.

Elle appelle à des défilés le 14 mai à Madrid en Espagne, le 15 mai à Bruxelles en Belgique, le 16 à Berlin en Allemagne et à Prague en République tchèque, cette dernière destination correspondant à la présidence de l'Union européenne. Son objectif : obtenir que les différents gouvernements apportent des réponses européennes à la crise au lieu de mesures au cas par cas. "Il y a accord entre nous : les plans de relance, quand ils existent, sont insuffisants, la question sociale n'est pas assez présente et la réponse européenne est faible", explique le secrétaire général de la CES, le Britannique John Monks qui veut lutter contre la montée du protectionnisme et du nationalisme.

Les grèves qui ont été menées en Grande-Bretagne, début février, pour que les "emplois anglais soient réservés aux Anglais" ont inquiété. "Il fallait dénoncer les risques du protectionnisme, sans stigmatiser personne, et dénoncer les entreprises qui n'offrent pas une égalité de traitement à tous leurs salariés, en fonction des pays d'origine", explique-t-il.

Difficile cependant de dégager des combats communs tant les situations sont disparates "La France dispose d'amortisseurs sociaux importants, là où d'autres pays en manquent, explique le Français Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES qui précise : " en République tchèque, la couverture chômage n'est que de trois ou quatre mois, en Roumanie et en Bulgarie, près de la moitié de l'économie n'est pas déclarée et n'offre pas de protection sociale".

Les traditions sociales varient aussi fortement d'un pays à l'autre. "Il est rare que dans les pays du Nord, les syndicats s'opposent à une fermeture d'entreprise. Si celle-ci doit fermer, qu'elle le fasse, il faut alors apporter des sécurités aux salariés. En France, on s'opposera, parfois durement, et on voudra protéger les emplois", constate Marcel Grignard, représentant de la CFDT au comité exécutif de la CES. Habitué à une certaine forme de cogestion sociale, les syndicats allemands et nordiques adhèrent moins que d'autres à la forme protestataire. A tel point que quand la Confédération européenne des syndicats (CES) a voulu organiser une manifestation en Europe, les Suédois ont décliné la proposition d'un défilé à Stockholm : "Ce n'est pas trop notre genre", ont-ils expliqué.

John Monks souligne que "dans tous les pays, la situation sociale risque de se dégrader fortement cette année" mais il ajoute que "dans ceux où la tradition du dialogue social est forte, comme les Pays-Bas, l'Autriche, les pays du Nord, cela se passe mieux."

Des signes de durcissement apparaissent néanmoins. En Espagne, le dialogue social, qui était organisé structurellement, a implosé sous l'effet de la crise. Le gouvernement doit contraindre les partenaires sociaux à reprendre le dialogue. En Italie, c'est l'unité syndicale qui a volé en éclat. La CGIL a mobilisé seule plusieurs centaines de milliers de manifestants samedi 4 avril à Rome "contre la crise et la politique de Silvio Berlusconi". Elle dénonce les deux autres grandes confédérations, CISL et UIL, qui ont signé des accords avec le patronat et l'Etat.

Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)

Reuters - 24.04 La mobilisation pour la journée d'action unitaire du 1er mai s'annonce historique, a déclaré le secrétaire général de la CGT, annonçant que 277 manifestations étaient programmées dans toute la France.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement d'entendre les revendications des syndicats face aux effets de la crise, car il s'exposerait à des mouvements plus violents dans le cas contraire.

"J'ai recensé aujourd'hui 277 manifestations ou rassemblements programmés, organisés pour le 1er mai, c'est un chiffre jamais atteint depuis très longtemps", a-t-il dit sur France 2.

"Si nous ne sommes pas entendus dans le cadre normal des créneaux démocratiques qui sont à notre disposition, il ne faudra pas s'étonner que cette colère s'exprime par d'autres canaux et différemment", a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la CFDT, également invité sur France 2, a adressé le même message. "On a prévenu depuis le début que si on ne

nous écoutait pas, ce sentiment de colère se manifesterait avec des risques de radicalisme, on le voit aujourd'hui", a dit François Chérèque.

Plusieurs conflits sociaux ont dégénéré en France ces dernières semaines, avec la séquestration de dirigeants de Caterpillar, 3M ou Sony ou le saccage mardi de la sous-préfecture de Compiègne par des salariés de Continental dont l'usine est menacée de fermeture.

En l'absence de réponse du gouvernement, "nous pensons qu'il faudrait que l'ensemble des syndicats appellent clairement à une grève de 24 heures sur tout le pays", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, également présent sur France 2.

Commentaire : une grève de 24h de plus pour rien ? Grève générale illimitée avec constitution de comités centraux de grève élus dans toutes les grandes villes du pays pour la satisfaction de toutes nos revendications, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)

AP - 28.04 Les syndicats à l'origine des journées de mobilisation des 29 janvier et 19 mars ont annoncé lundi soir dans un communiqué commun qu'il se réuniraient à nouveau le 4 mai prochain pour décider de la suite à donner à leur mobilisation. Ils appellent en attendant, à des manifestations "massives" vendredi prochain à l'occasion du 1er mai.

Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires se sont réunis lundi après-midi pendant quatre heures au siège de FO dans le XIVe arrondissement de Paris. La rencontre s'est achevée peu après 21h, a-t-on constaté sur place.

Après les importantes manifestations des 29 janvier et 19 mars dernier, les syndicats entendent rester mobilisés et appellent à une journée de manifestation unitaire le 1er mai pour obtenir un changement de cap de la politique économique et sociale face à la crise.

La rencontre de ce lundi avait pour objectif de discuter dès maintenant d'éventuelles suites à ces manifestations, mais les syndicats ne sont pas parvenus à un terrain d'entente.

Dans leur communiqué commun, ils dénoncent "les annonces quotidiennes de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises", qui selon eux "témoignent d'une situation qui se dégrade et dont ni gouvernement, ni patronat, n'ont apprécié la durée et la gravité".

"Malgré quelques réponses gouvernementales, dont certaines restent encore à concrétiser, les organisations syndicales constatent que ni le maintien de l'emploi, ni l'amélioration du pouvoir d'achat, ni la relance économique tournée vers la consommation (...) n'ont fait l'objet de négociations de la part du gouvernement et du patronat", poursuit le communiqué.

"Pire encore", ajoutent les syndicats, "le gouvernement ressort du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche et ferme la porte à tout coup de pouce au SMIC".

Quant au patronat, selon les organisations syndicales, il n'a engagé "aucune négociation sur les sujets au coeur de la crise: emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires".

Les huit organisations "appellent tous les salariés, les chômeurs, les retraités, à participer massivement à tous les rassemblements et manifestations organisés, à l'occasion du 1er Mai". Lundi, les syndicats en avaient recensé 280. A Paris, le cortège du premier défilé unitaire du 1er Mai partira à 14h de la place Denfert-Rochereau pour gagner la place de la Bastille.

Enfin, les organisations syndicales annoncent qu'elles se retrouveront le 4 mai prochain, à partir de 17h au siège de la CFTC à Paris "pour débattre des objectifs, des modalités et du calendrier des prochaines initiatives".

Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)

AP - 28.04 Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly souhaite lundi que les huit syndicats qui défilèrent unis le 1er mai "appellent à une grande grève public-privé de 24 heures", une proposition que son homologue de la CFDT François Chérèque a rejetée.

"Ce n'est pas une manifestation de plus qui fera bouger le gouvernement. Si nous voulons être efficaces, nous devons changer de méthode", explique-t-il dans "Les Echos".

"Nous proposons que les huit appellent à une grève public-privé de 24 heures", souligne Jean-Claude Mailly. "Nous remettrons donc cette proposition sur la table après le 1er Mai, en espérant que toutes les centrales l'acceptent".

"Pour des raisons d'efficacité, il faut un appel commun", observe le secrétaire général de FO.

"Nous avons toujours dit que nous n'étions pas favorables à ces journées ou ces déclenchements de grève", a répondu sur Europe-1, François Chérèque. "Les salariés savent très bien que ce n'est pas une grève qui réglera leurs problèmes".

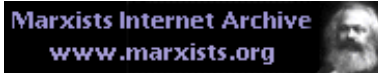
De plus "on a déjà un mouvement qui est important à la mi-mai qui est déjà décidé. Les 14, 15 et 16 mai, il y aura des manifestations partout en Europe pour montrer que le problème de la crise n'est pas qu'un problème français".

Le leader de la CFDT a invité à "des journées qui posent le problème au niveau national pour avoir des réponses nationales, puis travailler concrètement dans chaque entreprise quand les problèmes se posent".

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Afghanistan. La prison de Bagram, un Guantánamo afghan (26.06)
- USA. Internet, meilleure source d'information pour les Américains (18.06)
- USA. Quelque 80 milliards de dollars supplémentaires pour l'Irak et l'Afghanistan votés à la Chambre (18.06)
- En Turquie, le chômage des jeunes explose (18.06)
- Allemagne. Des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues en Allemagne (18.06)
- Allemagne. Angela Merkel déclare ouverte l'ère de l'austérité en Allemagne (17.06)
- Nigéria. Deux millions de personnes vivent dans des bidonvilles à Nairobi, selon Amnesty (16.06)
- Iran. La réélection d'Ahmadinejad saluée par des émeutes à Téhéran (14.06)
- L'Otan appuie l'action US en Afghanistan, enverra des renforts (13.06)
- Grande-Bretagne. Des soupçons de torture planent sur la police londonienne (11.06)
- En Russie, les blocages d'usines se multiplient (11.06)
- Partout en Europe, la gauche reste sans voix (10.06)
- La Chine impose un logiciel de filtrage des sites Internet sur les ordinateurs (10.06)
- Bruxelles perçu comme fauteur de crise (06.06)
- USA. Le taux de chômage a atteint 9,4% en mai aux Etats-Unis (06.06)
- Pérou. Des affrontements au Pérou font une trentaine de morts (06.06)
- USA. Discours d'Obama au Caire: les principales citations (05.06)
- USA. Discours d'Obama au Caire: les réactions (05.06)
- Chine. Printemps de Pékin: les autorités chinoises s'appliquent à museler toute commémoration (05.06)

- L'ONU accusée de silence sur le sort des Tamouls (31.05)
- Sri-Lanka. Plus de 20.000 civils auraient été tués au Sri Lanka (30.05)
- Israël. La Knesset veut pénaliser la négation d'Israël comme Etat juif (28.05)
- Emirats. La France ouvre une base aux Emirats, un de ses grands clients (26.05)
- Espagne. Zapatero légifère pour une justice moins universelle (25.05)
- Equateur. Le président équatorien veut nationaliser les secteurs-clés (25.05)
- Parlement européen: des alliances politiques surprenantes (23.05)
- Venezuela. Le gouvernement vénézuélien nationalise la première banque du pays (23.05)
- Russie. Flambée du chômage en Russie, où la récession s'est accentuée (23.05)
- Irlande. Rapport accablant pour les institutions catholiques d'Irlande (22.05)
- Pakistan: l'armée choisit la tactique du pilonnage dans la vallée de Swat (19.05)
- Allemagne. Grande manifestation à Berlin contre le chômage (17.05)
- Inde. Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde (17.05)
- Afghanistan. Le raid américain du 3 mai a tué 140 civils afghans, dit Kaboul (17.05)
- Sri-Lanka. Le soutien de Pékin, précieux atout du pouvoir sri-lankais (17.05)
- Nigéria. Les compagnies pétrolières priées d'évacuer le Nigeria (14.05)
- En Europe, 8,5 millions d'emplois sont menacés (09.05)
- Grande-Bretagne. Nouveau scandale des "notes de frais" pour la classe politique britannique (09.05)
- Tunisie : la police empêche la ligue des droits de l'Homme de célébrer son anniversaire (09.05)
- Le Vénézuéla rachète la société sidérurgique Sidor pour 1,97 milliard de dollars (08.05)

- Etats-Unis : 17% des enfants en bas âge menacés par la faim, selon une étude (08.05)
- Afrique. "La récession fera mourir 700 000 enfants africains par an" (06.05)
- Moldavie. Des centaines de jeunes torturés par la police (en Moldavie) (06.05)
- Afghanistan. Des dizaines de civils tués dans un bombardement américain, selon les Afghans (06.05)
- Guantanamo: l'administration Obama ne renoncera pas aux tribunaux militaires d'exception de son prédécesseur (04.05)

Guantanamo: l'administration Obama ne renoncera pas aux tribunaux militaires d'exception de son prédécesseur (04.05)

AP - 03.05 Si l'administration Obama a ordonné la fermeture de la prison de Guantanamo d'ici à janvier 2010, elle ne renoncera pas aux tribunaux militaires d'exception, mis en place par son prédécesseur pour juger les 241 terroristes présumés encore détenus à Cuba, selon deux membres anonymes de l'administration samedi.

Lors de son entrée en fonction, le président américain avait suspendu ces tribunaux et toutes les procédures judiciaires pendant 120 jours, jusqu'au 20 mai. Barack Obama pourrait demander une prorogation de 3 mois, a rapporté samedi le quotidien "New York Times", le temps de réorganiser et de redémarrer ces tribunaux décidés par George W. Bush.

Barack Obama pourrait profiter de ce délai pour demander au Congrès de modifier les statuts des tribunaux militaires actuels afin de garantir les droits juridiques des détenus. Parmi les nouvelles mesures prises au sein de ces tribunaux, il pourrait être envisagé de ne pas considérer les preuves classées secret défense.

A une question posée au Sénat sur l'abandon du système judiciaire en place à Guantanamo, le secrétaire américain à la Défense avait répondu jeudi: "Pas du tout". Robert Gates avait alors ajouté: "Les commissions militaires restent une option".

Le ministre américain de la Justice Eric Holder est allé plus loin, lors d'une audition à la Chambre des représentants, affirmant que les commissions militaires pourraient encore être utilisées mais qu'elles "seraient différentes de celles en place précédemment".

Ce passage devant un tribunal militaire concerne les deux tiers des détenus, le dernier tiers devant, soit être libéré, soit extradé pour être jugé dans un autre pays que les Etats-Unis.

L'idée de reconduire ces commissions a soulevé samedi un tollé parmi les organisations de défense des Droits de l'homme et des libertés civiles. "Relancer un système fatal et mauvais, spécifiquement conçu pour échapper à une procédure régulière et à la primauté du droit, serait une grave erreur et un énorme pas en arrière", s'est insurgé Jameel Jaffer, avocat au Syndicat des libertés civiles américaines.

"Lorsque vous devenez président et que vous voyez toute la panoplie des problèmes auxquels vous devez faire face, certaines des choses qui semblaient faciles à promettre ou à dire pendant la campagne paraissent parfois plus difficiles à réaliser", a expliqué Paul Rothstein, professeur d'Ethique du Droit à l'Université de Georgetown. Mais "nous voulons un président qui réagit à ce qu'il voit quand il est réellement là, plutôt que quelqu'un qui s'accroche à ce qu'il a dit auparavant".

Des dizaines de civils tués dans un bombardement américain, selon les Afghans (06.05)

AP - 05.05 Des dizaines de civils, qui s'étaient mis à l'abri de combats entre talibans et forces afghanes et internationales, ont été tués dans des bombardements américains lundi dans l'ouest de l'Afghanistan, ont annoncé des officiels afghans mardi. Les Etats-Unis ont promis une enquête conjointe.

Les bilans divergent, divers témoignages de villageois faisant état de chiffres allant de 70 morts à plus d'une centaine, selon les responsables locaux et régionaux. Un responsable provincial a dit avoir vu 30 cadavres, principalement de femmes et d'enfants, acheminés depuis le village.

Les morts causés par les opérations américaines au sein de la population civile sont un sujet croissant de friction entre Kaboul et Washington, le président Hamid Karzaï ayant fréquemment fait part de sa colère et exhorté les officiels américains à faire preuve de retenue.

Ce nouvel épisode intervient alors que Karzaï se trouve actuellement aux Etats-Unis, où il doit être reçu mercredi par Barack Obama.

Les derniers combats ont éclaté lundi, dans la province de Farah (ouest), près de la frontière avec l'Iran. Des villageois ont expliqué avoir mis les femmes et enfants à l'abri des affrontements dans plusieurs maisons du village de Gerani, qui a ensuite été bombardé par des avions de chasse, selon Belqis Roshan, du conseil provincial de Farah.

Le colonel Greg Julian, porte-parole américain en Afghanistan, a confirmé que des forces américaines avaient participé aux combats dans la province de Farah.

Selon un responsable occidental s'exprimant sous le couvert de l'anonymat à Kaboul, ce sont les forces spéciales des Marines qui auraient demandé ces frappes aériennes.

Les responsables de la province ont renoncé mardi à envoyer une commission d'enquête sur place, le secteur étant trop dangereux.

Mais plusieurs camions ont amené des morts et blessés à Farah, où des villageois blessés étaient soignés et ont parlé de ce qui s'était passé, une fillette racontant avoir perdu sept membres de sa famille.

Mohammad Nieem Qadderdan, ancien responsable du district de Bala Baluk, a expliqué par téléphone s'être rendu dans le village de Gerani et avoir vu des dizaines de cadavres. "Ces maisons qui étaient pleines d'enfants, de femmes et de vieillards ont été bombardées. C'est très dur de dire combien il y a de morts, personne ne peut les compter, c'est trop tôt", a-t-il dit. "Les gens sont en train de creuser dans les décombres à la main et à la pelle".

Il a estimé que le bilan était "pire qu'à Azizabad", référence à un autre bombardement, en août 2008, dans un district juste au nord de Bala Baluk. Selon une commission d'enquête afghane, soutenue par l'ONU, une opération américaine y avait fait 90 victimes civiles. Les Américains, après avoir démenti toute victime dans la population, ont reconnu 33 civils tués.

Des centaines de jeunes torturés par la police (en Moldavie) (06.05)

Le Monde - 05.05 Dans la salle du conseil municipal de Chisinau, ce 28 avril, une soixantaine de jeunes Moldaves sont venus témoigner, devant une délégation du Parlement européen, des sévices qu'ils ont subis de la part de la police, dans les jours qui ont suivi les événements du 7 avril.

Ils sont assis, un peu penauds, dans les rangées de sièges. Visages d'adolescents encore tétanisés par le calvaire qu'ils ont traversé. Ils ont été raflés par la police, souvent en plein jour, dans la rue, dans des cafés, des écoles, ou encore dans des locaux de l'université, Certains sont mineurs.

"J'étais sur la place de la manifestation, lorsque la police m'a attrapé, raconte un jeune homme blond, un bras dans le plâtre. On m'a poussé vers un minibus. Il y en avait cinq ou six, plein de jeunes. Ils nous ont conduits au commissariat central. On a été frappés dans le dos avec des matraques, des coups de pied, des crosses de fusil. J'ai perdu connaissance. Les policiers voulaient que je signe une déclaration disant que j'avais été payé pour me rendre à la manifestation et pour causer des destructions." Son dos, comme le montre une photo, est couvert d'hématomes.

"On nous a conduits ensuite vers un autre commissariat, poursuit l'étudiant. Dans une pièce, on était quinze à vingt. On avait du mal à respirer. On est resté là deux jours, sans eau ni nourriture. La nuit, ils nous frappaient. Je me jetais au sol et couvrais ma tête de mes bras. Je ne voyais pas leurs visages. Ils ont dit "une arme est pointée sur ta tête, on va te tuer". Après cette torture, j'ai signé la feuille."

"ACTION DE TERREUR"

Le régime est tombé à bras raccourcis sur la jeunesse de Chisinau, après les événements du 7 avril. Les interpellations se sont faites à l'aveuglette. Les jeunes ont été emmenés dans des commissariats et des centres de détention, situés parfois en dehors de la capitale.

Combien ont subi ce traitement ? Les chiffres varient. Le pouvoir a reconnu environ 250 interpellations. Mais certains observateurs, comme le président du Comité Helsinki, Stefan Uritu, parlent de "800 à 1 000" victimes d'une "action de terreur" qui aurait visé à décourager toute contestation de rue ultérieure.

Un mineur raconte que le 10 avril, il a été conduit au commissariat, et "battu, pendant une heure et demie, par cinq à six personnes". Il a deux côtes cassées. L'une des techniques employées par les geôliers était "le couloir de la mort", racontent ces jeunes : il fallait traverser une haie de policiers qui distribuaient des coups. Des jeunes filles ont aussi été raflées. Des rumeurs de viols ont circulé. L'une a raconté qu'elle avait été forcée de se dévêtir devant les policiers, et de faire "des mouvements de gymnastique".

Le 15 avril, le président Vladimir Voronine, sous la pression des chancelleries occidentales, a annoncé une "amnistie". Mais huit jeunes restent à ce jour détenus, et deux personnes sont portées disparues.

L'opposition considère que la répression a fait trois morts. Le corps de Valeriu Boboc, 23 ans, un jeune employé sur les marchés, a été retrouvé après la manifestation. Il était couvert de bleus. Le pouvoir moldave prétend qu'il a succombé à "une inhalation de gaz". Celui du jeune Ion Tabuleac, qui venait d'arriver par train de Moscou, le soir du 7 avril, a été découvert sur les marches d'un hôpital, où une voiture de police l'aurait déposé. Il portait de nombreuses traces de coups. La dépouille mortelle d'Eugen Tapu, un joueur de rugby de 26 ans, a été rendue à sa famille dans un cercueil scellé. Les autorités disent qu'il s'est pendu avec ses lacets.

Marianne Mikko, la chef de la délégation d'élus européens, a conclu que l'ensemble des jeunes arrêtés avaient subi "des mauvais traitements qui s'apparentent à de la torture".

"La récession fera mourir 700 000 enfants africains par an" (06.05)

Le Monde - 05.05 Entretien avec Shantayanan Devarajan, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

La Banque mondiale redoute que la crise économique, qui commence à affecter l'Afrique subsaharienne, n'y fasse basculer 6 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1,25 dollar par jour de revenu. Shantayanan Devarajan, son économiste en chef pour l'Afrique, précise les menaces qui pèsent sur ce continent.

L'Afrique avait été relativement épargnée par la crise jusqu'au début de 2009. Quelle va être la dégradation de sa conjoncture ?

La crise l'a atteinte en janvier-février et elle se diffuse par quatre canaux : la chute de la demande de matières premières, le reflux des investissements étrangers, le recul vraisemblable de l'aide internationale et la baisse des envois de fonds à leur famille des travailleurs émigrés. Nous avons calculé que ces envois reculeraient de 4,4 % cette année.

La croissance africaine de 5 % par an avait permis de faire reculer la pauvreté de 8 points (de 58 % à 50 %) de 1995 à 2005. En matière de lutte contre la pauvreté, l'Afrique a fait mieux que l'Inde. C'est dire les progrès de ce continent et la menace que fait peser une croissance qui retombera de 4,9 % à 2,4 % en 2009 du fait de la crise. Des problèmes politiques vont apparaître.

Pourquoi ?

Pendant plus de dix ans, la forte croissance, le recul de la séropositivité et de la pauvreté, une meilleure alimentation ont récompensé les réformes de structures et de gouvernance parfois douloureuses que ces pays ont eu le courage de mener dans les années 1990. De ce fait, les opinions publiques étaient en train de se rallier à ces efforts, qui ont fait tomber le taux d'inflation africaine de 18 % à 11 %.

Si la récession s'installe, le soutien populaire risque de disparaître. D'autant que les pays riches conduisent des politiques inverses de celles qu'ils ont conseillées aux pays africains. Ils nationalisent leurs banques et accroissent leurs déficits budgétaires après avoir dit qu'il fallait privatiser et réduire les dépenses. Inévitablement, les hommes politiques africains se demandent s'ils doivent faire pareil !

Pourtant, vous prévoyez que les économies africaines ne tomberont pas en récession...

En Europe, la récession multiplie dramatiquement le nombre des chômeurs, mais quand la reprise sera là, tout rentrera dans l'ordre. En Afrique, le simple recul de la croissance de 2 % ou 3 % a des conséquences graves et persistantes. Nous avons calculé à partir des précédentes crises que la récession contribuera à faire mourir au cours de leur première année 700 000 enfants africains par an.

Les causes de cette surmortalité sont toutes imputables à la crise : nutrition dégradée, eau potable plus rare, assainissement plus inefficace, services de santé moins présents, parents obligés de délaisser leurs enfants pour assurer la subsistance de la famille, etc.

L'Afrique avait-elle décollé avant que la crise ne la frappe ?

La croissance y demeurait fragile. Son taux d'investissement (15 %) était trop faible par rapport aux taux d'Asie du Sud (25 %), sans parler de la Chine (35 %). Les entreprises y ont du mal à se développer, par exemple en raison de réglementations paralysantes : au Kenya, par exemple, il faut pour créer une entreprise satisfaisante à dix procédures qui durent en moyenne 48 jours, alors qu'en Asie du Sud il suffit de sept procédures et de 32 jours. Cela coûte cher !

Le manque d'infrastructures (routes, ports, lignes électriques) nuit à la rentabilité des investissements. Il n'y a toujours pas d'augmentation de la productivité agricole. Les services demeurent insuffisants : nous avons calculé que, sur 100 dollars dépensés pour le service de santé

au Tchad, 1 seul dollar sert effectivement au malade. Le taux d'absentéisme des enseignants ougandais s'élève à 27 % : un jour sur quatre, les élèves n'ont pas de cours !

Que fait la Banque mondiale pour combattre la récession ?

Sur les 43 milliards de dollars d'aides que la Banque mondiale dépense en trois ans pour les pays les plus pauvres dans le cadre de l'Association internationale de développement (AID), la moitié est destinée à l'Afrique. Nous augmentons l'aide à l'agriculture qui reçoit, cette année, 1 milliard de dollars contre 400 millions par an seulement, il y a cinq ans. Nous espérons que les bailleurs de fonds tiendront leurs promesses d'aide.

Etes-vous optimiste, malgré tout ?

Oui, car en quelques mois le continent a subi une crise pétrolière et une crise alimentaire et les gouvernements y ont bien réagi, refusant de céder à la démagogie, comme l'instauration d'un contrôle des prix, et affirmant qu'il fallait maintenir le cap des réformes sans lequel aucun développement durable n'est possible.

Etats-Unis: 17% des enfants en bas âge menacés par la faim, selon une étude (08.05)

AP - 07.05 Quelque 3,5 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans sont menacés par la faim aux Etats-Unis, soit plus de 17% d'enfants qui pourraient souffrir de problèmes intellectuels ou de développement, selon un rapport basé sur des données gouvernementales et publié jeudi par Feeding America, une association luttant contre la malnutrition.

Feeding America a basé son rapport sur les données collectées par le Bureau fédéral du Recensement et le ministère de l'Agriculture. Ce rapport est le premier à être consacré à des enfants de moins de cinq ans.

Ce rapport également que plus de 20% de petits Américains âgés de moins de cinq ans courent un risque de famine dans 11 des 50 Etats Américains. La Louisiane est l'Etat le plus touché avec un quart des enfants concernés, suivi dans l'ordre par la Caroline du Nord, l'Ohio, le Kentucky, Le Texas, le Nouveau-Mexique, le Kansas, la Caroline du Sud, le Tennessee, l'Idaho et l'Arkansas.

Selon les chiffres du ministère de l'Agriculture publiés avant l'aggravation de la crise économique à la fin 2008, 11% des foyers américains n'ont pas suffisamment de nourriture pour avoir une vie active et saine.

Cette étude passe en revue toutes les catégories d'enfants de ceux qui n'ont accès qu'à une alimentation pauvre et peu variée à ceux qui connaissent régulièrement la faim.

"Les enfants qui ne bénéficient pas d'une nutrition équilibrée n'ont aucune chance de se développer", a souligné Vicki Escarra, la présidente de Feeding America.

Le manque d'aliment nutritif, en particulier lors des premières années de formation, peut avoir un impact durable sur la santé physique et le comportement de l'enfant ainsi que sur son développement et sa scolarité.

Sur le Net: Feeding America: <http://www.feedingamerica.org/>

Le Vénézuéla rachète la société sidérurgique Sidor pour 1,97 milliard de dollars (08.05)

AP - 07.05 Une filiale du conglomérat italo-argentin Techint a annoncé jeudi qu'elle avait accepté de vendre au Vénézuéla sa part de 59,7% dans le géant sidérurgique Sidor, pour 1,97 milliards de dollars.

La société détenue par l'Etat vénézuélien Corporacion Venezolana de Guayana a payé 400 millions de dollars jeudi, et versera le reste en deux phases séparées, d'ici octobre 2010, a déclaré la société Ternium dans un communiqué.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé en mai que l'Etat allait prendre le contrôle de Sidor, l'une des plus importantes sociétés sidérurgiques d'Amérique latine, dans le cadre d'une vague de nationalisations.

Tunisie : la police empêche la ligue des droits de l'Homme de célébrer son anniversaire (09.05)

AP - 08.05 Les forces de l'ordre ont empêché vendredi la célébration du 32ème anniversaire de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH), la plus ancienne organisation du genre dans le monde arabe et en Afrique, a constaté l'Associated Press sur place.

Seuls les membres du comité directeur ont été autorisés à accéder aux locaux de l'organisation, près du centre de Tunis. Les militants et autres invités ainsi que les journalistes ont été refoulés par un cordon policier renforcé.

Le président de la ligue, Me Mokhtar Trifi a qualifié cet empêchement de "mesure inappropriée" n'ayant "aucune justification légale".

La LTDH est paralysée depuis plusieurs années. Une décision judiciaire rendue à la suite d'une plainte déposée par des membres proches du pouvoir accusant ses dirigeants de "violation de la charte et du règlement intérieur", limite ses activités à l'organisation d'un nouveau congrès, qui tarde à venir en l'absence de compromis entre les différentes parties.

Le comité directeur accuse le pouvoir de vouloir "mettre au pas" l'organisation et "étouffer sa voix indépendante".

Les autorités réfutent, quant à elles, ces allégations en avançant que la LTDH est en proie à "une crise interne".

Nouveau scandale des "notes de frais" pour la classe politique britannique (09.05)

AP - 08.05 Le quotidien britannique "Daily Telegraph" relance vendredi, par une enquête très fouillée, le scandale dit des "notes de frais" et épingle pas moins de 13 ministres dont le Premier ministre Gordon Brown lui-même qui se seraient fait indûment rembourser des frais aux dépens du contribuable.

Sur neuf pages, le "Telegraph" dresse un tableau peu flatteur d'une classe politique "vivant sur la bête" après le scandale en mars 2008 au cours duquel la ministre de l'Intérieur Jacqui Smith n'avait pas hésité à se faire rembourser des films pornographiques que louait son mari. Elle avait ensuite dû présenter ses excuses.

Cet épisode n'a apparemment pas freiné l'ardeur des autres membres du gouvernement à abuser de leurs notes de frais. A commencer par Gordon Brown qui se faisait rembourser par le contribuable une femme de ménage qu'il partageait avec son frère, Andrew, un haut dirigeant d'EDF Energy. Les deux frères vivaient dans deux appartements du quartier de Westminster, le Premier ministre ayant choisi de ne pas résider au 10 Downing Street.

Un porte-parole de Gordon Brown a également confirmé que le Premier ministre avait reçu un remboursement de 150 livres (168 euros) pour des travaux de plomberie en 2006 mais a souligné "une erreur due à l'inadvertance" dont Gordon Brown "s'est acquitté dès qu'il en a été informé".

Selon les éléments à charge et apparemment incontestables présentés par le "Telegraph", le ministre de la Justice Jack Straw a réussi le tour de force de se faire rembourser des impôts locaux qu'il n'avait pas payés. Après avoir présenté des excuses pour cette "bêvue", Straw a expliqué pour sa défense que la comptabilité n'avait jamais été son point fort.

De son côté, le secrétaire au Foreign Office David Miliband s'est fait rembourser près de 30.000 livres sterling (33.600 euros) de frais occasionnés en l'espace de cinq ans sur la résidence de sa circonscription d'une valeur de 120.000 livres (134.600 euros). Parmi les frais, Miliband déclarait 180 livres (202 euros) tous les trois mois pour des travaux de jardin dans sa propriété de la ville côtière de South Shields, près de Newcastle, dans le nord-est de l'Angleterre.

Le secrétaire chargé du Pays de Galles Paul Murphy a poussé le bouchon un peu plus loin en se faisant rembourser plus de 3.000 livres (3.370 euros) que lui a coûté un nouveau système d'eau chaude pour sa résidence secondaire. Il a justifié ces travaux par une lettre au Bureau des dépenses du Parlement dans laquelle il explique que l'eau était... trop chaude.

La ministre du Logement Margaret Becket a changé trois fois de maison en l'espace, se faisant "offrir" à chaque fois un nouveau téléviseur. La ministre, comme d'autres avant elle, avaient su profiter de la loi qui autorise des frais pour une deuxième résidence lorsqu'un parlementaire ne représente pas une circonscription de Londres. Selon le "Telegraph", l'astuce consistait donc à déclarer sa résidence principale comme deuxième résidence pour s'en faire rembourser tous les frais.

L'opposition n'est pas épargnée par le "Telegraph" et attend son tour d'être égratignée puisque le quotidien s'intéressera à ses

parlementaires dans son édition de samedi.

En Europe, 8,5 millions d'emplois sont menacés (09.05)

Le Monde - 05.05 La montée du chômage s'est, selon la Commission, d'abord fait sentir dans la construction, avant de toucher l'ensemble des secteurs de l'industrie et des services. Elle est particulièrement forte dans les pays les plus touchés par la récession et l'éclatement de la bulle immobilière : l'Espagne, où le taux de chômage devrait dépasser les 20 % en 2010, l'Irlande et les Etats baltes (entre 14 % et 16 %).

Tous les pays de l'Union européenne sont cependant touchés. Joaquin Almunia, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, parle de "signaux encourageants" aux Etats-Unis ou en Chine, mais il se garde bien de prédire la moindre reprise en 2010 pour l'Union européenne. Tout juste espère-t-il que la situation économique commence à "se stabiliser" après la chute brutale de l'activité ces derniers mois.

"La crise économique que nous traversons jette dans le désespoir des millions d'Européens", a constaté lundi soir le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, en craignant une crise sociale "potentiellement explosive". Alors que les plans sociaux se multiplient sur le continent, M. Juncker a appelé les entreprises à "éviter les licenciements précipités et massifs".

INERTIE COLLECTIVE

Le premier ministre et grand argentier luxembourgeois met également en cause l'inertie collective des dirigeants européens dans le domaine de l'emploi. "Lorsqu'on n'a pas d'idées, ce n'est pas une raison pour ne pas s'occuper des problèmes", a lancé M. Juncker, en regrettant que le sommet sur l'emploi d'abord prévu à vingt-sept à l'initiative de la Commission ait lieu, jeudi 7 mai à Prague, en formation réduite. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, dont Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, ont refusé la perspective d'un sommet, en appelant que les politiques pour l'emploi n'avaient pas à être gérées au niveau européen.

La hausse du chômage devrait, enfin, contribuer à creuser des déficits publics déjà affectés par la chute des rentrées fiscales et la multiplication des mesures de relance. Le niveau des déficits devrait atteindre 7,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010 sur l'ensemble de l'Union européenne, contre un quasi-équilibre avant le déclenchement de la crise, en 2007. Vingt et un des vingt-sept Etats membres devraient voir leur déficit franchir le seuil des 3 % de PIB défini par le pacte de stabilité. L'Allemagne, qui est parvenue à maîtriser le dérapage de ses comptes publics en 2008, ne devrait plus faire exception en la matière, avec un déficit proche de 6 % en 2010.

Nigéria. Les compagnies pétrolières priées d'évacuer le Nigeria (14.05)

Reuters - 13.05 Les séparatistes nigériens du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend) ont invité les compagnies pétrolières opérant dans le delta à évacuer leurs employés à la suite d'accrochages avec les forces de sécurité.

Dans un communiqué envoyé par internet, le Mend donne 24 heures aux compagnies pour retirer leur personnel du secteur, qui est au coeur de l'industrie pétrolière du Nigeria.

"La totalité des combattants de la liberté du delta du Niger ont été placés en état d'alerte pour défendre leurs positions et déclencher de très gros dégâts pour le secteur pétrolier et l'ensemble de l'économie nigérienne", dit le Mend.

"Nous conseillons aux compagnies pétrolières opérant dans le secteur d'évacuer leurs employés dans les 24 heures à venir pour éviter d'être impliqués dans les statistiques d'une guerre civile en devenir".

Le Mend, qui exige du gouvernement central un meilleur partage des recettes tirées de l'exploitation du pétrole, accuse l'armée fédérale d'avoir attaqué "sans avoir été provoquée" deux bases importantes des séparatistes dans le delta du Niger.

L'état-major a admis l'existence d'un accrochage dont il a imputé la responsabilité aux activistes du Mend.

"Nos hommes qui effectuaient ce matin une patrouille de routine sur les canaux sont tombés dans une embuscade tendue par des activistes. Lors de la fusillade, certains des nôtres ont été blessés, sans gravité toutefois", a déclaré un porte-parole militaire, le colonel Rabe Abubakar.

Sri-Lanka. Le soutien de Pékin, précieux atout du pouvoir sri-lankais (17.05)

Le Monde - 16.05 L'armée sri-lankaise a annoncé, samedi 16 mai, avoir pris le contrôle de la totalité du littoral pour la première fois en vingt-cinq années de guerre contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Ces derniers se trouvent désormais piégés dans une zone de 1 kilomètre carré. L'assaut final contre les Tigres pourrait survenir alors que le directeur de cabinet du secrétaire général de l'ONU doit arriver à Colombo pour tenter de convaincre les autorités de négocier la fin du conflit. - (AP.)

Alors que le bilan des combats s'aggrave autour de la localité de Mullaitivu dans le nord-est de l'île, l'Occident est confronté à un dilemme. D'un côté, l'appel à un cessez-le-feu afin de soulager les souffrances des civils s'impose pour des raisons autant morales que politiques (la mobilisation de la diaspora tamoule dans les capitales occidentales). Mais l'exaspération de Colombo face aux critiques occidentales ne fait que le pousser à resserrer ses liens avec des alliés sûrs, au premier rang desquels figure le régime de Pékin. A New York, la Chine veille au grain pour bloquer toute initiative des Nations unies visant à dénoncer les combats.

Si Pékin protège ainsi Colombo, c'est que ses intérêts dans l'ex-Ceylan sont cruciaux. L'île occupe une position stratégique dans l'océan Indien, au coeur même des routes énergétiques qui approvisionnent l'empire du Milieu en hydrocarbures achetés au Moyen-Orient. Du détroit d'Ormuz à Shanghai en passant par le détroit de Malacca, cet axe est vital pour la pérennité de la croissance chinoise.

La Chine achète à l'étranger près de 40 % de ses besoins en pétrole, dont les deux tiers au Moyen-Orient. Pékin s'emploie à sécuriser les circuits maritimes empruntés par ses pétroliers. Ainsi s'explique sa participation aux projets portuaires de Gwadar au Pakistan, à Chittagong au Bangladesh ou à Sittwe en Birmanie, autant d'étapes tressant un "collier de perles", selon la formule forgée par l'expert américain Christopher J. Pehrson.

Depuis 2007, le Sri Lanka occupe une place de choix dans ce "collier de perles". Les ingénieurs de Pékin ont commencé la construction d'un port en eau profonde à Hambantota, dans le sud de l'île. Ce projet est l'aboutissement d'une "amitié" sino-sri-lankaise fort ancienne. Les Chinois ont toujours été reconnaissants à Colombo d'avoir bravé le veto américain en signant en 1952, en pleine guerre de Corée, un accord de troc commercial (riz chinois contre caoutchouc sri-lankais).

Cette proximité s'est resserrée alors que l'Occident refusait de vendre des armes à Colombo dans les années 1980 et 1990 au motif de ne pas alimenter le conflit entre l'armée et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). La Chine a alors généreusement équipé les troupes sri-lankaises.

Cette percée de Pékin au Sri Lanka suscite l'embarras de New Delhi, qui observe avec anxiété le jeu de son rival asiatique dans son environnement immédiat (Pakistan, Népal, Bangladesh). L'Inde cherche à y répondre en flattant, elle aussi, Colombo. L'affaire eût été impossible au début des années 1980 quand les services secrets indiens armaient et entraînaient les séparatistes tamouls. Mais depuis l'assassinat de l'ex-premier ministre Rajiv Gandhi, en 1990, par le LTTE, le divorce entre New Delhi et la rébellion tamoule est consommé.

L'Inde collabore aujourd'hui étroitement avec Colombo dans le domaine du renseignement. Sa marine participe également au blocus maritime qui a brisé les approvisionnements du LTTE en provenance du sud de l'Inde. "L'Inde nous a beaucoup aidés à isoler les Tigres", déclare au Monde le général Udaya Nanayakkara, le porte-parole de l'armée sri-lankaise. La marge de manoeuvre de New Delhi reste pourtant limitée. Car il doit composer avec les pressions émanant du Tamil Nadu, l'Etat méridional de la fédération où vivent 60 millions de Tamouls éprouvant un sentiment de solidarité à l'égard de leurs "frères" du Sri Lanka.

Aussi l'Inde se refuse-t-elle à vendre des armes offensives à l'armée de Colombo afin d'éviter d'attiser les passions au Tamil Nadu. "Si nous avions dû dépendre de l'Inde, nous aurions déjà perdu la partie", déclare K. Godage, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Sri Lanka. La rente stratégique de Pékin dans le pays a encore de beaux jours devant elle.

Le raid américain du 3 mai a tué 140 civils afghans, dit Kaboul (17.05)

Reuters - 16.05 Le bombardement mené le 3 mai par l'aviation américaine dans l'ouest de l'Afghanistan a tué 140 civils dont 93 enfants, annonce le ministère afghan de la Défense.

Ce bilan est le plus lourd pour une seule série de frappes aériennes depuis l'arrivée des forces américaines en Afghanistan dans les semaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Reuters a pu consulter la liste des victimes établie par les enquêteurs afghans, qui comporte le nom et l'âge des civils tués le 3 mai dans le district de Bala Boluk, dans la province de Farah.

Sur 140 morts, 93 sont des enfants et 22 des hommes adultes. La plus jeune victime était âgée de huit jours.

"Aucune nouvelle ne m'attriste ni ne m'afflige davantage que la mort de civils lors d'opérations militaires", a déclaré le président afghan Hamid Karzaï, selon le communiqué du ministère de la Défense.

WASHINGTON CONTESTE LE BILAN

Le gouvernement afghan a indemnisé les proches des victimes à hauteur de 2.000 dollars pour les tués et 1.000 dollars pour les quelque 25 blessés, précise le document.

Les bombardements ont eu lieu à la demande de militaires américains et afghans, pris sous le feu des taliban. Selon les civils habitant à proximité, plusieurs familles se précipitaient à l'abri dans des maisons lorsque les avions américains ont attaqué.

L'armée américaine estime que le bilan est moins élevé que le disent les autorités afghanes mais reconnaît ne pas être en mesure d'avancer un chiffre, les victimes ayant été rapidement enterrées.

Washington accuse les taliban de mettre délibérément les civils en danger et estime que certains noms de la liste sont faux. De plus, l'armée américaine pense que plusieurs des victimes étaient des combattants et que certains des civils tués l'ont été par des grenades des combattants islamistes.

Deux enquêtes militaires américaines sont en cours à ce sujet, a indiqué un porte-parole. L'une a été demandée immédiatement par le commandement militaire en Afghanistan, l'autre plus récemment par le Commandement central américain, qui supervise notamment les conflits en Irak et en Afghanistan.

Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde (17.05)

AP - 16.05 Faisant mentir les sondages qui leur prédisaient une victoire étroite, voire une défaite, le Parti du Congrès au pouvoir et ses alliés ont remporté haut la main les élections législatives en Inde à l'issue d'un mois de scrutin.

"Le peuple indien a parlé, et parlé avec une grande clarté", a déclaré samedi devant les journalistes le Premier ministre Manmohan Singh, exprimant sa "profonde gratitude" pour cette "générosité" et ce "mandat massif" confié à la coalition de centre-gauche. "Le peuple indien sait ce qui est bon pour lui, et fait toujours le bon choix", a lancé pour sa part la présidente du Congrès, Sonia Gandhi.

Le Bharatiya Janata Party (BJP, nationaliste hindou), principale formation de l'opposition, a reconnu la défaite. "Nous acceptons le verdict populaire", a déclaré Arun Jaitley, haut responsable du parti, avant d'ajouter: "il y a certainement quelque chose qui a mal marché".

Le Congrès aspire à un "gouvernement stable et solide, engagé dans des valeurs laïques", a ajouté Singh, référence au BJP, qui aura donc échoué à convaincre les électeurs de changer d'équipe en ces temps d'incertitude économique et d'instabilité régionale, à l'heure où la guerre s'embrase en Afghanistan et au Pakistan.

Alors que le dépouillement était quasiment terminé, la Commission électorale annonçait que l'alliance réunie autour du Congrès avait remporté ou était sur le point de remporter 254 des 543 sièges du Lok Sabha (Chambre du peuple), contre 153 au BJP. Seul, le Congrès obtiendrait 204 sièges.

La majorité absolue nécessaire pour gouverner seul étant de 272 sièges, et donc difficile à décrocher, des gouvernements de coalition sont au commandes de l'Inde depuis quasiment 20 ans.

Les élections auxquelles étaient appelés 714 millions d'Indiens se sont étalées sur un mois, le scrutin se déroulant en cinq phases à compter du 16 avril. La participation totale a atteint environ 60%, selon la commission nationale électorale, soit un peu plus que les 58% aux dernières élections nationales en 2004.

Mais le Congrès fait mieux qu'on ne s'y attendait: depuis des mois, sondages et experts prédisaient qu'aucun des deux grands partis ne réussirait à tirer son épingle du jeu, et agitaient le spectre d'une vaste et instable coalition.

Le "Troisième Front", alliance de partis communistes, régionaux ou défendant des intérêts de caste, et qui avait été considéré comme susceptible de prendre une importance considérable, semble avoir échoué: la plupart des chaînes de télévision lui prédisaient moins de 70 sièges.

Le scrutin montre aussi que les partis communistes, force traditionnelle de la politique indienne, ont chuté de 60 sièges habituellement à moins de la moitié, un "grave revers", reconnu par Prakash Karat, secrétaire général du Parti communiste d'Inde (marxiste). Alliés au Congrès pendant une bonne partie de la législature précédente, les communistes ont claqué la porte à cause de l'accord indo-américain sur le nucléaire civil, qui a resserré les liens entre New Delhi et Washington.

Alors que les résultats continuaient à tomber, les partisans du Congrès ont laissé éclater leur joie, dansant dans la rue et brandissant des portraits de Sonia Gandhi et de ses enfants.

"Nous avons remporté une majorité écrasante. Le succès commence et termine avec le Congrès et la famille Gandhi", se réjouissait le militant Parag Jain, devant le siège du Congrès d'un quartier chic du sud de la capitale.

Le Congrès a toujours dit que l'économiste et technocrate Singh, 76 ans, garderait son poste de Premier ministre en cas de victoire. Mais ce scrutin aura également été marqué par l'émergence d'un nouveau dirigeant, le fils de Sonia Gandhi, Rahul, 38 ans. Encore néophyte il y a peu, le jeune homme s'est révélé au cours de cette campagne, dont il a été l'un des principaux stratèges. Devenu le visage le plus visible du parti, il est de plus en plus considéré comme un probable futur Premier ministre.

Dernier rejeton de la dynastie politique la plus puissante d'Inde, dont le sort se marie avec l'histoire tragique du pays, Rahul est le fils de feu Rajiv Gandhi et de "l'Italienne", petit-fils d'Indira Gandhi et arrière-petit-fils de Jawaharlal Nehru, premier chef de gouvernement de l'Inde indépendante.

Grande manifestation à Berlin contre le chômage (17.05)

Reuters - 16.05 Des dizaines de milliers de travailleurs allemands ont défilé samedi dans les rues de Berlin afin d'exiger une meilleure protection des emplois face à la montée du chômage.

L'Allemagne est plongée dans sa plus profonde récession depuis 1945 et le chômage y augmente depuis six mois consécutifs. A quatre mois des élections législatives, les syndicats tentent d'obtenir du gouvernement de coalition des garanties sur l'emploi.

Le président du Parti social-démocrate (SPD), Franz Müntefering, s'est joint au cortège. Le SPD participe au gouvernement au côté de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel.

"Nous sommes ici pour nous opposer au capitalisme financier international. Nous devons tout faire aujourd'hui pour protéger l'emploi", a dit Müntefering.

Selon la fédération syndicale DGB, qui organisait le rassemblement, 100.000 personnes ont défilé. La police faisait quant à elle état de "plusieurs dizaines de milliers" de manifestants.

Quelque 300.000 emplois ont été détruits en Allemagne depuis la mise en faillite, en septembre, de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers, épice de la crise financière et économique.

Le ralentissement de l'économie mondiale a nettement entamé la demande en biens allemands, alors que l'économie du pays était essentiellement tournée vers l'exportation.

Le PIB allemand devrait se contracter de 6% cette année, selon les prévisions de Berlin, tandis que le chômage devrait continuer à augmenter jusqu'en 2010.

Pakistan: l'armée choisit la tactique du pilonnage dans la vallée de Swat (19.05)

AP - 18.05 Depuis trois semaines, l'offensive pakistanaise contre les talibans dans le nord-ouest du pays, et principalement dans la vallée de Swat, mise essentiellement sur la force de frappe des hélicoptères de combat et sur les bombardements aériens, pour éviter les combats au sol. Cette tactique s'est pourtant révélée peut fructueuse lors des précédentes opérations militaires.

"Si le gouvernement, l'armée veulent vraiment contrôler et écraser les talibans, pourquoi n'envoient-ils pas des troupes terrestres pour les déloger?", s'interroge ainsi Yar Mohammad, maçon de 50 ans qui a fui la vallée de Swat et s'est abrité dans un camp de réfugiés. "Pourquoi font-ils seulement ce pilonnage, qui touche en premier la population et crée un sentiment antigouvernemental?"

Les précédentes offensives dans la zone frontalière avec l'Afghanistan, qui étaient plus restreintes, ont tourné court après des dommages collatéraux dans des villes et des villages et l'exode massif des habitants.

Les Etats-Unis, soucieux de stopper l'extension de l'influence des talibans, ont fourni à l'armée pakistanaise des milliards de dollars d'aide et engagé une trentaine de formateurs militaires américains pour soutenir les troupes dans le nord-ouest du pays.

Pendant plus de 50 ans, les soldats pakistanais ont été entraînés en vue de batailles conventionnelles dans les plaines du Pendjab contre l'Inde hindouiste, et non au combat rapproché face à d'autres Pakistanais musulmans dans une région montagneuse. L'armée a actuellement plus de 100.000 de ses 500.000 soldats stationnés près de l'Afghanistan. La plupart des autres sont à la frontière indienne, selon les experts militaires.

"Ils essayent de changer leurs priorités, mais les pensées restent toujours tournées vers l'Inde", souligne le général à la retraite Talat Masood. "Ils ne peuvent pas ignorer l'héritage du passé et les tensions actuelles", précise-t-il en faisant référence aux attaques terroristes de Mumbai l'an dernier, après lesquelles les deux armées ont envoyé des troupes à la frontière.

Dans la vallée de Swat, les talibans seraient jusqu'à 7.000 hommes, selon les estimations -dont la plupart ont l'expérience des combats, et sont armés de grenades auto-propulsées, d'explosifs et d'armes automatiques. Ils font face à environ 15.000 soldats de l'armée régulière.

La bataille de la vallée de Swat représente l'opération la plus importante dans le nord-ouest du pays, depuis une campagne de six mois dans les districts de Bajur et Mohmand, qui s'est conclue en mars par une déclaration de victoire. L'armée a chassé et tué de nombreux talibans, mais elle a aussi rasé des villes et forcé 500.000 personnes à fuir, des déplacés qui ne sont toujours pas rentrés chez eux.

"Si on regarde ce qui s'est passé dans le Bajur, il semble que l'armée était fatiguée de subir des pertes et a utilisé ses armes pour écraser des localités", explique Shaun Gregory, membre de l'Unité de recherche sur la sécurité au Pakistan, à l'université de Bradford en Grande-Bretagne. "Ce n'est pas vraiment une stratégie faite pour gagner les coeurs et les esprits ni pour mettre en échec les militants (islamistes)".

Toutefois, selon les spécialistes, cette fois la population est plus unie derrière la stratégie militaire d'Islamabad. Les talibans sont considérés comme responsables d'avoir rompu la trêve en quittant leur bastion de Swat pour se rapprocher du district voisin de Buner, alors même que le gouvernement avait cédé, acceptant l'application de la loi islamique sur toute la région.

Mais le grand nombre de victimes civiles et le regroupement de jusqu'à un million de personnes déplacées dans le nord-ouest et la situation humanitaire d'urgence à laquelle elle donne lieu pourrait très rapidement mettre à mal le soutien de l'armée dans l'opinion publique pakistanaise.

Irlande. Rapport accablant pour les institutions catholiques d'Irlande (22.05)

Reuters - 20.05 Des prêtres et moines ont battu et violé des enfants pendant plusieurs décennies dans nombre d'institutions catholiques d'Irlande, apprend-on dans un rapport rendu public mercredi.

Les orphelinats et les écoles techniques, dans l'Irlande du XXe siècle, ont été des lieux de peur, d'abandon et de violences sexuelles, ajoutent les auteurs de ce rapport, élaboré par une commission d'enquête créée par le gouvernement de Dublin en 2000.

"Un climat de peur, créé par des sanctions omniprésentes, excessives et arbitraires, s'est propagé à la majeure partie des institutions, en tout cas à toutes les institutions de garçons", écrivent-ils. "Les enfants vivaient dans un climat de terreur quotidien, en se demandant d'où viendraient les prochains coups."

Ce rapport, qui compte cinq volumes, est le fruit de neuf années d'enquête sur des institutions qui ont aujourd'hui fermé leurs portes et ont accueilli des enfants des années 1930 à 1990. Il pointe du doigt la déférence qui était celle du ministère de l'Education envers les ordres religieux et son incapacité à faire cesser les violences infligées aux enfants.

Pour mettre au point son rapport, la commission d'enquête a interrogé 1.090 hommes et femmes qui ont été hébergés dans 216 institutions, dont des foyers pour enfants, des hôpitaux et des écoles.

Tom Sweeney, qui a passé cinq années dans des écoles techniques, dont deux dans une où, selon le rapport, les violences sexuelles étaient un "problème chronique", a déclaré aux auteurs que l'école technique d'Artane continuait de hanter la mémoire de ses anciens pensionnaires.

"Ceux qui sont passés par Artane ne sont jamais devenus des personnes heureuses et, malheureusement, il y a eu pas mal de suicides. Beaucoup d'autres ont fini dans des hôpitaux(...)."

"Vous n'oubliez pas Artane, jamais", résume ce témoin.

Flambée du chômage en Russie, où la récession s'est accentuée (23.05)

Reuters - 22.05 Le chômage touche plus de 10% de la population active en Russie, où la récession a continué de s'accroître le mois dernier, selon les indicateurs publiés vendredi.

En avril, 200.000 personnes ont perdu leur emploi dans le pays, ce qui porte le nombre de chômeurs à 7,7 millions, son niveau le plus haut depuis neuf ans, et le taux de chômage à 10,2%.

Les chiffres des mois précédents ont en outre été révisés à la hausse, soit 400.000 chômeurs de plus qu'initialement annoncé en janvier et 700.000 de plus en février.

Le décompte mensuel n'avait pas été publié pour le mois de mars.

Depuis août dernier, ce sont 3,2 millions de Russes qui ont perdu leur emploi, tandis que d'autres ont dû accepter des mesures de chômage technique ou des baisses de salaires.

Les salaires réels ont baissé de 3% en avril en rythme annuel, moins que prévu même si cela représente la diminution la plus marquée depuis près de dix ans.

Sans surprise dans ce contexte, les ventes au détail ont reculé en avril pour le troisième mois d'affilée. Elles ont diminué de 5,3% en rythme annuel.

Les dépenses d'investissement ont fondu de 16,2%, la statistique se révélant, comme celle des ventes au détail, plus mauvaise que prévu.

L'investissement direct étranger, dont les données ont également été publiées vendredi, a chuté de 43% au premier trimestre.

La production industrielle, dont les chiffres ont été diffusés lundi, a subi une chute sans précédent de 16,9% en avril en rythme annuel, un recul là aussi bien plus important que ce à quoi s'attendaient les économistes. Le secteur manufacturier a été le plus touché avec une chute de 25,1%.

La Russie est confrontée à sa première récession depuis 10 ans. Les analystes s'accordent à dire que le pays, frappé par la baisse de la demande et des cours des matières premières, mettra du temps à relancer sa machine économique.

L'économie russe ne va pas se stabiliser au deuxième trimestre comme celles des autres principales économies émergentes (Chine, Brésil et Inde), a notamment estimé Lars Rasmussen, chez Danske Bank.

Le gouvernement vénézuélien nationalise la première banque du pays (23.05)

AP - 22.05 Le gouvernement vénézuélien a trouvé un accord vendredi avec la banque Santander (Madrid: SAN.MC - actualité) , basée en Espagne, pour nationaliser sa filiale dans le pays, en échange d'1,05 milliard de dollars. Après des mois de négociations, l'Etat prend ainsi le contrôle de l'acteur numéro 1 du secteur financier.

Le président de la Banque centrale du Vénézuéla, Michel Goguilian, a qualifié l'accord de "très satisfaisant" pour la banque et pour le gouvernement vénézuélien.

Le Vénézuéla devra s'acquitter d'un versement initial de 630 millions de dollars lorsqu'il prendra officiellement le contrôle de la banque le 3 juillet, a précisé le vice-président Ramon Carrizalez. Le reste sera payé en deux parties, en octobre et en décembre.

Parlement européen : des alliances politiques surprenantes (23.05)

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/about.html> - 22.05 Le sénateur Jean-Luc Mélenchon, ex-socialiste et fondateur du « Front de gauche », martèle sur toutes les ondes que socialistes et conservateurs, c'est blanc bonnet et bonnet blanc : "le PSE et la droite européenne n'ont pas tellement envie de discuter de leur exploit au parlement européen, par exemple sur la directive électricité qu'ils ont voté ensemble. Comme ils ont d'ailleurs voté ensemble 97% des décisions qui sont prises au PE. C'est quand même incroyable : droite et gauche se tirent la bourre en France, mais dès qu'ils arrivent là bas (à Bruxelles, NDLR), c'est fini, ils s'arrangent entre eux", a-t-il ainsi déclaré sur France 3 le 11 mai. Un chiffre de 97 % qui a également été cité par Olivier Besancenot, le leader du NPA, hier sur France 2.

Mélenchon et Besancenot ont été prendre leurs renseignements sur un site eurosceptique tenu par des proches de Philippe de Villiers, « L'observatoire de l'Europe ». Ce site s'appuie sur une étude (mais n'y renvoie pas directement) d'un chercheur en sciences politiques suédois, un certain Jan Johansson, qui a analysé les 535 votes finaux (et non amendement par amendement) par appel nominal intervenu en 2008. Conclusion du site, qui ne s'en tient pas à l'année 2008, « depuis le début de la dernière mandature, neuf fois sur dix, les groupes où siègent l'UMP, le PS et le Modem votent de manière identique au Parlement européen. Un score digne de la Douma de l'ex Union soviétique ». Ce n'est pas la première fois que la droite et la gauche radicale échange ainsi leurs arguments : durant la campagne référendaire de 2005, le fameux « plombier polonais » a été inventé par le vicomte avant de faire la fortune du « non de gauche ».

L'argument de la complicité « objective » entre la gauche et la droite « ne tient pas compte des conditions d'élaboration de la loi européenne », comme le dit Pervenche Berès, présidente socialiste de la commission des affaires économiques et monétaires (et noniste...) : Mélenchon, Besancenot et les Villiéristes pourraient aussi dénoncer le fait que des gouvernements de droite, de centre et de gauche travaillent ensemble au sein du Conseil des ministres de l'Union et du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement et élaborent des compromis pour construire l'Europe. Par nature, l'Union ne fonctionne pas « front contre front » : Union d'États, elle doit parvenir à des décisions dans lesquelles chacun se retrouve. Si une majorité de gouvernements de droite imposait systématiquement une politique de droite à des gouvernements de gauche, il est peu probable que l'Union y survivrait. C'est cette logique « bipartisane » qui est à l'œuvre au sein du Parlement européen. D'autant qu'aucun groupe politique n'y dispose de la majorité absolue à lui seul.

Or, pour obliger le Conseil des ministres à tenir compte des amendements à un projet de directive ou de règlement, il faut que le Parlement réunisse une majorité absolue de députés, soit 393 voix. Durant la législature 2004-2009, le principal groupe politique, le PPE (conservateurs) n'avait que 288 membres, le second, le PSE, 216 et les libéraux de l'ADLE (où siège le Modem), 99. Il faut donc négocier entre groupes politiques pour atteindre le chiffre magique de 393 : « Il y a 120 partis politiques représentés au Parlement, venant de 27 pays, parlant 23 langues et utilisant 3 alphabets différents », s'amuse Gérard Onesta, vice-président Vert du Parlement. Le compromis ainsi trouvé aura d'ailleurs de fortes chances d'être accepté par un Conseil des ministres lui-même composé de gouvernements de droite et de gauche et qui doit voter le texte à la majorité qualifiée (grosso modo, au moins vingt pays sur vingt-sept). « La négociation européenne, c'est comme une négociation syndicale : on se bat, mais au final il faut conclure un accord tenant compte du rapport de force », analyse Pervenche Berès.

Bien sûr, le vote amendement par amendement ne recoupe pas toujours le vote final : « cela dépend de l'appréciation que fera chaque groupe : s'il juge que le verre est à moitié plein, il votera pour, à moitié vide, il votera contre », résume Gérard Onesta. Ainsi, les socialistes français qui ont voté tous les amendements à la directive « services » dite Bolkestein n'ont finalement pas voté le texte global par opportunité politique... De même, le vote des amendements est loin d'être pertinent : « il y a une bonne partie des textes que nous votons qui ne posent strictement aucun problème. Ce qui est important, ce sont les votes de différenciation politique et ceux-là ne concernent qu'une petite partie des projets de directives », précise Onesta. Comme le constate Pervenche Berès, sur ces votes, la « majorité naturelle se fait entre le PPE et l'ADLE ».

Un site infiniment plus sérieux que « l'observatoire de l'Europe », votewatch.eu, mis au point par des chercheurs de la London School of Economics et de l'Université libre de Bruxelles, montre que les majorités (amendement par amendement) sont autrement plus complexes que ne le disent Mélenchon et Philippe de Villiers. Ainsi, dans 13,22 % des cas, la majorité a réuni le PPE, le PSE, l'ADLE, les souverainistes de l'UEN, les Verts et les...communistes de la GUE. La seconde « coalition gagnante » (dans 12,47 % des cas) a réuni les mêmes plus les Villiéristes d'Indépendance et démocratie (ID). Le troisième type de « coalition gagnante » (7,76 % des cas) réunit le PPE, le PSE, les libéraux de l'ADLE, l'UEN et...ID. Dans plus de 46 % des cas, les Villiéristes font partie de ces coalitions et dans 52 % des cas, les communistes... Le PSE, lui, pointe à plus de 81 % des cas. Le PPE n'est exclu d'une coalition gagnante que dans 5,37 % des votes (majorité PSE, ADLE, Verts et communistes).

Le PPE et le PSE ne votent au final ensemble que dans 69,70 % des cas (mais seulement 56 % dans les affaires sociales et 52,5 % dans le domaine économique). Les Villiéristes votent avec les socialistes dans 40 % des cas alors que les communistes votent avec le PPE dans 42 % des cas et avec les Villiéristes dans 40,90 % des cas... Donc l'argument du « qui vote avec qui » peut être retourné comme un gant...

Le président équatorien veut nationaliser les secteurs-clés (25.05)

Reuters - 24.05 Le président socialiste équatorien Rafael Correa a estimé que les secteurs-clés de l'économie, comme le pétrole et les

mines, devaient appartenir à l'Etat.

Durant ses deux premières années à la tête de l'Etat, Correa s'était montré dur avec les compagnies pétrolières et minières, qu'il a obligées à signer de nouveaux contrats plus favorables à l'Etat, mais il n'avait jusque-là pas évoqué de nationalisation.

Correa s'exprimait samedi à l'occasion d'une visite de son homologue vénézuélien, Hugo Chavez, qui a promis de son côté de poursuivre la nationalisation des secteurs stratégiques au Venezuela.

Chavez a également annoncé la création d'un fonds d'investissement avec le Brésil doté de plusieurs milliards de dollars. Le Venezuela a déjà des fonds communs d'investissements destinés aux infrastructures avec la Chine et l'Equateur.

Zapatero légifère pour une justice moins universelle (25.05)

liberation.fr - 23.05 Les crimes chinois de «lèse humanité» contre les Tibétains, le génocide maya au Guatemala, les bombardements israéliens contre des civils palestiniens à Gaza... D'ici peu, les juges espagnols ne pourront plus enquêter sur ce qu'ils considèrent être des «crimes contre l'humanité». Les députés socialistes et conservateurs (environ 80 % de la Chambre basse) se sont en effet entendus pour limiter la compétence de l'Audience nationale, à Madrid, la principale instance judiciaire du pays.

«Représailles». Désormais, un juge ne pourra plus mettre en examen des responsables étrangers si, dans l'affaire, aucun plaignant est de nationalité espagnole - ou si aucun suspect ne réside en Espagne. Autrement dit, le nouveau projet de loi impose une limite là où il n'y en avait pas : depuis une sentence du Tribunal constitutionnel de 2005, tout juge de l'Audience nationale pouvait à loisir ouvrir des procédures pour «crimes contre l'humanité» et «tortures», commis contre des responsables en activité - si le pays en question n'a pas ouvert d'enquête. Ainsi, en mai, le juge Pedraz avait mis en examen trois ministres chinois pour «attaque généralisée contre la population civile tibétaine». En mars, le juge Andreu ouvrait une enquête pour «crimes de guerres» contre un ministre israélien pour un bombardement à Gaza ayant tué 14 civils en 2002.

Ce faisant, Zapatero retire une épine du pied de son ministre des Affaires étrangères, Miguel-Angel Moratinos. Ces derniers mois, celui-ci a dû essuyer une série de remontrances courroucées de ses homologues israéliens et chinois. Début mai, exaspéré, Pékin a exigé de Zapatero «le retrait immédiat des poursuites judiciaires». Plus tôt, la ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, menaçait Madrid de «représailles sur les relations bilatérales». Moratinos avait beau souligner l'indépendance des juges, il ne cessait d'avaler des coulevres diplomatiques.

Pinochet. Il peut souffler : sur les 13 affaires en cours relevant de la «justice universelle», cinq devraient être rapidement stoppées. Parmi ces dossiers, figurent ceux concernant la répression chinoise contre la secte Falun Gong et une récente attaque aérienne israélienne à Gaza. Le juge Baltasar Garzón, qui avait fait arrêter Pinochet à Londres en 1998, maintient toutefois son enquête contre des avocats américains pour «crimes de lèse humanité» commis à Guantánamo. Mais, la justice américaine ayant refusé de collaborer, cette mise en examen devrait rester lettre morte.

La France ouvre une base aux Emirats, un de ses grands clients (26.05)

Reuters - 25.05 Nicolas Sarkozy est arrivé lundi en fin de journée à Abou Dhabi pour une courte visite dont le temps fort sera l'inauguration, mardi matin, de la première base militaire française dans le Golfe.

La France entend par ce geste spectaculaire, qui répond à une demande des Emirats arabes unis (EAU), marquer son engagement dans une région stratégique par où transitent 40% des exportations mondiales de pétrole, en même temps que renforcer ses liens avec son meilleur client du Moyen-Orient.

L'ouverture de cette base interarmes, qui doit accueillir un peu plus de 450 militaires à l'horizon 2010, intervient sur fond de tensions avec l'Iran, sur la rive opposée du Golfe, alors que le président Mahmoud Ahmadinejad a une nouvelle fois rejeté lundi les appels au gel du programme nucléaire de son pays.

Dans une interview à l'agence de presse émiratie WAM, Nicolas Sarkozy a répété qu'il serait "inacceptable" que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, pour ajouter toutefois que l'approche d'un "dialogue exigeant" avec Téhéran, privilégiée par les Européens et rejointe récemment par les Etats-Unis, devait continuer de prévaloir.

"Est-ce que cela sera suffisant ? Je n'en sais rien. Je l'espère évidemment. Mais c'est maintenant aux autorités iraniennes de choisir entre

le retour dans la communauté internationale ou l'isolement croissant", a-t-il ajouté.

La "Base de la paix" française est divisée en trois pôles.

La partie navale, installée dans l'enceinte du port de Mina Zayed à Abou Dhabi, dispose notamment d'un quai de 300 m de long qui permet l'accueil de bâtiments de toute taille, à l'exception toutefois du porte-avions Charles de Gaulle.

L'armée de l'air bénéficie pour sa part d'installations à l'intérieur de la grande base aérienne d'Al-Dhafra, à 40 km d'Abou Dhabi, où devraient stationner en permanence jusqu'à six avions de combat. Le dispositif est complété par un "groupement terre" logé dans un camp militaire où sera installé un centre d'entraînement en zones désertique et urbaine.

PAS DE CHASSE GARDÉE

Quatre accords bilatéraux doivent être signés lors de la visite de Nicolas Sarkozy, dont celui actualisant l'accord de défense en vigueur depuis 1975 entre les deux pays.

L'Elysée a prévenu qu'il ne fallait s'attendre à aucun contrat commercial mais la présence dans sa délégation de plusieurs patrons d'entreprises du CAC 40 illustre l'importance des Emirats arabes unis pour la balance commerciale française.

Les deux compagnies aériennes du pays, Emirates et Etihad, figurent parmi les plus grands clients d'Airbus et l'armée émiratie est équipée à plus de 50% par des matériels français, disposant notamment de 380 chars Leclerc et de plus de 60 Mirage 2000 construits par Dassault Aviation.

Le remplacement de ceux-ci par des Rafale, un appareil qui n'a pas encore trouvé de débouchés à l'exportation, fait l'objet de négociations entre les deux pays, que Dassault espère voir aboutir avant la fin de l'année.

Le PDG de Dassault Aviation, Charles Edelstenne, est du déplacement de Nicolas Sarkozy, avec des représentants de la famille Dassault, Serge et Olivier.

Dans une interview à la revue Diplomatie, le chef de l'Etat dément que l'objectif de la base française soit de vendre des équipements militaires. Mais il ajoute aussitôt que plus la coopération entre les deux armées se développera, "plus nos partenaires émiratis auront l'occasion de se familiariser avec les matériels français et d'en apprécier les performances".

L'autre grand contrat convoité par la France est celui de la première d'une série de centrales nucléaires - entre 12 et 16 - que les EAU projettent.

Areva, GDF Suez et Total ont créé un consortium qui pourrait, selon l'Elysée, être ouvert ultérieurement à EDF, pour être mieux à même de répondre aux grandes ambitions du pays dans le nucléaire civil.

Pour tous ces contrats, que ce soit le Rafale ou le nucléaire, la France devra affronter une forte concurrence des Etats-Unis.

Elle estime néanmoins avoir ses chances en soulignant que les Emirats arabes unis "sont tout sauf une chasse gardée, ni des Etats-Unis, ni de la France, ni de personne". "Nous sommes en compétition avec les Etats-Unis mais c'est une compétition saine", veut-on croire dans l'entourage de Nicolas Sarkozy.

La Knesset veut pénaliser la négation d'Israël comme Etat juif (28.05)

Reuters - 27.05 Un projet de loi punissant d'un maximum d'un an de prison la négation du droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif a franchi une première étape à la Knesset.

Ce texte interdisant la publication de tout "appel à nier l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique, lorsque le contenu d'une telle publication pourrait avoir comme conséquence de provoquer un acte de haine, de mépris ou de déloyauté" envers Israël doit encore être soumis à d'autres votes du Parlement et être revu par une commission avant d'être adopté définitivement.

Des militants des droits civiques estiment qu'il risque de réduire les droits des citoyens arabes.

La plupart des Arabes israéliens, qui constituent le cinquième environ de la population israélienne, sont des descendants de Palestiniens

restés dans le pays au moment où des centaines de milliers d'autres fuyaient ou étaient chassés lors de la fondation de l'Etat d'Israël, en 1948.

Naomi Chazan, président du Fonds du Nouvel Israël, a dénoncé un projet de loi approuvé dimanche par le cabinet israélien qui interdirait toute manifestation publique de deuil lors de la commémoration de la naissance d'Israël, appelée "naqba" - catastrophe - par les Palestiniens.

Chazan a affirmé que ce texte constituait une "tentative de fouler aux pieds les sentiments de peine des Arabes israéliens", ce qui risquerait de porter atteinte aux efforts en vue d'améliorer la coexistence entre Juifs et Palestiniens.

Un autre projet de loi soumis cette semaine par le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, chef du parti ultranationaliste Yisrael Beitenu, imposerait aux Israéliens de prêter serment de fidélité à l'Etat juif pour recevoir une carte nationale d'identité.

Le cabinet israélien devrait discuter la semaine prochaine de ce serment de fidélité.

Plus de 20.000 civils auraient été tués au Sri Lanka (30.05)

Reuters - 29.05 Plus de 20.000 civils tamouls ont été tués dans les derniers jours de l'offensive de l'armée sri-lankaise qui a permis de vaincre la guérilla séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), rapporte le quotidien britannique Times.

Le gouvernement de Colombo assure que ses troupes avaient arrêté dès le 27 avril de tirer à l'arme lourde sur les positions rebelles dans le nord-est du pays et affirme que les Tigres ont utilisé comme des "boucliers humains" les 100.000 civils bloqués dans la zone des combats.

Citant des documents confidentiels de l'Onu, le Times affirme qu'un millier de civils ont péri quotidiennement dans les affrontements entre la fin avril et le 19 mai, le jour où le chef des Tigres, Vellupillai Prabhakaran, a été tué.

Au total, l'Onu estime que la guerre civile au Sri Lanka, qui durait depuis 1983, a fait entre 80.000 et 100.000 morts.

L'ONU accusée de silence sur le sort des Tamouls (31.05)

Le Monde - 30.05 Le quotidien The Times a mis, vendredi, «le feu aux Nations unies», selon un des membres de l'organisation à Colombo. En affirmant que plus de 20 000 civils ont été tués dans les dernières semaines du conflit entre l'armée sri-lankaise et les rebelles tamouls, le journal britannique a plongé l'ONU dans l'embarras et le doute.

Témoignages. En s'appuyant sur des «documents confidentiels des Nations unies», The Times rappelle d'abord que 7 000 personnes ont été tuées entre janvier et fin avril. Ce que l'ONU disait depuis plusieurs jours. Il ajoute que le «nombre de victimes a ensuite explosé, avec 1 000 civils tués en moyenne chaque jour jusqu'au 19 mai», le lendemain de la mort de Velupillai Prabhakaran, le chef de la rébellion des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). «Cela pourrait porter le bilan final à plus de 20 000» décès «sous les canons du gouvernement», écrit le quotidien. Qui précise que le bilan serait même «supérieur», selon une source de l'ONU. The Times dit fonder ses informations sur l'analyse de photos aériennes, sur des témoignages et des experts.

«Si ces enquêtes ont été sérieusement réalisées et recoupées, c'est une vraie bombe», affirme un responsable des Nations unies. Lui dit avoir vu des notes internes faisant état de «rapports monstrueux» en terme de pertes humaines. «Entre la fin avril et les tout premiers jours de mai, nous avons eu des bilans avec plus de 1 000 morts quotidiens.» Rien au-delà de cette date. Mais, ces chiffres restent difficiles à recouper car il n'y avait plus beaucoup de sources dans la mal nommée «zone de sécurité».

Sur la foi d'informations collectées par l'ONU, le journal le Monde avançait jeudi le chiffre de 7 720 morts (dont 678 enfants) et 18 465 blessés (dont 2 384 enfants) entre le 20 janvier et le 13 mai. Plus grave, il citait un officiel des Nations unies évoquant «une tentative de suppression systématique de ce matériel». L'ONU n'a pas voulu «commenter» ces affirmations, vendredi. L'organisation a seulement fait état d'un nombre «inacceptable» de civils tués.

«Pas le moindre civil n'a été tué par des bombardements du gouvernement», a déclaré sans rire un porte-parole sri-lankais au Times. Depuis le début du conflit, Colombo a systématiquement été pris en défaut sur le sort des civils dans la zone de guerre. Trois jours avant la fin des combats, le 15 mai, les autorités militaires claironnaient qu'il ne restait «quasiment plus personne» dans l'enclave. Avant de recueillir près de 80 000 personnes piégées entre les soldats et les LTTE.

Ratio. S'agissant du bilan côté gouvernemental, c'est le black-out. Mi-mai, un diplomate sri-lankais avançait le chiffre de «plusieurs centaines» de soldats tués au combat depuis janvier. A Colombo, un officier évoquait récemment un ratio «d'un soldat tué pour douze guérilleros morts» en se gardant bien de communiquer le moindre chiffre précis. Colombo préfère déclarer qu'il détient 9 100 anciens combattants des Tigres dans des «centres de réhabilitation». Dont on ne sait absolument rien.

Chine. Printemps de Pékin: les autorités chinoises s'appliquent à museler toute commémoration (05.06)

AP - 05.06 Les autorités chinoises s'appliquaient jeudi à empêcher toute commémoration du 20e anniversaire de l'écrasement dans le sang du mouvement étudiant pour la démocratie. Les policiers ont bouclé la place Tiananmen à Pékin, alors que le dissident Wu'er Kaixi a été placé en détention à Macao.

Aux alentours de la place Tiananmen, les journalistes étrangers ont été bloqués par des agents en civil, insultés et menacés. Les autorités ont également ciblé plus de 6.000 sites Internet référencés dans des écoles et des universités. Les pages d'accueil signalent que les sites sont en "maintenance technique" jusqu'à samedi. Le site YouTube est toujours bloqué en Chine depuis mars.

Certaines chaînes étrangères, telles que CNN, sont également remplacées par un écran noir à chaque fois qu'elles diffusent des sujets sur Tiananmen. Les dissidents ont été assignés à résidence ou obligés à quitter Pékin, afin de museler toute tentative de protestation ou de débat.

Wu'er Kaixi, un des dirigeants du "Printemps de Pékin", a été arrêté par les services de l'immigration à Macao, une région administrative spéciale du sud de la Chine, alors que l'on venait de lui refuser d'entrer sur le continent chinois, une interdiction qu'il a qualifiée de "tragédie".

Il a expliqué à l'Associated Press par téléphone avoir passé la nuit en cellule à l'aéroport de Macao, après avoir refusé d'embarquer pour un vol qui le ramenait à Taïwan.

Elena Au, membre du service de presse du gouvernement chinois, a expliqué jeudi qu'elle ne disposait d'aucune information sur la manière dont était traité le dissident. Le gouvernement chinois a également dit respecter "les désirs personnels" de Wu'er Kaixi de retourner en Chine.

Le jeune homme s'était fait connaître pendant la contestation étudiante du Printemps de 1989. Alors gréviste de la faim, il avait interpellé le Premier ministre de l'époque Li Peng, lors d'une rencontre télévisée pendant les manifestations.

Numéro deux sur la liste du gouvernement des 21 chefs de la contestation étudiante les plus recherchés après la répression, il a pris la fuite et vit, depuis, en exil à Taïwan.

Dans un communiqué diffusé par un ami, il a dit vouloir se rendre aux autorités chinoises pour pouvoir aller voir ses parents, non autorisés à venir lui rendre visite à Taïwan, et pour mettre au défi les autorités chinoises d'engager un dialogue public sur les événements de Tiananmen. "Quand je me rendrai, j'utiliserai la tribune de la salle d'audience chinoise pour débattre avec le gouvernement chinois de cet incident", promet-il.

Les autorités chinoises s'appliquent à empêcher toute commémoration du Printemps de Pékin, dont elles n'ont jamais révélé le bilan humain -plusieurs centaines de morts, voire plusieurs milliers selon des estimations. Le pouvoir tente de museler toutes les voix qui pourraient raconter Tiananmen, notamment à une jeunesse largement ignorante de ce qui s'est vraiment passé sur la place il y a 20 ans.

A Washington, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré dans un communiqué mercredi que la Chine doit "examiner ouvertement les événements plus sombres de son passé et fournir un bilan public sur ceux qui ont été tués, détenus ou disparus, à la fois pour apprendre et pour panser les plaies". Elle a exhorté Pékin à relâcher tous les manifestants encore en prison et à entamer des discussions avec les familles des victimes.

Le porte-parole du ministre chinois des Affaires étrangères a qualifié ces propos d'"ingérence dans les affaires intérieures de la Chine".

"Nous appelons les Etats-Unis à mettre de côté leur préjugés politiques et à corriger leur mauvaise conduite, et à s'abstenir d'interrompre ou de saper les relations bilatérales", a déclaré le porte-parole lors d'une conférence de presse, refusant de commenter les mesures de sécurité mises en place, et même de les confirmer. "Ce jour est comme n'importe quel autre jour", a-t-il lâché.

A Hong Kong en revanche, la situation contraste avec celle du reste de la Chine. Des dizaines de milliers de personnes étaient attendues

jeudi dans l'ancienne colonie britannique pour participer à des veilles à la bougie organisées chaque année en souvenir des victimes de la répression.

Discours d'Obama au Caire: les réactions (05.06)

AP - 05.06 Voici les principales réactions au discours prononcé jeudi par le président américain Barack Obama à l'université du Caire:

- Saeb Erekat, chef des négociateurs palestiniens et conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas:

"Le discours du président Obama pose les bases d'une solution à deux Etats. Maintenant, j'espère que dans les prochains mois, le président Obama va exposer un vrai plan, avec des dates limites, des contrôles et des mécanismes pour mettre en oeuvre et traduire la vision de deux Etats en voie politique réaliste".

- Nabil Abou Rdeneh, conseiller du président Mahmoud Abbas:

"Il montre qu'il y a une politique américaine nouvelle et différente vis-à-vis de la de la question palestinienne (...). La partie du discours d'Obama sur la question palestinienne est un pas important dans le cadre de nouveaux départs. C'est le début d'une nouvelle politique américaine et cette politique crée une nouvelle atmosphère pour construire l'Etat palestinien".

- Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas dans la Bande de Gaza:

"Il y a un changement entre le discours du président Obama et les précédents discours de George W. Bush. Mais les propos d'aujourd'hui à l'université du Caire étaient fondés sur une 'diplomatie douce' destinée à améliorer l'image des Etats-Unis".

- Mahmoud Ramahi, député du Hamas au pouvoir à Gaza:

De "nombreux points positifs" dans le discours de M. Obama. "Il y a une différence entre sa politique et celle de Bush. Je vois un changement dans le discours américain de politique étrangère. Mais le problème est toujours sur le terrain. Parviendront-ils à un Etat palestinien indépendant? S'il (Obama) fait ça, ce serait un soulagement et un bien pour toutes les parties".

- Communiqué commun de huit factions radicales palestiniennes basées en Syrie, dont le Hamas à Damas:

"Le discours d'Obama est une tentative pour tromper le peuple et créer plus d'illusions pour améliorer l'image agressive de l'Amérique dans le monde arabe et islamique".

- Communiqué du gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou:

"Nous partageons l'espoir du président Obama que l'effort américain annonce le début d'une nouvelle ère qui apportera la fin du conflit et conduira à une reconnaissance arabe générale d'Israël comme la patrie du peuple juif, vivant en paix et en sécurité au Moyen-Orient". Le communiqué réaffirme que la sécurité d'Israël doit être garantie lors de toute initiative de paix future.

- Danny Seaman, directeur du Bureau de presse du gouvernement israélien:

"En définitive, ce n'est pas mauvais. Je ne crois pas qu'il y ait ici une chose avec laquelle nous soyons en désaccord".

- Le président israélien Shimon Peres, prix Nobel de la paix:

"Le discours d'Obama avait une vision, un discours courageux, qui demande un dur travail de toutes les parties impliquées pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient"

- Yuli Tamir, député israélien du parti travailliste:

"C'est l'un des discours les plus importants jamais prononcés, un discours-clé pour changer le climat au Moyen-Orient. Israël fera une grosse erreur si il l'ignore".

- Michael Ben-Ari, député israélien ultranationaliste

"Sa haine pour le peuple d'Israël l'a conduit à prononcer un discours très dangereux qui a révélé ses tendances pro-islamiques, destinées à entamer la vision du peuple d'Israël revenant dans sa patrie".

- Aliza Herbst, porte-parole de Yesgha, le conseil des colons juifs de Cisjordanie:

"Sa vision est tellement déconnectée de la réalité (...). Vous pouvez demander à ceux qui écrivent vos discours de trouver toutes les bonnes choses qu'un musulman ait faites. Mais l'histoire plus moderne, c'est que le monde musulman est en guerre contre le monde occidental".

- Saad Hariri, fils de l'ex-Premier ministre assassiné Rafic Hariri, chef de la majorité parlementaire libanaise antisyrienne:

"C'est le premier président que nous voyons aux Etats-Unis qui parle de la question palestinienne, de résoudre la question palestinienne dans les six premiers mois de sa présidence. D'habitude, c'est dans les deux derniers mois de la présidence".

- Ayman Nour, dissident égyptien récemment relâché de prison:

"C'était de fait mieux que nous l'attendions, mais pas aussi bien que nous l'espérions (...). Son propos sur la démocratie était très général, un peu faible, nous espérions plus de détails".

- Le ministère français des Affaires étrangères:

"Il s'agit d'un discours qui fera date, dont la portée symbolique mais aussi politique est majeure. Il montre des Etats-Unis d'Amérique résolument tournés vers le dialogue, la tolérance, le respect mutuel, le refus de toute perspective de tensions entre cultures, entre civilisations".

"Ce discours indique clairement et sans détour l'engagement des Etats-Unis en faveur de la paix - en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, dans le Moyen-Orient,... - du droit et de la justice, avec notamment la réaffirmation de la fermeture de Guantanamo, et de la démocratie. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique avec lesquels nous sommes heureux de travailler".

- Le président français Nicolas Sarkozy dans un entretien téléphonique avec son homologue égyptien Hosni Moubarak qui l'avait appelé pour lui présenter ses condoléances après la disparition du vol AF447 d'Air France, selon l'Elysée:

Le Président de la République a "salué la vision et l'ouverture du discours prononcé au Caire par le Président Obama".

Discours d'Obama au Caire: les principales citations (05.06)

AP - 05.06 Les principales citations extraites du discours au monde musulman prononcé jeudi par le président américain Barack Obama à l'Université du Caire:

Un nouveau départ

"Je suis venu ici au Caire pour rechercher un nouveau départ entre les Etats-Unis et les musulmans à travers le monde, basé sur un intérêt commun et un respect mutuel, basé sur le fait avéré que l'Amérique et l'islam ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et n'ont pas besoin d'être concurrence."

"Ce cycle de la suspicion et de la discorde doit cesser"

"Plus récemment, les tensions ont été alimentées par le colonialisme qui niait leurs droits et leurs chances à de nombreux musulmans et une Guerre froide au cours de laquelle les pays à majorité musulmane étaient trop souvent traités par procuration, sans tenir compte de leurs propres aspirations."

Stéréotypes négatifs

"Je considère qu'il est de ma responsabilité de président des Etats-Unis de lutter contre les stéréotypes négatifs sur l'islam, où qu'ils se manifestent."

"Tout comme les musulmans ne correspondent pas aux stéréotypes sommaires, l'Amérique n'est pas le stéréotype sommaire d'un empire uniquement préoccupé de ses intérêts."

Conflit israélo-palestinien

"Les liens forts de l'Amérique avec Israël sont bien connus. Ce lien est inaltérable. Il est fondé sur des liens culturels et historiques et sur la reconnaissance de ce que l'aspiration à une patrie juive est enracinée dans une histoire tragique qui ne peut être niée."

"Le Hamas doit mettre un terme à la violence, reconnaître les accords passés et reconnaître le droit à l'existence d'Israël."

"L'Autorité palestinienne doit développer sa capacité à gouverner, avec des institutions qui répondent aux besoins de son peuple."

"Israël doit reconnaître que, tout comme le droit à l'existence d'Israël ne peut être nié, celui de la Palestine non plus. Les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne. (...) Il est temps que cette colonisation cesse."

"Ne vous y trompez pas, nous ne voulons pas maintenir nos troupes en Afghanistan. Nous ne cherchons à y installer aucune base militaire. (...) Il est difficile financièrement et politiquement de poursuivre ce conflit."

"Et, malgré les coûts, l'engagement de l'Amérique ne faiblira pas."

"Leurs actions (celles des extrémistes, NDLR) sont irréconciliables avec les droits des êtres humains, le progrès des nations et avec l'islam."

"Ceci dit, nous savons aussi que la puissance militaire ne va pas, à elle seule, résoudre les problèmes en Afghanistan et au Pakistan."

Irak, démocratie et unilatéralisme

"Même si je crois que le peuple irakien, en fin de compte, se porte mieux sans la tyrannie de Saddam Hussein, je crois aussi que les événements en Irak ont rappelé à l'Amérique la nécessité d'avoir recours à la diplomatie et de bâtir un consensus international pour résoudre nos problèmes, chaque fois que cela est possible."

"Je sais qu'il y a eu une controverse concernant la promotion de la démocratie ces dernières années. Et, l'essentiel de cette controverse est lié à la guerre en Irak. Je veux donc être clair. Aucun système de gouvernement ne peut ou ne doit être imposé à un pays par tout autre pays. Cela ne réduit pas, pour autant, mon attachement aux gouvernements qui reflètent la volonté du peuple."

"L'Amérique ne prétend pas savoir ce qui est le mieux pour chacun, tout comme nous ne prétendrions pas choisir l'issue d'une élection pacifique."

"Plutôt que de rester prisonnier du passé, j'ai fait savoir clairement aux dirigeants et au peuple iraniens que mon pays est prêt à aller de l'avant. La question, à présent, n'est pas de savoir ce contre quoi est l'Iran, mais plutôt l'avenir qu'il veut construire."

"Ce sera dur de surmonter des décennies de méfiance, mais nous avancerons avec courage, rectitude et détermination. (...) Mais, s'agissant des armes nucléaires, nous touchons à un point décisif. Il ne s'agit pas simplement des intérêts de l'Amérique. Il s'agit de prévenir une course aux armes nucléaires au Moyen-Orient qui pourrait conduire cette région et le monde sur une voie extrêmement dangereuse."

"Tout pays, y compris l'Iran, doit avoir le droit d'accéder à l'énergie nucléaire pacifique s'il respecte ses responsabilités au terme du Traité de non-prolifération nucléaire. (...) J'espère que tous les pays de la région pourront partager cet objectif."

Des affrontements au Pérou font une trentaine de morts (06.06)

Reuters - 05.06 Une trentaine de personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées vendredi dans le nord du Pérou au cours d'affrontements entre la police et des tribus amazoniennes opposées à l'octroi de concessions à des compagnies minières étrangères dans la forêt tropicale.

Des chefs indigènes ont accusé des policiers opérant à bord d'hélicoptères d'avoir ouvert le feu sur des centaines de manifestants pour mettre fin au blocage d'une autoroute à 1.400 km au nord-est de Lima, la capitale.

La police a dit que les manifestants avaient tiré les premiers, mais les chefs tribaux ont affirmé ne pas avoir d'armes à feu et n'être munis que de lances traditionnelles.

Les chefs locaux et le ministère de l'Intérieur ont fait état de la mort de 22 manifestants et de neuf policiers.

Des milliers d'Amérindiens s'emploient depuis avril à bloquer routes et voies d'eau pour obtenir l'abrogation d'une série de lois adoptées l'an dernier pour encourager des compagnies étrangères à investir en Amazonie.

"Il y a douze morts par balles (...) tirées depuis des hélicoptères", a déclaré le dirigeant indigène Alberto Pizango à des journalistes à Lima. "Je tiens le gouvernement du président Alan Garcia responsable d'avoir ordonné ce génocide."

Le gouvernement a lancé un mandat d'arrêt contre Pizango pour avoir encouragé les manifestations. Imputant les violences aux manifestants, le président Garcia a déclaré le moment venu de mettre fin aux blocages des routes, des rivières et des installations énergétiques.

La compagnie argentine Pluspetrol, qui avait déjà pratiquement arrêté les activités de sa concession 1AB dans le Nord péruvien, a fait savoir qu'elle y cessait la production. Elle extrait en temps normal un cinquième environ de la production pétrolière péruvienne.

Le taux de chômage a atteint 9,4% en mai aux Etats-Unis (06.06)

AP - 05.06 Le taux de chômage aux Etats-Unis a atteint 9,4% en mai, le plus élevé depuis le record de fin 1982 (10,8%), selon les chiffres publiés vendredi par le ministère américain du Travail.

Quelque 14,5 millions d'Américains sont aujourd'hui sans emploi. De nombreux économistes estiment que le taux de chômage devrait franchir la barre des 10% avant la fin 2009. Les plus pessimistes pronostiquent un chiffre de 10,7% au deuxième trimestre 2010. D'après la Banque centrale américaine, le chômage devrait rester élevé jusqu'à 2011, en raison des faibles perspectives de croissance.

Depuis le début officiel de la récession aux Etats-Unis, en décembre 2007, six millions d'emplois ont été détruits. L'économie américaine a perdu en mai 2009 quelque 345.000 emplois, à un rythme moins important que les mois précédents. Les suppressions de postes concernent notamment l'industrie (156.000) et le bâtiment (59.000).

Seul signe encourageant, le nombre d'Américains inscrits à l'assurance chômage aux Etats-Unis a baissé légèrement la semaine dernière pour la première fois depuis 20 semaines, tandis que le nombre des nouvelles inscriptions a également baissé, selon les chiffres diffusés jeudi par le département du Travail.

Le nombre de nouvelles inscriptions à l'indemnisation chômage est passé la semaine dernière à 621.000 en données corrigées des variations saisonnières alors qu'il s'établissait à 625.000 la semaine précédente. Une évolution quasiment conforme aux attentes des analystes.

Le nombre total de personnes inscrites à l'assurance chômage a de son côté reculé de 15.000, enregistrant ainsi sa première baisse depuis début janvier. Il s'élève à 6,7 millions.

Le président de la Fed, Ben Bernanke, a réaffirmé cette semaine que la récession devrait prendre fin en 2009, suivie d'une lente reprise.

Bruxelles perçu comme fauteur de crise (06.06)

Le Monde - 05.06 Les Européens estiment que les «politiques menées par l'Union» n'ont pas amorti la crise, mais, au contraire, l'ont «amplifié» voire, contre toute évidence, en sont «entièrement responsables». Un constat terrible pour l'Union et pour ses Etats membres. Les Espagnols sont les plus sévères, eux qui ont pourtant le plus bénéficié depuis vingt ans des aides communautaires : ils sont 20 % à considérer que l'Europe est totalement responsable de la crise et 33 % qu'elle l'a amplifiée. Viennent ensuite les Allemands, les Français, les Italiens et les Suédois, qui ne sont pas dans la zone euro.

Repli. Le rôle amortisseur de l'Europe et de l'euro n'est reconnu que par 31 % des Français, 27 % des Italiens, 24 % des Allemands et 20 % des Espagnols. Cette perception négative du rôle de l'Union a sans doute plusieurs facteurs d'explications dont les principaux sont la propension des gouvernements à rejeter la faute sur Bruxelles et la tentation permanente de chacun pour soi dont l'Allemagne a fourni le

plus bel exemple. D'ailleurs, environ deux tiers des Européens pensent que «les intérêts nationaux l'ont emporté sur la cohésion européenne». Mais les politiques d'ouverture à la concurrence menée depuis vingt ans par les Etats membres et l'échec du tout-marché que sanctionne la crise actuelle sont aussi pour quelque chose dans ce jugement d'une grande sévérité.

Pré carré. Alors que la crise est mondiale, les citoyens ont tendance à se réfugier dans leur pré carré national : les gouvernements nationaux sont considérés comme les mieux à même de trouver «des solutions à la crise» : 33 % des Allemands le pensent, ce qui confirme le désengagement européen de ce pays (lire page 12). Si la proportion est à peu près équivalente dans les cinq pays sondés, 39 % des Italiens font quand même confiance à l'UE pour sortir de la crise, 33 % des Espagnols, 27 % des Allemands, 25 % des Suédois et 24 % des Allemands. Il est frappant de constater que dans trois pays, une majorité relative des personnes interrogées ne fait tout simplement confiance à... personne.

La Chine impose un logiciel de filtrage des sites Internet sur les ordinateurs (10.06)

AP - 09.06 Le gouvernement de Pékin a défendu mardi sa décision d'imposer sur les ordinateurs vendus en Chine un logiciel filtrant les contenus en ligne, arguant que cette mesure visait à empêcher la propagation de la pornographie et d'autres contenus "malsains".

Le ministère chinois de l'Industrie et de la Technologie de l'information a annoncé sur son site que tous les fabricants de PC seront tenus d'installer le logiciel de filtrage "Green Dam-Youth Escort" sur les ordinateurs vendus dans le pays à compter du 1er juillet, y compris les machines importées.

L'Association de l'industrie informatique et des télécommunications (CCIA), basée à Washington, a critiqué la décision, dénonçant la volonté de la Chine d'intégrer des "capacités de censure" dans la matériel informatique.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Qin Gang, a défendu la mesure, arguant que le logiciel "vise à bloquer et filtrer des contenus malsains, dont la pornographie et la violence".

La Chine, qui compte la plus forte population mondiale d'internautes -plus de 250 millions-, est déjà l'un des pays qui contrôle le plus strictement le Web. Pékin bloque régulièrement des sites politiques, notamment ceux qui contestent la ligne du Parti communiste, font l'apologie des réformes démocratiques ou prônent l'indépendance du Tibet.

Le gouvernement chinois interdit la pornographie sur Internet et a lancé cette année une campagne nationale de répression qui a conduit à la fermeture de près de 2.000 sites Web.

Selon le message posté par le ministère de l'Industrie, le logiciel de filtrage peut être installé directement sur le disque dur ou être joint sous la forme d'un compact disc. Les fabricants devront indiquer aux autorités chinoises combien de PC ont été livrés avec le logiciel, fabriqué par une société chinoise. Le logiciel pourrait être utilisé pour bloquer des sites autres que pornographiques, sur la base de mots-clé plutôt que d'adresses Web spécifiques.

Même si les utilisateurs peuvent en théorie débloquent les sites ou désinstaller le logiciel, beaucoup ne chercheront pas à le faire ou ne sauront pas comment procéder, estime John Palfrey, un expert de la censure sur Internet, de l'université de Harvard.

Il y a aussi le risque que le logiciel laisse des traces ou encore pousse à l'autocensure. "L'un des éléments les plus efficaces des contrôles en Chine est l'autocensure, le sentiment que l'on vous épie ou bloque", explique M. Palfrey. En outre, ajoute-t-il, il serait tout à fait possible qu'une future mise à jour donne au logiciel des capacités de surveillance.

Partout en Europe, la gauche reste sans voix (10.06)

Libération.fr - 09.06 Les socialistes et sociaux-démocrates européens sont en déroute. Ceux qui gouvernent seuls, comme en Grande-Bretagne où le Labour, usé par douze ans au pouvoir, fait son plus mauvais score depuis 1918. Quand la gauche est en coalition avec la droite, comme en Allemagne, en Autriche ou aux Pays-Bas, c'est elle qui paie le prix fort : le SPD allemand enregistre ainsi son pire résultat de l'après-guerre. Mais l'opposition ne suffit pas à lui redonner du souffle comme on le voit en France ou en Italie. Le paysage d'après la bataille est affligeant (lire aussi pages 12-13).

«Triste soirée». Complaisant face à la mondialisation libérale, le «blairisme», qui a été pendant plus d'une décennie le modèle d'une partie de la gauche européenne, est aujourd'hui politiquement agonisant. C'est vrai aussi bien dans son berceau britannique ou aux Pays-Bas que dans les ex-pays de l'Est, comme en Hongrie où le scrutin européen marque le triomphe d'une droite dure. Mais le repli sur les certitudes

du passé n'est guère plus porteur. «C'est certainement une triste soirée pour la social-démocratie européenne» reconnaissait dimanche dans la nuit Martin Schultz, le chef de file des socialistes européens dans le Parlement sortant. Seul le Pasok grec a réussi à battre une droite au pouvoir affaiblie par les scandales.

Keynésianisme. «Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, la gauche européenne n'a été aussi faible et divisée qu'aujourd'hui. Et il s'agit d'une situation d'autant plus paradoxale qu'avec la crise financière et économique jamais, depuis très longtemps, les conditions internationales n'ont été aussi favorables pour la relance d'une gauche réformatrice moderne», notait déjà avant le scrutin de dimanche Mario Telo. Le président de l'Institut européen de Bruxelles soulignait également qu'«en l'absence d'alternatives crédibles les électeurs s'accrochent aux gouvernements en place».

Les droites au pouvoir dans 21 des 27 pays de l'Union n'hésitent pas à mettre en avant des politiques très classiquement «keynésiennes» fondées sur des nationalisations, des plans de relance et la régulation des marchés qui lui coupe l'herbe sous les pieds. «Dans les années 30, le retour de l'intervention publique dans l'économie pour suppléer à la crise du libéralisme a donné aussi bien le New Deal "roosveltien" que l'Etat-providence des social-démocraties scandinaves ou l'étatisme autoritaire du nazisme. La droite occupe ce terrain prenant la gauche à contre-pied», souligne Mario Telo.

Autocritique. Partout ou presque en Europe, les partis de la gauche réformatrice semblent incapables de formuler des projets ou des modèles de gouvernement. Avant les élections européennes, le PSE avait élaboré un nouveau programme avec une claire autocritique de ce que fut le «blairisme» pour remettre en avant les fondamentaux du modèle social-démocrate comme la politique fiscale, la redistribution, ou l'éducation. Cela n'a pas été suffisant, même au Danemark ou en Suède. «La droite a donné l'image de la stabilité et de la protection, l'alternative étant vécue comme trop faible en Italie, en Allemagne ou en France où Nicolas Sarkozy arrive à mettre en avant une image de réformatrice tout en sachant parler à la droite profonde», explique Antonio Missiroli, du European Policy Center.

Décus. Cette crise de la gauche réformatrice n'a apparemment nulle part chez les Vingt-Sept profité à une gauche de la gauche, en fait porteuse d'un même modèle même si sous une forme radicalisée. En Allemagne Die Linke, alliance des anciens communistes de la défunte RDA et de décus du SPD ne réunit que 7 % des suffrages alors qu'il y en avait encore quelques mois ils étaient crédités du double dans les sondages. En Italie aussi, pour la première fois, les communistes n'arrivent pas à franchir la barre pour avoir des élus.

En Russie, les blocages d'usines se multiplient (11.06)

Le Monde - 10.06 Après des mois de protestations, les 2 000 ouvriers du combinat de cellulose et de papier de Baïkalsk, dans la région d'Irkoutsk (Sibérie), au chômage depuis sept mois, ont obtenu gain de cause. Lundi 8 juin, l'usine, détenue à 51 % par l'oligarque Oleg Deripaska, un proche du Kremlin, a consenti à leur payer 88 millions de roubles (2 millions d'euros) d'arriérés de salaires et d'indemnités.

A Baïkalsk, une ville de 15 670 habitants sur la rive sud du lac Baïkal, une personne sur dix travaillait au combinat. Quand l'usine, en cessation de paiement, a fermé ses portes en novembre 2008, les ouvriers ont compris qu'ils risquaient de ne jamais recevoir leur dû. Les esprits se sont échauffés. Les médias n'en ont rien dit, mais les protestations ont pris de l'ampleur. Les manifestations étaient quasi quotidiennes ; un petit groupe a entamé une grève de la faim, et des tentes de toile ont été installées au centre-ville.

Le problème des arriérés de salaires est revenu en force avec la crise économique, après avoir été récurrent dans les années 1990. A l'époque, les ouvriers de Baïkalsk, en mal de liquidités, avaient érigé un "péage" improvisé sur la route nationale, empêchant la circulation. Lundi 8 juin, ils ont menacé de recommencer.

Bloquer la grand-route est désormais l'arme de choc des chômeurs russes en mal d'indemnités. Le 2 juin, les ouvriers de Pikaliovo, dans la région de Leningrad, et leurs familles ont interrompu la circulation sur la route nationale, causant un bouchon de 400 kilomètres. Quelques semaines plus tôt, ils avaient pris d'assaut la mairie, réclamant leurs salaires ainsi que le rétablissement de l'eau chaude coupée pour non-paiement des factures. Depuis que les trois usines de Pikaliovo (20 000 habitants) ont fermé et 4 500 personnes sont privées de ressources.

L'affaire a fait tant de bruit que le premier ministre, Vladimir Poutine, s'est rendu à Pikaliovo. A peine sorti de son hélicoptère, VVP (Vladimir Vladimirovitch Poutine), comme on dit ici dans un clin d'oeil (VVP signifie aussi "produit intérieur brut") s'est rendu à l'usine de ciment BaselCement, propriété d'Oleg Deripaska, un des milliardaires les plus touchés par la crise économique. "Pourquoi votre usine est-elle si négligée ? Vous en avez fait une vraie poubelle", a lancé le premier ministre.

JET DE STYLO

Tout le monde en a pris pour son grade. Les propriétaires des trois usines, présents, dont Oleg Deripaska, ont été accusés de "cupidité" et les fonctionnaires locaux comparés à des "cafards courant partout" et incapables de prendre la moindre décision. Pour finir, le chef du gouvernement a lancé son stylo vers Oleg Deripaska le sommant de signer un contrat destiné à relancer la production. "Je ne vois pas

vosre signature. Venez et signez !" a-t-il ordonné. La scène a été montrée par toutes les chaînes de télévision.

En bon tsar, VVP a tout réglé. Le jour de sa visite à Pikaliovo, la Vnechtorgbank a versé 1,5 milliard de roubles (345 millions d'euros) sur les comptes des trois usines.

Les ouvriers sont satisfaits mais les analystes s'interrogent. "Il y aura de nouvelles actions de ce type. Voyant que le premier ministre en personne s'est déplacé et a résolu le problème, d'autres seront tentés de faire de même", estime l'économiste Sergueï Gouriev.

Des soupçons de torture planent sur la police londonienne (11.06)

LeMonde.fr et AP - 10.06 L'instance indépendante de contrôle de la police britannique chargée de gérer les plaintes, l'Independent Police Complaints Commission (IPCC), a ouvert une enquête, mercredi 10 juin, à l'encontre de six policiers londoniens soupçonnés d'avoir torturé des suspects arrêtés dans le cadre de la lutte anti-drogue. Les faits remonteraient au 4 novembre 2008, lorsque les agents ont procédé à des perquisitions à Enfield, un quartier situé au nord de Londres, au domicile de quatre personnes.

D'après divers médias britanniques, dont les quotidiens The Daily Mail et The Times, ainsi que la chaîne de télévision Sky News, ces policiers, membres de la brigade anti-criminalité, auraient notamment eu recours à une variante de la technique vivement décriée du waterboarding (simulation de noyade), qui a déjà jeté l'opprobre sur la CIA aux Etats-Unis. Ils auraient, à plusieurs reprises, maintenu la tête des suspects immergée dans des seaux d'eau afin d'obtenir des informations sur l'emplacement de la drogue.

ENQUÊTE APPROFONDIE

La police londonienne a d'ores et déjà fait savoir que les agents avaient été suspendus, tout en se refusant à commenter les accusations dont ils font l'objet. Elle a néanmoins précisé qu'un policier, probablement un collègue des agents incriminés, avait déjà exprimé à sa hiérarchie son inquiétude à propos d'"un petit nombre de policiers" à Enfield et que l'affaire avait été renvoyée devant l'instance de contrôle en avril.

Le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, s'est emparé de l'affaire, soulignant que ces accusations étaient "très graves et devaient faire l'objet d'une enquête approfondie". Les responsables de la police ont souligné que, dans le cas où ces accusations seraient prouvées, ils "prendraient des actions très fortes".

Neuf policiers d'Enfield ont été suspendus en février à la suite d'une enquête portant sur des faits de corruption. Les six agents actuellement soupçonnés de torture figurent parmi eux. Ils sont également accusés d'avoir utilisé des moyens disproportionnés pour disperser les manifestations qui ont eu lieu à l'occasion de la tenue du G20, début avril, à Londres.

L'Otan appuie l'action US en Afghanistan, enverra des renforts (13.06)

Reuters - 12.06 L'Otan a apporté vendredi son soutien à une réorganisation du commandement américain en Afghanistan et a confirmé le déploiement d'entre 8.000 et 10.000 hommes supplémentaires pour assurer la sécurité des élections présidentielles du mois d'août.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a espéré que cette double décision marque un tournant dans la guerre contre les Taliban et il s'est félicité du soutien des ministres de la Défense de l'Alliance, qui étaient réunis à Bruxelles.

La réorganisation américaine, inspirée de l'expérience acquise par Washington en Irak, consiste à séparer la gestion stratégique de la guerre de sa gestion au quotidien.

Les Etats-Unis ont donc nommé le général de l'armée américaine Stanley McChrystal pour superviser le commandement des forces alliées, américaines et de l'Otan. Il sera assisté de deux adjoints, l'un responsable des opérations militaires, l'autre de l'entraînement des forces de sécurité afghanes.

"La logique est claire, avec l'accroissement de la mission à plus de 60.000 hommes et son accroissement futur (...) Il y a un besoin encore plus grand de coordination", a dit le secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer, en référence à la composante de la mission placée sous le commandement de l'Otan.

Le chef de la Défense américaine, Robert Gates, a quant à lui estimé que cette nouvelle politique en Afghanistan porterait ses fruits dans les prochains mois.

"Je pense qu'avec ces forces additionnelles et avec tout ce que nous faisons (...) nous avons une chance d'inverser la tendance au cours de l'année qui vient", a-t-il déclaré.

Washington a accru sa présence de 32.000 soldats fin 2008 à 56.000 actuellement et ce chiffre pourrait être porté à 68.000 d'ici l'automne.

Quelque 33.000 soldats supplémentaires sont déployés en Afghanistan venant de l'Otan ou des pays alliés.

Comme attendu, le secrétaire général de l'Alliance, Jaap De Hoop Scheffer a indiqué que les ministres s'étaient engagés à Bruxelles à dépêcher entre 8.000 et 10.000 soldats pour assurer la sécurité de l'élection présidentielle afghane.

Ils ont également appuyé la mise en oeuvre sous l'égide de l'Otan d'une mission de formation des forces de sécurité afghanes, avec pour but de constituer à terme un corps de plus de 200.000 policiers et soldats.

De Hoop Scheffer n'en a pas moins indiqué qu'il serait tout sauf facile de relever les défis posés par la situation en Afghanistan, citant notamment les élections, l'insurrection islamiste et les progrès très lents de la reconstruction.

Il a dit espérer que les pays qui vont envoyer des troupes supplémentaires à l'occasion des élections accepteraient de les laisser sur place et a appelé à un plus grand engagement financier pour couvrir le fonds mis sur pied pour couvrir les besoins matériels des forces de sécurité afghanes.

La réélection d'Ahmadinejad saluée par des émeutes à Téhéran (14.06)

AP - 13.06 Des émeutes ont éclaté samedi à Téhéran après l'annonce de la réélection du président sortant Mahmoud Ahmadinejad dès le premier tour. L'ultraradical président sortant l'a facilement emporté avec près de 63% des voix, balayant les espoirs de "vague verte" des partisans de son principal rival, le réformateur Mir Hossein Moussavi, qui dénonce une "manipulation".

Peu avant la proclamation des résultats, des affrontements ont commencé entre la police anti-émeute et les partisans de M. Moussavi, qui ont érigé des barricades de pneus enflammés. Il s'agissait des troubles les plus sérieux dans la capitale iranienne depuis les manifestations étudiantes de 1999. Le téléphone portable ne passait plus à Téhéran.

Dans la soirée, la police a arrêté plusieurs chefs de file de l'opposition au siège du principal parti réformateur, le Front de participation à l'Iran islamique, selon des militants ayant requis l'anonymat. Les autorités n'ont pas confirmé.

Des manifestations pro-Moussavi ont également été signalées par des témoins à Ahvaz, dans la province pétrolière du Khouzistan, dans le sud du pays.

L'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi n'a obtenu que 33,75% des voix, contre 62,62% au président sortant lors du scrutin de vendredi, selon le ministère de l'Intérieur. Mahmoud Ahmadinejad a appelé la population à respecter les résultats, et accusé la propagande étrangère de s'être "totalement mobilisée contre le peuple iranien" qui l'a réélu. Mais "une nouvelle ère a commencé dans l'histoire de la nation iranienne et un brillant et glorieux avenir s'ouvre à la nation iranienne", a-t-il lancé. "J'invite tout le monde à se joindre à moi dans la construction de l'Iran." Certains de ses partisans paraient en voiture à Téhéran en criant "Moussavi est mort!"

Plusieurs centaines de manifestants, dont beaucoup portaient le vert devenu le symbole du camp réformateur, se sont, eux, massés près du ministère de l'Intérieur au moment de l'annonce des résultats scandant "le gouvernement a menti au peuple".

Mir Hossein Moussavi a dénoncé une "trahison du vote populaire" et une manipulation du scrutin, appelant ses partisans à résister au pouvoir du "mensonge et de la dictature", tout en les exhortant à éviter la violence. "Le peuple ne respectera pas ceux qui prennent le pouvoir par la fraude", a-t-il dit, demandant l'intervention de l'ayatollah Ali Khamenei, qui détient le véritable pouvoir en Iran.

Mais le guide suprême de la révolution iranienne s'est félicité de la participation record -85% des 46,2 millions d'électeurs inscrits-, et a qualifié ces résultats de "bénédiction divine". Il a demandé au peuple de s'unir derrière le président sortant et aux candidats de l'opposition d'"éviter une attitude de provocation".

L'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, qui a apparemment profité de son image d'homme du peuple pour obtenir un nouveau mandat de quatre ans, bénéficie de l'appui de la puissante théocratie iranienne.

Mercredi, le puissant corps des Gardiens de la Révolution, les pasdarans, bras armé des mollahs, avait prévenu qu'il réprimerait toute "révolution" contre le régime islamique menée par le "mouvement vert" de M. Moussavi. Samedi, le ministre de l'Intérieur Sadeq Mahsouli, a mis en garde contre tout "rassemblement non-autorisé". Des appels au calme ont par ailleurs été lancés depuis les quartiers généraux de M. Moussavi.

Mais dans la capitale, d'épaisses colonnes de fumée noire montaient des barricades de pneus et de poubelles en feu. Un bus vide a été incendié dans une rue. Près du ministère de l'Intérieur, la police anti-émeute a chargé à coups de matraque. Des policiers casqués pourchassaient à pied ou à moto des groupes de manifestants, qui se regroupaient pour jeter des pierres sur les forces de l'ordre.

Un photographe de l'Associated Press a vu une femme frappée à coups de matraque par un policier en civil. La RAI rapportait qu'une de ses équipes s'était retrouvée au milieu d'affrontements près du QG de Mir Hossein Moussavi. Selon la télévision publique italienne, leur interprète iranien a été frappé à coup de matraque et les policiers ont confisqué les bandes des caméramen.

Dans tout le pays, l'envoi de SMS restait impossible, une tentative apparente pour bloquer l'un des principaux moyens de communication du mouvement de M. Moussavi, qui avait fortement mobilisé les jeunes Iraniens. Plusieurs sites Internet pro-Moussavi restaient difficiles d'accès. Les examens de fin d'année qui devaient commencer samedi dans les universités iraniennes ont été reportés au mois prochain.

"Presque tous les gens que je connais ont voté pour Moussavi mais c'est Ahmadinejad qui est déclaré vainqueur", s'étonnait l'un de ses partisans, Nasser Amiri, employé dans un hôpital de Téhéran. "Ce que le gouvernement a annoncé, ce n'est rien d'autre qu'une fraude généralisée. C'est très, très décevant. Plus jamais je ne voterai en Iran."

La veille, Barack Obama avait dit croire en "la possibilité d'un changement en Iran". Avant le scrutin, le nouveau président américain avait tendu la main à l'Iran, offrant un dialogue à Téhéran pour sortir de la crise du nucléaire iranien. Samedi, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a espéré que le résultat du scrutin reflétait réellement "la volonté et le désir profonds" du peuple iranien.

Malgré plusieurs vagues de sanctions du conseil de sécurité de l'ONU, l'Iran refuse toujours de geler ses activités sensibles, comme l'enrichissement d'uranium, pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires. Et les tensions avec les Occidentaux ont été attisées par la rhétorique agressive de Mahmoud Ahmadinejad, ses provocations répétées vis-à-vis d'Israël et ses propos négationnistes.

Nigéria. Deux millions de personnes vivent dans des bidonvilles à Nairobi, selon Amnesty (16.06)

AP - 12.06 Plus de la moitié de la population de Nairobi vit dans des bidonvilles ou dans campements de fortune, menacée d'expulsion et privée de services de base comme l'accès à l'eau courante ou l'éducation, a annoncé vendredi Amnesty International.

"C'est un scandale au niveau des droits de l'homme et un affront à leur dignité humaine", a affirmé Irene Khan, secrétaire générale de l'organisation des droits de l'homme, qui s'est rendue dans la capitale du Kenya cette semaine pour présenter un rapport de 44 pages, intitulé "La majorité invisible: les deux millions d'habitants des bidonvilles de Nairobi".

Le gouvernement kenyan n'est pas parvenu à mettre en place une politique susceptible de fournir aux habitants des alternatives viables à long terme, comme des logements à loyer modéré, souligne le rapport. Kibera, qui se trouve à Nairobi, est considéré comme le plus grand bidonville d'Afrique.

"Il y a deux millions de personnes exploitées par des logeurs, menacées par la police, extorquées par des gangs. Il y a un trou noir au niveau des droits de l'homme, avec des habitants privés de leurs droits fondamentaux et qui n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne leur avenir", a souligné Irene Khan lors d'une conférence de presse à Nairobi.

Everline Sande, qui vit à Deep Sea, un bidonville de Nairobi, confie qu'elle craint de perdre son logement.

"Mes demandes sont simples: une bonne maison, de bons services médicaux, de l'eau potable et un métier lucratif", a remarqué Everline Sande, qui gagne trois dollars par jour en gardant les enfants de mères célibataires dans le bidonville.

Amnesty, qui présente dans son rapport les témoignages de plusieurs centaines d'habitants des bidonvilles, note qu'ils craignent constamment de perdre leur logement, malgré une décision de justice d'une Haute cour qui, en 2007, a interdit les expulsions forcées.

Angela Merkel déclare ouverte l'ère de l'austérité en Allemagne (17.06)

Le Monde - 16.06 Halte à l'endettement. Telle est la noble devise que le gouvernement allemand vient d'adopter... enfin, pas avant 2016, et seulement si la situation est redevenue "normale". Le plan allemand fixe un cap qu'il serait bon de franchir bien avant 2016, sous peine de voir la planète subir les répercussions d'une série de crises liées à l'endettement des pays développés.

Cette décision soulage sans doute la conscience d'Angela Merkel. La chancelière s'alarme à juste titre de l'ampleur du déficit national en 2009, qui s'élèvera à 4 % du PIB. Si les autres dirigeants politiques suivaient le même raisonnement qu'elle, ils pourraient, eux aussi, se sentir mal à l'aise. Parmi les pays dont le déficit public est supérieur à 10 % du PIB, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Irlande. Les générations à venir paieront l'addition.

Dans de nombreux cas, les déficits d'aujourd'hui viennent grever un endettement préexistant considérable. Les dettes du Japon et de l'Italie excèdent déjà le montant de leurs PIB respectifs. Les critères de Maastricht définis pour les pays de la zone euro - déficit budgétaire en deçà de 3 % du PIB et dette totale inférieure à 60 % du PIB - paraissent de plus en plus obsolètes.

Pour l'instant, les marchés arrivent à absorber les nouveaux emprunts émis par les Etats. Mais l'on touche maintenant aux limites de leur capacité.

L'Irlande a dû admettre qu'elle n'avait pas les moyens de s'autoriser très longtemps de gros déficits budgétaires, même si sa dette globale ne représentait que 25 % de son PIB lorsque la crise l'a frappée. Les prêteurs redoutent l'insolvabilité. C'est pourquoi elle a pris ses premières mesures d'austérité alors que la récession et la déflation sévissent.

BON SENS

Les Etats-Unis n'ont pas encore pris ce virage et les investisseurs font sentir qu'il ne faudrait plus abuser très longtemps de leur patience. Le déficit budgétaire pourrait pousser les taux à la hausse. Ce qui est certain, c'est qu'il a sapé le dollar.

Les gouvernements doivent redéfinir ce qu'est une situation "normale" pour ajuster leurs politiques. Les critères de Maastricht n'étaient pas assez stricts. Déficit modéré en temps de prospérité deviendra abyssal en temps de récession. La bonne méthode, c'est de viser un résultat légèrement excédentaire lorsque la croissance est correcte. On peut ainsi réduire son endettement et se ménager des marges de manoeuvre utiles lorsque sonne l'heure des déficits et des plans de relance.

Il est impossible d'atteindre cet objectif sans en passer par la réduction des dépenses et l'augmentation des impôts, aussitôt que la crise sera résorbée. Mme Merkel a raison : le bon sens doit primer sur l'appétit de relance.

Allemagne. Des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues en Allemagne (18.06)

Reuters - 17.06 Entre 100.000 et 200.000 étudiants, lycéens et enseignants ont défilé mercredi dans quelque 80 villes d'Allemagne pour dénoncer le manque de moyens et l'iniquité dont ils taxent le système scolaire et universitaire.

Des facultés et des bâtiments administratifs ont été occupés dans la plupart des grands centres urbains tels que Berlin ou Munich et dans les villes universitaires comme Heidelberg ou Göttingen.

S'ils réclament davantage d'investissements publics et des réformes structurelles, les manifestants n'ont pas réellement de mot d'ordre. La plupart des universités allemandes ne dépendent que des fonds publics et le manque de moyens y est chronique.

"Crachez le pognon!" ou "Sauvez l'éducation, pas seulement les banques!", pouvait-on lire sur les banderoles.

Les organisateurs ont dénombré 240.000 manifestants, deux fois plus que la police, selon la presse allemande.

En Turquie, le chômage des jeunes explose (18.06)

Le Monde - 17.06 Pour sceller l'année scolaire, près de 1,4 million de lycéens ont planché, dimanche 14 juin, sur l'examen national d'entrée à l'université (ÖSS). A la rentrée, la moitié d'entre eux obtiendront une place dans un établissement universitaire. Mais pour la plupart des candidats, la réussite à cet examen n'offre plus la même garantie que par le passé : "Même avec un diplôme, plus personne n'est à l'abri du chômage", constate Ece, une étudiante d'Istanbul.

La crise économique se manifeste en Turquie par une hausse brutale du chômage. Selon les statistiques officielles publiées lundi par le ministère de l'économie et l'Institut national des statistiques, le taux de sans-emploi s'est établi à 15,8 % de la population active pour la période allant de février à avril. Un recul symbolique : au premier trimestre, le taux de chômage avait atteint un niveau record de 16,1 %.

En quelques mois, le nombre de chômeurs est passé de 2,5 millions à près de 4 millions. Le ratio était de 11,9 % début 2008. Hors secteur agricole, il atteint près de 20 %. Une tendance qui devrait persister. Selon une étude récente du Centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahçesehir d'Istanbul, la hausse du chômage continuera jusqu'en 2012, pour atteindre près de 19 % et 4,6 millions de chômeurs déclarés.

UN PROBLÈME STRUCTUREL

Parmi ces nouveaux chômeurs, les moins de 25 ans sont en première ligne : 28,5 % d'entre eux sont sans emploi, alors qu'ils n'étaient que 17 % au début de la crise financière. Dans les villes turques, un jeune sur trois se retrouve écarté du marché du travail. Fait nouveau, les étudiants issus de l'enseignement supérieur ne sont pas épargnés : ils représentent 18 % du total. D'ailleurs, les sites Internet de petites annonces ciblant les jeunes diplômés se multiplient.

Sous l'effet de la crise, l'économie locale a perdu de son dynamisme. La croissance, encore de 4,7 % en 2007, pourrait s'établir autour de - 5,1 % en 2009, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). L'industrie tourne au ralenti, conséquence de la baisse des exportations et de la consommation intérieure.

La plus grande peur des jeunes turcs est de perdre son emploi ou de ne pas en trouver, comme le prouve une enquête de l'Association des jeunes entrepreneurs d'Ankara (Angiad). Face à cette incertitude, de plus en plus de jeunes diplômés se tournent vers l'étranger ou le service militaire de longue durée, comme l'a révélé fin mai le ministre de la défense, Vecdi Gönül.

La crise, seule, ne suffit pas à expliquer cette évolution. "Il y a un problème structurel de chômage. La population active très élevée, cela renforce l'impact de la crise globale", note Erol Katircioglu, directeur du département d'économie à l'université de Bilgi, à Istanbul. Avec une population dont la moitié est constituée de jeunes de moins de 28 ans, et, chaque année, de centaines de milliers de nouveaux entrants sur le marché du travail, la Turquie ne parvient plus à créer suffisamment d'emplois.

Certains économistes craignent un chômage élevé de longue durée, avec un risque de tensions sociales. "La société turque est différente sur ce point des sociétés européennes, note M. Katircioglu. Le pouvoir des syndicats est faible et les révoltes sociales sont plus liées à des questions politiques."

Quelque 80 milliards de dollars supplémentaires pour l'Irak et l'Afghanistan votés à la Chambre (18.06)

AP - 17.06 La Chambre des représentants a approuvé mardi le déblocage de 80 milliards de dollars (57,8 milliards d'euros) pour financer les opérations militaires en Irak et en Afghanistan.

Le projet de loi est passé, malgré le désaccord de presque tous les républicains, opposés à l'intégration de ce budget dans le Fonds monétaire international mis en place par les Etats-Unis pour venir en aide aux pays pauvres.

Cette mesure a été approuvée par 226 voix contre 202, seuls cinq républicains ont voté pour et 32 démocrates, contre. Le Sénat devrait examiner le projet de loi dès cette semaine. La somme totale de 106 milliards de dollars (76,6 milliards d'euros) devrait être disponible d'ici à la fin septembre.

Le projet de loi contient également une enveloppe de 10 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) pour aider au développement et à la sécurité dans des pays comme le Pakistan, l'Irak, le Mexique ou la Géorgie, 7,7 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) pour combattre la pandémie de grippe A(H1N1) et 1 milliard de dollars (0,7 milliard d'euros) de prime à la casse, pour encourager les consommateurs à changer leur vieille voiture contre un modèle moins gourmand en carburant.

Le Pentagone a déclaré que sans cette loi, l'armée américaine pourrait manquer de fonds dès juillet. Le président Barack Obama avait qualifié le projet de loi de crucial pour l'Irak et l'Afghanistan.

Le vote de cette loi fait passer le budget total consacré aux guerres et aux mesures de sécurité depuis le 11-Septembre 2001 à 1.000 milliards de dollars, dont plus de 70% consacrés à l'Irak, selon l'analyse des services de recherche du Congrès.

USA. Internet, meilleure source d'information pour les Américains (18.06)

AP - 17.06 Internet est de loin la source d'information préférée des Américains, devant la télévision, les journaux et la radio, selon un sondage rendu public mercredi aux Etats-Unis.

Cette enquête a été réalisée à partir d'un échantillon de 3.030 adultes interrogés par l'institut de sondage Zogby.

Seule une petite fraction des personnes interrogées considère cependant les réseaux sociaux comme Facebook et MySpace comme une bonne source d'information, et ils sont moins encore à désigner Twitter.

Plus de la moitié des sondés indiquent qu'ils choisiraient internet s'ils ne pouvaient accéder qu'à une seule source d'information. Loin derrière, la télévision est plébiscitée par 21%, et 10% penchent plutôt pour la presse écrite et la radio.

Internet est également tenu pour la source d'information la plus fiable par près de 40% des personnes interrogées, contre 17% pour la télévision et 16% pour les journaux, 13% pour la radio.

Afghanistan. La prison de Bagram, un Guantánamo afghan (26.06)

Libération.fr - 25.06 L'autre Guantánamo, la prison de Bagram en Afghanistan où l'armée américaine détient plus de 600 prisonniers dans un vide juridique total, n'a rien à envier à l'original. D'anciens détenus affirment y avoir subi de nombreux sévices, selon une enquête de la BBC publiée hier. Emprisonnés sur la base militaire américaine de Bagram entre 2002 et 2008, ces ex-prisonniers ont rapporté à la chaîne britannique avoir été battus, privés de sommeil ou menacés avec des chiens. La BBC a interrogé 27 anciens détenus vivant en Afghanistan sur une période de deux mois. Le Pentagone, qui n'a jamais autorisé de journalistes à visiter la prison, a nié ces accusations et assuré que tous les détenus de Bagram étaient «traités humainement».

«Pistolet». Soupçonnés d'appartenir à Al-Qaeda, d'être des talibans ou de les soutenir, aucun des anciens détenus n'a été inculpé ni jugé. Certains ont même reçu des excuses après leur libération, selon la BBC. Seuls deux d'entre eux assurent avoir été bien traités pendant leur séjour en prison. Les autres reprennent les mêmes accusations de mauvais traitements : sévices physiques, recours à des positions de stress, tortures psychologiques, humiliations publiques. Quatre disent même avoir été menacés de mort avec une arme à feu. «Ils ont fait des choses que vous ne feriez pas à des animaux, encore moins à des êtres humains», a déclaré à la BBC l'un d'eux, présenté comme le «Dr Khandan». «Ils nous versaient dessus de l'eau froide en hiver, de l'eau chaude en été. Ils utilisaient des chiens contre nous. Ils pointaient un pistolet ou une arme sur votre tête et vous menaçaient de mort», a-t-il raconté.

Interrogé, un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Mark Wright, a assuré que les conditions de détention à Bagram respectaient ce qu'il a appelé les «critères internationaux». «Il y a eu des cas bien documentés où cette politique n'a pas été suivie» et les militaires impliqués «ont été tenus responsables dans ces cas», a-t-il ajouté.

L'association internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International a de son côté estimé que ces témoignages «venaient à point nommé pour rappeler la nécessité constante de protéger totalement les droits des prisonniers détenus en Afghanistan par les Etats-Unis». «Les affirmations [de la BBC, ndlr] sont connues», a déclaré dans un communiqué Rob Freer d'Amnesty International, basée à Londres.

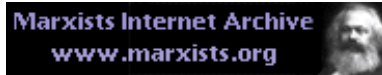
Agrandissement. Le président américain, Barack Obama, a ordonné l'interdiction de la torture et la fermeture de la prison de Guantánamo, à Cuba, avant le 20 janvier 2010. Il a toutefois refusé de revenir sur la politique de l'administration Bush concernant les détenus de Bagram. A l'inverse, il a ordonné un agrandissement de la prison, sans doute en vue d'une offensive américaine contre la guérilla islamiste qui se prépare avec l'arrivée de plus de 20 000 GI en renfort.

Les prisonniers de Bagram vivent, à bien des égards, un cauchemar pire qu'à Guantánamo. Ils n'ont pas droit à un avocat ni ne sont autorisés à contester leur détention, qui peut durer indéfiniment. Certains de ces détenus, qui portent aussi la combinaison orange, ont été kidnappés par la CIA dans des pays étrangers. Barack Obama ne s'est pas interdit de recourir à cette pratique.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Israël. L'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert inculpé pour corruption (31.08)
- Allemagne. En baisse aux régionales allemandes, la CDU peut douter (31.08)
- Japon : défaite historique du PLD aux législatives (31.08)
- USA. Aux Etats-Unis, le scandale des combats de clochards (28.08)
- Inde : Vague de suicides chez les paysans (28.08)
- Chine. Les conflits sociaux se multiplient en Chine (28.08)
- Etats-Unis : le taux de chômage "réel" atteindrait 16 % (27.08)
- Suède. Le gouvernement suédois veut assouplir le marché du travail (23.08)
- Les villes scandinaves sont les plus chères du monde (21.08)
- USA. La CIA a eu recours illégalement à une société privée contre Al-Qaida (21.08)
- Italie. La Ligue du Nord s'en prend aux symboles de l'unité italienne (20.08)
- Afghanistan: données sur la force de l'OTAN (19.08)
- La gauche radicale allemande d'Oskar Lafontaine capte une partie de l'électorat populaire du SPD (18.08)
- La Belgique secouée par un scandale judiciaire (15.08)
- Colombie. L'armée américaine s'incruste en Colombie (14.08)
- L'Algérie décale son week-end pour faire face à la crise (14.08)
- Russie. Assassinat d'un journaliste au Daghestan (12.08)
- Afghanistan. Pas d'opium, pas d'argent pour les villageois d'Afghanistan (09.08)
- USA. Chômage : le «raz-de-marée» (04.08)
- Australie. En Australie, la trahison de l'ex-rocker écolo devenu ministre (03.08)
- Malaisie. Plus de 5.000 manifestants défient les forces de l'ordre en Malaisie (02.08)
- Venezuela. Le gouvernement vénézuélien ferme 13 stations de radio (02.08)
- Venezuela. Réforme du code électoral au Venezuela (02.08)
- Chine. Shanghai rompt le dogme de l'enfant unique (02.08)
- Chine. 1,6 milliard de Chinois d'ici 2030 (02.08)
- Afghanistan. Les victimes civiles en hausse de 24% en Afghanistan, selon l'ONU (01.08)
- Vietnam. Le Vietnam toujours truffé de mines (01.08)

- Chine. Peine de mort : la Chine reste le pays qui exécute le plus, selon un rapport (31.07)
- Grande-Bretagne. Afghanistan : l'appel d'un déserteur à Gordon Brown (31.07)
- Grève au Niger contre la tenue d'un référendum (31.07)
- Allemagne. Les Verts allemands prêts à collaborer avec la CDU (30.07)
- Italie. Berlusconi régularise en masse des «sans-papiers» (29.07)
- L'Europe compte 5 millions de jeunes chômeurs (25.07)
- Chine. Les autorités chinoises révoquent des avocats et ferment un centre de documentation juridique à Pékin (19.07)
- Russie. Hommage à Grozny à la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova (18.07)
- Congo. Sassou-Nguesso, élu sans électeurs (16.07)
- Allemagne. L'Allemagne s'interroge sur la pertinence de sa mission en Afghanistan (13.07)
- Grande-Bretagne. La stratégie militaire britannique en Afghanistan mise en doute (13.07)
- Encyclique : le credo social de Benoît XVI (09.07)

- Benoît XVI poursuit la réintégration des lefebvristses (09.07)
- Grande-Bretagne. 1 000 criminels en liberté, Londres sur les dents (09.07)
- Pérou. Manifestations au Pérou contre la politique d'Alan Garcia (09.07)
- Chronologie de cent ans de coups d'Etat en Amérique latine (07.07)
- Algérie. L'armée algérienne mise en cause pour la mort de moines français (07.07)
- Chine. Les émeutes au Xinjiang, en Chine, ont fait 140 morts (07.07)
- Iran. Les divisions se creusent entre dignitaires religieux iraniens (06.07)
- USA. Biden: Washington ne s'opposera pas à une action militaire d'Israël contre l'Iran (06.07)
- Italie : rondes noires et chemises grises (02.07)
- Espagne. Batasuna est déclaré illégal par la Cour européenne des droits de l'homme (02.07)
- Russie. Une étude tire la sonnette d'alarme sur l'alcool en Russie (01.07)
- Afghanistan. Les Etats-Unis révisent leur politique antidrogue en Afghanistan (01.07)
- Nigéria. "Tragédie des droits de l'homme" au delta du Niger (01.07)
- Bangladesh. Des ouvriers du textile se rebellent au Bangladesh (01.07)

Des ouvriers du textile se rebellent au Bangladesh (01.07)

Reuters - 29.06 Des employés du secteur textile réclamant le paiement de leurs salaires ont mis le feu à une usine au Bangladesh, où des manifestations agitent depuis trois jours la principale industrie exportatrice du pays sur fond de crise économique mondiale.

Les ouvriers protestaient aussi contre la mort de deux collègues, abattus selon eux par la police lors d'une manifestation analogue ce week-end à la périphérie de Dacca.

"La situation est maintenant maîtrisée", a déclaré un responsable de police après des incidents durant lesquels les forces de l'ordre ont fait usage de balles de caoutchouc et de gaz lacrymogènes pour disperser les employés. Une trentaine de personnes ont été blessées dans les accrochages.

Abdus Salam Murshedy, président de la fédération des fabricants et exportateurs de produits de confection du Bangladesh, a déclaré que la crise mondiale frappait les exportateurs du textile. Certains connaissent de sérieuses difficultés financières. Selon une étude gouvernementale publiée dimanche, 122 usines textiles n'ont pas versé les salaires de leurs ouvriers à temps entre janvier et mai.

Les exportations de textile du Bangladesh lui ont rapporté 11 milliards de dollars l'an dernier, soit plus de 75% de ses revenus à l'exportation et l'équivalent de 17% de son PIB.

Le mécontentement s'aggrave depuis quelques années dans le secteur textile sous l'effet des arriérés de salaires et des heures de travail supplémentaires. Le salaire mensuel minimum d'un ouvrier du textile est inférieur à 25 dollars.

Les exportateurs ont exclu toute hausse de salaire en raison de la baisse des ventes à l'étranger.

Le Bangladesh compte environ 4.500 fabriques de vêtements qui emploient plus de 2,5 millions d'ouvriers.

"Tragédie des droits de l'homme" au delta du Niger (01.07)

Lexpress.fr - 30.06 La pollution causée par un demi-siècle d'exploitation du pétrole dans le sud du Nigeria est un exemple de la "malédiction des ressources naturelles". Malédiction dont Amnesty International décrit les mécanismes et fustige les acteurs, dans un rapport accablant, publié ce mardi.

Habillés de blanc, une quinzaine de militants d'Amnesty International France s'affairent devant une station service de Shell de Pantin, en Seine-Saint-Denis. Pancarte dans une main, brosse ou balai dans l'autre, ils frottent, astiquent, nettoient. Comme ils aimeraient que Shell nettoie, à son tour, les sites pollués notamment par les déversements de pétrole dans le delta du Niger, dans le sud du Nigéria. En Europe, une quinzaine de mini-blocage de ce type étaient prévus ce mardi.

Derrière ces apparences relativement bon enfant, une situation dramatique mêlant "pétrole, pollution et pauvreté dans le delta du Niger".

C'est le titre du nouveau rapport publié ce mardi par Amnesty International.

Pétrole d'abord. Les réserves du Nigéria sont les deuxième du continent africain derrière la Libye et le pays est n°1 en terme de capacités de production avec près de 3 millions de barils par jour. Le Golfe de Guinée est perçu par la communauté internationale comme une alternative à la dépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient. Les plus grands groupes y sont implantés: Shell donc, mais aussi Total, ExxonMobil, ENI ou Chevron.

Pollution ensuite. D'après les Nations unies, plus de 6800 fuites pétrolières entre 1976 et 2001 ont entraîné le déversement de 3 millions de barils dans l'ensemble de la région quadrillée de milliers de kilomètres de pipe-lines.

Francis Perrin, membre du bureau exécutif d'Amnesty International, utilise une image glaçante: "Depuis le début de l'exploitation pétrolière de la région, il y a une cinquantaine d'années, c'est comme si un Exxon Valdes y déversait le contenu de ses cales chaque année". C'était déjà une catastrophe en Alaska (50 000 tonnes de pétrole déversées dans la mer le 24 mars 1989). Là, 31 millions de personnes en subissent les conséquences directes.

Pauvreté enfin. Parce que non seulement les habitants ne bénéficient-ils guère de la manne pétrolière - quelque 600 milliards de dollars dégagés depuis les années 1960 - mais ils doivent cultiver des terres polluées, boire de l'eau contaminée, y pêcher et se laver avec, ou encore respirer un air affecté par les torchères de gaz.

Amnesty vise en particulier Shell

D'après ce rapport, l'industrie pétrolière n'apporte que pollution et pauvreté, et nuit au droit à un environnement sain et au droit de gagner sa vie. Cette situation nourrit la frustration des communautés affectées, les protestations des groupes rebelles et, en réponse, la répression par des forces armées fortement mobilisées, dont les civils font parfois les frais. Dans le delta du Niger, grand comme l'Ecosse ou la Belgique, se trame donc une "tragédie des droits de l'homme" en condensé.

Une campagne plus vaste

Ce rapport sur le delta du Niger s'inscrit dans une campagne plus vaste qu'Amnesty International va mener pendant six ans. Baptisée "Exigeons la dignité", cette opération permettra à l'ONG de "mobiliser l'opinion publique pour faire en sorte que les acteurs soient tenus de rendre des comptes pour toutes les atteintes aux droits humains qui participent à l'extension et à l'aggravation de la pauvreté". Le delta du Niger n'est que la première région à passer sous le "coup de projecteur" de l'organisation dans ce cadre.

Parmi les entreprises présentes sur ce petit territoire, Shell est particulièrement visé par Amnesty International. Francis Perrin reconnaît que le géant anglo-néerlandais "n'est certes pas le seul... mais il est incontournable". En effet, la plupart des sites affectés se trouvent dans la zone où opère la Shell Petroleum Development Company (SPDC), consortium qui produit 40% de la capacité de production nationale, et dont Shell, premier opérateur étranger dans le pays, détient 30%.

Amnesty donne symboliquement cent jours au nouveau directeur général de Shell, Peter Voser, qui prend ses fonctions mercredi, pour changer de cap et rompre avec ses "mauvaises pratiques", parmi lesquelles Antonio Manganella, responsable de la Commission Entreprises d'Amnesty International, épingle: "peu ou pas de mesures préventives, refus de dépolluer, manque d'informations rendues publiques, pratiques déloyales pendant les investigations".

Contacté par L'EXPRESS.fr, Shell expose sa vision de la situation au delta du Niger. "Ce rapport ignore tout des réalités du terrain", explique Rainer Winzenried, porte-parole pour Royal Dutch Shell. Shell refuse de dépolluer? "C'est faux. Nous nous engageons à nettoyer mais nous ne pouvons pas toujours le faire, en raison des risques courus sur place. La rébellion menace d'enlever nos agents". Les installations ne sont pas assez entretenues, il n'y a pas assez de prévention des fuites? "En 2008, 85% du volume des déversements sont imputables aux actes de vandalisme commis par les rebelles", affirme-t-il.

Quel rôle pour les rebelles et le gouvernement?

Ces sabotages ne sont en effet pas rares: le Mend (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) en a revendiqué deux sur des infrastructures du groupe, la semaine dernière, et une ce lundi dans la région de Forcados. Cette organisation qui affirme se battre pour les droits de la cause ijaw, une ethnie de 14 millions de personnes, a déclaré une véritable "guerre du pétrole". Les attaques de ce type entraînent régulièrement des chutes de production à environ 1,7 million de barils par jour alors que le pays a la capacité d'en produire près de 3 millions.

A Amnesty, sans pour autant excuser ces violences, Antonio Manganella reproche au groupe de "se cacher derrière l'excuse des sabotages, alors que la corrosion des oléoducs est souvent en cause".

Le groupe pétrolier a d'autres arguments... "Shell respecte la législation nationale. Ce rapport cible l'industrie pétrolière et gazière alors que

c'est la pauvreté, la corruption, le crime, la rébellion et la violence qui sont à la racine de la crise humanitaire du delta du Niger. Et que les gouvernements fédéraux et locaux sont les premiers responsables du manque de redistribution des profits générés... dont ils récupèrent 95% en contributions volontaires, taxes ou royalties", avance Rainer Winzenried qui estime qu'Amnesty laisse de côté cet aspect du casse-tête nigérian.

Pourtant, Amnesty n'oublie pas le gouvernement fédéral d'Abuja, loin de là. Pour Janine Escriou, co-responsable de la région Afrique pour Amnesty, Shell et les autres multinationales "jouissent d'une certaine impunité car ils profitent des carences du gouvernement fédéral nigérian, des négligences administratives et du manque d'indépendance des organismes de surveillance".

Si l'ONG émet des recommandations à Shell, elle s'adresse au gouvernement avec la même fermeté. "Nous demandons au gouvernement et au Parlement du Nigeria de faire respecter les législations existantes et de durcir les réglementations anti-pollution", a expliqué Francis Perrin. Mais aussi d'intégrer au projet de loi sur le pétrole, examiné par le Parlement, les dispositions qui rendent obligatoire le respect des droits civils, politiques, économiques et culturels. Pour commencer, petit à petit, à rompre le cercle vicieux dans lequel le delta du Niger a été entraîné.

Les Etats-Unis révisent leur politique antidrogue en Afghanistan (01.07)

Reuters - 27.06 Les Etats-Unis vont remanier de fond en comble leur stratégie antidrogue en Afghanistan en abandonnant peu à peu l'éradication du pavot, a déclaré samedi l'émissaire de Washington au Pakistan et en Afghanistan.

Richard Holbrooke, qui prenait part à une conférence du Groupe des Huit (G8) sur la stabilisation de l'Afghanistan, s'est aussi entretenu des mesures visant à y favoriser le bon déroulement du scrutin présidentiel du 20 août prochain.

Washington a quasiment doublé ses effectifs militaires pour combattre l'insurrection des taliban et assurer la sécurité durant l'élection.

"La politique occidentale contre la culture de l'opium, la culture du pavot, a échoué. Elle n'a porté aucun préjudice aux taliban mais a mis des cultivateurs au chômage", a dit Holbrooke à Reuters après une série d'entretiens bilatéraux à Trieste.

"Nous ne favoriserons plus l'éradication des cultures. Nous allons l'abandonner progressivement", a-t-il indiqué en précisant que l'effort porterait dorénavant sur l'interception des drogues et des produits chimiques utilisés pour les fabriquer ainsi que sur la chasse aux trafiquants.

Quelques activités d'éradication pourraient rester tolérées mais exclusivement dans des zones restreintes, a-t-il ajouté.

L'Afghanistan produit plus de 90% de l'héroïne mondiale.

Malgré les millions de dollars consacrés à la politique anti-stupéfiants, la production de drogue a considérablement augmenté jusqu'à l'an dernier. Selon des statistiques de l'Onu, la production afghane d'opiacés a été multipliée par plus de 40 depuis la chute des taliban, chassés de Kaboul par l'intervention alliée de la fin 2001.

Selon Franco Frattini, chef de la diplomatie italienne, Holbrooke a informé les délégués que les Etats-Unis allaient réduire le financement des programmes d'éradication tout en débloquent plusieurs centaines de millions de dollars pour soutenir les cultures légales.

ÉLECTION CRUCIALE

Antonio Maria Costa, directeur de l'Office de l'Onu pour le contrôle des drogues et la répression du crime, a déclaré à Reuters que la stratégie d'éradication américaine s'était réduite à "une triste plaisanterie" :

"Triste, parce que beaucoup de policiers et de soldats afghans (...) ont été tués et qu'on n'a éradiqué qu'environ 5.000 hectares, soit à peu près trois pour cent du volume."

L'Iran a refusé de participer à la réunion, mais Antonio Maria Costa a dit que Téhéran coopérait à une action multilatérale visant à contrer le trafic en provenance d'Afghanistan et avait lancé des opérations anti-stupéfiants avec les autorités afghanes et pakistanaises.

"C'est tout à fait nouveau, cela ne se voyait pas dans le passé", a-t-il noté.

Dans un communiqué, les 45 pays et organisations internationales présents à la conférence s'engagent à étudier les moyens d'accroître

l'aide humanitaire au Pakistan, où près de deux millions d'habitants ont été déplacés par des combats.

Richard Holbrooke a déclaré que les alliés n'en faisaient pas assez. "Les Etats-Unis sont de loin le premier donateur dans la crise des réfugiés du Pakistan. Cela ne me gêne pas (...) mais d'autres pays ne font pas ce qu'on peut attendre à mon sens", a-t-il dit, ajoute que certains ministres lui avaient assuré en privé que leurs pays accentueraient leur effort.

Le scrutin afghan est jugé crucial pour le président Hamid Karzaï et pour Washington. Des délégués ont souligné - non sans songer à la présidentielle iranienne - l'importance d'une consultation libre, équitable et crédible.

Karzaï a exhorté samedi les taliban et leurs alliés à voter au lieu de perturber les opérations électorales. Frattini s'en est réjoui en notant que les pays de la Ligue arabes et du Golfe se montraient très intéressés par cette démarche.

Richard Holbrooke a dit que de hauts responsables américains considéraient cette élection comme "l'événement le plus important de l'année". "L'équité de cette élection déterminera la crédibilité et la légitimité du gouvernement. Nous venons d'assister à un cas spectaculairement malheureux tout près de là, en Iran", a-t-il déclaré.

"Dans ces situations, la gouvernance devient plus difficile. Aussi (...) aimerions-nous voir un gouvernement élu par son peuple dans des conditions crédibles, qui serait jugé légitime par le peuple et par la communauté internationale."

Une étude tire la sonnette d'alarme sur l'alcool en Russie (01.07)

Reuters - 30.06 L'alcool bon marché et illicite cause plus de la moitié des décès chez les Russes âgés de 15 à 54 ans, montre une étude publiée par le journal Lancet.

Cette enquête conduite dans trois villes industrielles - Tomsk, Barnaul et Biysk - souligne "que l'excès de mortalité dû au cancer du foie, au cancer de la gorge, aux maladies du foie et du pancréas est largement ou entièrement provoqué par l'alcool".

Le taux de mortalité chez les hommes de 15 à 54 ans est cinq fois plus élevé qu'en Europe occidentale. Pour les femmes de la même catégorie d'âge, il est trois fois plus élevé.

La Russie doit cesser ou taxer l'alcool illicite, estiment les chercheurs, ajoutant que cela signifie "affronter le crime organisé et la corruption au sein des administrations". "Ce qu'il faut, c'est de faire de la santé publique une priorité."

David Zaridze, chef du centre russe de recherche sur le cancer et principal auteur de l'étude, précise que sur 1,3 million de Russes qui meurent chaque année de maladies cardio-vasculaires, "il est possible de suggérer qu'au moins un tiers de ces décès est lié à la consommation d'alcool et non à une pathologie cardiaque particulière".

Les morts liées à l'alcool comprennent aussi des suicides, des meurtres, des noyades, ajoute-t-il.

Dans une étude parue en avril, les Nations unies estimaient que la conjonction d'un régime alimentaire médiocre, d'une forte consommation d'alcool et d'une forte incidence des morts violentes pourrait réduire la population russe de 142 millions d'habitants actuellement à 131 millions d'ici 2025.

Espagne. Batasuna est déclaré illégal par la Cour européenne des droits de l'homme (02.07)

Le Monde - 01.07 L'horizon semble définitivement bouché pour Batasuna, l'historique vitrine politique de l'organisation séparatiste basque armée ETA. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé, mardi 30 juin, à Strasbourg, la décision de la justice espagnole qui, en 2003, avait déclaré ce parti illégal à cause de ses liens avec une organisation terroriste.

"Compte tenu de la situation existant en Espagne depuis plusieurs années concernant les attentats terroristes, ces liens peuvent être considérés objectivement comme une menace pour la démocratie", ont estimé les juges de Strasbourg dans un arrêt déboutant Herri Batasuna et Batasuna de leurs requêtes pour "violation du droit à la liberté d'association et d'expression".

Non seulement la CEDH n'a pas jugé que le Tribunal suprême espagnol avait violé la Convention européenne des droits de l'homme en prononçant leur dissolution, mais elle dit que cette décision "répondait à une nécessité sociale impérieuse". Pour l'instance strasbourgeoise,

"un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence ou qui propose un projet ne respectant pas les règles de la démocratie ne peut recourir à la protection de la Convention européenne des droits de l'homme".

Pour les mêmes motifs, les juges ont rejeté à l'unanimité les recours de candidats au Parlement de Navarre et aux élections européennes déclarés inéligibles qui plaidaient "une entrave à la liberté d'expression des électeurs". Pour le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodriguez Zapatero, ces arrêts prouvent que "les garanties juridiques sont respectées en Espagne".

Avec ces décisions s'éteignent les derniers espoirs de la gauche nationaliste radicale, dite "abertzale" (patriote), d'être représentée électoralement. Deux partis censés reprendre l'héritage de Batasuna - l'Action nationaliste basque (ANV) et le Parti communiste des terres basques (PCTV) - ont été mis hors la loi à l'automne 2008, et les listes abertzales ont été interdites pour les élections régionales du 1er mars.

Cette mouvance pèse pourtant d'un poids non négligeable. Lors des élections européennes du 7 juin, la liste Initiative internationaliste-Solidarité entre les peuples (II-SEP) portant les couleurs du nationalisme radical, un temps interdite puis finalement autorisée à se présenter, a recueilli 116 000 votes au Pays basque, soit environ 16 % des suffrages exprimés. En Guipuzcoa, la province de Saint-Sébastien, II-SEP a même séduit près d'un électeur sur quatre (23,4 %).

L'absence de représentants de la mouvance Batasuna au nouveau Parlement basque a facilité l'élection d'un socialiste, Patxi Lopez, comme président d'une région gouvernée depuis vingt-neuf ans par le Parti nationaliste basque (PNV).

Italie : rondes noires et chemises grises (02.07)

Slate.fr - 01.07 Par Cesare Martinetti, directeur adjoint de La Stampa.

Les gardes du Pô ont été les premières. Ils portaient chemise verte, répondaient aux mots d'ordre du leader Umberto Bossi, et donnaient au peuple padane de la Ligue du Nord ce sentiment de sécurité que les agents de la police d'Etat n'étaient plus en mesure de lui procurer.

Puis sont venus les «city angels» déployés un peu partout dans les grandes villes du nord. Organisations dont on ne connaît bien ni l'origine exacte, ni la véritable finalité. Mais dans les métropoles du Nord (Turin, Milan, Gênes) elles arrangeaient bien les autorités locales: en patrouillant dans les villes la nuit, elles donnaient la sensation de pallier les manques de la sécurité et rassuraient les citoyens.

Et lorsque la droite de Berlusconi a repris les rênes du pouvoir en 2008, les paroles ont laissé place aux faits: les «rondes» sont arrivées. Petites cellules de police privée, idéologiques (comme dans le cas de la ligue du Nord), couvertes par une loi d'Etat qui instituait l'existence même des «rondes». Pas pour substituer la police, mais pour la seconder. Une aide, en somme, sur fond de privatisation des services, mais pas uniquement.

Les «rondes» sont devenues désormais une idée-force du gouvernement, semblant donner de la sécurité tout en suscitant de nombreuses interrogations dans la frange de l'opinion publique la plus sensible à l'essence de la démocratie. La sécurité est un bien précieux, mais le fait qu'elle soit garantie dans le respect des lois l'est tout autant. L'Italie est un pays qui a vécu le fascisme lequel a vu le jour avec les «chemises noires» de Benito Mussolini, des «rondes» aussi. Pas étonnant qu'une part non négligeable de l'opinion publique s'alarme de la présence de petites milices privées et affiliées à des partis politiques qui, la nuit, se promènent à travers les villes.

Il y a quelques jours, par exemple, on a découvert l'existence de la «Garde nationale italienne», aussitôt rebaptisée «rondes noires». Il s'agit d'une Onlus (organisation non gouvernementale) créée en marge du Mouvement social italien (MSI, le parti historique héritier du fascisme), forte d'environ 2.000 volontaires actuellement présents dans presque toute l'Italie, mais concentrés principalement au Piémont, en Lombardie, dans le Lazio, en Campanie et en Sicile. La «Garde» est un des bras du Parti Nationaliste italien naissant, dirigé par Gaetano Saya. Un homme politique qui a déjà été renvoyé devant la justice pour diffusion d'idées fondées sur la supériorité et la haine raciales.

La «Garde» dispose naturellement d'un uniforme: chemise grise ornée du symbole de l'aigle impérial romain, ceinture noire, cravate noire, pantalon gris à bande latérale noire, béret ou képi gris rehaussés eux aussi de l'emblème de l'aigle. Il y a aussi le casque, les 4X4 noirs, les gants de peau noire et une grosse torche, noire elle aussi. La plupart des volontaires déjà enrôlés sont des fonctionnaires des forces de l'ordre à la retraite. Surtout des carabinieri. Saya, le fondateur, a déclaré: «nous, nous ne sommes pas une milice idéologique, nous sommes même apolitiques». Saya considère que le fascisme est une idéologie du passé, anachronique, mais il tient à l'uniforme car il permet la reconnaissance des rondes et évite toute confusion avec la police.

«Un déconcertant délire» pour les opposants de centre gauche, surtout pour Marco Minniti, le bras droit de Massimo D'Alema, qui précise: « Et voilà que les chemises grises organisées par le MSI (Mouvement social italien) se joignent aux chemises vertes. L'idée que le contrôle du territoire puisse être confié à des associations, des milices qui s'identifient avec une couleur politique, est un coup au cœur des principes

de toute démocratie libérale ».

Mais Silvio Berlusconi se moque de tous ces commentaires et persévère. «Les gens sont avec moi», continue-t-il à dire; et pour l'instant il a encore raison. L'idéologie sécuritaire qui émane de ces rondes est ainsi à son tour mise en valeur. Les délits n'ont cependant pas cessé, la criminalité a même augmenté cette dernière année sous Berlusconi. Pourtant, le sentiment de sécurité des citoyens s'est accru. Le Cavaliere, en campagne électorale, avait martelé, au delà de l'idéologie, le côté «social» de l'argument: les forces de police sont sur le point d'être décimées par les coupes dues aux économies. Un syndicat de police a fait les comptes: au cours des trois prochaines années, les effectifs de fonctionnaires de police diminueront de 4.000 unités, de même que les budgets consacrés à l'habillement et à l'entretien des moyens. Dans une telle situation, il est clair que les rondes sont utiles: elles suppléent aux coupes budgétaires et donnent un sens idéologique à l'action du gouvernement Berlusconi. Et enfin, pour quelques-uns, elles sont aussi un business.

USA. Biden: Washington ne s'opposera pas à une action militaire d'Israël contre l'Iran (06.07)

AP - 06.07 Les Etats-Unis ne feront pas obstacle à Israël si l'Etat hébreu juge nécessaire une action militaire pour éliminer la menace nucléaire iranienne, car c'est un pays souverain, a déclaré dimanche le vice-président américain Joe Biden.

Les Etats-Unis "ne peuvent pas dicter à un autre pays souverain ce qu'il peut ou ne peut pas faire", a déclaré M. Biden sur la chaîne de télévision ABC. L'Etat hébreu peut déterminer par lui-même "ce qui est dans son intérêt et ce qu'il décide vis-à-vis de l'Iran ou tout autre pays".

"Que nous soyons d'accord ou non, ils ont le droit de le faire. Tout pays souverain a le droit de le faire", a-t-il ajouté. "Si le gouvernement (de Benjamin) Nétanyahou décide d'agir différemment de ce qui est fait actuellement, cela relève de leur droit souverain. Le choix ne nous appartient pas."

Barack Obama a estimé jeudi dans un entretien à l'Associated Press que la possession de l'arme nucléaire par l'Iran était "la recette d'une catastrophe potentielle" car cela aboutirait probablement à une course à l'armement dans toute la région.

Israël et Washington accusent l'Iran de développer un volet militaire clandestin dans son programme nucléaire, ce que Téhéran dément.

L'Etat hébreu considère l'Iran comme son adversaire le plus dangereux, d'autant plus que le président Mahmoud Ahmadinejad, qui vient d'être réélu pour quatre ans, prédit et souhaite régulièrement la disparition de ce qu'il appelle "le régime sioniste". Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou dit préférer la voie diplomatique pour stopper le programme nucléaire iranien mais n'a pas exclu une intervention militaire.

Interrogé sur les propos de Joe Biden, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmes, a estimé que la position de Washington au sujet d'une intervention militaire en Iran relevait d'une "décision politique".

"Cela fait quelque temps que je suis préoccupé par une éventuelle frappe contre l'Iran. Je redoute que ce ne soit très déstabilisant, pas seulement en tant que tel mais par les conséquences involontaires d'une telle frappe", a-t-il dit sur la chaîne CBS. "En même temps, je pense que l'Iran ne devrait pas posséder d'armes nucléaires et que (ce serait) très déstabilisant", a-t-il ajouté.

Iran. Les divisions se creusent entre dignitaires religieux iraniens (06.07)

Reuters - 06.07 Une organisation chiite iranienne réformatrice a jugé dimanche "invalide" le résultat de la présidentielle, malgré sa confirmation par le guide suprême Ali Khamenei, donnant un nouveau signe de la fracture au sommet du pouvoir religieux.

L'Assemblée des étudiants et chercheurs du séminaire de Qom, ville sainte et coeur de l'apprentissage chiite en Iran, a également appelé les autorités à libérer l'ensemble des Iraniens arrêtés lors des troubles consécutifs au scrutin du 12 juin.

La réélection de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, contestée par l'opposition qui crie à la fraude, a provoqué un mouvement populaire sans précédent depuis la révolution islamique de 1979 et fait apparaître des divisions profondes dans les arcanes du pouvoir.

"Les plaintes des autres candidats et les preuves fermes de fraude électorale ont été ignorées (...) Les manifestations pacifiques des Iraniens ont été violemment réprimées (...) des dizaines d'Iraniens ont été tués et des centaines illégalement arrêtés", a déclaré cette organisation sur son site internet.

"Le résultat n'est pas valide", était-il encore écrit.

Cette assemblée n'a qu'une influence politique limitée mais sa déclaration constitue un symbole fort de défiance dans la mesure où Qom, ville située à 125 km environ au sud de Téhéran, est le siège du pouvoir religieux.

Cette prise de position intervient au lendemain des appels du camp conservateur à juger les chefs de file de l'opposition.

Les Gardiens de la révolution, corps d'élite du régime, ont affirmé dimanche que les opposants "tentaient de renverser les institutions islamiques".

RÉVOLUTION "NEUTRALISÉE"

"Nous avons anticipé une révolution de velours. Mais elle a été neutralisée grâce à notre vigilance", a déclaré le général Yadollah Javani, cité par l'agence officielle Irna.

Le chef de la police iranienne a affirmé mercredi que 1.032 personnes avaient été arrêtées en marge des manifestations, dont la plupart ont été libérées. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment toutefois que 2.000 opposants, étudiants, professeurs ou journalistes sont encore détenus.

Les chiffres sont difficiles à vérifier en raison du contrôle de l'information et de l'interdiction faite aux médias étrangers de couvrir les troubles.

Les autorités iraniennes ont annoncé dimanche la libération d'un journaliste grec du Washington Times, tandis que le secrétaire britannique au Foreign Office David Milliband disait s'attendre à la remise en liberté imminente d'un des deux employés de l'ambassade de Grande-Bretagne encore détenus.

La diplomatie iranienne n'a fait aucun commentaire sur les personnels de la mission britannique, dont l'arrestation a conduit les membres de l'Union européenne à convoquer de façon coordonnée les ambassadeurs d'Iran dans les Vingt-sept.

LÉGITIMITÉ EN QUESTION

Les autorités iraniennes nient toute fraude électorale à l'occasion d'une élection présentée comme la plus "saine" depuis 1979. Malgré la répression et l'officialisation du résultat, l'opposition assure qu'elle n'entend pas abdiquer.

Si certains dignitaires religieux se sont rangé derrière le pouvoir, deux grands ayatollahs - le dissident Hossein Ali Montazeri, architecte de la révolution islamique tombé en disgrâce, et le modéré Yusof Saanei - ont pris fait et cause pour l'opposition.

"Avec tous ces problèmes, comment la légitimité du résultat pourrait-elle être reconnue? Comment le prochain gouvernement pourrait-il être reconnu comme légitime?", a résumé l'assemblée de Qom, reprenant une interrogation déjà formulée par les candidats malheureux Mirhossein Moussavi et Mehdi Karoubi.

"Un gouvernement qui n'a pas le soutien du peuple n'a pas de légitimité (...) Notre lutte va continuer", a ainsi écrit Mehdi Karoubi dimanche sur son site internet.

Les deux hommes sont les principales cibles des ultraconservateurs, aux côtés de l'ancien président Mohammad Khatami, et sont considérés comme "une dangereuse opposition au système", selon les termes d'un éditorial du quotidien Kayhan.

Samedi, le rédacteur en chef de ce journal Hossein Shariatmadari, réputé proche de l'ayatollah Ali Khamenei, avait appelé les autorités à juger Mirhossein Moussavi et Mohammad Khatami pour leurs "terribles crimes".

Chine. Les émeutes au Xinjiang, en Chine, ont fait 140 morts (07.07)

Reuters - 06.07 Des émeutes, imputées par le gouvernement à des séparatistes musulmans en exil, ont fait au moins 140 morts dans le Xinjiang, région du nord-ouest de la Chine peuplée pour moitié d'Ouïghours appartenant à la communauté turcophone et sunnite.

Des violences se sont produites dimanche lorsque de 300 à 500 civils, selon les autorités, sont descendus dans les rues d'Urumqi, capitale de la province autonome. D'autres sources ont estimé le nombre des manifestants à 3.000.

Des véhicules ont été saccagés ou incendiés et des heurts ont opposé manifestants et forces de sécurité qui ont procédé à des centaines d'arrestations, rapporte l'agence officielle Chine nouvelle.

Les autorités parlaient dimanche soir de trois civils de l'ethnie Han tués dans ces émeutes mais le chef du Parti communiste local, Li Zhi, a avancé lundi le bilan de 140 morts, selon l'agence semi-officielle de presse China News.

Chine nouvelle pour sa part fait état de 816 blessés et précise que l'hôpital du peuple, principale structure médicale d'Urumqi, a admis 291 personnes dont 17 sont ensuite décédées.

Parmi les victimes, 233 étaient des Hans, la nationalité majoritaire en Chine, 39 des Ouïghours et les autres appartenaient à d'autres minorités ethniques.

"La situation était maîtrisée" lundi matin et les autorités ont fermé les rues à la circulation dans certains quartiers, écrit Chine nouvelle. On ne signalait pas de violences ailleurs dans la province. Des habitants ont rapporté que l'accès à internet avait été coupé à Urumqi.

EXEMPLE DU TIBET

Les émeutes ont débuté après une manifestation contre la réponse du pouvoir chinois à des heurts entre des membres de l'ethnie Han et des ouvriers ouïghours, fin juin dans l'extrême sud-est de la Chine. Deux membres de l'ethnie ouïghoure avaient été tués à Shaoguan, ville du Guangdong.

Un haut responsable du gouvernement chinois a imputé ces troubles aux forces extrémistes de l'étranger, laissant entendre que les autorités allaient sévir dans cette région sous haute tension.

"Il s'agit de violences criminelles qui étaient préméditées et organisées", a dit ce responsable cité par Chine nouvelle.

"Après l'incident (de Shaoguan), les trois forces de l'étranger se sont évertuées à faire monter tout ça et ont saisi cette occasion pour nous attaquer, appelant à des manifestations dans les rues", a déclaré Nuer Baikeli, gouverneur du Xinjiang, dans un discours télévisé.

L'expression "trois forces" se rapporte à des groupes que le gouvernement accuse de velléités séparatistes, d'actions militantes et d'extrémisme religieux.

Les organisations ouïghoures en exil ont nié l'existence d'un complot présumé et disent que les émeutes sont le fruit de la colère grandissante envers les politiques gouvernementales et la domination de l'ethnie Han dans le secteur économique.

"Ils nous accusent afin de détourner l'attention des Ouïghours de la discrimination et de l'oppression qui ont provoqué cette manifestation", a déclaré Dilxat Raxit, porte-parole du Congrès ouïghour mondial exilé en Suède.

"Ça a commencé comme une assemblée pacifique. Il y avait des milliers de gens qui criaient pour la fin des discriminations ethniques (...) Ils n'en peuvent plus de souffrir en silence", a-t-il ajouté.

Les accusations de complot à l'encontre des mouvements indépendantistes en exil font écho à celles lancées l'année dernière, lors des émeutes au Tibet imputées par Pékin à "la clique du dalaï-lama".

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a appelé à un respect du droit de manifestation. "Il s'agit d'un principe de base de la démocratie. Je renouvelle mon appel en ce sens à tous les pays du monde", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Genève.

Algérie. L'armée algérienne mise en cause pour la mort de moines français (07.07)

Reuters - 06.07 De nouvelles dépositions font penser que sept moines français assassinés en Algérie en 1996 ont été victimes non pas des islamistes mais d'une "bavure" de l'armée algérienne, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

Comme l'ont révélé le Figaro et Mediapart, un général à la retraite, François Buchwalter, a déclaré le 25 juin dernier au juge d'instruction antiterroriste Marc Trévidic que, selon ses informations, les moines avaient été tués par erreur lors d'un raid aérien de l'armée algérienne sur un bivouac.

Attaché de défense en Algérie à l'époque, entre 1995 et 1998, le militaire dit avoir obtenu ces informations à l'époque d'un gradé algérien et en avoir informé le ministère de la Défense et l'ambassade. Rien n'avait jamais filtré jusqu'ici. Le gouvernement était à l'époque dirigé par Alain Juppé. (j'ai entendu hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, que ce gradé algérien était présent au moment des faits dans l'hélicoptère qui a mitraillé les moines, il s'agit donc d'un témoin direct, qu'il aurait averti immédiatement l'ambassadeur de France à Alger de la bavure et que celui-ci aurait exigé le silence total sur cet incident. Chirac et Juppé se seraient entendus secrètement avec les autorités algériennes qui auraient ensuite maquillé cette bavure pour la mettre au compte des radicaux islamistes - Lutte de classe)

La procédure, ouverte en 2004, pourrait relancer la polémique entre Alger et Paris sur cette affaire jamais élucidée. Alger a imputé officiellement le crime à la guérilla islamiste.

Une demande de levée du secret défense en France et les auditions de responsables du gouvernement de l'époque vont être sollicitées par les parties civiles, a dit à Reuters leur avocat, Me Patrick Baudoin.

L'ex-Premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin a qualifié la nouvelle version des faits de "très troublante" lundi sur LCI.

"Je pense qu'il faut lever le secret défense, il faut qu'on connaisse vraiment ce qui s'est passé. C'est une affaire très douloureuse, c'est une cicatrice que nous gardons tous au coeur", a-t-il dit.

AUTRES SOUPÇONS SUR LES ALGÉRIENS

Les sept moines français avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 dans leur monastère de Tibéhirine situé près de Médéa, à 100 km d'Alger, dans les montagnes de l'Atlas.

Leur mort avait été annoncée par un communiqué du Groupe islamique armé (GIA) le 21 mai. Le 31 mai, les médias algériens avaient fait état de la découverte de corps.

Une autre déposition recueillie par le juge Marc Trévidic accrédite l'idée d'une dissimulation post-mortem.

Le père Armand Veilleux, qui était le "procureur général" de l'ordre cistercien, a en effet déclaré au magistrat que, lorsqu'il est venu à Alger après la mort des moines, il avait dû insister auprès de l'ambassade de France pour faire ouvrir les cercueils plombés où avaient été placés leurs restes.

Ce n'est qu'alors qu'il s'est rendu compte qu'il n'en restait que les têtes. Il pense qu'il s'agissait de dissimuler leurs blessures car, selon la déposition de François Buchwalter, les moines ont été victimes d'armes lourdes embarquées sur des hélicoptères ayant détruit en mai 1996 un bivouac du Groupe islamique armé où ils se trouvaient.

"Ils ont tiré sur le bivouac (...) Une fois posés, ils ont découvert qu'ils avaient notamment tiré sur les moines. Les corps des moines étaient criblés de balles", dit-il selon les extraits de sa déposition repris par Le Figaro et Mediapart.

L'instruction pourrait aussi tenter d'éclaircir un autre élément trouble de cette affaire, à savoir l'identité des auteurs de l'enlèvement des moines.

Il est jusqu'ici attribué aux islamistes, mais des témoignages d'anciens militaires algériens se succèdent dans la presse pour affirmer que l'armée algérienne aurait utilisé des "faux" islamistes qu'elle manipulait pour cet enlèvement.

Il s'agissait selon cette thèse de punir ou d'envoyer un avertissement aux moines, à qui il était reproché d'accueillir dans leur monastère des maquisards islamistes blessés.

"Sur les circonstances de la mort, nous avons désormais une version très crédible et convaincante, il faut poursuivre certaines investigations et auditions", a dit Me Baudoin.

"Il subsiste d'autres questions : qui a enlevé les moines, où ont-ils été détenus ? Tout cela conforte ce que nous soutenons depuis le départ, la version officielle n'est en aucun cas crédible, on nous dissimule des choses et ça nous conforte dans notre recherche de vérité", a-t-il ajouté.

Lexpress.fr - 06.07

1910-1920 - MEXIQUE. Avec pour objectif initial de renverser la dictature de Porfirio Díaz, la révolution mexicaine se mue rapidement en une révolte générale. En 1913, Francisco Madero est chassé du pouvoir par celui qu'il a lui-même nommé à la tête de l'armée, le général Victoriano Huerta. Ce dernier ne reste au pouvoir que quelques mois, incapable de s'imposer ni aux groupes réclamant la réforme agraire conduits par Venustiano Carranza, Pancho Villa et Emiliano Zapata, ni aux Américains.

1945 - BRESIL. En 1937, la dictature de Getulio Vargas instaure "l'Etat Nouveau". Chassé par un coup d'Etat militaire en 1945, il est ensuite élu en 1951 président de la République.

1943 - ARGENTINE. Après une tentative ratée de coup d'Etat en juin 1943, l'armée prend le pouvoir à l'automne. C'est "le coup d'Etat des colonels". En 1946, Juan Domingo Peron, colonel de la junte, est élu président de la République.

1945 - SALVADOR. Le général Salvador Castañeda accède au pouvoir par un coup d'Etat. Il dirige le pays jusqu'en 1948 quand des officiers se rebellent et mettent en place "un conseil révolutionnaire civil et militaire".

1954 - GUATEMALA. Le gouvernement élu de Jacobo Arbenz est renversé par un putsch soutenu par les Etats-Unis. Début de 40 années d'exactions des escadrons de la mort, faisant plus de 200 000 victimes.

1954 - PARAGUAY. Le général Alfredo Stroessner prend le pouvoir et instaure une longue dictature où se mêlent népotisme, corruption, prébendes et violences, et qui perdure jusqu'en 1989.

COSTA RICA. Plusieurs tentatives de renversement du régime et même d'assassinat du président José Figueres dans les années 1950 puis dans les années 1970.

Années 60

Une dizaine de coups d'Etat contre des gouvernements pour la plupart démocratiquement élus bouleversent le paysage politique de l'Amérique latine des années 1960.

1960 - SALVADOR. En octobre 1960, une junte moderniste motivée par l'expérience cubaine, formée de militaires et de civils, renverse le pouvoir détenu par le Parti révolutionnaire de l'Unité démocratique, au pouvoir depuis la révolution de 1948, afin de transformer le pays. Mais très vite, leurs projets de réformes économiques et agraires inquiètent les élites et la junte est renversée en janvier 1961 par celle du lieutenant-colonel Julio Rivera.

1962 - ARGENTINE. En 1962 puis en 1966, les gouvernements argentins sont destitués par des coups d'Etat.

1963 - EQUATEUR. En juillet 1963, l'armée renverse Carlos Julio Arosemena, le président en poste depuis 1961. Les militaires l'accusent notamment d'être favorable au communisme. La junte militaire est renversée à son tour sans violence, en mars 1966.

1964 - BOLIVIE. Le coup d'Etat du colonel Barrientos en 1964 marque le début d'une succession de régimes militaires et de coups d'Etat. La dictature est "officiellement" instaurée à partir de 1974.

1964 - BRESIL. Le coup d'Etat militaire qui renverse le président élu Joao Goulart instaure une dictature violemment anti-communiste, qui sévit pendant plus de 15 ans.

1968 - PANAMA. En 1968, un coup d'état militaire mène le Général Omar Torrijos Herrera au pouvoir. Il y reste jusqu'à sa mort en 1981.

1968 - PEROU. En octobre 1968, des militaires, dirigés par le commandant Juan Velasco Alvarado, renversent le président élu Fernando Belaunde Terry et instaurent un régime aux accents nationalistes.

Années 70

Une série de coups d'Etat militaires porte au sommet de l'Etat des gouvernements déterminés à éradiquer par tous les moyens les forces de gauche.

1973 - CHILI. En 1973, un coup d'Etat dirigé par le général Augusto Pinochet et soutenue par les Etats-Unis renverse le gouvernement de Salvador Allende. On dénombre 3 000 morts (bilan officiel) au cours des premiers mois, des milliers de disparus, et des dizaines de milliers de personnes torturées.

1973 - URUGUAY. En 1973, le régime du président Bordaberry est renversé par une junte militaire qui entreprend le contrôle systématique de la population. En une décennie, 80 000 Uruguayens passeront par les geôles de la junte.

1976 - ARGENTINE. Après le retour, la réélection puis la mort de Juan Peron, une junte militaire s'empare du pouvoir en 1976. Sept années de dictature feront 10000 morts et disparus.

Les années 1980 et le début des années 1990 sont plus calmes et marquent une période de "transition démocratique" en Amérique latine.

1992 - VENEZUELA. En février puis en novembre le Mouvement révolutionnaire bolivarien de Hugo Chavez provoque deux tentatives de coup d'état, qui échouent.

1996 - PARAGUAY. Lino Oviedo échoue dans sa tentative de coup d'Etat. En mai 2000, nouvelle tentative de coup d'Etat : un groupe de militaires se soulève contre le gouvernement du président Luis Gonzalez Macchi. L'état d'urgence est décrété pour 60 jours dans tout le pays

2000 - EQUATEUR. En janvier 2000, un soulèvement indien aboutit à la destitution du président Jamil Mahuadau profit d'une junte militaire. Le triumvirat porté au pouvoir est composé du chef d'état-major des forces armées et de deux civils dont le leader du mouvement indien Antonio Vargas. Sous la pression internationale, la junte cède le pouvoir au vice-président Gustavo Noboa.

2002 - VENEZUELA. En avril 2002, un coup d'Etat avorté contraint Hugo Chavez à démissionner. Les violentes manifestations dans les rues de Caracas font plus de 20 morts. Dès le lendemain, Chavez retourne au pouvoir.

2009 - HONDURAS. Coup d'Etat au Honduras contre le président Manuel Zelaya.

Pérou. Manifestations au Pérou contre la politique d'Alan Garcia (09.07)

Reuters - 08.07

Des milliers de Péruviens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays pour protester contre la politique libérale du président Alan Garcia, lequel avait accepté mardi de remanier son équipe gouvernementale.

Ces manifestations avaient lieu sur fond de grève nationale, laquelle, en dehors de la capitale Lima, a été particulièrement suivie dans des villes comme Cuzco et Arequipa, dans les environs desquelles se trouvent de grandes mines.

Garcia, dont la cote de popularité est tombée à 21%, est en difficulté depuis juin, mois au cours duquel des manifestations d'Indiens dans la partie péruvienne de l'Amazonie ont dégénéré en violences qui ont fait au moins 34 morts. Les Indiens avaient mis en place des barrages routiers en réclamant l'abolition de lois qui encouragent l'activité minière et pétrolière dans cette région de forêt équatoriale.

Les enseignants et les employés du secteur des transports, à la pointe des manifestations de mercredi, exigent du gouvernement qu'il augmente les dépenses dans le secteur de l'éducation, qu'il lutte contre la pauvreté et qu'il revienne sur de nouvelles lois prévoyant des sanctions plus sévères en cas d'infractions au code de la route.

"Garcia peut bien changer ses ministres, sa politique restera la même", estimait un chauffeur d'autobus participant à un rassemblement à Lima. "Garcia a du sang sur les mains après ce qui s'est passé à Bagua (en Amazonie). Il est fidèle aux compagnies étrangères, pas au peuple."

La ministre de l'Intérieur, Mercedes Cabanillas, a indiqué que 32.000 policiers et 6.000 soldats avaient été déployés pour encadrer les manifestations mais qu'aucune violence n'a été signalée.

Garcia a l'intention d'annoncer son remaniement ministériel au cours du week-end.

1 000 criminels en liberté, Londres sur les dents (09.07)

Libération.fr - 08.07

La chasse à l'homme est lancée. Les forces de police britanniques sont à la recherche de 954 criminels, dont 20 meurtriers et 15 violeurs, évanouis dans la nature au cours des vingt-cinq dernières années. Un rapport, le premier du genre, des services des ministères de la Justice et de l'Intérieur, a révélé qu'environ 100 000 condamnés, initialement libérés sous conditions entre 1984 et 2009, ont vu leur libération révoquée pour n'avoir pas respecté leur contrôle judiciaire. Or, sur ce nombre, 954 n'ont jamais été retrouvés et réincarcérés. Outre les 20 meurtriers et 15 violeurs, 18 ont été condamnés pour agressions sexuelles, 126 pour vols et 138 pour des agressions, selon le rapport, publié discrètement sous forme de communiqué, au grand dam de l'opposition qui a réclamé du ministre de la Justice, Jack Straw, une déclaration devant les députés.

«Violents». «Le principe de la libération anticipée de prisonniers est de pouvoir les contrôler et les renvoyer en prison s'ils ne respectent pas les conditions», s'est indigné Dominic Grieve, responsable de la justice au sein du cabinet «fantôme» de l'opposition conservatrice. «Le public sera choqué d'apprendre que le gouvernement a perdu la trace de presque un millier de criminels en fuite, dont des meurtriers, des pédophiles et des agresseurs sexuels», a-t-il ajouté.

Le «Criminal Justice Act», voté en 2003, prévoit la libération anticipée automatique, à la moitié de leur peine, des prisonniers condamnés après le 4 avril 2005, assortie d'un contrôle judiciaire pour les condamnations à plus d'un an de prison.

Les forces de police d'Angleterre et du pays de Galles ont été placées sur le qui-vive avec pour instruction de «prendre en priorité des initiatives pour arrêter et placer de nouveau en détention toutes les personnes condamnées auparavant pour crimes violents ou sexuels». «Le système de révocation [d'une libération conditionnelle, ndlr] fonctionne bien. Sur le nombre [de criminels] rappelés en détention entre 1999 et juin 2008, seuls 0,7 % n'ont pas été appréhendés», s'est défendu Jack Straw.

«Dangereux». Parmi ces 0,7 % figurait Daniel Sonnex, dit Dano, 23 ans, qui aurait dû retourner en prison en avril 2008 après avoir manqué plusieurs rendez-vous pour son contrôle judiciaire. Considéré comme «extrêmement dangereux», une erreur administrative l'a laissé libre d'assassiner sauvagement, le 28 juin 2008, en compagnie d'un complice, deux étudiants français, Laurent Bonomo et Gabriel Ferez. Après sa condamnation à la réclusion à perpétuité pour ces crimes début juin, Jack Straw s'était excusé auprès des familles des victimes. «Daniel "Dano" Sonnex aurait pu ou aurait dû se trouver en détention au moment où il a commis ces crimes. C'est à cause de graves dysfonctionnements du système de la justice criminelle qu'il n'a pas été arrêté et incarcéré quelques semaines avant les crimes», avait-il piteusement reconnu.

Benoît XVI poursuit la réintégration des lefebvristes (09.07)

Le Figaro - 08.07

Un motu proprio visant à faciliter le dialogue avec les disciples de Mgr Lefebvre pour les admettre dans l'Église catholique a été publié mercredi à Rome.

Le texte est sobre mais vaste est sa portée. Rome a publié mercredi le décret qui ouvre les négociations sur le fond avec les disciples de Mgr Lefebvre. Le rétablissement de la messe en latin selon l'ancien rite, il y a deux ans, puis la levée des excommunications, il y a six mois, des quatre évêques consacrés par Mgr Lefebvre en 1988 (dont Mgr Williamson), n'étaient que des prémices. Les affaires vraiment sérieuses commencent : il s'agit de trouver un accord entre Rome et Ecône sur la cause même de la rupture, le concile Vatican II.

Les premières discussions, confiées à des théologiens des deux parties, devraient commencer cet automne. Elles pourraient durer de longs mois vu les abysses qui séparent les deux rives. Si un accord était trouvé, un statut canonique ad hoc serait défini pour la Fraternité Saint Pie X. Elle serait établie de plein droit dans l'Église catholique comme l'une de ses familles spirituelles.

Signé de Benoît XVI et daté du 2 juillet 2009, le motu proprio, nom de ce décret d'application, porte en fait réforme de la commission Ecclesia Dei. Créée au lendemain du schisme lefebvrisme de 1988, cette commission vaticane avait pour mission d'accueillir les disciples de Mgr Lefebvre qui auraient refusé de le suivre dans l'acte de désobéissance qu'il avait posé en ordonnant des évêques (dans la tradition chrétienne ce geste, sans retour, correspond à la création d'une nouvelle Église).

Avec ce décret, la commission Ecclesia Dei passe sous la responsabilité de la congrégation pour la Doctrine de la foi. Ce qui indique que le dossier change de nature. De «disciplinaire», la gestion d'un groupe réfractaire, il devient «doctrinal», il règle un différend théologique. Ce qui signifie aussi qu'en acceptant le dialogue Rome admet, sans y adhérer, la recevabilité des objections théologiques d'Ecône.

Volonté d'aboutir

Le responsable de la commission réformée est le président de la congrégation pour la Doctrine de la foi, l'Américain et cardinal William Joseph Levada. Il remplace ainsi le cardinal Dario Castrillon Hoyos, parti à la retraite. Mais l'homme clé est le secrétaire de cette commission. Nommé mercredi, il s'appelle Mgr Guido Pozzo. Ce proche du Pape était secrétaire adjoint de la commission théologique

internationale (un club de théologiens internationaux de haut vol qui joue un rôle de laboratoire de recherche pour le Vatican). Dans une interview récente, Mgr Guido Pozzo a expliqué que «le point faible de l'Église est son identité catholique souvent pas claire». Il ajoutait : «Ce n'est pas en renonçant à sa propre identité que l'Église se mettra dans de meilleures conditions pour dialoguer avec le monde, c'est exactement le contraire.» Et concluait : «Nous avons besoin de sortir de cette illusion optimiste, quasi irénique, qui a caractérisé l'après-concile.» Benoît XVI a donc placé à ce poste stratégique un homme plutôt bien disposé à l'égard de cette frange de l'Église qui milite pour un retour à une identité catholique sans compromis. Le Pape marque, une nouvelle fois, sa volonté d'aboutir, même si les quinze cardinaux, conseillers de la congrégation pour la Doctrine de la foi, viennent de finaliser un texte - non publié - visant à cadrer les négociations avec Ecône en affirmant les positions non négociables sur le concile Vatican II.

Il est toutefois probable que les échanges théologiques avec les lefebvristes aboutiront, malgré tout. Non à un accord sur le concile, cela paraît trop difficile mais à une solution qui reconnaîtrait l'interprétation traditionaliste du concile. Benoît XVI avait prévenu. En 2005, dans son discours programme de pontificat, il annonçait qu'avec lui l'Église interpréterait dorénavant le concile non plus «en rupture» avec le passé mais «en continuité» avec... la tradition.

Encyclique : le credo social de Benoît XVI (09.07)

Le Figaro - 08.07

Dans le document publié mardi par le Vatican, le Pape condamne les excès du capitalisme financier et voit dans la crise l'occasion de réorganiser l'économie mondiale.

«Non, ce n'est pas une encyclique anticapitaliste !» Professeur renommé d'économie à l'université de Bologne, Stefano Zamagni est -formel. Aux côtés de deux cardinaux, l'Italien Renato Raffaele Martino et l'Allemand Paul Josef Cordes, respectivement présidents des conseils pontificaux Justice et Paix et Cor Unum, il était le seul laïque, mardi au Vatican, à présenter la troisième encyclique de Benoît XVI, «L'amour dans la vérité» («Caritas in veritate»).

Dans cette longue lettre de Benoît XVI - 145 pages - ne figure pas le mot «capitalisme» financier. Mais elle critique implicite-ment «les effets délétères sur -l'économie réelle d'une activité financière mal utilisée et, qui plus est, spéculative». Et condamne les «prodiges de la finance» qui ne soutiennent qu'«une croissance artificielle liée à une consommation excessive».

Il faut se rendre à l'évidence, lance le Pape : «Le marché n'arrive pas à produire la cohésion sociale.» Et devant «la complexité et la gravité de la situation économique», il appelle à «une nouvelle synthèse humaniste» car «l'activité économique ne peut résoudre tous les problèmes sociaux par la simple extension de la logique marchande».

De toute façon, estime-t-il, le monde n'a pas le choix : «La crise nous oblige à reconsidérer notre itinéraire, à nous donner des nouvelles règles (...). La crise devient ainsi une occasion de discernement et elle met en capacité d'élaborer de nouveaux projets.»

Le rôle du «gratuit»

Il avance alors une première idée-force : «Séparer l'agir économique, à qui il reviendrait seulement de produire de la richesse, de l'agir politique, à qui il reviendrait de rechercher la justice au moyen de la redistribution, est une cause de graves déséquilibres».

Pour y pallier, il faut renforcer le rôle de l'État : «La sagesse et la prudence nous suggèrent de ne pas proclamer trop hâtivement la fin de l'État». Il vient de faire la preuve de son utilité dans «la correction des erreurs et des dysfonctionnements». Et il faudrait favoriser, c'est la même idée sur le plan international, «une véritable autorité politique mondiale» pour améliorer la «gouvernance» de la mondialisation.

Seconde idée-force de Benoît XVI, le rôle du «gratuit» et du don de soi, vecteurs de la prospérité. «L'économie mondialisée semble privilégier la logique de l'échange contractuel, mais elle montre qu'elle a besoin de la logique politique et de la logique du don sans contrepartie.» Ainsi, «pour fonctionner correctement, l'économie a besoin de l'éthique» et, par exemple, «les pauvres ne sont pas à considérer comme un fardeau mais au contraire comme une ressource, même du point de vue économique».

Pourquoi, dès lors, ne pas repenser «l'entrepreneuriat» et «la façon de concevoir l'entreprise». Il faut des entreprises à visées économiques mais aussi des «microprojets» ou entreprises à visées sociales. La «classe cosmopolite de managers» animée par «le profit à court terme» qui ne démontre aucun attachement aux entreprises et aux hommes est ici clairement rejetée.

Priorité à «l'accès au travail»

Le Pape encourage aussi «les coopératives de consommation». Elles permettent de «consommer de manière plus sobre» et assurent aux

producteurs «une rétribution plus décente». Dans le même esprit, il suggère de créer «la subsidiarité fiscale qui permettrait aux citoyens de décider de la destination d'une part de leurs impôts versés à l'État» de façon à aider les pays en voie de développement. Enfin, pour lutter «contre l'affaiblissement des réseaux de protection sociale», il suggère de favoriser davantage «la liberté syndicale». C'est «aujourd'hui plus pertinent encore qu'hier», car il faut «se donner comme objectif prioritaire l'accès au travail».

Au fond, cette vision plus solidaire de la vie économique - elle suppose aussi un «dynamisme démographique» - n'est pas une affaire de «bons sentiments». Benoît XVI l'appelle «interaction éthique». Il en résume l'enjeu : «Sans vérité, sans confiance, sans amour du vrai, il n'y a pas de conscience, ni de responsabilité sociale, et l'agir social devient la proie d'intérêts privés et de logiques de pouvoir qui ont pour effet d'entraîner la dégradation de la société et cela d'autant plus dans une société en voie de mondialisation.»

Grande-Bretagne. La stratégie militaire britannique en Afghanistan mise en doute (13.07)

LeMonde.fr et AFP - 11.07

Depuis le 1er juillet, quinze soldats britanniques ont trouvé la mort en Afghanistan.

Le nombre de militaires britanniques tués en Afghanistan est maintenant supérieur à celui des tués en Irak. C'est ce qu'a annoncé, vendredi 10 juillet, le ministère de la défense britannique (MoD). Depuis fin 2001, date de l'intervention des forces internationales menées par les Etats-Unis contre les talibans 184 soldats britanniques sont morts en Afghanistan, alors que 179 militaires ont perdu la vie en Irak depuis l'invasion du pays en 2003, précise le MoD. Cent-quarante sept militaires ont été tués des suites d'actions hostiles en Afghanistan. Ils sont 136 à avoir été tués dans des actions hostiles en Irak, selon le MoD.

Le ministère de la défense a annoncé hier la mort de huit soldat : six ont été vendredi dans trois explosions, un septième a été tué dans des conditions similaires jeudi. Le huitième a été abattu par un tireur. Depuis le 1er juillet, quinze soldats britanniques ont trouvé la mort en Afghanistan. En 2006, les 14 membres de l'équipage d'un avion de surveillance avaient été tués dans un crash.

Le premier ministre Gordon Brown a prévenu que l'été serait "très dur" pour les troupes en Afghanistan. "Ce n'est pas terminé mais il est crucial que la communauté internationale aille jusqu'au bout de son engagement", a déclaré M. Brown. L'armée britannique mène depuis le 23 juin une offensive d'envergure - opération Panchai Palang (Griffe de panthère) - contre les talibans dans la province du Helmand, leur fief. Le chef d'état-major de l'armée de l'air Sir Jock Stirrup a reconnu que les troupes britanniques traversaient un "moment difficile car les talibans ont à juste titre identifié le Helmand comme un terrain d'importance vitale. S'ils perdent là alors ils perdent partout et ils y mobilisent tout ce qu'ils ont". De son côté, David Miliband, le ministre des affaires étrangères a souligné samedi sur radio BBC4 que les troupes britanniques luttent pour "l'avenir du Royaume-Uni", estimant qu'il était essentiel d'empêcher l'Afghanistan de redevenir un "incubateur du terrorisme" visant l'Occident.

Mais la stratégie menée en Afghanistan est mise en doute samedi par la presse britannique. The Times publie en "Une" la photo des 184 soldats britanniques tués en Afghanistan depuis 2001 et s'interroge : "Avons-nous eu tort de partir en guerre ?" "L'augmentation du nombre de victimes fait naître la crainte que l'Afghanistan est en train de se transformer en bourbier", écrit le journal. Le tabloïde The Sun, plus fort tirage du pays, souligne "la critique croissante de la façon dont la guerre est conduite". "Nous devons envoyer davantage de soldats pour que le travail soit fait et leur fournir davantage et de meilleurs hélicoptères et des véhicules plus robustes", dit-il. Pour le Daily Mirror, "un débat public sur le but et les objectifs --ainsi que les risques-- de l'engagement du Royaume-Uni en Afghanistan est salutaire. (...) Mais nous devrions également être honnêtes et admettre que c'est un conflit que nous ne pouvons esquiver", poursuit le journal. Le Daily Mail et le Daily Express estiment que le gouvernement devrait envisager un retrait des troupes.

La contingent britannique, stabilisé autour de 8 300 soldats, a été augmenté en prévision des élections présidentielle et provinciale du 20 août prochain.

Allemagne. L'Allemagne s'interroge sur la pertinence de sa mission en Afghanistan (13.07)

Le Monde - 11.07

La Bundeswehr participe-t-elle ou non à une "guerre" en Afghanistan ? Le débat, lancinant outre-Rhin, a regagné en vigueur depuis la mort, fin juin, de trois soldats tombés au cours d'une embuscade. Prudemment, Berlin préfère s'en tenir au vocabulaire officiel : le contingent déployé au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) de l'OTAN est en "mission de stabilisation". Pourtant, l'armée allemande a déjà perdu 35 hommes depuis le début de son engagement sur les contreforts de l'Hindou-Kouch, en 2002. Plus de la moitié sont morts au combat.

Ces chiffres passent mal auprès de l'opinion publique, qui reste attachée à l'image d'une armée quasi démilitarisée, occupée à l'aide à la reconstruction et au maintien de la paix. Résultat, la mission en Afghanistan bat des records d'impopularité : 61 % des Allemands sont favorables à un retrait des troupes, selon un sondage Forsa paru début juillet. En 2002, ils étaient deux fois moins nombreux à penser ainsi. Témoin de ce malaise grandissant, la lettre ouverte adressée par le célèbre écrivain Martin Walser à la chancelière Angela Merkel, dans l'hebdomadaire Die Zeit du 9 juillet. "Le gouvernement que vous dirigez approuve la guerre en Afghanistan. Je pourrais même dire : la conduit. Et nous, la population, nous devrions comprendre cela", s'indigne cette figure de la gauche intellectuelle, osant le parallèle avec le Vietnam. Et de réclamer : "D'abord, arrêtons les renforts. Ensuite, envisageons le retrait."

L'Allemagne dispose d'environ 3 700 soldats au sein de la Fias. Pour l'élection présidentielle en Afghanistan fin août, le gouvernement s'est engagé à déployer 600 hommes supplémentaires, dont deux tiers resteront sur place après l'été. Le Bundestag vient aussi d'approuver l'envoi de 300 militaires à bord d'avions-radar Awacs. Pour autant, le ministre de la défense, Franz Josef Jung, a précisé que leur rôle ne serait pas de diriger des combats au sol mais de "réguler le trafic aérien dans l'espace afghan" : pas question de mission "guerrière".
PASSER à L'OFFENSIVE

La réalité du terrain place le gouvernement face à un dilemme. Selon le mandat de la Bundeswehr en Afghanistan, approuvé par le Bundestag, les forces allemandes ne sont pas censées participer à des missions de combat. Elles sont soumises à des règles d'engagement beaucoup plus restrictives que celles des autres contingents de la Fias : les soldats ne peuvent ouvrir le feu qu'en cas de légitime défense. Il leur est interdit de mener des actions préventives ou de "faire la chasse" aux talibans, sous peine de poursuites judiciaires.

Le nord du pays, où sont cantonnées les troupes allemandes, est certes moins exposé aux violences que le sud. Mais les combats se multiplient dans la zone. D'après l'hebdomadaire Der Spiegel, Berlin songe à modifier ces fameuses règles : les soldats doivent pouvoir passer plus rapidement à l'offensive.

Le gouvernement devrait y procéder dans la plus grande discrétion. D'ici les législatives du 27 septembre, Mme Merkel, comme son rival social-démocrate, le ministre des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, souhaite autant que possible éviter la thématique "Afghanistan". Trop sensible. Opportunément, le vote du Bundestag pour renouveler le mandat de la Bundeswehr a été repoussé en décembre. Reste à espérer, pour Mme Merkel, que les Américains se garderont d'intervenir jusque-là. Leurs revendications en faveur d'un engagement plus ferme de l'Allemagne ont été mises en sourdine ces derniers temps. "Ils attendent juste que les élections soient passées, explique Oliver Schmidt, expert à la société allemande de politique étrangère (DGAP). Mais il est clair que, pour eux, l'Allemagne n'en fait pas assez." Outre des moyens humains et financiers supplémentaires, Washington voudrait que les troupes allemandes s'investissent davantage dans les régions plus dangereuses du sud.

En attendant, à Berlin, certains préfèrent spéculer sur un calendrier de retrait. Franz Josef Jung a parlé d'un délai de "cinq à dix ans", une fois que l'Afghanistan sera "capable de s'occuper de sa sécurité". Plus pressée, la CSU, petite soeur bavaroise de la CDU de Mme Merkel, a suggéré de réfléchir dès maintenant à une stratégie de départ du contingent.

Congo. Sassou-Nguesso, élu sans électeurs (16.07)

Libération.fr - 15.07

Les résultats de l'élection présidentielle au Congo devaient être annoncés officiellement hier, mais la proclamation a finalement été reportée à aujourd'hui. Comme il l'a annoncé et promis à son camp, le président sortant Denis Sassou-Nguesso, 66 ans - dont déjà 25 passés à la tête de ce pays pétrolier d'Afrique centrale - devrait sortir gagnant d'un scrutin joué d'avance. Son principal rival et ancien ministre des Finances, Mathias Dzon, avait appelé au boycott du scrutin, avec cinq autres candidats, pour protester contre un fichier électoral «gonflé à volonté».

De fait, le chiffre le plus attendu est sans doute celui du taux de participation. La grande majorité des bureaux de vote sont restés vides dimanche. A Brazzaville, la situation était identique dans les quartiers nord, fiefs historiques de Sassou-Nguesso, comme dans les quartiers sud : les assesseurs des bureaux se sont ennuyés ferme. Depuis la présidentielle de 1992, «c'est la première fois [qu'une élection] se passe comme ça. Dans le passé, les gens se bousculaient», s'étonnait le président d'un bureau. D'après les résultats obtenus dans les centres de vote visités par les 12 observateurs de la Communauté économiques des Etats d'Afrique centrale, «un taux de plus de 20 % n'est pas réaliste et même surévalué», estime Pierre Athomo Ndong, chef de la délégation.

Dès la fermeture des bureaux, Dzon et ses alliés, qui dénoncent des fraudes, ont pointé un «taux d'abstention record de 90 %». Mais aussitôt, les autorités ont salué un «vote massif», créant la polémique. Lundi, Raymond Mboulou, le ministre de l'Administration du territoire, indiquait que le taux serait supérieur à 50 %. Et d'expliquer qu'il n'y avait pas eu «affluence» grâce à la bonne organisation du scrutin, l'objectif étant de «faire en sorte que les Congolais ne s'attardent pas devant les bureaux». Le camp de Sassou-Nguesso ne semble pas prêt à reconnaître que son candidat a été mal élu, quitte à modifier quelques chiffres. Mathias Dzon et ses alliés, qui ont appelé «l'opinion nationale et internationale (à) faire constater l'illégitimité de Denis Sassou-Nguesso», n'ont guère de chance d'être entendus. Richard, un

chauffeur de taxi de la capitale, fait partie de ceux qui n'ont pas voté : «Je savais, qu'on le veuille ou non, que le président sortant serait réélu. Pourquoi, dans ces conditions, perdre mon temps à aller voter ?»

Russie. Hommage à Grozny à la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova (18.07)

AP - 17.07

Un rassemblement à la mémoire de la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova, retrouvée assassinée mercredi en Ingouchie, a eu lieu jeudi à Grozny, où elle avait été enlevée quelques heures auparavant. Ce "crime sera puni", a assuré le président russe Dimitri Medvedev.

Le dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov, installé au pouvoir par Moscou, a de son côté affirmé qu'il superviserait en personne l'enquête sur l'assassinat. Ses propres forces de sécurité sont pourtant de nouveau montrées du doigt, comme après l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa à Moscou en 2006.

Le cadavre de Natalia Estemirova a été retrouvé mercredi sur le bord d'une route en Ingouchie, république voisine de la Tchétchénie, avec deux balles dans la tête. La militante avait été enlevée neuf heures plus tôt, en plein jour, dans la capitale tchétchène Grozny, par quatre hommes qui l'avaient poussée dans une voiture, selon des témoins cités par l'ONG russe Memorial pour laquelle elle travaillait.

Natalia Estemirova, mère célibataire âgée de 50 ans, enquêtait sur les crimes commis en Tchétchénie depuis 1999. Elle avait collaboré avec deux autres militants des droits de l'Homme dans le Caucase: la journaliste Anna Politkovskaïa, et l'avocat Stanislas Markelov, lui aussi abattu dans la capitale russe, en janvier dernier.

Une centaine de personnes se sont rassemblées devant le siège de Memorial, à Grozny, pour partager leur tristesse et réclamer que justice soit faite. Un peu plus tard, une cinquantaine d'hommes et de femmes ont accompagné la dépouille de la militante vers sa dernière demeure. "Qui répondra de cela?, Qui est le prochain?", pouvait-on lire sur une pancarte portée par une femme en tête de cortège.

"Je n'arrive pas à prendre conscience du fait que maman ne sera plus là, que je ne lui préparerai plus son café le matin", a déclaré Lana, 15 ans, la fille de la militante assassinée.

"Ils ont tué notre âme", a commenté Oleg Orlov, responsable de l'ONG Memorial. "Une campagne de terreur est menée en Russie, une campagne contre ceux qui osent dire des choses déplaisant aux autorités, qui osent parler des crimes de ceux au pouvoir", a-t-il dénoncé. "Mais pourquoi, pourquoi?", sanglotait Taus Djankhotova, 50 ans, venue rendre hommage à Natalia Estemirova. "Ici, ils ne tuent que les gens bien. Si elle avait été mauvaise, on ne l'aurait pas touchée".

L'assassinat a suscité une très vive émotion parmi les organisations de défense des droits de l'homme, tant en Russie qu'à l'étranger.

Tatiana Lokchina, de Human Rights Watch, a rendu hommage au courage de Natalia Estemirova: "elle faisait des recherches sur les violations des droits de l'homme les plus horribles, les exécutions de masse", "elle avait fait des choses que personne d'autre n'osait faire" pour apporter les preuves d'exactions. Natalia Estemirova recueillait également des témoignages pour Human Rights Watch.

Ludmilla Alexeïeva, directrice du mouvement Moscou-Helsinki, a mis en cause au cours d'une conférence de presse à Moscou la responsabilité du leader tchétchène Ramzan Kadyrov, du Premier ministre et ancien président russe Vladimir Poutine et de l'actuel chef du Kremlin Dimitri Medvedev.

"L'impunité et l'omnipotence de Ramzan Kadyrov dépend du soutien (...) de Poutine. Tant que Poutine le soutiendra, personne ne touchera un cheveu de la tête de Kadyrov, même s'il nous tue tous", a ajouté Ludmilla Alexeïeva. Oleg Orlov a de son côté déclaré que Kadyrov éprouvait de la haine pour Natalia Estemirova, la considérant comme "une ennemie personnelle".

"Les plus hauts responsables des années récentes et d'aujourd'hui en Russie, dont Poutine et Medvedev, sont responsables de la mise en place en Tchétchénie d'un climat d'impunité pour la perpétration de crimes graves, de masse, par des représentants de l'Etat", a-t-il ajouté.

Le porte-parole de Vladimir Poutine, Dimitri Peskov, a rejeté ces accusations, "contraires aux vrais efforts entrepris par M. Poutine au cours de la dernière décennie pour apporter paix, stabilité et règne du droit" en Tchétchénie.

"De tels crimes ne doivent pas rester impunis", a souligné quant à lui Dimitri Medvedev à l'issue d'un entretien à Munich avec la chancelière allemande Angela Merkel. Il a réaffirmé que l'assassinat de la militante ferait l'objet d'une enquête très approfondie, se disant "convaincu que les assassins seraient retrouvés". Angela Merkel a pour sa part qualifié l'assassinat de Natalia Estemirova d'"événement inacceptable",

appelant à faire toute la lumière sur cet homicide.

Ramzan Kadyrov a pour sa part évoqué un meurtre "cynique" et "provocateur" et juré de traduire ses auteurs en justice, selon son porte-parole Alvi Kerimov.

A Washington, la Maison Blanche s'est déclarée "préoccupée et attristée" par cet assassinat, souhaitant que ses auteurs soient traduits en justice.

Les autorités chinoises révoquent des avocats et ferment un centre de documentation juridique à Pékin (19.07)

AP - 18.07

Les autorités chinoises ont fermé vendredi un centre de documentation juridique du mouvement de défense des droits de l'Homme Gongmeng à Pékin, et révoqué l'autorisation d'exercer de 53 avocats de la capitale chinoise.

Selon Tian Qizhuang, un responsable de Gongmeng, une vingtaine de membres du Bureau des affaires civiles de Pékin se sont présentés vendredi matin au centre de documentation juridique pour confisquer du matériel et signifier sa fermeture. "Ils ont dit que le centre n'était pas dûment enregistré", explique Tian.

Xu Zhiyong, un enseignant en droit qui travaille avec les avocats de Gongmeng, a démenti les allégations des autorités, soulignant que le centre a bien été enregistré. Le centre fournit une aide juridique et des avocats de Gongmeng ont représenté des parents dont les enfants ont été malades après avoir consommé du lait contaminé à la mélamine.

Par ailleurs, 53 avocats de Pékin, dont certains ont défendu des militants des droits de l'Homme, ont perdu leur autorisation d'exercer. Selon le Bureau des affaires juridiques de Pékin, ces avocats ne sont pas correctement enregistrés ou leurs cabinets ne se sont pas soumis aux évaluations demandées.

Amnesty International a condamné vendredi ces mesures, un "coup porté au mouvement de défense des droits de l'Homme en Chine".

L'Europe compte 5 millions de jeunes chômeurs (25.07)

Le Monde - 24.07

Les jeunes travailleurs sont les premières victimes de la crise économique en Europe : au premier trimestre 2009, leur nombre a atteint 5 millions. Après trois années de diminution, le chômage des 15-24 ans a grimpé en flèche parmi les Vingt-Sept : 18,3 % d'entre eux sont sans emploi, révèlent des statistiques d'Eurostat. Le taux de chômage global est de 8,2 % dans l'Union (+ 1,5 % par rapport à 2008).

En un an, le chômage des jeunes s'est accru de 3,7 %. Il a grimpé partout, sauf en Bulgarie. C'est dans les Etats baltes que sa progression est la plus spectaculaire : + 17,2 % en Lettonie (28,2), + 16,5 % en Estonie (24,1), + 14,1 % en Lituanie (23,6). La hausse la plus faible est recensée en Allemagne, avec + 0,3 % et 10,5 % des jeunes sans travail.

C'est en Espagne que la situation est la plus préoccupante (33,6 % des jeunes y sont aujourd'hui sans emploi). Et aux Pays-Bas qu'elle est la moins défavorable : 6 % de jeunes chômeurs. Quant au taux de chômage des jeunes Français (22,3 %), il se situe au-delà de la moyenne européenne, comme le niveau général du chômage (9,3 % au premier trimestre, + 1,7 %).

Ces données confirment l'importance de la récession : la décroissance du produit intérieur des Vingt-Sept a atteint - 4,7 % au premier trimestre. Alors que l'objectif de stratégie de Lisbonne, établie en 2000, était d'atteindre le plein-emploi en 2010, le taux d'emploi européen (la proportion des 15-64 ans qui ont un travail) est désormais de 64,6 %, inférieur d'un point à son niveau de 2008.

Cette forte progression du chômage, et singulièrement parmi les jeunes, conforte les critiques à l'encontre de la Commission de Bruxelles. Des parlementaires européens, qui entendent faire pression sur José Manuel Barroso, président en titre et candidat à sa propre succession, s'en empareront pour réclamer une action plus vigoureuse et plus coordonnée contre la crise économique. M. Barroso devra, à coup sûr, intégrer la question de l'emploi et les remèdes éventuels à y apporter dans le programme qu'il devra présenter aux eurodéputés avant la relance du débat sur sa reconduction, en septembre.

DÉCROISSANCE BRUTALE

Sa mission sera d'autant plus difficile que la quasi-totalité des paramètres économiques restent négatifs en Europe. Selon les chiffres de la direction générale de l'emploi de la Commission, la demande intérieure, les exportations et les investissements ont chuté de manière brutale dans les trois premiers mois de 2009. Seule la Pologne a échappé à la décroissance durant cette période. Mais la récession a été plus importante que prévu en Allemagne (- 3,8 %) et en Grande-Bretagne (- 2,4 %), la France limitant les dégâts (- 1,2 %).

Tout aussi inquiétant : la confiance des consommateurs est à son niveau plancher et leurs inquiétudes pour l'emploi restent très élevées. De quoi menacer une hypothétique relance. Les experts soulignent un ultime paramètre négatif : au cours des prochains trimestres, le taux de chômage de longue durée devrait croître "de manière significative".

Italie. Berlusconi régularise en masse des « sans-papiers » (29.07)

Le Figaro - 28.07

En Italie, 350 000 à 400 000 étrangers en situation irrégulière devraient sortir de la clandestinité pour des raisons économiques au cours des prochaines semaines.

Pour Elena, septembre marquera la fin de sa clandestinité en Italie. Cette Russe de 34 ans est employée comme garde-malade dans une famille romaine. Six jours sur sept, elle assure une permanence de tous les instants auprès d'un couple d'octogénaires qui ont perdu leur autonomie. Cela fait deux ans qu'elle se trouve à leur service. Avec l'entrée en vigueur, le 8 août prochain, de la nouvelle loi sur la sécurité qui durcit les conditions de séjour des immigrés et prévoit l'expulsion immédiate des clandestins, elle craignait de devoir rentrer dans son pays.

Comme Elena, de 350 000 à 400 000 domestiques et gardes-malades d'origine extracommunautaire devraient bénéficier de la régularisation « sélective » adoptée par la Chambre des députés. Le gouvernement évite de parler d'une « amnistie » au caractère général qui tomberait sous le coup du pacte européen sur l'immigration et le droit d'asile adopté l'an dernier sous la présidence française pour discipliner les flux migratoires dans l'Union.

L'initiative n'est pas comparable à la première amnistie décidée en 2002 par le deuxième gouvernement de Silvio Berlusconi juste avant l'entrée en vigueur de la première législation restrictive sur l'immigration, la loi Fini/Bossi. Près d'un million de clandestins en avaient profité.

De très nombreux emplois de gardes-malades

Elle ne ressemble pas non plus aux nombreuses « mesures d'assainissement » décidées entre 2006 et 2007 par le gouvernement de gauche présidé par Romano Prodi.

Cette régularisation répond à une exigence exprimée par la société civile, en premier lieu par les familles de la bonne bourgeoisie angoissées à l'idée de perdre leurs domestiques philippins, somaliens ou d'Europe de l'Est.

Carlo Giovanardi, secrétaire d'État à la Présidence du Conseil responsable de la famille, a le premier mis l'accent sur l'urgence de trouver une solution à un problème qui risquait de devenir un drame pour nombre de collaborateurs domestiques et un risque pour leurs employeurs, désormais passibles de prison pour employer un clandestin.

Dans un premier temps, la Ligue du Nord a cherché à s'opposer à cette régularisation. L'ineffable ministre de la Simplification des lois Roberto Calderoli, qui avait déjà provoqué en 2006 une vaste polémique internationale en arborant un tee-shirt reproduisant une caricature d'Allah devant les caméras de télévision, a créé un nouveau scandale en affirmant que la majorité de ces gardes-malades étaient en fait des « ouvrières du sexe et des courriers de la drogue » : « pas question de les régulariser. Qui travaille au noir en Italie doit repartir. »

Cette intransigeance n'a pas tenu longtemps face aux réalités du système économique. L'Italie est le pays d'Europe qui emploie le plus de gardes-malades. Pratiquement dix fois plus qu'en Angleterre.

La nouvelle loi met des garde-fous. Il appartiendra à l'employeur de régulariser son collaborateur domestique en versant 500 euros d'amende libératoire auprès de l'Institut national de prévoyance sociale (INPS, l'équivalent des Allocations familiales) au titre d'arriérés de contributions. Cet employeur devra déclarer au fisc un minimum de 20 000 euros de revenu par an s'il est célibataire et 25 000 s'il vit en famille. C'est un plafond élevé dans un pays où quatre Italiens sur cinq prétendent gagner moins. Quant à l'immigré, il devra séjourner en Italie depuis au moins trois mois. Enfin, la demande de régularisation devra être déposée en septembre auprès des préfectures de police.

L'INPS en attend un surcroît de contributions sociales évalué à 1,3 milliard d'euros d'ici à la fin 2012.

Les Verts allemands prêts à collaborer avec la CDU (30.07)

Reuters - 29.07

A deux mois des élections législatives en Allemagne, les Verts se disent ouverts à tout type de coalition pour revenir aux affaires nationales, y compris à une alliance a priori contre nature avec les conservateurs (CDU-CSU) de la chancelière Angela Merkel.

Dans un entretien accordé à Reuters, le chef de file du parti, Cem Özdemir, explique que l'objectif déclaré des Verts est de s'imposer comme la troisième force sur l'échiquier politique allemand derrière les conservateurs et les sociaux-démocrates (SPD).

"Nous voulons revenir au pouvoir. Nous voulons devenir le troisième parti du pays car cela nous ouvrirait des possibilités pour influencer le cours des événements après les élections et cela nous permettrait, au bout du compte, de participer à l'élaboration des politiques", dit-il.

Crédités de 12 à 13% des voix, les Verts sont actuellement quatrièmes dans les sondages, loin derrière les conservateurs (38%) et le SPD (23%) mais au coude à coude avec les libéraux du FDP (opposition de centre-droit).

Ils s'acheminent a priori vers un score bien plus élevé qu'en 2005, lorsqu'ils avaient récolté 8,1% après avoir passé sept années au pouvoir avec le SPD.

Conscients de n'avoir aucune chance de pouvoir reformer une coalition avec les sociaux-démocrates, les Verts lancent désormais des appels du pied aux conservateurs, leurs ennemis historiques.

"Vous ne pouvez pas vous lancer dans la bataille en disant : 'nous ne ferons rien avec personne'", explique Cem Özdemir. "C'est pourquoi notre objectif est de faire des Verts le parti le plus fort possible et de voir ensuite ce qu'il se passe."

DIVERGENCES SUR LA TURQUIE ET LE NUCLÉAIRE

Selon lui, les alliances nouées au niveau local avec la CDU sont la preuve que l'animosité des années 1980 - lorsque les conservateurs voyaient dans les écologistes de dangereux activistes - appartient au passé.

"Nous avons eu plusieurs coalitions CDU-Verts avec succès au niveau municipal et même au niveau du Land de Hambourg cela fonctionne bien."

Cem Özdemir, 43 ans, reconnaît toutefois des divergences de fond au niveau national : les deux partis sont en effet aux antipodes sur certains sujets cruciaux comme le nucléaire - les Verts veulent la fermeture des centrales d'ici 2020 - ou l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

"A cause de tout cela, je reste sceptique sur le fait que cela puisse fonctionner avec les conservateurs au niveau national", dit-il.

Cem Özdemir sait que les Verts, dont les idées séduisent de plus en plus, sont devenus attractifs pour les autres formations car "il sera compliqué de former une coalition dans un système à cinq partis où les deux principaux sont si faibles".

"Les Verts étaient autrefois considérés comme des 'amoureux des arbres'. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que les autres partis et le secteur industriel se transforment en 'amoureux des Verts'", sourit-il.

Cem Özdemir, qui en tant que fils d'immigrés turcs est le premier représentant d'une minorité à diriger un parti allemand, ne se fait guère d'illusions sur la notoriété actuelle des Verts, conséquence directe selon lui des inquiétudes suscitées par le réchauffement climatique.

"J'aimerais penser que c'est parce que nous proposons de bonnes politiques mais ce n'est pas le cas. C'est parce que chacun réalise, après une analyse objective, que nous devons entrer dans une 'ère verte' pour sauver la planète. Ce sont des choses que l'industrie et même le président américain ont comprises aujourd'hui."

Il se réjouit de voir que les dirigeants d'entreprise qui "se moquaient des Verts adoptent maintenant ce que nous avons toujours dit très sérieusement".

Parmi les mesures simples qu'il promet d'appliquer si les Verts accèdent au pouvoir, Cem Özdemir évoque l'introduction d'une limitation de vitesse sur les autoroutes. Cela permettrait, selon lui, de réduire de 9% les émissions de gaz à effet de serre.

"Nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer plus longtemps chaque occasion de réduire les émissions de CO2", dit-il.

Grève au Niger contre la tenue d'un référendum (31.07)

Reuters - 30.07

Des travailleurs nigériens ont déclenché jeudi une grève de 48 heures à l'appel de sept centrales syndicales qui veulent contraindre le président Mamadou Tandja à renoncer à un référendum sur une nouvelle constitution qui lui permettrait de perpétuer son régime. Lire la suite l'article Le second quinquennat du président Tandja, 71 ans, s'achève le 22 décembre et il ne peut en briguer un troisième, aux termes de la Constitution de type semi-présidentiel en vigueur depuis 1999.

Il a convoqué les électeurs pour un référendum le 4 août afin de doter le pays d'une Constitution de type présidentiel qui lui accorderait aussi une transition sur trois années supplémentaires, en dépit d'une décision de la Cour constitutionnelle, juridiction suprême, qui a stipulé que le projet était contraire aux dispositions de la Loi fondamentale.

Le mot d'ordre de grève des centrales est motivé officiellement par des revendications salariales, mais il s'agit de contourner l'interdiction faite aux syndicats de lancer des actions à l'appui de revendications politiques, a expliqué Amadou Harouna, porte-parole de l'Intersyndicale des travailleurs du Niger, coalition des sept centrales qui, comme l'opposition politique, dénoncent "un coup d'Etat constitutionnel".

PLEINS POUVOIRS

Jeudi, le mot d'ordre a été partiellement suivi dans les administrations publiques et ignoré du secteur privé, en particulier des marchés et commerces, des banques et assurances, des transports collectifs et des entreprises.

"On ne peut lancer un mot d'ordre de grève et dire qu'il va réussir à cent pour cent, mais en tout cas, les ministères ont été affectés", a dit Amadou Harouna à la presse.

Le 23 juillet, la justice avait interdit une grève de 48 heures des travailleurs prévue pour les mêmes motifs, jugeant ces motifs illégaux.

Le chef de l'Etat nigérien, pour faire aboutir son projet de référendum, a dissous le parlement, seule institution à même de le poursuivre pour haute trahison, s'est adjugé les pleins pouvoirs en particulier ceux d'ordre législatif, et a remplacé les membres de la Cour constitutionnelle qui lui étaient hostiles.

Tandja affirme que les Nigériens souhaitent son maintien au pouvoir afin de mener plusieurs chantiers importants, entre autres un projet minier avec le français Areva qui fera du pays le deuxième producteur d'uranium à l'horizon 2012, un projet de raffinerie avec la Chine et de construction d'un barrage hydroélectrique avec les bailleurs de fonds.

Des critiques ont été émises à l'étranger mais le chef de l'Etat nigérien a dit qu'il ne céderait pas aux pressions ni aux menaces de sanctions économiques.

L'Union européenne a déjà annoncé la suspension d'une aide budgétaire.

Grande-Bretagne. Afghanistan : l'appel d'un déserteur à Gordon Brown (31.07)

Le Figaro - 30.07

Joe Glenton estime que les soldats britanniques, qui ont perdu 22 des leurs au cours du seul mois de juillet, sont utilisés par les États-Unis. Il reflète l'avis d'une part de plus en plus grande de l'opinion.

Accompagné par l'association pacifiste Stop the War, Joe Glenton a remis jeudi au 10 Downing Street une lettre expliquant sa décision de quitter les rangs de l'armée il y a deux ans. Âgé de 27 ans, le soldat de 1re classe du régiment du Royal Logistic Corp, qui sera traduit en cour martiale lundi pour avoir refusé de retourner servir en Afghanistan, s'adresse directement au premier ministre Gordon Brown. Sa

principale inquiétude, écrit-il, est que «le courage et la ténacité de ses camarades soient devenus des instruments de la politique étrangère américaine». Pour Joe Glenton, qui risque deux ans de prison, la cause n'est ni juste, ni bonne : «La guerre en Afghanistan ne réduit pas le risque terroriste et, loin d'améliorer la vie des Afghans, sème la mort et la désolation dans tout le pays. La Grande-Bretagne n'a rien à faire là-bas.» Le premier soldat à critiquer publiquement la guerre termine sa missive en demandant au premier ministre un retrait d'Afghanistan : «Je vous implore, Monsieur, de faire rentrer les soldats à la maison.»

Un souhait proféré par un nombre de plus en plus grand de Britanniques qui pleurent le retour des soldats, dont certains ont tout juste 18 ans, dans des cercueils recouverts de l'Union Jack, le drapeau du Royaume-Uni. Selon de récents sondages, 52 % des Britanniques sont désormais favorables à un retrait immédiat des troupes, et 58 % d'entre eux pensent que la guerre est vouée à l'échec. Pour l'association Stop the War, les chiffres parlent d'eux-mêmes et indiquent que «les militaires britanniques ont sous-estimé la force des adversaires en face d'eux lorsqu'ils ont lancé l'offensive ».

L'opération Griffon de Panthère contre les talibans a été meurtrière dans les rangs britanniques. En juillet, 22 «boys » ont péri, ce qui porte à 191 le nombre de morts depuis le début de la guerre. C'est aussi le mois qui a connu le plus fort taux de blessures, selon les chiffres du ministère de la Défense, le MoD.

Ne pas relâcher l'effort

Sur les deux seules premières semaines de juillet, 57 soldats ont été blessés, contre 46 en juin et 24 en mai. Un chirurgien de l'armée, le colonel Nigel Tai, a déclaré à la BBC qu'avec l'augmentation du nombre de morts et de blessés, «les temps étaient très durs pour les équipes soignantes militaires. C'est très difficile de voir de jeunes gens en bonne santé devoir subir de multiples amputations ».

La dénonciation par Joe Glenton de l'instrumentalisation des soldats par les États-Unis intervient au lendemain d'une conférence de presse tenue à Washington par le ministre des Affaires étrangères britannique, David Miliband, et la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton. Cette dernière a affirmé que les deux pays «continueraient à se serrer les coudes ». La Grande-Bretagne et les États-Unis se sont engagés à ne pas relâcher l'effort de guerre en Afghanistan, malgré le scepticisme dans leurs pays respectifs. David Miliband a estimé que l'Afghanistan avait été une sorte de couveuse pour les terroristes du 11 septembre 2001 et soutenu que les Britanniques le comprenaient.

Peine de mort: la Chine reste le pays qui exécute le plus, selon un rapport (31.07)

AP - 29.07

Le nombre de prisonniers exécutés dans le monde a baissé en 2008 et la Chine reste le pays qui applique le plus la peine de mort, souligne l'organisation de défense des droits de l'homme Hands Off Cain (HOC) dans un rapport publié mercredi.

Au moins 5.727 exécutions ont eu lieu dans le monde en 2008, contre 5.851 l'année précédente, selon le rapport. La peine de mort était en vigueur dans 46 pays l'an dernier, soit trois de moins qu'en 2007. Le Burundi et l'Ouzbékistan l'ont en effet abolie alors que la Sierra Leone, où aucune exécution n'a eu lieu depuis plus de dix ans, s'est rangée de facto dans le camp abolitionniste, précise HOC.

Selon le rapport, la Chine a été le théâtre d'au moins 5.000 exécutions l'an dernier, soit 87,3% du total. HOC précise que cette estimation se fonde sur des informations des médias et de groupes de défense des droits de l'Homme, le nombre exact des exécutions restant couvert par le secret en Chine.

Selon l'ONG, basée à Rome, l'Iran a exécuté au moins 346 personnes l'an dernier, contre 355 en 2007, et l'Arabie saoudite 102, contre 166 en 2007. A la date du 30 juin, les personnes exécutées dans les deux pays incluaient quatre mineurs en Iran et trois en Arabie saoudite, et ce en violation avec la Convention internationale des droits de l'enfant, souligne le rapport.

Un grand nombre d'exécutions étaient fondées sur des accusations de terrorisme en Afghanistan, Indonésie, Iran et Irak, note également HOC.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont exécuté 37 personnes l'an dernier, soit cinq de moins qu'en 2007, confirmant une tendance à la baisse observée depuis le pic de 98 exécutions enregistré dans le pays en 1999. Près de la moitié des exécutions aux Etats-Unis se sont déroulées au Texas.

Le rapport précise que 111 condamnations à mort ont été prononcées aux Etats-Unis l'an dernier, soit le chiffre le plus bas depuis le rétablissement de la peine capitale dans le pays en 1976.

HOC a décerné le titre d'"Abolitionniste de l'année" au gouverneur du Nouveau-Mexique Bill Richardson et à Gail Chasey, un élu de l'Etat,

pour leur rôle dans l'abolition de la peine de mort dans cet Etat américain en mars.

Vietnam. Le Vietnam toujours truffé de mines (01.08)

AP - 31.07

Plus d'un tiers des terres de six provinces centrales du Vietnam ont encore des mines terrestres et des bombes dans leur sol, selon une étude publiée vendredi.

Près de 35 ans après la fin de la guerre, les civils vietnamiens meurent ou sont blessés quotidiennement par des engins explosifs. Au total, plus de 42.000 personnes sont mortes depuis 1975 à cause de bombes ou de mines, selon le Vietnam.

Un étude réalisée par la Fondation américaine des vétérans du Vietnam et le ministère vietnamien de la Défense dresse un inventaire actualisé du nombre d'engins explosifs et de leur localisation dans une des provinces qui a connu les bombardements les plus intenses et les combats les plus violents pendant la guerre du Vietnam.

Ce projet américano-vietnamien, pour lequel les Etats-Unis ont contribué à hauteur de 2 millions de dollars (1,42 millions d'euros), prévoit également de déminer près de 1.354 hectares à travers 1.361 communautés de six provinces.

Mais la tâche reste titanesque. D'après le ministère vietnamien de la Défense, il y aurait environ 6,6 millions d'hectares de terres recelant des mines, a expliqué Thao Nguyen, directeur pour le Vietnam de la Fondation. "Le déminage est loin d'être fini."

L'ambassadeur des Etats-Unis Michael Michalak estime que cette étude permettra d'établir des priorités dans le travail futur de déminage. Les Etats-Unis ont versé 46 millions de dollars (32,6 millions d'euros) depuis 1989 pour le déminage du Vietnam, a-t-il affirmé.

L'étude, qui examine les provinces de Quang Tri, Quang Binh, Thua Thien Hue, Quang Ngai, Nghe An et Ha Tinh, montre que 34% des victimes ont été blessées en récupérant des engins n'ayant pas explosé pour les revendre au poids du métal, 27% en cultivant la terre ou en travaillant avec le troupeau, et 21% en jouant ou en bricolant les bombes.

Les provinces les plus contaminées sont celle de Quang Binh et celle, voisine, de Quang Tri, site de la zone démilitarisée pendant la guerre. Les mines et bombes ont tué ou blessé près de 7.000 personnes depuis la fin de la guerre dans la province de Quang Tri et 6.000 dans celle de Quang Binh.

Complément avec une dépêche de l'agence Reuters du même jour.

Au rythme actuel, les opérations de déminage et de suppression des pièces d'artillerie au Viêtnam pourraient durer encore 300 ans et coûter plus de 10 milliards de dollars, déclare un colonel de l'armée vietnamienne.

Le rapport précise que la présence de mines retarde aussi des projets d'infrastructure et bloque l'accès à des ressources naturelles.

Afghanistan. Les victimes civiles en hausse de 24% en Afghanistan, selon l'ONU (01.08)

AP - 31.07

Le nombre de victimes civiles du conflit afghan a augmenté de 24% depuis le début de l'année par rapport à la même période en 2008, a annoncé l'ONU vendredi.

Les attentats attribués aux talibans et les frappes aériennes des forces internationales sont les premières causes de cette augmentation.

Selon le rapport de l'ONU pour la première moitié de 2009, les attentats sont de plus en plus meurtriers, les talibans étant passés des bombes sur le bord des routes aux attentats kamikazes.

L'ONU attribue 595 décès de civils aux attaques de talibans et autres insurgés, et 310 aux opérations des forces gouvernementales et de la coalition internationale.

Le bilan total est de 1.013 civils tués, soit 24% de plus que pour les six premiers mois de 2008, et 58% supérieur à la même période en 2007.

Mai a été le mois le plus meurtrier pour la population, avec 261 morts, dont 81 tués par les forces afghanes ou internationales.

Chine. 1,6 milliard de Chinois d'ici 2030 (02.08)

Libération.fr - 01.08

En 1949, la République populaire de Chine comptait un peu plus de 500 millions d'habitants. En trente-cinq ans, la population a doublé, un baby-boom encouragé par Mao qui estimait que la force du pays était proportionnelle au nombre de ses habitants, usant de slogans tel que «Une bouche à nourrir, c'est deux bras pour travailler».

Puis, en 1979, avec l'ouverture, les autorités instaurent la politique de l'enfant unique, bouleversant la tradition de soutien familial par la descendance, sans qu'un système performant de retraite ne soit mis en place.

Aujourd'hui, le pays compte 1,345 milliard d'habitants, l'objectif étant de stabiliser la population à 1,6 milliard avant 2030, puis de la faire décroître progressivement. En 2050, selon l'ONU, un quart de la population aura plus de 60 ans.

Chine. Shanghai rompt le dogme de l'enfant unique (02.08)

Libération.fr - 01.08

A Shanghai, les responsables du planning familial ont lancé, il y a quelques jours, une campagne pour encourager les habitants à avoir deux enfants. Brochures d'information, «conseil» à domicile aux jeunes mariés, spots télévisés à l'appui : c'est la première fois dans le pays qu'on encourage activement les couples à procréer, depuis trente ans que la politique de l'enfant unique est en vigueur.

«Pas le temps». C'est que dans cette ville moderne et riche de vingt millions d'habitants, où jusqu'ici le planning familial avait été strictement appliqué, les gens font de moins en moins d'enfants et la population vieillit vite. Plus d'une personne sur cinq y est âgée de plus de 60 ans, et le nombre de retraités a crû deux fois plus vite que la moyenne nationale (lire ci-dessous). Avec l'amélioration du niveau de vie et le rythme urbain, à l'instar des pays occidentaux, de plus en plus de jeunes couples shanghaiens ne souhaitent pas avoir d'enfant. Ce sont les «Double income no kids», autrement dit les «double salaire, zero enfant». Dans la mégapole, 97 % des résidents de moins de 30 ans sont eux-mêmes des enfants uniques.

Chen Lian, jeune employée d'une société d'import-export, vit en couple mais ne veut ni se marier ni être mère. «La génération de mes parents trouvait cela bien d'avoir le plus d'enfants possible, c'était la tradition et c'était un besoin économique, mais, avec mon copain, nous préférons rester indépendants, on n'a pas vraiment le temps de s'occuper d'enfants.»

Avoir un second enfant est déjà permis par la loi dans certains cas : si les deux parents sont eux-mêmes des enfants uniques, si leur premier enfant est handicapé et, à la campagne, si c'est une fille. Mais aussi si les parents sont issus d'une minorité ethnique ou bien s'ils sont assez riches pour payer les amendes s'élevant à plus d'un an de salaire moyen... Plus développée, Shanghai bénéficie d'exceptions supplémentaires. Les parents divorcés ont par exemple le droit d'avoir un deuxième enfant avec leur nouveau conjoint, ainsi que les parents titulaires d'un doctorat. La politique de l'enfant unique est plus souple dans une ville où le niveau de vie et d'éducation est élevé, tandis qu'elle reste sévèrement appliquée dans les campagnes pauvres, avec de nombreux cas rapportés d'avortements et de stérilisations forcées.

«Mauvais signal». «Avoir deux enfants dans notre ville n'est pas un poids pour le pays, alors que ne pas en avoir menace notre système de sécurité sociale et accroît la pression sur les jeunes générations», a déclaré Xie Xingli, directeur du planning familial de la municipalité, qui réclame en outre la gratuité de la crèche et des aides à l'éducation pour un petit deuxième.

En décidant d'encourager les naissances, Shanghai a suscité de très vives réactions à travers le pays. Le très officiel China Daily a dénoncé cet arbitrage : «Shanghai se comporte comme si elle était une république indépendante. Encourager les naissances est un très mauvais signal lancé au pays, alors que les problèmes liés à un excès de population restent très graves.» Les autorités centrales, qui avaient donné leur aval, ont également pris leurs distances avec la campagne nataliste shanghaienne, considérant qu'une telle décision devait rester l'exception. Il y a quelques jours, elles déclaraient : «La politique de contrôle des naissances n'est pas remise en question et continuera à être strictement appliquée dans tout le pays pendant plusieurs décennies.»

Venezuela. Réforme du code électoral au Venezuela (02.08)

Reuters - 01.08

L'assemblée nationale vénézuélienne a adopté vendredi une réforme du code électoral, qui, estime l'opposition, va accroître les chances des partisans du président socialiste Hugo Chavez de remporter les législatives de l'année prochaine.

Hugo Chavez devrait signer le texte de loi dans les jours à venir. Cette réforme vise à donner au parti arrivé en tête plus de sièges que le pourcentage de voix qu'il a obtenu ne lui en donnerait proportionnellement. Elle permet en outre au Conseil électoral, contrôlé par le pouvoir, d'effectuer de nouveaux découpages électoraux, et ainsi, de réduire l'importance des fiefs de l'opposition.

Le Parti socialiste uni de Chavez domine actuellement l'assemblée nationale, où l'opposition ne détient qu'une poignée des 167 sièges.

La popularité de Hugo Chavez, qui est au pouvoir depuis plus d'une décennie, est tombée dans les sondages aux alentours de 50-54%, contre 64% au début de l'année. Et en 2008, les partis de l'opposition ont remporté cinq élections à des postes de gouverneur.

Pour les dirigeants de l'opposition, la nouvelle loi électorale est contraire à la Constitution et risque d'empêcher plusieurs petits partis d'obtenir des sièges à la prochaine assemblée en 2010.

Commentaire : à quand des sièges uniquement attribués au parti arrivé en tête ? Le spectre du parti unique.

Venezuela. Le gouvernement vénézuélien ferme 13 stations de radio (02.08)

Reuters - 01.08

Treize stations de radio vénézuéliennes ont cessé d'émettre sur ordre du gouvernement, qui prévoit d'en fermer 21 autres, toutes accusées de discréditer la politique du président Hugo Chavez.

Les partisans du chef de l'Etat disent avoir lancé une "guerre des médias" contre les stations de radio privées, très critiques envers Hugo Chavez.

Les adversaires du président dénoncent une atteinte à la liberté d'expression. "Ils interdisent tout espace à la dissidence au Venezuela", a déclaré William Echeverria, qui dirige le Conseil national des journalistes vénézuéliens.

Diosdado Cabello, ministre des Travaux publics dont dépend Conatel, la haute autorité de l'audiovisuel, a déclaré que certaines des radios étaient interdites parce qu'elles n'avaient pas renouvelé leur licence ou l'avaient transférée illégalement aux nouveaux propriétaires des stations.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1999, Hugo Chavez a cherché à contrebalancer le poids des radios et télévisions privées en créant de nouvelles stations publiques et des stations dirigées par des associations ou des communautés.

Malaisie. Plus de 5.000 manifestants défient les forces de l'ordre en Malaisie (02.08)

AP - 31.07

La police malaisienne a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser plus de 5.000 partisans de l'opposition, manifestant samedi à Kuala Lumpur contre une loi autorisant la détention sans jugement pour une période indéfinie.

Des dizaines de personnes ont été arrêtées qui cherchaient à participer à la manifestation, ont précisé des responsables de l'opposition.

Selon Lim Kit Siang, dirigeant du parti de l'Action démocratique, au moins 60 personnes ont été arrêtées devant la grande mosquée de la

capitale du pays, avant le départ du cortège, interdit par les autorités.

Les forces de l'ordre avaient dressé des barrages pour empêcher l'accès au centre ville, et des centaines de policiers anti-émeutes étaient déployés, ainsi que des camions équipés de canons à eau.

Les restaurants et magasins avaient baissé leurs rideaux, par crainte de débordements et de violences.

L'opposition cherche à pousser le gouvernement à suspendre cette Loi sur la Sécurité intérieure, qui permet de garder indéfiniment sous les verrous et sans jugement les personnes considérées comme des menaces pour la sécurité.

Les manifestants envisageaient de se rendre au palais royal pour remettre une pétition au roi.

Selon les militants des droits de l'homme, au moins 17 personnes sont détenues en vertu de ce texte, instauré sous la colonisation britannique. Ils considèrent qu'il permet d'emprisonner ceux qui critiquent le gouvernement et d'étouffer ainsi toute dissidence. Le gouvernement de son côté affirme que c'est un instrument nécessaire à la protection de la sécurité nationale.

Commentaire : très intéressant l'origine de cette loi...

Australie. En Australie, la trahison de l'ex-rocker écolo devenu ministre (03.08)

Le Monde - 01.08

Il y a encore deux ans, Peter Garrett était l'une des célébrités les plus populaires d'Australie. La rock star, chanteur du groupe Midnight Oil, s'était fait une réputation d'environnementaliste forcené, après des années à haranguer sur scène compagnies minières et pollueurs de tous poils. Mais depuis qu'il est entré dans le gouvernement travailliste, fin 2007, le ministre de l'environnement et de la culture est dans une position délicate. Et sa décision, il y a quelques jours, d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle mine d'uranium dans le sud du pays, pourrait marquer longtemps la mémoire de ses fans.

La mine de Four Mile, en Australie méridionale, devrait produire 1 400 tonnes d'oxyde d'uranium par an et permettre la création de 100 emplois à partir de 2010. Mais approuver son développement est un acte difficile pour le ministre, longtemps adversaire du nucléaire, qui a même consacré des chansons au sujet, dont la célèbre The Dead Heart. En 2007, Peter Garrett avait manifesté son opposition lorsque le parti travailliste avait décidé de changer de ligne et d'autoriser de nouvelles mines - tout en continuant de refuser le recours à l'énergie nucléaire.

Aujourd'hui, l'assurance donnée par M. Garrett que la mine de Four Mile sera la plus fiable au monde fait bondir ses anciens alliés. "La nappe phréatique va être polluée. Le ministre aurait pu exiger des conditions plus strictes, il aurait dû exiger un processus de réhabilitation du site", juge David Noonan, de l'Australian Conservation Foundation, organisation environnementale présidée durant dix ans par... Peter Garrett.

Poussé par les médias à expliquer son revirement, le ministre s'est justifié : "J'ai rejoint le parti travailliste, je suis devenu membre du gouvernement. Et j'ai dit à l'époque que j'accepterai, en tant que membre de l'équipe, les décisions du gouvernement."

"JOIES FACILES DE L'ADULATION"

Mais la mine s'ajoute à d'autres décisions controversées. "Il accepte les dossiers qu'on lui soumet", critique le sénateur vert Scott Ludlam, peu tendre vis-à-vis de celui que l'on surnommait le "géant vert". Peter Garrett, accusé par l'opposition - qui soutient l'exploitation de l'uranium - d'être un "phoney", un charlatan, est éreinté par la presse. Un groupe intitulé "Peter Garrett est l'homme le plus décevant d'Australie" s'est même créé sur le réseau social sur Internet Facebook.

Malgré tout, des fidèles continuent de le défendre. "Combien d'entre nous sacrifieraient les joies faciles de l'adulation pour la tâche décourageante qui attend celui qui travaille à l'intérieur du système ?", interroge la journaliste Annabel Crabb, dans le Sydney Morning Herald. "S'il ne pensait pas qu'il peut changer davantage les choses de l'intérieur que de l'extérieur, il aurait déjà démissionné. La nature même de la vie politique a amené ses fans à être déçus. Mais ils devraient être fiers que Peter reste en première ligne, malgré les coups portés à son image, pour défendre la planète", soutient Mark Dodshon, proche du ministre et auteur d'une biographie de Midnight Oil. Un argument que tous les fans ne semblent pas prêts à entendre.

Commentaire. Confirmation, l'écologie : une valeur... réactionnaire !

USA. Chômage : le «raz-de-marée» (04.08)

Libération.fr - 03.08

Des récessions, Henry Silverman, directeur de l'agence du chômage de Brooklyn, en a vu d'autres, cinq ou six depuis trente ans qu'il travaille dans ce bureau de l'Etat de New York. «Mais aucune n'a été aussi sévère et on n'a pas encore touché le fond», affirme-t-il. Si New York a longtemps résisté à la crise, la ville accuse désormais le coup. Et, ironie du sort, alors que Wall Street retrouve une partie de ses forces, avec les banques qui affichent des profits grâce au plan de sauvetage de l'Etat, le taux de chômage de juin a désormais rattrapé le taux national à 9,5 %, alors qu'il était de 5,4 % il y a un an.

Les nouveaux emplois promis par Barack Obama et son plan de relance économique sont encore bien rares. «Le raz-de-marée est terrible dans la finance, mais aussi dans le commerce de détail, la mode, l'édition», commente Silverman. Son agence voit défiler plus de 150 personnes par jour, contre moins d'une centaine il y a un an. «Les gens viennent surtout pour s'inscrire à l'assurance chômage, certains aux cours de formation, mais question placement, nous n'avons pas grand-chose à offrir à l'exception des secteurs de la santé et, curieusement, de la sécurité», poursuit-il.

«Soupes populaires». Dans la pièce principale, grande comme une salle de gym, qui compte une cinquantaine d'ordinateurs, pas trace pourtant des cols blancs de Wall Street. «Nous n'avons pas beaucoup d'emplois à plus de 500 000 dollars annuels à proposer, sourit Silverman. Non, sérieusement, ces gens n'ont pas besoin de nous, ils fonctionnent par réseaux, même si certains suivent nos cours de reconversion dans les professions de la santé. Il y a de nombreuses offres au niveau managérial.»

Les services de l'agence s'adressent avant tout aux ouvriers peu qualifiés. Beaucoup sont issus des minorités noires et latinos. «Ils vont souffrir longtemps, certains sont à la limite de l'illettrisme, plus de 40 % d'entre eux n'ont pas les bases minimales en informatique, les recaser va être difficile. Si nous ne pouvons pas nous substituer à l'école, nous offrons quelques cours d'informatique», explique Khalil Rashid, agent de placement. A peine 15 % des chômeurs passant par l'agence retrouvent un emploi, 30 % se contentent de boulots temporaires ou à temps partiel. «De quoi leur permettre de prolonger leur droit au chômage», commente Rashid.

Rosa Agnant fait partie de ces temporaires éternels. Licenciée il y a quatre ans d'un centre de service à la clientèle, elle va de job temporaire en job temporaire, souvent à temps partiel. «Je ne touche plus que 100 dollars [70 euros, ndlr] par semaine de l'assurance chômage et dans un mois, c'est fini», raconte cette femme d'une quarantaine d'années qui dit vivre de la générosité des amis qui l'hébergent. Pour la première fois de sa vie, elle touche les coupons alimentaires que l'Etat accorde aux indigents. Elle soupire : «J'ai essayé les soupes populaires, mais je ne peux pas manger que des conserves. Avec ces coupons j'ai au moins droit aux produits frais du marché.» Malgré tout, elle garde confiance. «J'ai profité de cette période de chômage pour me perfectionner, j'ai suivi des cours dans le secteur hôtelier. A New York, ça peut toujours servir.» En attendant, elle vend des filtres à eau de fabrication japonaise. Elle espère pouvoir développer la filiale new-yorkaise de cette entreprise qui teste le marché américain depuis peu. «Il y a de l'avenir, les gens sont de plus en plus sensibles aux questions environnementales.»

Miguel Arias, 41 ans, père de trois enfants, affiche le même optimisme, malgré sa situation précaire. Il a perdu son emploi de manutentionnaire dans une entreprise de toilettes portatives. «Ce n'est pas glamour, mais ça payait le loyer», dit-il avec un sourire résigné. Il a été licencié pour avoir osé demander le remboursement d'heures supplémentaires qui s'accumulaient. En retard sur le paiement de son loyer, il est désormais menacé d'expulsion. «Ce n'est pas avec les 330 dollars par semaine que je touche du chômage que je pourrai payer les 1 100 dollars de loyer et faire vivre ma famille.»

«Détresse». C'est là l'une des violences du système américain. Le chômage ne verse que la moitié du dernier salaire sur une moyenne de douze mois, mais au plus 405 dollars par semaine. Et les New-Yorkais peuvent encore s'estimer heureux. Plus social que d'autres, leur Etat offre une rallonge de vingt semaines aux vingt-six garanties par l'Etat fédéral. Dans certains Etats, rien n'est proposé en complément du paquet fédéral. Et encore, les vingt-six semaines sont un cadeau du plan de «stimulus économique» mis en place par Barack Obama. Avant cela, le maximum garanti par l'Etat n'était que de treize semaines.

«Nous voyons beaucoup de détresse», s'inquiète Khalil Rashid. «Les gens sont forcés de revoir leur mode de vie. Certains retournent vivre chez leurs parents à 40 ans passés, parfois avec leurs enfants.» Pour Miguel Arias, la décision est prise. Il quitte New York pour Louisville, Kentucky, dès qu'il aura passé son permis poids lourds. Il rayonne. Il vient d'apprendre que l'Etat de New York va l'aider à financer les 2 500 dollars que coûteront les leçons de conduite. «Dans le Kentucky, tout sera plus facile, un cousin y vit, tout y est moins cher. Et pour un routier, vivre à New York ou à Louisville, ça ne change rien.», dit-il.

Afghanistan. Pas d'opium, pas d'argent pour les villageois d'Afghanistan (09.08)

AP - 08.08

D'aussi loin que les habitants s'en souviennent dans ce coin perdu de l'Hindu Koush, on n'avait pas besoin d'argent: la devise servant aux échanges poussait chez tous les villageois, c'était l'opium.

Les enfants payaient leurs bonbons avec, les femmes le tissu ou l'huile. Même une visite chez le coiffeur pouvait se régler en opium.

Mais toute l'économie locale de Shahrān (province du Badakshan) s'est effondrée l'année dernière, depuis que le gouvernement afghan applique de force l'interdiction de cultiver les fleurs de pavot. Privées de leur seule source de revenus, des communautés entières plongent dans la pauvreté.

L'opium était inextricablement intégré à la trame de la vie quotidienne, comme dans le financement de l'insurrection fondamentaliste. L'Afghanistan fournit 93% de l'opium mondial, qui est aussi l'une des principales sources de revenus des talibans. Dans les zones sous leur contrôle, la production bat toujours son plein, alors qu'elle a dégingolé dans les zones gouvernementales.

Il y a deux ans, l'opium, qui sert à la fabrication de l'héroïne, couvrait 0,2 million d'hectares. La récolte était estimée à environ quatre milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) -la moitié du PIB de l'Afghanistan en 2007- dont un dixième tombait dans les poches des seigneurs de guerre locaux, talibans compris, selon l'Office de l'ONU contre la drogue et le crime (ONUDC).

Sous la pression internationale, Kaboul a redoublé ses efforts anti-drogue. L'année dernière, la surface d'opium avait diminué d'un tiers, sans mettre à mal pour autant les finances des talibans: 98% de la production provient aujourd'hui de sept provinces seulement (sur 34), toutes sous contrôle total ou partiel des talibans.

Au Badakshan, l'opium était implanté depuis si longtemps qu'on raconte que Marco Polo y avait goûté, déjà, au XIIIe siècle. Mais l'année dernière, la production avait chuté de 95%.

Il y a deux ans, les villageois de Shahrān ont décidé d'arrêter, le gouvernement menaçant de détruire les cultures et d'emprisonner les contrevenants.

Ils ont donc planté du blé, de l'orge, de la moutarde, des melons... cultures nécessitant beaucoup plus de soins que le très rustique pavot, qui fleurit sans guère d'eau ou d'engrais. Et, même là où la récolte a été correcte, ils disent qu'ils pourraient avoir gagné entre deux et dix fois plus avec le pavot.

"Vous voyez ce champ de moutarde? Ca fait vivre ma famille un mois", raconte Abdul Saboor, 25 ans. "Quand on plantait l'opium sur ce champ, ça couvrait nos dépenses pour un an".

Les commerçants souffrent aussi. Abdul Ahmed fait parti de la quarantaine à ne pas avoir quitté le bazar, qui comptait autrefois 400 échoppes: "nous ouvrons le matin et repartons le soir. Personne n'achète rien. Il n'y a plus d'argent dans ce village. L'opium était notre seul revenu".

Du coup, c'est l'exode vers l'Iran voisin, où les villageois vendent leur force de travail comme journaliers. Ceux qui restent s'endettent, pour acheter des produits de base comme l'huile et le riz, des graines et de l'engrais, louer des ânes pour apporter leur blé au marché...

Abdulhamid, 55 ans, va revenir à l'opium si personne ne l'aide: aucun de ses champs n'est irrigué, le blé n'y pousse pas. "Nous sommes plus pauvres de jour en jour. Que dois-je faire? Tuer mes enfants pour ne plus avoir à les nourrir?"

Des subventions, il y en a. Le Badakshan reçoit un millier de dollars pour chaque hectare sauvé du pavot, soit dix millions de dollars cette année. Qui financent la construction de trois dispensaires, trois écoles, la reconstruction de six ponts effondrés... Des travaux d'infrastructure qui ne vont pas nourrir leurs enfants, grognent les paysans.

L'opium a été remplacé par la pauvreté et la colère, alimentant peut-être aussi le terrorisme: la province de Nangahar, débarrassée du pavot en 2008 et montrée en exemple, a connu une forte augmentation de l'extrémisme, selon une étude de David Mansfield, consultant spécialisé pour l'ONU et la Banque mondiale. En avril, la province a renoncé à contrôler les mouvements de forces anti-gouvernementales sur sa frontière avec le Pakistan. En octobre suivant, il y avait des checkpoints talibans dans la province...

Et la répression dans le nord ne stoppe pas le flux d'opium et d'argent dans le Sud, fief taliban: dans la province de Zaboul, d'où est originaire le mollah Omar, la production a augmenté de 45% l'année dernière.

Quant à celle de Helmand, autre bastion taliban, elle a tellement produit d'opium en 2008 qu'elle est rien qu'à elle seule premier producteur mondial, selon Gretchen Peters, auteur d'un ouvrage sur le financement des talibans par la drogue.

En revanche, au Badakshan, les destructions vont bon train. Même si nombreux ont, comme Zainuddin, chef de la sécurité du district de Darayim, le coeur brisé en arrachant les pavots: "je sais que ces gens sont pauvres et que je leur enlève la seule chose qu'ils ont".

Nasrullah, 35 ans, a bien essayé la discrétion: il a planté trois petits carrés de pavots blancs et violets au milieu d'une grande colline de blé, espérant que les fleurs illégales passeraient inaperçues sous les gerbes céréalières.

L'autre matin, il regardait neuf policiers détruire ses plantations. "Je n'ai pas planté ça pour le plaisir, mais pour nourrir ma famille. Tout le reste ne vaut rien", soupirait-il en balayant du geste sa colline de blé. "Je n'ai plus le choix qu'entre me tuer ou quitter le pays".

Russie. Assassinat d'un journaliste au Daghestan (12.08)

AP - 11.08

Un journaliste a été assassiné au Daghestan, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur de cette république située dans la région russe très troublée du Nord-Caucase (sud de la Russie).

Selon un porte-parole du ministère, le journaliste, Malik Akhmedilov, a été retrouvé mort mardi dans sa voiture, abattu d'une balle dans la tête.

Les assassinats de journalistes et militants des droits de l'homme se multiplient dans le Nord-Caucase, comprenant la Tchétchénie. La dirigeante de l'ONG "Sauvons la Génération", Zarema Sadoulaïeva, et son mari ont été retrouvés assassinés mardi près de la capitale tchétchène Grozny, au lendemain de leur enlèvement par des inconnus.

"La situation des défenseurs des droits de l'homme en Tchétchénie et dans toute la région du Caucase du Nord devient insoutenable. La menace qui pèse sur ces militants ne peut plus être tolérée dans un Etat membre du Conseil de l'Europe. Nous comptons demander à l'Assemblée de se saisir de cette affaire au plus vite", a commenté mardi le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Lluís Maria de Puig.

Le 15 juillet, la militante de l'organisation de défense des droits de l'homme Memorial Natalia Estemirova, qui enquêtait sur les enlèvements, exécutions et assassinats de masse en Tchétchénie, a été enlevée en plein Grozny. Elle a été retrouvée morte avec deux balles dans la tête sur le bord d'une route en Ingouchie, la république voisine, quelques heures plus tard.

Les défenseurs des droits de l'homme ont mis en cause les forces de sécurité du président tchétchène pro-russe Ramzan Kadirov, également montrées du doigt pour de nombreuses exactions commises dans la république, ainsi qu'après l'assassinat de la journaliste d'opposition Anna Politkovskaïa à Moscou en 2006.

"Notre appel aux autorités suite à l'assassinat de Natalia Estemirova, le mois dernier, est resté lettre morte. Les auteurs de ces crimes doivent être retrouvés et traduits en justice. L'illégalité et l'impunité en Tchétchénie et dans toute la région du Caucase du Nord doivent être combattues: il y va de la crédibilité et de la responsabilité des autorités", a souligné l'APCE.

L'Algérie décale son week-end pour faire face à la crise (14.08)

lefigaro.fr - 13.08

Marche arrière. Plus de trente ans après avoir fixé au jeudi et vendredi le repos hebdomadaire obligatoire pour se démarquer des pays occidentaux, l'Algérie décale son week-end. A partir de cette semaine, le repos obligatoire devra être observé le vendredi et le samedi. Une mesure décrétée en Conseil des ministres le mois dernier pour adapter l'économie du pays à celles des pays occidentaux, et en particulier de l'Union européenne, avec qui l'Algérie a réalisé plus de la moitié de ses échanges en 2008.

En pleine crise mondiale, la Banque mondiale estimait que le manque à gagner représenté par ce décalage de week-end s'élevait à 1,2 point de croissance annuelle du PIB. Une étude de la Société financière internationale (SFI) chiffrait même à 600 millions de dollars le manque à gagner annuel. Sans remettre en question le repos du vendredi - jour de grand prière chez les musulmans -, le gouvernement algérien espère que ce nouveau week-end «semi-universel» concourra à relancer son économie.

«Un signe d'ouverture de l'Algérie vers l'économie mondiale»

Réclamée de longue date par le patronat algérien et déjà adoptée depuis de nombreux mois par les banques, les assurances et plusieurs groupes privés tels que ArcelorMittal ou Air Liquide, la mesure a d'ores et déjà été largement saluée par les chefs d'entreprise, algériens mais aussi étrangers. «C'est un premier signe d'ouverture de l'Algérie vers l'économie mondiale», se réjouit Anthony Bouthelier, président du Conseil français des investisseurs en Afrique, interrogé jeudi dans Le Parisien.

En passant au repos hebdomadaire semi-universel, l'Algérie quitte un groupe de pays tels que la Libye et l'Arabie Saoudite - où le week-end est toujours observé le jeudi et le vendredi -, et rejoint des pays comme la Jordanie et les Emirats arabes unis. Mais plusieurs observateurs estiment que la décision du gouvernement algérien pourrait n'être qu'une première étape vers le passage au week-end universel (samedi et dimanche). Un pas déjà franchi par nombre de pays musulmans, comme le Maroc, la Tunisie, le Liban ou la Syrie.

L'armée américaine s'incruste en Colombie (14.08)

libération.fr - 13.08

Depuis qu'elle a accepté de mettre à la disposition des Etats-Unis cinq à sept de ses bases militaires pour lutter, officiellement, contre «le narcotrafic, le terrorisme et d'autres délits», la Colombie a suscité la colère de ses voisins sud-américains et une guéguerre de petites phrases à travers tout le continent.

La fermeture, le mois dernier, de la base américaine de Manta, en Equateur, devait marquer la fin de la présence militaire de Washington en Amérique du Sud. C'était sans compter sur Bogotá, qui négocie actuellement un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis visant à renforcer le très controversé «plan Colombie», en vigueur depuis 1999.

«Incursion». Ce vaste programme, financé par Washington, prévoit une aide militaire et l'entraînement de soldats et policiers dans la lutte contre les narcotrafiquants et la guérilla marxiste des Farc. La nouvelle mouture du plan Colombie ouvrirait la porte à l'installation de troupes américaines dans le pays, qui mettrait à disposition de l'US Army des bases navales et aériennes. Un casus belli pour plusieurs pays de la région, à commencer par le Venezuela de Hugo Chávez.

Depuis un mois, le ton ne cesse de monter entre Bogotá et Caracas. Dimanche, le président vénézuélien a demandé au peuple et à l'armée de se tenir «prêts au combat», alors qu'il dénonçait une «une incursion de soldats (colombiens) en territoire vénézuélien». En représailles, il a annoncé l'arrêt de la fourniture à la Colombie de pétrole au tarif actuel, privilégié. Bogotá a formellement démenti toute incursion.

Au-delà de la dramatisation entretenue par Chávez, peut-être destinée à détourner l'attention internationale de son projet de «loi spéciale contre les délits médiatiques», d'autres dirigeants régionaux n'ont pas caché leurs inquiétudes. Le ministre équatorien des Affaires étrangères a estimé dimanche que cette décision risquait de déclencher «une course aux armements», tandis que la Bolivie, le Nicaragua et le Chili ont fait part de leur vive préoccupation. Seuls le Brésil et le Pérou ont appelé à respecter une décision souveraine de la Colombie.

Tournée. Le président colombien, Alvaro Uribe, a entamé la semaine dernière une tournée «explicative», sans réussir à calmer les inquiétudes de ses pairs. Isolé et critiqué, Uribe ne s'est pas rendu, lundi, au sommet des présidents de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) à Quito, en Equateur. L'Unasur a décidé de convoquer un sommet extraordinaire sur ce sujet explosif, fin août en Argentine. Barack Obama pourrait y être invité, a suggéré le chef de l'Etat brésilien, Lula Da Silva.

La Belgique secouée par un scandale judiciaire (15.08)

lefigaro.fr - 14.08

La Belgique est-elle à l'aube d'un scandale judiciaire sans précédent ? C'est en tout cas toute la justice belge qui vacille après les révélations du quotidien économique flamand De Tijd. Le journal rapporte dans son édition de jeudi que la police judiciaire soupçonne des hauts magistrats du royaume d'avoir mis en place un système de corruption et de faux en écriture. Elle accuse aussi le parquet de Bruxelles et celui de la Cour de cassation de vouloir entraver son enquête pour protéger ces magistrats, raison pour laquelle le ministre de la Justice a été directement saisi.

Ce dernier, Stefaan De Clerck, a confirmé jeudi «avoir reçu un courrier de la part de la police judiciaire fédérale de Bruxelles» et assuré «suivre attentivement le déroulement de ce dossier». «L'enquête étant en cours, aucune déclaration ne peut être faite», a précisé la porte-parole du ministre. Le chef de la police judiciaire, Glenn Audenaert, a de son côté confirmé au Soir la véracité des informations concernant le mécanisme de corruption à l'œuvre dans la magistrature. Et le système était bien rôdé.

Toute débute en 2004 par une perquisition chez un avocat, Robert Peeters, soupçonné de malversations. Ce dernier aurait exercé un chantage sur des hommes d'affaires, les menaçant de rendre public l'existence de leur argent noir. L'avocat aurait bénéficié pour ce chantage de l'aide systématique de juges et de conseillers à la cour d'appel. Ces derniers auraient, selon les enquêteurs, prononcé des jugements et des arrêts permettant d'envoyer des huissiers à ces entrepreneurs, afin de les mettre sous pression. Les magistrats et conseillers concernés auraient alors touché au passage de l'argent en remerciement de leur collaboration.

La présidente du tribunal de commerce de Bruxelles visée

Là où l'affaire prend une plus grande ampleur, c'est lorsqu'on apprend que l'un de ces juges est Francine de Tandt, actuelle présidente du tribunal de commerce de Bruxelles. Or, c'est cette magistrate qui avait, en novembre 2008, estimé justifiée, dans l'intérêt de toute l'économie du pays, la décision du gouvernement belge d'adosser le bancassureur Fortis à BNP Paribas, déboutant la plainte de milliers de petits actionnaires qui avaient vu fondre leurs investissements. Sa décision avait ensuite été cassée par la cour d'appel de Bruxelles, qui avait donné raison aux petits actionnaires, prolongeant la saga Fortis de plusieurs mois. La presse avait alors parlé de «Fortisgate» tant les conséquences politiques de l'affaire furent importantes.

Les répercussions que pourraient avoir aujourd'hui ce scandale judiciaire sont considérables. Si ce dossier, caché au public depuis des années, éclate au grand jour, «les conséquences pour la crédibilité de la magistrature seront incalculables», explique De Tijd.

Visée en premier lieu, Francine de Tandt a assuré au Standaard être l'enjeu d'une mise en scène et n'être au courant d'aucune des accusations portées contre elle. Robert Peeters, l'avocat suspecté de fraude, s'est lui aussi vertement défendu au micro de RTL.be : «C'est ridicule, ce sont des allégations qui arrangent bien certaines personnes, qui veulent mettre en cause des jugements que Mme De Tandt a rendus», explique-t-il. Selon lui, les décisions de justice prononcées par Francine De Tandt et qui n'ont pas fait l'objet d'appel, pourraient bénéficier d'une réouverture, si la présidente est reconnue coupable des faits aujourd'hui mis à l'instruction.

La révélation en décembre que des membres de cabinets ministériels avaient pris contact avec des magistrats impliqués dans les dossiers Fortis, tant en première instance qu'en appel, avait entraîné les démissions du premier ministre Yves Leterme et du ministre de la Justice, Jo Vandeurzen. En mars, une commission d'enquête parlementaire avait conclu qu'en agissant de la sorte, ces collaborateurs avaient bien «mis en péril» le principe de la séparation des pouvoirs entre le judiciaire et l'exécutif. Le terme de corruption n'avait toutefois jusqu'ici jamais été prononcé.

La gauche radicale allemande d'Oskar Lafontaine capte une partie de l'électorat populaire du SPD (18.08)

Le Monde - 17.08

Dans les interventions d'Oskar Lafontaine, il y a toujours cette envie d'en découdre. Sans que l'on sache vraiment ce qui compte le plus pour l'ancien patron des sociaux-démocrates (SPD), aujourd'hui chef de file de Die Linke, le parti de la gauche radicale allemande : remporter une bataille ou jouer les trouble-fête, à quelques semaines des élections législatives du 27 septembre.

Le revoilà qui bat les estrades électorales en Sarre, un petit Land de l'ouest de l'Allemagne, où il est candidat aux régionales du 30 août. Il a déjà dirigé cette région frontalière de la France entre 1985 et 1998 sous les couleurs du SPD. En troisième position, son parti y est aujourd'hui crédité de 18 % des voix, aux dépens de ses anciens camarades. Sans une alliance avec Die Linke, les sociaux-démocrates n'ont aucune chance de renverser l'actuel gouvernement du chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller.

Pour Oskar Lafontaine, la campagne régionale se confond avec celle des législatives. Tête de liste de son parti aux élections générales, il veut montrer qu'il est capable de servir d'aiguillon. A Sarrebruck, devant plusieurs centaines de sympathisants, le fougueux Sarrois cogne tous azimuts : contre la chancelière CDU, Angela Merkel, contre ses alliés "néolibéraux" du FDP avec lesquels elle voudrait former une coalition après les législatives, contre le SPD, bien sûr, à l'origine des dernières réformes du marché du travail. Il dénonce leurs "combines", leur complicité dans le démantèlement de l'Etat social.

Le trublion de la gauche allemande rappelle les promesses de Die Linke : la suppression de la retraite à 67 ans, une prolongation des allocations-chômage, un salaire horaire minimum à 10 euros, la gratuité des frais universitaires...

Celui qui se veut le héraut de la classe ouvrière affirme qu'il suffit de prendre l'argent où il se trouve : "Il faut davantage taxer les riches", lance-t-il en cette fin d'après-midi ensoleillée. Dans une ambiance de kermesse où bières et saucisses grillées sont distribuées en abondance "à des prix sociaux", le public applaudit, ravi, sa revendication d'un impôt sur la fortune. Il l'a baptisé "l'impôt des millionnaires".

En ces temps de crise économique, le "linkspartei" n'a pourtant plus le vent en poupe comme il y a un an. A l'époque troisième force politique du pays, le parti qui réunit depuis 2007 les héritiers des communistes de l'ex-RDA et les déçus de la social-démocratie est

aujourd'hui relégué à la dernière place dans les sondages, entre 9 % et 11 %, derrière le FDP et les Verts.

Mais pour le SPD, la capacité de nuisance d'Oskar Lafontaine est toujours grande. Car Die Linke chasse sur ses terres : les chômeurs, les retraités, les ouvriers sont leur clientèle commune. Incapables de trouver la parade, les sociaux-démocrates sont au plus bas dans les intentions de vote. Le dernier sondage Infratest-Dimap, publié le 13 août, les situe à 22 %.

"Sur les sujets essentiels, comme les questions sociales, le SPD a perdu son identité. Voilà pourquoi il est si faible", confie l'ancien ministre des finances de Gerhard Schröder qui avait quitté avec fracas, en 1999, ce parti devenu trop centriste à son goût. Depuis, jusque dans l'aile gauche du SPD, M. Lafontaine passe pour un inconsistant et un "populiste". Un traître aussi qui n'a cessé, pour remonter la pente, de vilipender ses anciens amis.

Reste un dilemme : en refusant à long terme de coopérer avec Die Linke, les sociaux-démocrates risquent de s'infliger une interminable cure d'opposition. Dans les Länder de l'ex-RDA, le SPD est certes prêt à s'allier avec les anciens communistes. La ville-Etat de Berlin est d'ailleurs gouvernée par une coalition dite rouge-rouge. Mais à l'Ouest, une collaboration entre les frères ennemis reste un tabou.

A moins que les élections en Sarre ne changent la donne. M. Lafontaine sait qu'il n'a presque aucune chance de s'y faire élire ministre-président. Mais il y reste fort populaire. Surnommé le Kumpel ("copain"), il aime déambuler dans les rues de Sarrebruck pour prouver que son aura est intacte. Très à l'aise sur ses terres, il serre des mains, tutoie, offre des photos Polaroid dédicacées. "Ici, on le surnomme toujours le Napoléon de la Sarre", s'amuse un militant.

Le chrétien-démocrate Peter Müller, dont la réélection n'est pas assurée, l'a une fois désigné comme son principal adversaire. Quant au candidat social-démocrate, Heiko Maas, il s'est dit prêt à négocier avec Die Linke en fonction des résultats du scrutin. "C'est un premier pas, dit M. Lafontaine. Le SPD doit nous considérer comme une option de pouvoir crédible." D'ici les législatives de 2013, peut-être...

Afghanistan: données sur la force de l'OTAN (19.08)

AP - 18.08

La Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN, qui a annoncé mardi la suspension de ses opérations militaires en Afghanistan le temps des élections, a été mise en place fin 2001 afin de protéger Kaboul et sa région dans un premier temps, puis tout le pays, et de faciliter l'émergence des institutions démocratiques aux côtés du gouvernement afghan.

L'opération est passée sous le contrôle de l'OTAN en 2003 et compte aujourd'hui quelque 64.500 militaires mis à disposition par 42 pays, dont les 28 membres de l'Alliance atlantique.

Voici les principales données chiffrées concernant l'ISAF:

Répartition par secteur:

- Commandement régional de Kaboul: 6.200 hommes environ

- Sud: 29.400

- Est: 19.000

- Nord: 5.600

- Ouest: 3.400

Composition par pays:

- Contingents des pays membres de l'OTAN:

Albanie: 140

Allemagne: 4.050

Belgique: 510

Bulgarie: 470

Canada: 2.800

Croatie: 295

Danemark: 700

Espagne: 780

Estonie: 150

Etats-Unis: 29.950

France: 3.250

Grande-Bretagne: 9.000

Grèce: 145

Hongrie: 310

Islande: 8

Italie: 2.795

Lettonie: 165

Lituanie: 200

Luxembourg: 9

Norvège: 485

Pays-Bas: 1.770

Pologne: 2.000

Portugal: 90

République tchèque: 340

Roumanie: 1.025

Slovaquie: 230

Slovénie: 80

Turquie: 730

- Contingents des pays non membres de l'OTAN:

Australie: 1.090

Autriche: 3

Azerbaïdjan: 90

Finlande: 110

Géorgie: 1

Irlande: 7

Jordanie: 7

Macédoine: 165

Nouvelle-Zélande: 160

Singapour: 8

Suède: 430

Ukraine: 10

Total: 64.500 environ

- août 2003: 5.581 hommes

- août 2004: 8.065

- juillet 2005: 9.685

- septembre 2006: 19.597

- novembre 2007: 31.267

- mars 2008: 47.332

- juin 2008: 52.700.

- juillet 2009: 64.500

Source: décompte au 23 juillet 2009, selon le site Web de l'ISAF.

Italie. La Ligue du Nord s'en prend aux symboles de l'unité italienne (20.08)

Le Monde - 19.08

Pour la Ligue du Nord, parti populiste et xénophobe allié de Silvio Berlusconi, le mois d'août n'est pas la morte-saison de la politique. Et Umberto Bossi, son président, fait feu de tout bois pour s'attirer les faveurs médiatiques. Lundi 17 août, le ministre de la réforme s'en est pris à l'hymne national italien dans lequel il voit le symbole de la prééminence de Rome, en soutenant que "personne n'(en) connaissait" les paroles.

Cet hymne, Fratelli d'Italia, est régulièrement pris à parti par les sympathisants de la Ligue qui lui préfèrent Va Pensiero tiré du Nabucco, de Verdi. En 2008, à pareille époque, M. Bossi avait été autrement plus direct en pointant un doigt d'honneur au moment où le texte dû au poète Goffredo Mameli (1847) évoque l'Italie, "esclave de Rome".

Cette offensive d'août vise également la langue italienne et son drapeau. M. Bossi a soutenu que l'étude des "dialectes régionaux" devait être obligatoire à l'école. Il a aussi déclaré vouloir soumettre une proposition de loi permettant de joindre, lors des manifestations officielles, des oriflammes régionales au drapeau tricolore. Un autre poids lourd de la Ligue, le ministre de l'agriculture Luca Zaia, a exigé que la RAI, la chaîne de télévision publique, produise davantage de "fictions régionales".

Autrefois ouvertement autonomiste, la Ligue du Nord milite aujourd'hui pour une conception fédéraliste de l'Italie dans laquelle le Nord, riche et puissant, laisserait le Sud à son sous-développement endémique. La réforme dite du "fédéralisme fiscal" (chaque région ne pouvant dépenser plus que ce qu'elle gagne) est une étape sur ce chemin.

La Ligue veut également porter, à la rentrée, un projet plus radical encore. Roberto Calderoli, le ministre de la simplification, a évoqué l'idée de "salaires différenciés" selon les régions en vertu du fait que le coût de la vie dans l'Italie du Sud serait moindre que dans l'Italie septentrionale.

Pour faire passer ce message, dénoncé comme "séparatiste" par l'opposition et une bonne partie de la droite et du centre, tout est bon pour remettre en cause l'unité de l'Italie à travers ses symboles (l'hymne, le drapeau, la langue), pour mieux s'attaquer au principe de la solidarité nationale, comme si le fossé entre le Nord et le Sud était un état de fait dont il serait préférable de s'accommoder plutôt que de chercher à le combler. Encore problématique, l'unité italienne fêtera ses 150 ans en 2011.

POLITIQUE SÉCURITAIRE

"Nous devons considérer les déclarations de Bossi comme des messages d'amour à ses électeurs", a voulu minimiser M. Berlusconi. Selon le Corriere della Sera, il aurait toutefois confié son inquiétude : "Pour gagner 0,2 % en Lombardie, Bossi est prêt à faire perdre 2 % à toute la majorité." L'analyse est juste, mais le président du Conseil est-il en mesure de contrecarrer les desseins de son allié, qui a doublé son résultat aux élections européennes de juin et qui croît dans les sondages, en particulier dans l'électorat populaire ?

La première année de son troisième mandat de président du Conseil est marquée de nombreuses concessions à la Ligue. On retrouve sa marque dans le durcissement de la politique sécuritaire, au travers de la création des "rondes citoyennes" et de l'institution d'un délit d'immigration clandestine.

Par-dessus tout, elle a su imposer l'agenda politique. En préemptant, en plein mois d'août, les thèmes du débat de la rentrée, la Ligue prend date. "L'hymne ne nous intéresse pas, a précisé ensuite M. Bossi. Ce qui compte pour nous, ce sont les salaires territoriaux."

L'influence grandissante de la Ligue provoque un malaise dans les rangs du Parti de la liberté (PDL, droite), présidé par M. Berlusconi. "Nous devons être la force entraînant de la coalition", insiste le ministre de la défense, Ignazio La Russa, un des coordinateurs du PDL. Le danger pour ce parti mastodonte issu de la fusion de Forza Italia et de l'Alliance nationale, se situe en Lombardie et en Vénétie où, avec ces mots d'ordre quasiment séparatistes, la Ligue espère bien devenir le premier parti lors des élections régionales de 2011.

Un parti en progression

Origine

Née en 1991 de la fusion de la Ligue lombarde et de la Ligue de Vénétie, la Ligue du Nord, dirigée par Umberto Bossi depuis sa création, est désormais le plus vieux parti politique italien.

Elus

Forte de 60 députés, 30 sénateurs, 4 ministres et 8 secrétaires d'Etat, elle a remporté plus de 8 % des suffrages aux élections générales d'avril 2008. En juin 2009, au scrutin européen, elle a obtenu plus de 10 % des voix (avec des pointes à plus de 30 % dans certaines villes), envoyant neuf députés à Strasbourg. Depuis les élections locales, elle dirige 13 provinces.

Objectifs

La Ligue du Nord compte devenir le premier parti en Lombardie et en Vénétie lors des élections régionales de 2011.

USA. La CIA a eu recours illégalement à une société privée contre Al-Qaida (21.08)

Slate.fr - 20.08

La CIA (Agence centrale de renseignements) a engagé en 2004 la société de sécurité privée Blackwater dans le cadre d'un programme secret visant à pister et assassiner des dirigeants d'Al-Qaida, révèle le New York Times dans son édition du 19 août. Blackwater a contribué à des missions d'organisation, d'entraînement et de surveillance dans ce programme qui a coûté plusieurs millions de dollars sans permettre la capture ou l'assassinat d'un seul activiste, rapporte le quotidien.

Blackwater qui a récemment changé de nom pour devenir Xe Services, a joué un rôle controversé en Irak et a été notamment vivement critiquée après une fusillade en 2007 en plein Bagdad qui avait coûté la vie à dix-sept civils irakiens. Depuis les dirigeants irakiens ont refusé d'accorder à Blackwater une licence pour opérer en tant que service de sécurité.

Selon les fonctionnaires cités par le New York Times, il n'y a jamais eu de contrat formel signé entre la CIA et Blackwater sur ce programme d'élimination, mais des accords individuels avec certains des responsables de Blackwater, à commencer par son fondateur, Erik D. Prince, un ancien des Navy Seals, une unité des forces spéciales de nageurs de combat de la marine américaine.

Le recours à une société extérieure pour un programme clandestin qui est hors-la-loi a contraint le directeur de la CIA, Leon Panetta, à avouer en juin au Congrès que l'agence avait dissimulé les détails de ce projet durant sept ans, rapporte le journal. Une commission parlementaire enquête actuellement sur les raisons pour lesquelles les parlementaires américains et les Commissions du renseignement du Sénat et de la Chambre des Représentants n'ont jamais été informés de ces faits.

En 1976, à la suite des tentatives ratées d'assassinat de Fidel Castro par la CIA, le président Gerald Ford avait signé un décret interdisant à la CIA de se livrer à des assassinats. Pour permettre à l'agence de contourner cette interdiction, l'administration Bush a pris le parti de considérer que tuer des membres d'une organisation qui avait attaqué les Etats-Unis comme Al-Qaida était assimilable à tuer des soldats ennemis au champ de bataille.

Dianne Feinstein, la sénatrice démocrate de Californie qui dirige la Commission sur le renseignement du Sénat, estime «qu'il est trop facile d'externaliser des tâches dont vous ne voulez pas accepter de prendre la responsabilité». D'autres démocrates laissent entendre que le «programme Blackwater» n'était qu'un parmi d'autres que l'administration Bush a caché au Congrès et au public.

Des officiels de la CIA justifient le programme comme une alternative aux frappes de missiles avec des drones qui ont tué de nombreux civils au cours des dernières années et ne peuvent pas être employées dans les zones urbaines où les terroristes se cachent, notamment au Pakistan.

Les villes scandinaves sont les plus chères du monde (21.08)

Le Monde - 20.08

Oslo, Copenhague, Zurich, Genève, New York et Tokyo sont les villes où la vie est la plus chère. Telle est la conclusion d'une enquête, publiée mercredi 19 août par UBS, comparant le pouvoir d'achat dans 73 villes. La banque suisse établit ce classement tous les trois ans en comparant le prix d'un panier de 122 biens et services.

Londres, qui était la deuxième ville la plus chère en 2006, chute de vingt places suite à l'effondrement de la livre sterling et se retrouve dans la moyenne de l'Europe de l'Ouest. La capitale britannique est dépassée par Paris, neuvième, et Lyon, dix-huitième. A l'autre extrémité, Kuala Lumpur, Manille, Delhi et Bombay sont les villes où la vie est la moins chère.

1 902 HEURES DE TRAVAIL PAR AN

Pour pallier les différences dans les habitudes de consommation d'un pays à l'autre, UBS calcule aussi pour chaque ville le temps de travail nécessaire pour s'offrir le fameux Big Mac de McDonald's. Pour la première fois, la banque a également utilisé comme étalon un produit non alimentaire : l'iPod Nano d'Apple (avec huit giga-octets de mémoire). A Zurich et à New York, un salarié peut s'offrir un iPod après neuf heures de travail, alors qu'il faut environ 20 jours de salaire à Bombay pour l'obtenir.

Autre enseignement : malgré l'élargissement à l'Est, l'écart de pouvoir d'achat entre l'Europe orientale et occidentale reste très marqué, proche de 35 %. Le salaire brut dans les métropoles d'Europe de l'Ouest est en moyenne plus de trois fois supérieur à celui pratiqué à l'Est. C'est en Bulgarie et en Roumanie que les rémunérations sont les plus faibles. Elles sont les plus élevées en Suisse, au Danemark et aux Etats-Unis.

La durée du travail ressort en moyenne à 1 902 heures par an dans les villes étudiées. C'est en Asie et au Proche-Orient qu'on s'investit le plus. Le Caire enregistre le temps de travail annuel le plus élevé (2 373 heures), devant Séoul (2 312). On passe le moins de temps au travail à Lyon et à Paris, avec 1 582 et 1 594 heures.

Suède. Le gouvernement suédois veut assouplir le marché du travail (23.08)

Le Monde - 21.08

Les Suédois vont devoir se retrousser les manches et redécouvrir des emplois délaissés. Tel est le message transmis par le premier ministre conservateur suédois, Fredrik Reinfeldt, alors que le marché du travail s'enfoncé dans la grisaille et connaît des dysfonctionnements.

Pour sa 99e visite hebdomadaire sur le terrain depuis son élection, à l'automne 2006, M. Reinfeldt avait choisi, mercredi 19 août, l'agence de l'emploi de Hanninge, dans la banlieue sud de Stockholm. Face aux responsables et employés de l'agence, le premier ministre écoute, prend des notes, donne son avis. Le ton est civil, chacun écoute l'autre. Mais pour le chef du gouvernement, la ligne est claire : "Différents types d'emplois doivent exister. Certains ont disparu de notre pays. Mais nous en avons besoin pour permettre, notamment aux jeunes, de mettre un pied dans le monde du travail."

Le choix est d'actualité, alors que les chiffres du chômage continuent de grimper. En juin, quelque 250 000 Suédois étaient officiellement au chômage, soit 9,8 % de la population active. C'est plus de 100 000 chômeurs supplémentaires en un an. Le chômage des jeunes a plus que doublé. A Hanninge, les offres d'emploi ont diminué de 40 % en un an.

Le budget de la Suède va se discuter dans les jours à venir, et l'Agence de l'emploi réclame plus de fonds. Ces dernières semaines, plusieurs rapports sont venus écorner l'image d'un système suédois qui fonctionnerait comme sur des roulements à billes.

La Confédération syndicale des cadres (TCO) a récemment rapporté que les indemnités de chômage, qui représentent officiellement 80 % du salaire, étaient dans les faits bien moins généreuses pour les salaires moyens à cause du plafond de remboursement. "Seul un salarié à temps complet sur quatre peut aujourd'hui prétendre à une indemnisation à hauteur de 80 % de son salaire antérieur", note Thomas Janson, expert des questions européennes de TCO.

Plus récemment encore, la Cour des comptes a épinglé l'Agence de l'emploi. Selon elle, les chômeurs doivent attendre trop longtemps le paiement de leurs allocations, et trop souvent de mauvais montants sont alloués sur des bases erronées.

En outre, la règle officielle selon laquelle les chômeurs doivent chercher du travail partout dans le pays et dans n'importe quelle branche n'est, dans la pratique, pas appliquée. "De fait, admet Annette Johansson, la directrice de l'Agence de l'emploi de Hanninge, il est très rare que l'on pousse les gens à déménager et qu'on les menace de leur retirer leurs allocations. La règle dit : si le temps de travail plus le temps de trajet est supérieur à douze heures, vous pouvez dire non à une proposition. Cela représente jusqu'à quatre heures par jour de transport. Demandez à n'importe quel Suédois, il vous dira que c'est inacceptable."

"C'est la passivité qui est dangereuse, explique M. Reinfeldt. Même en cette période de basse conjoncture, un million de gens ont changé d'emploi."

SYNDICATS SUR LE QUI-VIVE

La crise actuelle lui permet d'argumenter en prenant moins de gants en faveur d'une vieille idée. "Plus notre économie est développée, plus les emplois les plus simples disparaissent. Cela peut être bon pour la productivité, mais pas si cela va trop loin, déclare M. Reinfeldt au Monde. La mentalité "fais-le toi-même" est très importante dans ce pays. Beaucoup de Suédois bricoleurs pourraient faire (de cette capacité) de vrais emplois."

C'est ce que redoutent l'opposition de gauche et les syndicats depuis l'arrivée du gouvernement de centre droit au pouvoir en 2006 : un marché du travail à deux vitesses, une main-d'oeuvre non qualifiée que l'on peut payer moins cher sans avoir à toucher au droit du travail ni aux accords collectifs, défendus comme le Saint Graal par les centrales syndicales.

A un responsable de l'Agence qui juge souhaitable de pouvoir miser plus encore sur l'apprentissage des langues pour les immigrés, le premier ministre répond : pour certains types d'emplois, on n'a pas besoin de bien parler suédois. Les syndicats sont d'autant plus sur le qui-vive que les travailleurs étrangers se syndiquent rarement.

Or depuis deux ans, l'érosion syndicale se poursuit. Le taux de syndicalisation est passé, sur cette période, de 77 % à 71 %. C'est le problème des syndicats, répond M. Reinfeldt. Au début de son mandat, sa politique avait conduit à rendre plus chère l'adhésion aux syndicats et aux caisses de chômage, généralement gérées par les mêmes syndicats.

Etats-Unis : le taux de chômage "réel" atteindrait 16 % (27.08)

LEMONDE.FR avec AFP - 26.08

Le taux de chômage réel aux Etats-Unis atteint 16 % si l'on prend en compte les "travailleurs découragés" ayant cessé de chercher un emploi et ceux qui ne travaillent pas autant qu'ils le souhaiteraient, a déclaré mercredi 26 août Dennis Lockhart, un des responsables de la banque centrale (Fed) américaine.

"Si l'on prend en compte les gens qui voudraient un emploi mais ont cessé d'en chercher un [les travailleurs dits "découragés"] et ceux qui travaillent un nombre d'heures inférieur à ce qu'ils souhaiteraient, le taux de chômage passerait des 9,4 % officiels à 16 %", a déclaré M. Lockhart.

Bien que recensées, ces deux catégories de personnes ne sont pas comptabilisées dans la population active dans les données publiées chaque mois par le département du travail américain, chargé de déterminer le taux de chômage officiel, et échappent donc au décompte du nombre de chômeurs.

M. Lockhart, qui dirige l'antenne de la Réserve fédérale à Atlanta, en Géorgie, est le premier responsable de la banque centrale à reconnaître ainsi l'ampleur réelle du chômage. Il a par ailleurs jugé que le rythme de la reprise du marché de l'emploi risquait d'être "péniblement long".

Chine. Les conflits sociaux se multiplient en Chine (28.08)

Slate.fr - 27.08

Le drame est venu des décisions chinoises de restructurer la sidérurgie pour cause de surproduction d'acier. Chen Guojun venait d'être nommé PDG de Tonghua Iron steel, société d'Etat de la province du Jilin dans le Nord-est. Sa mission: préparer le rachat de cette aciérie par l'investisseur privé Jianlong steel. Très vite, il annonce le licenciement de 25.000 salariés sur 30.000. La colère se déchaîne dans l'entreprise à la fois contre la privatisation et contre les seulement 200 yuans d'indemnités mensuelles pour les futurs chômeurs. Le directeur, lui, touche 3 millions de yuans par an (312.000 euros). Le 24 juillet, une discussion dans son bureau s'envenime. Une foule de protestataires le frappe et empêche l'ambulance d'approcher lorsqu'il s'effondre. Quand il arrive enfin à l'hôpital, Chen Guojun est mort.

Aux pires moments de la révolution culturelle, quand Mao Zedong avait lancé le slogan «il est bon de se révolter», des directeurs d'usines qualifiés de «révisionnistes» avaient succombé sous les coups d'employés fanatisés. Dans la Chine d'aujourd'hui, au contraire, Hu Jintao souhaite que s'épanouisse une «société harmonieuse».

Des médias chinois n'ont pas caché la gravité de l'événement. Les internautes l'ont commenté en affirmant que «l'intérêt des ouvriers a été négligé» (sur le site Tianya) ou en félicitant les salariés d'avoir «osé défier l'inégalité sociale» (sur Wangyi). Difficile de trouver un blogueur qui plaigne le directeur de l'usine, comme s'il lui était reproché d'avoir été victime de sa propre maladresse.

Le 7 août, le gouvernement du Jilin nomme une nouvelle direction à Tonghua et annonce que le groupe Jianlong est «exclu à jamais» de toute future restructuration de l'aciérie. Pas d'allusion à d'éventuelles sanctions contre les meurtriers. Un parti pris ouvrieriste qu'explique Jean-Louis Rocca, directeur de l'atelier de Sociologie à l'université Tsinghua de Pékin. «La période des fermetures de grandes usines d'Etat est terminée depuis plusieurs années. La classe moyenne a pris une place centrale dans la société chinoise. Mais dans un pays qui se dit communiste, l'appareil d'Etat garde des liens historiques et culturels forts avec la classe ouvrière».

Un conflit social comparable va alors permettre d'afficher un autre mode de gestion. A Linzhou, dans le Henan, une aciérie d'Etat, là encore, a été vendue à un prix très bas (64 millions de dollars) et n'a offert que de faibles compensations aux travailleurs licenciés (1000 yuans par an). Le 12, ils sont un millier à occuper l'usine et prennent un cadre supérieur en otage. Les autorités régionales se rendent sur place. Leurs voitures sont renversées en protestation contre la coupure du téléphone décidée par la police!

Mais le dialogue s'instaure dès que les autorités admettent que les travailleurs auraient du être consultés sur la privatisation: «Les responsables de cette entreprise ont pris des décisions, déterminantes pour son destin, sans en faire délibérer l'assemblée générale des ouvriers, ce qui a provoqué la colère des ouvriers, qui ont choisi un moyen d'expression irrégulier» résume devant la presse le vice secrétaire du Parti Communiste du Henan.

La violence ouvrière s'illustre aussi chez les «mingong». Ces paysans, venus vers les villes pour travailler en usines ou dans le bâtiment, s'en prennent souvent à des petits patrons qui les exploitent. Mais ils sont dispersés et sans réelle force collective. Le désœuvrement de

beaucoup d'entre eux inquiète pourtant les autorités surtout dans le sud du pays où les entreprises travaillant à l'exportation ont réduit leurs activités ou fermé à cause de la crise internationale. Les «mingong» désirant rentrer dans leurs campagnes ont droit à des aides financières et des formations. Mais la plupart espèrent être embauchés dans la construction des infrastructures, routières, ferroviaires et autres, prévues par le plan de relance économique chinois.

A Pékin, nombre de sociologues ou juristes proches du gouvernement admettent le besoin urgent d'un vrai système de relation sociale en Chine. Les salariés n'imaginent pas être défendus par les syndicats officiels totalement affiliés au Parti communiste. Il arrive d'ailleurs que le parti ait tellement besoin d'interlocuteurs qu'il demande à des grévistes de désigner qui peut parler en leur nom. Ce qui a permis notamment de régler la grève des chauffeurs de taxi dans l'île de Hainan et à Chongqing en octobre 2008.

En 2007, le pays a officiellement connu 80.000 «incidents de masses», terme désignant les manifestations et émeutes. Pour 2008, ce serait 120.000. Ce sont des conflits d'inégale importance où interviennent parfois des avocats ou des associations locales d'entraides plus ou moins tolérés par les autorités. Pour l'essentiel, les différends se règlent au cas par cas. Ce qui n'incite pas le Parti unique au pouvoir à instituer de nouvelles formes de dialogue social. Sauf peut-être si la crise amplifiait les conflits.

Inde : Vague de suicides chez les paysans (28.08)

<http://fr.globalvoicesonline.org> - 26.08

L'Inde est le second pays au monde par sa population, de 1,2 milliards de personnes, et c'est encore un pays rural, puisque 70 % de celle-ci vit dans des villages. Plus de 450 millions d'Indiens (42 % de la population) vivent avec moins de 1,25 \$ par jour, sous le seuil de pauvreté reconnu au niveau international. Bien que l'agriculture ne produise que 28 % de la richesse nationale, elle représente plus de la moitié des emplois. Malheureusement, de plus en plus de paysans ont recours aux moyens les plus extrêmes pour échapper à l'endettement et à la pauvreté : des milliers d'entre eux se suicident chaque année, et ce depuis longtemps.

Devinder Sharma, un analyste des politiques alimentaires et commerciales vivant en Inde, écrit sur le blog Ground Reality (Réalité du terrain) :

60 paysans se sont suicidés [dans l'état d'Andhra Pradesh] en juillet [2009]. Et au 10 août, 16 autres ont mis fin à leurs jours. Qu'un tel drame mortifère continue de se produire dans les campagnes malgré toutes les commissions et les mesures d'aide en dit beaucoup sur l'apathie criminelle qui prévaut parmi l'élite urbaine et les décideurs politiques. Ce qui est tragique est que personne n'a franchement envie de s'attaquer aux causes qui produisent ces souffrances humaines sans fin.

Pourquoi ces paysans se suicident-ils ? La journaliste indépendante Nita J. Kulkarni l'explique sur son blog A Wide Angle View of India (L'Inde vue grand angle) :

Les paysans tombent dans l'endettement à cause d'un ensemble de coûts d'exploitation élevés, les semences hybrides (soit disant à haut rendement) et les pesticides vendus par les multinationales ayant un prix exorbitant, alors que leur production ne se vend pas à un bon prix, en partie à cause des importations. La sécheresse s'est ajoutée à leurs malheurs. L'irrigation est trop coûteuse pour ces paysans, et le gouvernement ne les a pas aidés.

Sur son blog My Thoughts (Ce que je pense), S Gupta critique l'inefficacité de l'organisation des secours publics, face à la sécheresse de l'été 2009, en affirmant que la distribution directe de nourriture va à l'encontre de la dignité de beaucoup, qui préfèrent ne rien recevoir, et que d'autre part le riz et le blé de bonne qualité sont détournés et revendus au marché noir.

Sonia Faleiro, une journaliste et romancière indienne reconnue, explique comment les cultivateurs de coton de la région de Vidarbha, dans l'état du Maharashtra, sont enlisés dans l'endettement, en l'absence d'aide publique :

Une culture touchée par la maladie, ou bien l'achat malencontreux de fausses semences, par exemple, rendent un emprunt nécessaire. Seulement cinq pour cent des paysans peuvent emprunter auprès des coopératives ou des banques, [les autres en étant exclus] le plus souvent à cause d'un précédent défaut de remboursement. Ceux-là [les exclus du crédit bancaire] sont contraints de se retrouver entre les griffes d'usuriers, le plus souvent hostiles, qui arrachent environ 500 roupies d'intérêt tous les quatre mois pour 1 000 roupies empruntées.

Vikas, sur Asociación Prabhat, le blog d'une ONG espagnole et indienne qui soutient les efforts de développement dans les villages de régions oubliées de l'Inde, s'indigne de l'inaction du gouvernement et du manque d'intérêt des autres :

Si le gouvernement veut résoudre le problème des paysans, alors pourquoi les paysans ne reçoivent-ils pas des aides particulières après une sécheresse ou une inondation (le plus souvent dans l'état du Bihar). Pourquoi les paysans dans beaucoup de régions n'ont même pas un droit légal au crédit auprès des banques commerciales... Pourquoi personne ne parle de la malnutrition et de la faim qui touche une

grande partie de l'Inde (25 % des pauvres sous-alimentés du monde vivent en Inde) ?

Pourquoi les médias ne parlent-ils pas de ce lent massacre systématique des paysans dans beaucoup d'endroits en Inde ?

Je pense que l'Inde est trop occupée par son progrès économique et qu'elle ne veut que continuer à vivre dans son rêve où elle s'imagine se rapprocher des pays développés (et que les 25 % des pauvres du monde qui vivent en Inde n'existent pas).

La réalisatrice, enseignante et blogueuse indienne Harini Calamur s'indigne également du manque de couverture médiatique des souffrances des paysans qui ont recours au suicide, en le comparant à l'importante couverture médiatique des célébrités :

Le jour où Shahrukh Khan a été arrêté pendant deux heures [...] 21 paysans se sont suicidés en Andhra Pradesh parce qu'ils ne pouvaient rembourser leurs dettes.

Mais les suicides des paysans ne sont pas sponsorisés, ils ne font pas monter l'audience et ils ne sont absolument pas propices aux vociférations improvisées de nos estimés « journalistes ».

Himanshu Rai, expert en informatique et blogueur, souligne également la sélectivité des Indiens devant les problèmes :

Les disparités croissantes entre les campagnes et les villes engendrent un grand vide dans le modèle de développement. Ce qu'il y a d'ironique est que personne ne se soucie plus des pauvres, ni du besoin d'un changement réel.

La classe moyenne urbaine, qui représente moins de 5 % de la population, bénéficie d'une couverture médiatique disproportionnée. Les suppressions d'emploi dans les compagnies aériennes deviennent un problème plus important que les suicides de masse des paysans dans notre pays.

Un rapport récent du Navdanya Trust, un groupe de pression indien en faveur de l'environnement, indiquait qu'il y a « plus d'affamés en Inde qu'en Afrique sub-saharienne », et que les plus affamés des indiens sont ses paysans.

Les paysans ont beau manifester, leur seule arme reste le suicide. Après quatre années de sécheresse, 5 000 paysans de l'état du Jharkhand ont conclu un pacte de suicide, en se plaignant que le gouvernement n'ait rien fait pour améliorer leur sort.

La philosophe et militante écologiste et féministe Vandana Shiva en rend responsable les transformations économiques négatives que subit l'agriculture et la mondialisation. Comme le taux de chômage dépasse les 7 %, les paysans ont peu d'opportunités de pouvoir changer de métier pour survivre.

Les réalisateurs amateurs Vibhu Mohunta et Ashish Dhadade ont réalisé Mitti, une courte vidéo [10 minutes] qui veut sensibiliser à la détresse des paysans indiens.

Le journaliste indien reconnu Palagummi Sainath écrit sur Counterpunch que la pauvreté et la faim augmentent rapidement chez les paysans indiens :

Des millions de petits paysans indiens sont des acheteurs nets de céréales. Ils ne parviennent pas à produire assez pour nourrir leur famille et doivent travailler sur les champs des autres et ailleurs pour boucher les trous. Comme ils doivent acheter ce dont ils manquent sur le marché, ils sont profondément affectés par les brusques hausses des prix alimentaires, comme il s'en est produit depuis 1991, qui ont été particulièrement brutales cette année. La faim est vraiment une réalité pour ceux qui produisent la nourriture. Il faut y ajouter le fait que la « disponibilité nette par personne » des céréales a fortement diminué depuis le début des réformes, de 510 grammes par Indien [par jour] en 1991 à 422 grammes vers 2005 (ce n'est pas une diminution de 88 grammes, c'est une diminution de 88 multipliée par 365 puis par un milliard d'Indiens). Comme le professeur Utsa Patnaik, le meilleur économiste indien s'agissant d'agriculture, l'a constamment souligné, une famille pauvre moyenne dispose actuellement d'environ 100 kg de moins que dix ans plus tôt.

Les paysans indiens pauvres connaîtront encore plus de problèmes si les nappes phréatiques ne sont pas gérées convenablement, comme l'explique le géologue Suvrata Kher. L'absence de mécanismes de crédit comme le microcrédit, et le manque de diversification des cultures, et d'autres sources de revenus, ne feront qu'accroître leurs difficultés. Ils sont pris dans le cycle de la pauvreté, et les calamités naturelles comme les sécheresses les plongent dans la détresse. L'économiste et environnementaliste Sanjeev Sanyal pense que l'Inde a besoin de repenser radicalement son agriculture pour arrêter ces morts.

USA. Aux Etats-Unis, le scandale des combats de clochards (28.08)

Libération - 27.08

On appelle cela des «bum fights». Littéralement, des «combats de clochards». Un phénomène violent et sordide, en nette expansion aux Etats-Unis, selon une association d'aide aux sans-abris. Le principe: inciter des SDF, pour quelques dollars ou packs de bières, à se battre entre eux, filmer les combats, et diffuser les vidéos sur Internet.

En 2008, 106 SDF ont été agressés gratuitement, dont 27 en sont morts, soit le chiffre le plus élevé depuis 2001, selon un rapport publié par la National Coalition for the Homeless (NCH). «Les SDF sont devenus une nouvelle minorité qu'il est toléré de haïr. Si cela arrivait à une autre minorité, il y aurait une protestation organisée», s'indigne Michael Stoops, directeur du NCH, cité par l'AFP.

En juillet, on comptait sur youtube près de 86.000 vidéos dégradantes sur des clochards, soit 15.000 de plus qu'un an plus tôt, selon un décompte du NCH. Pas moins de 5.700 vidéos -1.400 de plus qu'en avril 2008- montraient spécifiquement les «bum fights».

Durcissement de la législation

Si certains sans-abris acceptent de se prêter à ces humiliations, c'est parce qu'«ils sont alcooliques, psychologiquement perturbés et qu'ils n'ont pas d'argent», selon Michael Stoops. Par ailleurs, certaines victimes hésitent souvent à témoigner de ces actes auprès de la police. Les auteurs, eux, sont souvent des jeunes hommes, voire des adolescents.

Pour le New York Times, «une combinaison de facteurs a donné de l'ampleur au problème: la hausse du chômage et les saisies de logements poussent de plus en plus les gens dans la rue». Selon une autre association d'aide, la National Alliance to End Homelessness, près de 700.000 personnes dorment chaque nuit dans la rue ou en foyer aux Etats-Unis. Sur un an, on dénombre entre 2,5 et 3,5 millions de personnes qui ont subi ce sort au moins une fois.

Devant l'augmentation des violences, certains Etats, comme le Maryland (est) ou le Maine (nord-est), intègrent désormais les agressions contre des SDF dans leurs lois contre les crimes racistes ou discriminatoires. Washington, la Californie (ouest) et la Floride, l'Etat qui a connu le plus de violences avec une trentaine d'agressions de SDF, comptent faire de même.

Japon : défaite historique du PLD aux législatives (31.08)

Reuters - 30.08

Les électeurs japonais ont donné dimanche une victoire historique à l'opposition démocrate, écartant les conservateurs du pouvoir qu'ils dominaient depuis des décennies et confiant à un parti sans expérience gouvernementale la tâche de relancer une économie en berne.

Le succès du Parti démocrate du Japon (PDJ) de Yukio Hatoyama met fin à l'hégémonie du Parti libéral démocrate (PLD), qui gouvernait de façon quasi continue depuis 54 ans. Il débloque l'action parlementaire et ouvre la voie à une politique centrée sur la consommation, la réduction du gaspillage budgétaire et du poids des bureaucrates.

Mais le PDJ, qui doit encore faire ses preuves, aura peu de temps pour garder le soutien de l'électorat, qui s'inquiète de la hausse record du chômage et du vieillissement rapide de la société, qui alourdit les coûts de la sécurité sociale.

"Les gens sont aujourd'hui en colère contre la politique et la coalition au pouvoir. Nous avons bien senti qu'ils tenaient à voir changer leurs moyens d'existence et nous avons abordé ces élections pour provoquer un changement de gouvernement", a dit Yukio Hatoyama, qui est âgé de 62 ans.

Riche petit-fils d'un ancien Premier ministre, Hatoyama devrait présenter lundi une équipe de transition qui préparera la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Selon les projections des médias, les démocrates pourraient obtenir les deux tiers des 480 sièges de la chambre basse. Les sondages d'opinion préalables au scrutin annonçaient une très lourde défaite du (PLD) du Premier ministre Taro Aso.

FIN DU SYSTÈME DE L'APRÈS-GUERRE

La déroute des conservateurs fait voler en éclats le partenariat formé par le PLD, la haute finance et les bureaucrates, qui transforma le Japon en poids lourd économique après sa défaite de 1945. Cette stratégie s'est embourbée avec l'éclatement de la "bulle" économique nippone à la fin des années 1980 et la croissance du pays stagne depuis lors.

"C'est la fin du système politique de l'après-guerre au Japon", selon Gerry Curtis, spécialiste du Japon à l'Université Columbia qui voit venir une période de "grande incertitude".

Les marchés financiers attendaient impatiemment la fin du blocage parlementaire qui freinait l'action politique depuis que l'opposition était devenue majoritaire à la chambre haute en 2007.

Selon les sondages sortie des urnes diffusés par les médias, le PDJ a obtenu environ 320 sièges à la Chambre des représentants, contre 115 sièges dans l'assemblée sortante. Le PLD est crédité d'un peu plus de 100 sièges (contre 300).

Le Premier ministre Taro Aso a dit endosser la responsabilité de la défaite, ajoutant que le PLD allait s'employer à lui désigner un successeur.

L'agence de presse nipponne Jiji fait état du plus mauvais score réalisé par le PLD depuis sa fondation en 1955. Une atmosphère lourde régnait au siège du parti, dont plusieurs représentants - y compris des ministres en place - ont été battus dans leurs circonscriptions.

La cote du PLD a chuté sous l'effet des scandales, des volte-face politiques et d'une incapacité apparente à traiter le problème grandissant du vieillissement de la population.

"Il va être très difficile au PJD de répartir les fonds correctement, mais je crois que nous devons leur donner une chance", déclare Yasuhiro Kumasawa, restaurateur de 38 ans. "Si ça ne marche pas, nous pouvons réélire le PLD dans quatre ans."

RÉORIENTATION DIPLOMATIQUE

Fondé en 1998 par des transfuges du PLD, d'anciens socialistes et de jeunes conservateurs, le Parti démocrate s'est engagé à concentrer les dépenses budgétaires sur les ménages. Il entend améliorer le pouvoir d'achat des ménages et favoriser la natalité via le versement d'allocations familiales.

Il tient aussi à réduire l'emprise des bureaucrates sur le pouvoir, beaucoup leur imputant l'échec des tentatives pour remettre à flot un système de retraites qui bat de l'aile.

"La question est de savoir ce que les démocrates peuvent réellement accomplir dans les cent premiers jours. S'ils forment un cabinet rapidement, cela apaisera les craintes du marché au sujet de leur capacité à gouverner", estime Koichi Haji, économiste à l'institut de recherches NLI de Tokyo.

"L'espoir de changement est si grand que la déception serait énorme si les démocrates ne produisaient pas de résultats."

Le PDJ souhaite aussi adopter une position diplomatique plus indépendante des Etats-Unis. "On regrettera sans doute plus le PLD à Washington qu'au Japon", déclare Michael Austin, de l'American Enterprise Institute établi à Washington.

Le parti d'opposition mise en outre sur de meilleures relations avec le reste de l'Asie, souvent affectées par les souvenirs des années de guerre.

Hatoyama a exprimé l'intention d'intégrer de petites formations politiques à une coalition gouvernementale.

Le nouveau gouvernement aura pour tâche de sortir le Japon de sa plus grave récession économique depuis 1945, alors que le chômage y a atteint en juillet un taux sans précédent (5,7%).

Allemagne. En baisse aux régionales allemandes, la CDU peut douter (31.08)

Reuters - 30.08

La gauche allemande est en mesure de prendre aux conservateurs les Länder de Sarre et de Thuringe après des scrutins régionaux dimanche qui pourraient marquer un tournant dans la campagne législative.

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel, en nette baisse dans ces deux Länder, sort légèrement affaiblie des élections locales où le Parti de la Gauche (Die Linke) progresse nettement.

Pour Angela Merkel, la bonne nouvelle vient de la forte progression des libéraux du FDP, avec lesquels elle espère diriger le pays après les élections du 27 septembre et ainsi se débarrasser du SPD, son partenaire actuel.

Des alliances Die Linke-SPD permettraient à la gauche de prendre le pouvoir en Sarre et en Thuringe mais la CDU, favorite des législatives dans les sondages, reste en tête partout.

La CDU conserve la Saxe, troisième Land concerné par ces élections, où elle est créditée de 40,5% selon les dernières projections contre 21% au Parti de la Gauche (Die Linke), et 10,1% au FDP comme au SPD.

La grande coalition CDU-SPD qui prévaut en Saxe et au niveau fédéral devrait être remplacée dans ce Land de l'est du pays par une alliance CDU-FDP.

COALITION "ROUGE-ROUGE" À L'OUEST ?

Dans la Thuringe voisine, la CDU obtiendrait 31,1%, en baisse de 11,9 points par rapport à 2004. A gauche, Die Linke (27,6%) devance le SPD (18,6%).

Les deux partis peuvent diriger l'état ensemble mais les sociaux-démocrates pourraient refuser de seconder Die Linke, qui critique fréquemment les positions du SPD, et choisir une alliance avec la CDU.

Dans le petit Land de Sarre, à la frontière française, la CDU aurait récolté 34,5% des voix (-13 points) selon des résultats partiels, contre 24,5% au SPD et 21,3% à Die Linke.

Une coalition entre les deux partis de gauche et les Verts (5,9%) devrait se dessiner dans les prochains jours.

Heiko Maas, le chef de file du SPD dans la Sarre, aurait préféré une alliance à trois avec les Verts et le FDP plutôt qu'un gouvernement "rouge-rouge-vert" avec Oskar Lafontaine, ancien président du SPD, ministre-président de Sarre entre 1985 et 1998 et candidat de Die Linke dans son Land de toujours.

Mais les résultats de Lafontaine le rendent incontournable et Heiko Maas doit se préparer à ce qu'aucun dirigeant du SPD n'a osé faire jusqu'ici en Allemagne de l'Ouest: gouverner avec Die Linke. Les deux partis sont déjà alliés à la tête de l'exécutif de Berlin.

En raison de la nécessité de bâtir des coalitions, les gouvernements locaux ne devraient pas être en place avant des semaines.

Frank-Walter Steinmeier, ministre des Affaires étrangères et chef de file du SPD aux législatives de septembre, s'est félicité de cette aide opportune dans une campagne jugée plutôt terne jusqu'ici.

"J'ai entendu à plusieurs reprises ces dernières semaines que l'élection fédérale était jouée. Cette soirée montre que c'était faux", a-t-il dit, radieux, au siège du parti à Berlin.

Frank-Walter Steinmeier a écarté l'hypothèse d'un gouvernement "rouge-rouge" au niveau fédéral en raison de désaccords majeurs sur les politiques étrangère et économique.

Mais dans des entretiens accordés ce week-end à des médias allemands, il a laissé ouverte la possibilité de conclure une telle alliance dans la Sarre.

"PAS BEAUCOUP D'ESPOIRS AU SPD"

Le SPD ne gouverne plus que cinq des seize Länder allemands contre onze en 1998. S'il en récupère un à l'issue de ces élections, ce sera une première depuis 2001, et Angela Merkel sera forcée d'adopter dans la dernière ligne droite de la campagne nationale un style offensif qu'elle affectionne peu.

Pour les chrétiens-démocrates, les mauvais souvenirs de 2002 et 2005 pourraient alors remonter à la surface. A chaque fois lors de ces deux derniers scrutins fédéraux, leur large avance dans l'opinion s'était dissoute dans les dernières semaines de campagne.

"La CDU demeure le parti le plus fort dans les trois états mais il a subi des pertes significatives", note Gerd Langguth, politiste à l'université de Bonn.

"Le SPD a de gros problèmes - en Saxe ils obtiennent de très mauvais résultats, et en Thuringe ils n'arrivent qu'en troisième position

derrière Die Linke, donc ces élections régionales ne donnent pas beaucoup d'espoirs au SPD."

"Le SPD a l'aura du vainqueur, ce dont ils auront besoin dans les prochaines semaines", dit à l'inverse Karl-Rudolf Korte, son homologue de l'université de Duisbourg-Essen.

"Le SPD attend ce coup de pouce depuis longtemps. Ce pourrait être un tournant dans la campagne électorale."

Israël. L'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert inculpé pour corruption (31.08)

AP - 30.08

Un an après sa démission en septembre 2008, l'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert a été inculpé dimanche à Jérusalem de trois chefs de corruption, une première dans l'histoire de l'Etat hébreu.

Selon le dossier présenté par le bureau du procureur général Menahem Mazouz, M. Olmert, 63 ans, est inculpé pour avoir accepté illégalement des fonds d'un homme d'affaires américain, Morris Talansky, surfacturé des déplacements à l'étranger, d'abord comme maire de Jérusalem (1993-2003) puis comme ministre du Commerce et de l'Industrie (2005-2006), et d'avoir frauduleusement dissimulé des revenus. Ces faits sont antérieurs à son mandat de Premier ministre, à partir de 2006.

M. Olmert, qui a toujours protesté de son innocence, a présenté sa démission en septembre 2008 en raison de sa mise en cause dans plusieurs affaires de corruption. Il a quitté ses fonctions après la nomination de Benyamin Nétanyahou comme chef de gouvernement en mars 2009.

Ehoud Olmert a réagi dimanche en se déclarant dans un communiqué "convaincu de pouvoir prouver son innocence une fois pour toutes devant la justice". C'est la première fois en Israël qu'un ancien chef de gouvernement est inculpé.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Honduras. Vers une sortie de crise au Honduras (31.10)
- Ben Ali, Mugabe, Karimov... Le Top10 des dictateurs les mieux élus au monde (29.10)
- Guinée. Grève générale en Guinée un mois après le massacre du stade de Conakry (29.10)
- Afghanistan. Wali, le frère du président Karzaï, à la solde de la CIA (29.10)
- Israël accusé de priver d'eau les Palestiniens. (28.10)
- Afghanistan : un diplomate américain claque la porte. (28.10)
- Les partis européens d'extrême droite forment une alliance (25.10)
- Afghanistan: un second tour le 7 novembre pour sortir de l'impasse présidentielle (21.10)
- Inde. Deux articles sur l'Inde. (19.10)
- Mexique. Importante manifestation à Mexico contre la fermeture de la compagnie publique d'électricité (17.10)
- Espagne. Le Parlement espagnol limite la portée du principe de juridiction universelle (16.10)
- Allemagne. Les Verts allemands lorgnent à droite (15.10)
- Afrique du Sud. Nouvelles manifestations dans les townships sud-africains (14.10)
- Roumanie. Chute du gouvernement roumain après une motion de censure (14.10)
- Chine: boom de l'économie, explosion des déchets sociale (13.10)
- La Corée du Sud devra moderniser ses outils de protection sociale (13.10)
- Danemark. La 'flexicurité' danoise trouve ses limites dans un marché en berne (13.10)
- Mexique. Le gouvernement mexicain dissout la compagnie publique d'électricité (12.10)
- En Russie, des centaines de villes vont disparaître, victimes de la mono-industrie (11.10)
- G-B. Quand le premier ministre britannique offrait des millions de livres sterling au colonel Kadhafi (07.10)
- Guinée. Le chef de la junte en Guinée fustige la France (07.10)
- Et la Finlande découvrit la corruption... (06.10)
- G-B. Le groupe d'armement britannique BAE Systems inquiété pour corruption (06.10)
- L'Onu mise à l'index sur la fraude électorale en Afghanistan (06.10)
- La Grèce bascule à gauche (06.10)
- Italie. Le Parlement italien adopte une mesure d'amnistie fiscale controversée (06.10)
- Equateur: un mort et 49 blessés dans une manifestation d'Indiens (03.10)
- En Espagne, José Luis Rodriguez Zapatero recherche des alliés pour voter un budget de rigueur critiqué de toute part (01.10)
- La Chine va réduire son armée de terre de 700.000 hommes (01.10)

- "L'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté" (30.09)
- Honduras : le double jeu des Américains (30.09)
- Guinée. Au moins 58 manifestants tués dans des affrontements à Conakry (29.09)
- Portugal. Les socialistes remportent les élections législatives au Portugal (28.09)
- Autriche. Forte progression de l'extrême-droite autrichienne lors des régionales partielles (28.09)
- Allemagne. Deux articles sur les élections législatives. (28.09)
- Venezuela. Hugo Chavez appelle à la création d'un monde multipolaire (28.09)
- Allemagne. Sale ère du pauvre (26.09)
- Italie. La loi d'amnistie fiscale du gouvernement italien très critiquée (25.09)

- Allemagne. Ignorés, les jeunes Allemands se tournent vers les marges (25.09)
- Allemagne. Le 3e âge de plus en plus influent en Allemagne (25.09)
- Allemagne. Des syndicats allemands plus forts et plus indépendants (23.09)
- Honduras. Retour du président déchu Manuel Zelaya au Honduras (22.09)
- Suisse : manifestation "contre la crise et les pertes d'emplois" (20.09)
- Belgique. L'enquête judiciaire sur l'affaire Fortis atteint les plus hauts magistrats belges (19.09)
- Inde: vendre sa femme pour payer ses dettes (17.09)
- USA. Un syndicat appuie l'option "publique" du système santé d'Obama (14.09)
- En Allemagne, la gauche radicale s'impose dans la campagne électorale (12.09)
- Russie. Dimitri Medvedev s'en prend vivement à son propre pays (12.09)
- Birmanie. Total épinglé en Birmanie... et ailleurs (11.09)
- Vietnam. Agent orange: le Vietnam somme les États-Unis d'accélérer l'indemnisation des victimes (09.09)
- USA. Deux-tiers des armes vendues au monde sont américaines (08.09)
- Chili : Dictature Pinochet: mandats d'arrêt au Chili contre 129 anciens agents suspectés de meurtres (02.09)

Dictature Pinochet: mandats d'arrêt au Chili contre 129 anciens agents suspectés de meurtres (02.09)

AP - 01.09

Le juge chilien Victor Montiglio a ordonné mardi l'arrestation de 129 anciens agents de sécurité pour leurs liens dans la disparition de dissidents de gauche et le meurtre de responsables du parti communiste, pendant la dictature militaire d'Augusto Pinochet.

C'est la plus importante vague d'arrestations jamais organisée, concernant la "sale guerre" du général et ses violations des droits de l'Homme, de 1973 à 1990. "Nous enquêtons sur tous ceux qui ont participé à la privation de libertés des victimes", explique Victor Montiglio, ajoutant être beaucoup plus "proche de la fin" du processus.

Les personnes recherchées appartenaient à l'armée, à l'armée de l'air et à la police en uniforme. Ils travaillaient pour la police secrète DINA (Direction du renseignement national). Leurs crimes auraient été commis pendant l'opération Condor, l'opération Colombo et la "Street Conference" (du 30 avril au 6 mai 1976), au Chili et dans d'autres pays d'Amérique du Sud.

En 1973, le général Pinochet, au pouvoir jusqu'en 1990, renverse avec sa junte militaire le président marxiste élu Salvador Allende. Plusieurs tentatives ont eu lieu au Chili et ailleurs, pour juger le général avant sa mort, il y a deux ans, à l'âge de 91 ans. Sans succès.

Un rapport officiel parle de 3.197 opposants de gauche, tués pour leurs opinions politiques, certains tout simplement disparus, vraisemblablement enlevés, tués, puis enterrés dans des tombes anonymes, sans avoir pu adressé un seul mot à leurs proches.

En 2007 déjà, Victor Montiglio avait lancé des mandats d'arrêt contre 74 anciens agents de sécurité de la dictature militaire chilienne.

Deux-tiers des armes vendues au monde sont américaines. (08.09)

Le Figaro - 07.09

C'est un rapport du Congrès américain qui le dit. Les Etats-Unis ont confirmé en 2008 leur statut de premier marchand d'armes du monde. En dépit de la crise économique, Washington a ainsi signé des contrats d'armements équivalents à 37,8 milliards de dollars l'an dernier, contre 25,4 en 2007. Le tout alors que sur le plan international le marché des ventes d'armes a reculé de 7,6% à 55,2 milliards de dollars, selon ce rapport cité par le New York Times. Il s'agit du chiffre le plus bas depuis 2005, selon l'étude.

Les contrats d'armements américains représentaient 68,4% en 2008, soit les deux tiers du marché mondial des armes. Cette orientation à la hausse «doit être attribuée non seulement à d'importantes nouvelles commandes au Proche-Orient et en Asie, mais également à la poursuite de contrats significatifs de service d'équipements et de maintenance avec un nombre importants de clients américains dans le monde», souligne l'étude réalisée par le Congressional research service (CRS), un département de recherche dépendant du Congrès américain.

L'Italie, au deuxième rang

Les principaux clients de Washington sont les Emirats arabes unis, le Maroc et Taiwan. Des accords ont aussi été signés avec l'Inde, l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Corée du Sud ou le Brésil. Toujours selon cette étude, les Etats-Unis sont les plus gros fournisseurs des pays en développement. Ce seul marché représentait 42,2 milliards de dollars l'année dernière, en légère augmentation sur un an.

Selon l'étude, avec un montant de contrats d'armements équivalent à 3,7 milliards de dollars, l'Italie se place au deuxième rang en 2008, tandis que la Russie, avec des contrats estimés à 3,5 milliards de dollars - contre 10,8 milliards de dollars en 2007 - occupe la troisième place. Moscou conserve l'Inde et la Chine comme clients principaux dans les pays en développement mais s'intéresse de plus en plus aux pays d'Amérique centrale, le Venezuela en particulier. La France est troisième sur le seul critère des ventes d'armes aux pays en développement.

Agent orange: le Vietnam somme les États-Unis d'accélérer l'indemnisation des victimes (09.09)

AP - 08.09

Les autorités vietnamiennes ont exhorté mardi les États-Unis à accélérer l'indemnisation des victimes de l'agent orange, alors que débutait la 4e réunion annuelle sur la mise en œuvre du nettoyage des régions contaminées par l'herbicide toxique utilisé par les forces américaines pendant la guerre.

L'armée américaine a répandu l'agent orange dans la jungle pour priver les troupes vietnamiennes de la protection du sol. Le Vietnam estime entre 1 et 4 millions le nombre de ses citoyens en ayant subi les conséquences.

Jusqu'à-là, les efforts de nettoyage se sont concentrés sur l'aéroport de Danang, une ancienne base aérienne située dans le centre du pays. C'est là que les troupes américaines stockaient, mélangeaient et chargeaient l'agent orange dans leurs avions pendant la guerre du Vietnam.

Les deux parties ont d'ores et déjà pris des mesures provisoires pour contenir la dioxine, l'élément le plus toxique de l'agent orange, sur le site de Danang. Ils cherchent maintenant les moyens de l'extraire de la terre. Par ailleurs, les deux parties travaillent en collaboration pour aider les Vietnamiens handicapés dont les problèmes de santé pourraient être en rapport avec l'agent orange.

Le coût global de cette opération n'est pas encore connu.

Le gouvernement vietnamien estime qu'à lui seul le nettoyage de Danang et des deux autres sites les plus contaminés coûteraient l'équivalent de 58 millions de dollars (40 millions d'euros). Jusqu'à-là, Washington a provisionné 8 millions de dollars (5,5 millions d'euros) pour régler les problèmes environnementaux et sanitaires en rapport avec l'herbicide.

Les associations caritatives et les donateurs internationaux ont contribué au financement, mais la somme reste encore insuffisante.

Alors que s'ouvre la réunion annuelle, la partie vietnamienne souhaite que les États-Unis accélère le financement de l'aide aux handicapés, estimant qu'elle ne vient pas assez rapidement.

« Nous savons tous que l'exposition à la dioxine est la cause de grandes souffrances pour les victimes », a déclaré mardi Nguyen Xuan Cuong, vice-ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le ministère des Anciens combattants fournit une allocation aux vétérans de la guerre du Vietnam exposés à l'agent orange, atteints par la suite de différents cancers. Mais les États-Unis soutiennent que des études scientifiques supplémentaires sont nécessaires pour comprendre le lien entre l'agent orange et les handicaps physiques dont souffrent les habitants des régions où il a été utilisé.

Selon les Vietnamiens, de nombreux bébés de soldats exposés sont nés avec des malformations congénitales graves.

Dans son discours d'ouverture, l'ambassadeur américain Michael Michalak a annoncé que les États-Unis avaient mis en place trois projets en faveur des handicapés vivant près de l'aéroport de Danang. « Nous ne faisons pas que parler. Nous travaillons ensemble sur des projets concrets », a-t-il fait valoir.

Après des années de mésentente, les deux parties ont commencé à collaborer sur ce dossier en 2006. Une étude menée conjointement à Danang a révélé que les niveaux de dioxine étaient 300 à 400 fois plus élevés que les limites internationales acceptées.

Total épinglé en Birmanie... et ailleurs (11.09)

Lexpress.fr - 10.09

Une ONG accuse Total et le groupe américain Chevron d'enrichir la junte birmane avec un projet gazier et pétrolier, et de dissimuler les exactions commises par les forces de sécurité sur les populations locales. Retour sur les accusations et les procès qui ont visé Total.

Earth Rights International (ERI), organisation non gouvernementale établie aux Etats-Unis, affirme dans deux rapports distincts révélés le 10 septembre 2009 que "le projet de gaz de Yadana de Total et Chevron a généré 4,83 milliards de dollars pour le régime birman". L'ONG dénonce les autorités birmanes de détourner une grande partie de cet argent qui reposerait dans des banques basées à Singapour et échapperait ainsi au budget national.

Total et la Birmanie

Dans les années 1990, Total a construit un gazoduc en Birmanie. Plusieurs plaintes de réfugiés birmans accusent le groupe français d'avoir utilisé des travailleurs forcés mis à sa disposition par la junte. En 2002, deux Birmans déposent une plainte en France contre Total. Ils sont représentés par William Bourdon, président de l'association Sherpa. Le groupe pétrolier entame alors des négociations en vue d'une indemnisation des dommages subis. En 2005, un accord est conclu entre Total, l'association et huit ressortissants birmans. Un non-lieu a été prononcé en 2006 par le tribunal de Nanterre.

Par ailleurs, en 2003, Bernard Kouchner a rédigé un rapport blanchissant la compagnie de l'usage de travail forcé.

En 2005 en Belgique, la cour constitutionnelle juge recevable l'action introduite en 2002 par quatre réfugiés birmans ; mais la Cour de cassation dessaisit la justice car les plaignants n'étaient pas belges. Depuis 2007, la justice belge a décidé d'instruire ces plaintes à l'encontre de la junte pour crimes contre l'humanité, et de Total pour complicité de ces crimes en vertu de la loi sur la "compétence universelle" pour crimes contre l'humanité.

Les comptes occultes

Dans les années 1990, Total aurait mis en place un système de commissions en Iran, en Irak, au Cameroun ou en Russie. Christophe de Margerie, directeur général de Total, a été mis en examen en 2007 pour "corruption d'agents publics étrangers et abus de biens sociaux" dans une enquête sur des malversations présumées en marge d'un contrat gazier avec l'Iran.

L'Erika et la marée noire

Total a été reconnu coupable de pollution maritime par le tribunal correctionnel de Paris le 16 janvier 2008 pour le naufrage en 1999 du pétrolier Erika et la marée noire qui s'en est suivie. Le groupe pétrolier ainsi que le propriétaire du navire ont été condamnés à verser 192 millions d'euros de réparation. Mais pour Total, "c'est une affaire qui à ce stade n'est ni gagnée, ni perdue". L'affaire doit être rejugée en appel.

Affaire "Pétrole contre nourriture"

Total a été accusé de verser des commissions lors de l'achat de pétrole brut à l'Irak. En 1995, l'ONU autorise l'Irak à vendre du pétrole dans le monde, et lui impose deux conditions: le produit de la transaction doit servir à acheter des biens d'équipement et de consommation pour la population. Deuxième condition, les 248 sociétés pétrolières agréées - dont Total - pour acheter du brut doivent mettre l'argent destiné à l'Irak sur un compte séquestre à la BNP Paribas de New York. Mais les autorités irakiennes allouent, via des sociétés-écrans, des coupons de barils de pétrole à des personnalités amies du régime.

Dans cette affaire, "pétrole contre nourriture", le parquet de Paris a requis le 4 septembre 2009 un non-lieu pour le patron de Total Christophe de Margerie et l'ancien ministre Charles Pasqua, allant à l'encontre du juge d'instruction qui les soupçonnait d'avoir contourné le programme onusien en Irak.

L'explosion de l'usine AZF

Le tribunal correctionnel de Toulouse a placé Total et son ex-PDG, Thierry Desmarest, au rang des prévenus du procès de l'explosion de l'usine AZF, qui a fait 31 morts en 2001. Le tribunal correctionnel de Toulouse rendra son jugement le 19 novembre 2009.

Affaire de corruption en Italie

En février 2009, le Nouvel Observateur révèle une enquête préliminaire sur des faits de "corruption" et des "appels d'offres truqués" menée en Italie contre Total. En décembre 2008, Lionel Levha, le patron de Total pour l'Italie, avait été interpellé avec quatorze autres personnes, soupçonnées d'avoir versé des pot-de-vin lors d'appels d'offre. La concession d'exploitation de Total Italie, situé en Basilicate, a été suspendue en février 2009 par la justice italienne.

Dimitri Medvedev s'en prend vivement à son propre pays (12.09)

AP - 11.09

Le président russe Dimitri Medvedev s'est livré vendredi à une critique acerbe de son propre pays, estimant notamment que la démocratie y était faible, l'économie seulement dépendante des matières premières, et l'Etat trop présent.

"Une économie inefficace, une sphère sociale à demi soviétique, une démocratie faible, des tendances démographiques négatives, et un Caucase instable. Ce sont de très gros problèmes, même pour un Etat tel que la Russie", écrit M. Medvedev dans une tribune publiée sur le site Internet du Kremlin et dans plusieurs quotidiens.

Le chef du Kremlin s'en prend également à la "dépendance humiliante aux matières premières" de la Russie, à "la présence excessive du gouvernement" dans la société et l'économie, et condamne "des siècles de corruption débilantes". Il appelle enfin à un système politique "ouvert, flexible et intérieurement complexe".

Pour les observateurs, cette critique acerbe de son propre pays peut être lue comme un moyen pour Dimitri Medvedev de se démarquer de son prédécesseur Vladimir Poutine, qui l'a pratiquement installé au Kremlin quand la Constitution l'a empêché d'effectuer un nouveau mandat. Aujourd'hui Premier ministre, Poutine a façonné à sa guise la Russie d'aujourd'hui et apparaît toujours comme celui qui prend les décisions dans le pays.

"Cela pourrait être interprété comme un signe de différence entre les programmes politiques de Poutine et de Medvedev", estime Masha Lipman, du groupe de réflexion Moscou Carnegie Center.

Les rumeurs de divisions entre les deux hommes circulent depuis plusieurs mois dans les sphères du pouvoir russe. Medvedev a notamment plusieurs fois souhaité une approche plus libérale de la politique en Russie et s'est déclaré favorable au démantèlement des grands groupes consolidés sous Poutine.

"Cet article illustre le fait qu'il y a deux factions" à la tête de l'Etat russe, selon Sergueï Markov, parlementaire pro-Kremlin et ancien analyste politique. "Une est pour le status quo, et l'autre privilégie la modernisation. Elles sont actuellement en lutte".

En Allemagne, la gauche radicale s'impose dans la campagne électorale (12.09)

Le Monde - 11.09

A moins de trois semaines des élections législatives allemandes, le sondage publié mercredi 9 septembre par l'institut Forsa n'est pas passé inaperçu : le parti de la gauche radicale allemande Die Linke y est crédité de 14 % d'intentions de vote pour le 27 septembre, après des mois à stagnation sous la barre des 10 %. Un petit événement dans cette campagne électorale où tout paraissait joué d'avance, avec la chancelière chrétienne-démocrate, Angela Merkel, pour grande favorite.

Selon le directeur de Forsa, Manfred Güllner, la formation d'Oskar Lafontaine serait devenue plus "fréquentable" aux yeux des électeurs après les récents succès engrangés lors de trois scrutins régionaux fin août : en Sarre, en Saxe et en Thuringe, le parti a remporté entre 21 % et 27 % des voix.

Trois ans après sa création, Die Linke entend bien jouer les trouble-fête. Bien ancré à l'est de l'Allemagne, le parti continue sa tranquille conquête de l'ouest : il y a déjà intégré cinq parlements régionaux et prouvé sa capacité à perturber le jeu des coalitions. Né de la fusion entre les anciens communistes d'ex-République démocratique allemande (RDA) et les déçus de la social-démocratie - une cohabitation souvent difficile -, il séduit un électorat encore flou et aux mouvances très diverses. Entre attente de justice sociale, vote identitaire et désamour pour le SPD, portrait de trois électeurs.

Andreas Böttger, 34 ans, secouriste

Il ne parle pas, il rugit. Contre les prix trop chers, les salaires trop bas, les politiques "hypocrites". "Ceux qui nous gouvernent n'ont aucune idée de nos difficultés de tous les jours", récrimine ce secouriste de la Croix-Rouge, âgé de 34 ans, qui vit avec sa femme et son petit garçon dans un village de Basse-Saxe (ouest). Le jeune père fait tous les jours 70 km pour se rendre à son travail. Il est d'astreinte la nuit, souvent les jours fériés. "Pourtant j'arrive tout juste à entretenir ma famille, je ne peux pas les emmener en vacances. Est-ce normal ?", s'indigne-t-il.

Andreas Böttger apprécie que Die Linke promette un Etat plus fort, plus présent. Un Etat qui fasse pression sur les employeurs pour que les salaires grimpent et que le pouvoir d'achat augmente. "Au lieu de ça, aujourd'hui, on donne des milliards aux banquiers, fustige-t-il. Dans cette crise, ce sont encore les plus riches qui s'en sont sortis gagnants sur notre dos."

Il ne veut pas que son fils d'un an et demi grandisse dans une société "injuste". Autrefois, il croyait aux valeurs du Parti social-démocrate (SPD) : "Malheureusement ces quatre dernières années, le parti s'est compromis pour de bon, il a prouvé que seul le pouvoir l'intéresse." Sinon, s'interroge M. Böttger, pourquoi n'a-t-il pas empêché l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'augmenter la TVA de trois points, de 16 % à 19 % ? Une mesure qui fait bien mal au porte-monnaie. "Mon vote pour Die Linke est à la fois protestataire et définitif", conclut-il, déterminé.

René Wilke, 25 ans, étudiant en psychologie

Il était si jeune quand le mur de Berlin est tombé : cinq ans tout juste ! Etudiant en psychologie à Francfort-sur-l'Oder (Est), René Wilke n'a rien en commun avec ces "perdants" de la réunification bercés de "nostalgie". Sinon de partager leurs choix politiques. Depuis qu'il a l'âge de voter, il s'est naturellement tourné vers Die Linke, qui fait souvent jeu égal avec la CDU et le SPD dans les Länder d'ex-RDA.

"Le clivage Est-Ouest compte moins pour ma génération", affirme le jeune homme. Même s'il regrette que l'ancienne Allemagne de l'Est soit souvent "si mal comprise et trop critiquée, alors que tout n'y était pas mauvais". Sans être lui-même concerné, il se dit très sensible "aux problèmes sociaux" qui touchent encore les nouveaux Länder avec une dureté particulière. Dans sa ville natale, Francfort-sur-l'Oder, le taux de chômage est de 13 %. "Comment expliquer aux gens qu'on diminue leurs allocations chômage, comme l'a fait le SPD, quand il n'y a tout simplement pas d'emplois disponibles ?", interroge-t-il en choisissant ses mots avec précaution.

Avec Die Linke, René Wilke n'a pas du tout l'impression de plébisciter un parti extrême, "mais un parti qui connaît les difficultés des gens d'ici et leur propose des solutions". Lui-même s'imagine bien faire carrière en politique. Son père, ancien chimiste, votait déjà PDS, rassemblement des ex-communistes de RDA et ancêtre des Linke à l'Est. Mais fi du passé ! L'étudiant pense que cet héritage, mal perçu à l'Ouest, finira par s'estomper.

Gabriele Sedatis, 62 ans, syndicaliste

Elle a grandi à Berlin-Ouest. Elle a connu le Mur de près et donner sa voix à Die Linke le 27 septembre la chiffonne un peu. Savoir qu'il y a toujours d'anciens cadres de la RDA actifs dans le parti, "cela ne me plaît pas trop", lâche cette femme menue de 62 ans, dessinatrice industrielle depuis peu à la retraite.

Après tant et tant d'années à voter pour les sociaux-démocrates ou les Verts, elle vit cela presque comme une transgression. Mais c'est ainsi : il faut donner une leçon à ces partis établis qui "ne s'occupent plus des droits des travailleurs". Douce et posée, Gabriele Sedatis n'est pas une rebelle contestataire. Juste "une syndicaliste engagée". A l'université où elle a passé toute sa carrière, elle s'alarme de voir se multiplier les contrats précaires. Sans parler du recul de l'âge de la retraite à 67 ans. "Heureusement, j'y ai échappé", note-t-elle. Et se désole : "A force de gouverner avec la CDU, le SPD a perdu son identité."

Die Linke lui plaît parce qu'on y parle de "justice sociale". Mais aussi parce qu'elle y retrouve ses idéaux d'"ancienne soixante-huitarde" : "J'ai grandi avec le mot d'ordre : Plus jamais la guerre !" Aujourd'hui, estime-t-elle, le pacifisme est une notion bien malmenée : "Il faut se retirer d'Afghanistan. Die Linke est seul à le réclamer ouvertement." Gabriele Sedatis n'ose pas dire à tout le monde qu'elle va voter pour la gauche radicale, "mais c'est tout de même mieux que l'abstention".

USA. Un syndicat appuie l'option "publique" du système santé d'Obama (14.09)

Reuters - 13.09

La plus grande centrale syndicale américaine prépare une campagne de lobbying intensive pour préserver le point le plus disputé du projet de réforme de la santé du président Barack Obama: "l'option publique", un programme d'assurance maladie financé par l'administration fédérale.

Richard Trumka, qui sera vraisemblablement élu mercredi à la tête de l'AFL-CIO, a l'intention de mobiliser aussitôt les 11 millions d'adhérents de l'organisation en faveur de ce texte et d'autres projets de loi de la sphère sociale pour amorcer un mouvement qui doit conduire aux élections de mi-mandat, l'année prochaine.

"Nous allons être immédiatement en campagne et cela pendant toute l'année 2010", a-t-il déclaré lors d'un entretien téléphonique accordé à Reuters.

"La dernière fois, nous étions au-dessus de 26% des voix aux élections générales", a-t-il poursuivi, évoquant la participation des adhérents de la centrale. "Nous avons l'intention de faire mieux. Nous allons avoir le taux le plus fort, le plus élevé que nous ayons jamais eu et nous allons nous y atteler dès maintenant."

"NOUS SERONS LÀ!"

Richard Trumka, actuel trésorier de l'AFL-CIO, qui devrait succéder à John Sweeney, aux commandes de la centrale depuis 14 ans, a d'ores et déjà fait savoir aux élus qu'un éventuel échec de la réforme du système de santé serait suivi de représailles lors du scrutin de 2010.

La centrale a investi par le passé plusieurs millions de dollars pour mobiliser ses adhérents, dont le poids a été décisif dans la victoire de Barack Obama en 2008 ou des candidats démocrates dans les Etats clés de Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Wisconsin ou du Minnesota, en 2008.

L'AFL-CIO voit dans "l'option publique" le meilleur moyen de faire baisser le coût de l'assurance maladie pour les salariés. Le projet suscite toutefois des réticences parmi les partisans du statu quo fiscal au sein du parti démocrate et une franche hostilité dans les rangs républicains.

Barack Obama, qui y est favorable, a toutefois laissé entendre qu'il n'en ferait pas un obstacle et a invité les défenseurs de cette disposition à envisager des alternatives.

"Nous n'avons rien vu de mieux jusqu'ici", a assuré Richard Trumka. "Les républicains n'ont rien proposé. Certains démocrates ont proposé d'autres choses, mais elles sont loin d'être aussi efficaces que l'option publique pour briser le monopole des compagnies d'assurance", a poursuivi le syndicaliste, qui ne croit guère à un compromis sous l'impulsion de Max Baucus, président de la commission des finances du Sénat.

"Il risque ne pas aller assez loin avec sa commission, mais nous allons nous assurer qu'une bonne loi en sortira. Si elle ne permet pas de briser le monopole, nous l'avons déjà dit et nous le répéterons, nous serons là!", a-t-il averti.

Inde: vendre sa femme pour payer ses dettes (17.09)

Slate.fr - 16.09

Des années de sécheresses successives et de mauvaises récoltes ont plongé des milliers de paysans indiens dans la spirale du surendettement, rappelle le site aujourdhuilinde.com. N'ayant accès ni aux prêts bancaires, ni même à un compte à leur nom, ils sont nombreux à se tourner vers des prêteurs privés qui pratiquent des taux usuraires et sont souvent liés aux mafias. Certains habitants de la région du Bundelkhand n'ont d'autre choix parfois que de vendre leurs femmes et leur filles pour satisfaire leurs créanciers.

Des travailleurs sociaux ont décidé d'alerter l'opinion indienne et mondiale pour dénoncer ce phénomène, considéré comme un recours de la dernière chance. «Pour ces paysans endettés, vendre leur femme ou leur fille est devenu la solution de la dernière chance», confie l'un d'entre eux sous couvert d'anonymat. Selon les médias locaux, plus de 500 paysans acculés se sont suicidés ces 5 dernières années, tandis que près de la moitié de la population a déserté la région, en quête de travail dans les grandes villes.

Une épouse serait vendue jusqu'à 250 dollars, parfois sous le couvert de mariages arrangés, à la suite desquels ces femmes sont introduites dans des réseaux de prostitution. La région du Bundelkhand est connue pour être particulièrement touchée par le trafic d'êtres humains, mais la population s'y résigne par désespoir, explique aujourdhuilinde.com:

Selon Ranjana Kumari, directrice du Centre de recherche sociale à New Delhi, les enquêtes montrent que le Bundelkhand est connu pour être l'une des régions les plus vulnérables à l'exploitation sexuelle. Selon elle, les paysans savent qu'ils vendent leur femme à des réseaux de prostitution mais «ils le font dans le désespoir le plus total.

Près de la moitié de l'Inde est en proie à une sécheresse similaire, le déficit pluviométrique atteignant maintenant jusqu'à 35% dans le nord-ouest du pays. En revanche, à quelques milliers de kilomètres de là, au Bengale Occidental cette fois, des inondations massives liées à la mousson ont causé la mort de 5 personnes la semaine passée.

Belgique. L'enquête judiciaire sur l'affaire Fortis atteint les plus hauts magistrats belges (19.09)

Le Monde - 18.09

Un juge de Gand est en train de révolutionner le monde judiciaire belge. L'enquête du magistrat instructeur Henri Heimans sur les fuites intervenues dans l'affaire du démantèlement et de la revente de la banque Fortis, à l'automne 2008, a, cette fois, abouti à la mise en examen d'Ivan Verougstrate, président de la chambre flamande de la Cour de cassation. L'un des magistrats les plus importants du royaume.

Un avocat de premier plan a subi le même sort. Il s'agit de Christian Van Buggenhout, qui défendait les intérêts de l'Etat belge et de son bras financier, la Société fédérale d'investissement, dans le dossier Fortis.

Au coeur de l'instruction du juge Heimans, il y a un arrêt du 12 décembre 2008 de la cour d'appel de Bruxelles. Cette instance avait jeté un pavé dans la mare en ordonnant la suspension de la vente de Fortis. Diverses parties, dont le gouvernement fédéral, alors dirigé par Yves Leterme, avaient apparemment eu connaissance de cet arrêt avant même qu'il soit prononcé.

Le gouvernement craignait à l'époque l'échec de son opération de cession de Fortis à BNP Paribas et à l'Etat néerlandais ainsi qu'une confrontation avec des actionnaires furieux d'avoir subi des pertes abyssales. L'affaire a pris une telle ampleur qu'elle entraîna, à la fin 2008, la chute de M. Leterme et de son ministre de la justice, Jo Vandeurzen, suite à une intervention très inhabituelle du premier président de la Cour de cassation.

Le dossier Fortis a aussi éclaboussé Christine Schurmans, l'un des trois magistrats de la cour d'appel de Bruxelles à l'origine du fameux arrêt du 12 décembre 2008.

Mme Schurmans est soupçonnée d'avoir rompu le secret du délibéré. Evoquant des "irrégularités", elle avait notamment appelé à la rescousse M. Verougstraete, à la Cour de cassation. Celui-ci lui aurait, dans un message, confirmé une "intervention". Le haut magistrat a-t-il, dans la foulée, informé l'avocat de l'Etat, Me Van Buggenhout ? Le juge d'instruction de Gand poursuit, sur ce point, des investigations. Diverses sources affirment déjà que l'avocat de l'Etat belge a bénéficié, via une amie de Mme Schurmans, d'un "tuyau" devant lui permettre d'exiger une réouverture des débats avant le prononcé de l'arrêt.

Intenses pressions

Il se pourrait, enfin, que l'affaire éclabousse une autre magistrate de renom, Francine De Tandt, la présidente du tribunal de commerce de Bruxelles. Aujourd'hui suspendue et mise en examen pour corruption et usage de faux, Mme Tandt, décrite comme proche de Me Van Buggenhout, avait, en première instance, rendu un jugement favorable à l'Etat belge dans le dossier Fortis. Contre l'avis d'un substitut qui aurait été soumis à d'intenses pressions.

Face à ce grand déballage et à ce qui apparaît comme une véritable affaire d'Etat, les partis au pouvoir réagissent en ordre dispersé. Le PS francophone a exigé une réunion urgente des leaders de la Chambre des députés. Les partis chrétien-démocrate et libéral flamands, ainsi que les centristes francophones temporisent. Le Mouvement réformateur (MR, libéral) prône la prudence "pour ne pas interférer avec les procédures judiciaires". Il songe aussi à protéger son leader, le ministre des finances Didier Reynders, particulièrement exposé dans ce dossier.

Suisse : manifestation "contre la crise et les pertes d'emplois" (20.09)

AP - 19.09

Quelque 30.000 personnes, selon les organisateurs, ont afflué samedi vers la Place fédérale à Berne pour participer à la manifestation nationale "contre la crise et les pertes d'emplois". Les syndicats avaient appelé à venir protester "contre les cadeaux fiscaux aux entreprises, les diminutions de salaires pour les employés, les licenciements massifs et le démantèlement des assurances sociales".

"Nous manifestons contre la provocation ici devant le Palais fédéral, contre une politique qui a investi 68 milliards de francs (suisse, soit environ 45 milliards d'euros) dans l'UBS, mais qui vient de refuser cette semaine des mesures efficaces contre la crise; cela alors que la crise n'a été rien de moins que provoquée par les abus dans le secteur financier", a lancé le député socialiste Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse (USS).

Si aucune mesure efficace n'est prise, il faudra s'attendre à un chômage de masse et un chômage des jeunes que la Suisse n'a jamais connu, a-t-il mis en garde.

"Nous en avons assez des chevaliers du bonus, assez des managers avec leurs excès salariaux et leurs parachutes dorés qui seront encore soutenus politiquement au Palais fédéral", a-t-il encore martelé.

"Nous sommes tous ici présents aujourd'hui pour exiger plus de respect de la part des politiciens, surtout plus de respect pour notre travail, plus de respect pour le travail fiable, précis et intègre que nous effectuons en Suisse, qui a rendu la Suisse prospère et contribué aussi à la bonne image de notre pays à l'étranger", a expliqué pour sa part Martin Flügel, président de Travail.Suisse.

"Nous demandons une politique pour tous ceux qui gagnent leur salaire avec un travail fiable et intègre, une politique pour tous ceux qui ont perdu leur travail à cause de l'irresponsabilité des banquiers", a-t-il renchéri.

Honduras. Retour du président déchu Manuel Zelaya au Honduras (22.09)

AP - 21.09

Près de trois mois après avoir été expulsé, le président déchu du Honduras Manuel Zelaya est rentré lundi dans son pays, malgré les mises en garde du gouvernement intérimaire, qui a décrété dans l'après-midi un couvre-feu pour contenir les manifestations déclenchées par ce retour. Lire la suite l'article Manuel Zelaya a été vu à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, où il s'est réfugié après avoir initialement affirmé qu'il se trouvait dans les bureaux des Nations unies dans la ville, apparemment pour induire en erreur les autorités.

Son retour surprise a déclenché des manifestations dans les rues à proximité de l'ambassade du Brésil, ainsi que près des locaux des Nations unies. Dans un communiqué diffusé à la radio et à la télévision, le gouvernement intérimaire a décrété un couvre-feu "sur l'ensemble du territoire national de 16h lundi à 7h mardi (22h-13GMT)".

Le couvre-feu a été imposé "en raison des événements des dernières heures" et a "pour unique but de protéger la tranquillité, la vie et les biens de la population", a affirmé le gouvernement.

Lors d'une allocution à la télévision, Manuel Zelaya a appelé les habitants du Honduras à se rassembler à Tegucigalpa pour des manifestations pacifiques. "C'est le moment de la réconciliation", a-t-il déclaré lors de cette allocution où l'on entendait sa voix mais ne voyait pas son image.

Dans un entretien à l'Associated Press par téléphone, il a par ailleurs dit souhaiter entamer des négociations avec le gouvernement intérimaire pour trouver une solution à la crise ouverte par son expulsion manu miliari le 28 juin.

"A partir d'aujourd'hui, nous commencer à chercher le dialogue", a-t-il déclaré, sans fournir de détails. La médiation assurée par le président du Costa Rica Oscar Arias est au point mort depuis des semaines, achoppant sur le refus du gouvernement intérimaire d'accepter le retour de Manuel Zelaya à la présidence.

Manuel Zelaya a été renversé le 28 juin par l'armée et expulsé du pays, avec le soutien de la Cour suprême et du Parlement, pour avoir voulu organiser un référendum jugé illégal par la Cour suprême. L'élection présidentielle est prévue le 29 novembre prochain et le mandat de M. Zelaya prend fin le 27 janvier 2010.

En rentrant au Honduras, il prend le risque d'être arrêté, le chef d'Etat intérimaire, Roberto Micheletti ayant à plusieurs reprises fait savoir qu'il serait incarcéré arrêté en cas de retour au pays.

L'expulsion de Zelaya a été condamnée par la communauté internationale, qui a exigé le retour du président élu. Roberto Micheletti a, lui, affirmé qu'il se retirerait du pouvoir après l'élection présidentielle du 29 novembre.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) Jose Miguel Insulza a appelé au calme et mis en garde les autorités honduriennes contre toute violation de la mission diplomatique brésilienne. "Ils doivent rendre compte sur la sécurité du président Zelaya et de l'ambassade du Brésil", a-t-il déclaré.

Le ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorin a affirmé que ni son pays ni l'OEA n'avait joué un rôle dans le retour de Manuel Zelaya.

"Nous espérons que cela ouvrira une nouvelle phase de négociations", a-t-il déclaré, mettant également en garde contre toute violence. "Si quelque chose arrive à Zelaya ou à notre ambassade, cela serait une violation du droit international".

Manuel Zelaya a affirmé avoir "évité mille obstacles" pour rentrer au Honduras. Le président v n zuelien Hugo Chavez, un de ses proches partisans, a salué ce retour. "Le président Manuel Zelaya et quatre compagnons ont voyagé par la route pendant deux jours, franchissant des montagnes et des rivières, risquant leurs vies. Et ils sont parvenus au Honduras", a-t-il déclaré.

Allemagne. Des syndicats allemands plus forts et plus indépendants (23.09)

Reuters - 22.09

Naguère appelés le "véritable fléau de l'Allemagne" par Guido Westerwelle, chef du FDP avec qui les conservateurs souhaitent former une coalition au soir des législatives de dimanche, les syndicats allemands retrouvent influence et popularité et pourraient bien mettre des b tons dans les roues aux projets de réformes de la droite.

Les derniers sondages en date laissent penser que la chancelière Angela Merkel a de bonnes chances d'obtenir un second mandat de quatre ans et de pouvoir enfin former la coalition entre son bloc conservateur (CDU-CSU) et les libéraux du FDP, qui lui avait échappé en 2005.

"L'opinion publique a évolué à l'égard des syndicats, qui jouissent d'un soutien important", explique Michael Vester, spécialiste de sciences politiques   l'université de Hanovre. "Les syndicats auront une influence importante lors des tractations pour former la prochaine coalition, probablement plus que la dernière fois", ajoute-t-il.

Après avoir vu leur pouvoir diminuer pendant des années, les syndicats allemands ont enrayé leur déclin, modernisé leur image et mobilisé la jeunesse, à un moment où les hommes politiques cherchent, eux aussi, à s'assurer de nouveaux soutiens.

Les syndicats ne manqueront sans doute pas, en coulisse, de faire pression sur le prochain gouvernement pour qu'il renforce les dépenses sociales et ne touche pas, comme le FDP en a l'intention, aux lois restreignant le droit de licenciement.

Les syndicats ne manquent aucune occasion de lier les excès du système économique et les orientations du FDP, stratégie qui lui avait valu un afflux de jeunes, notamment depuis la crise financière et la remise en cause de certains aspects du capitalisme.

"Le FDP veut réduire en miettes l'Etat-providence", affirmait encore ce mois-ci Berthold Huber, dirigeant d'IG Metall, le plus puissant syndicat d'Allemagne. "Ceux qui veulent  a méritent aussitôt un carton rouge!"

Et les propos tenus en 2005 par Guido Westerwelle, le très libéral chef du FDP, sur les syndicats "véritable fléau de l'Allemagne", sont toujours très présents dans les esprits.

Pour autant, ces dernières années, aucun autre parti n'a souffert plus que les sociaux-démocrates (SPD), traditionnels défenseurs des intérêts des syndicats, qui ont gouverné en grande coalition avec la CDU-CSU depuis 2005.

LES JEUNES BOUDENT LES PARTIS, PAS LES SYNDICATS

Cette année, IG Metall a refusé d'appeler ses adhérents à voter SPD aux législatives. Nombreux sont ceux qui ont vu dans ce camouflet le signe d'un soutien croissant de cette centrale au parti de la gauche radicale, Die Linke (La Gauche), ainsi qu'une volonté de représenter une partie plus large de l'électorat.

La participation du SPD à la grande coalition semble avoir permis indirectement aux syndicats de jouer un rôle accru. Ils l'ont traduit dans la réalité en s'impliquant davantage dans des initiatives populaires comme la promotion d'un salaire minimum national, d'une hausse des allocations chômage ou encore en faveur d'un renforcement de la régulation des marchés financiers.

"Les syndicats ont tiré parti de leur rôle comme mouvance politique indépendante", explique Josef Esser, politologue à l'université de Francfort. "Et ça les a aidés."

L'évolution de leurs effectifs laisse penser que les syndicats sont plus en forme qu'il y a quatre ans - tout du moins en regard des grands partis politiques.

Le SPD compte à peine la moitié du nombre d'adhérents qu'il revendiquait en 1976. Par contraste, le nombre de membres d'IG Metall n'a reculé depuis lors que de 10%, pour se situer aujourd'hui à 2,3 millions, ce qui correspond au total des membres de tous les partis de la classe politique allemande.

En 2008, les grands syndicats ont pu stabiliser leurs effectifs, grâce à l'arrivée de nouveaux membres, notamment des jeunes. Chez IG Metall, le nombre des jeunes adhérents, âgés de 27 ans et moins, a augmenté l'an dernier de plus de 6%.

"Les partis politiques sont très inquiets de voir la jeune génération les boudier. Mais ils ne font rien pour contrer cette tendance", estime Michael Vester.

Car les jeunes savent se mobiliser : en juin, des étudiants de l'ensemble de l'Allemagne sont descendus dans les rues pour réclamer de meilleures conditions d'éducation. Selon les organisateurs, plus de 250.000 jeunes ont pris part à ce mouvement. Et ce mois-ci, 50.000 jeunes ont afflué à Francfort pour un rassemblement organisé par IG Metall, au cours duquel le syndicat a stigmatisé les réformes préconisées par la droite.

Allemagne. Le 3e âge de plus en plus influent en Allemagne (25.09)

Reuters - 24.09

Lorsqu'ils pensent "influence électorale", les hommes politiques allemands ne songent pas tout d'abord au lobby automobile, pas non plus aux agriculteurs et pas même aux syndicats.

Aucune autre catégorie que les personnes âgées n'a autant d'influence et aucun candidat sain d'esprit n'imaginerait d'aller à leur rencontre.

Les retraités sont la catégorie d'électeurs qui croît le plus rapidement, compte tenu du vieillissement de la population allemande, mais aussi parce qu'ils ont survécu à un conflit mondial, traversé la guerre froide, une dictature, voire deux, ce sont ceux qui se mobilisent le plus les jours de scrutin.

Ils sont devenus une force incontournable lors des élections, comme l'explique Dietmar Herz, politologue à l'université d'Erfurt. "Dans notre société vieillissante, leur influence ne cesse de croître. C'est une catégorie d'électeurs qui va toujours voter. Aucun parti ne peut se permettre de se les mettre à dos".

Pour Jürgen Falter, politologue à l'université de Mayence, "On leur accorde une attention disproportionnée".

"Etant donné que les retraités participent bien plus que les jeunes aux élections, ils représentent une puissance notable".

Juste à temps pour les législatives du 27 septembre, les retraités ont obtenu, en juillet, une généreuse revalorisation de 2,4% de leurs pensions, alors même que le taux d'inflation est proche de 0%.

Les 20 millions de retraités représentent un quart de la population et un tiers environ des 62 millions d'électeurs. Ce pourcentage ne cesse d'augmenter et on prévoit qu'ils représenteront la moitié des électeurs à l'horizon 2025. En 2005, aux dernières législatives, 85% des retraités s'étaient rendus aux urnes, pour un taux de participation global de 77,7%.

Autre cadeau préélectoral offert par la grande coalition aux retraités : une nouvelle loi prohibant les baisses de leurs pensions, cela indéfiniment. Les pensions continueront d'augmenter chaque année, même si les salaires diminuent.

"Si la participation est faible, vous ne pourrez pas vous en prendre aux personnes âgées", fait remarquer Joachim Paulick, maire de Görlitz, ville à la frontière germano-polonaise et dont une bonne partie de la population appartient au troisième âge.

LA DROITE N'A PLUS LE MONOPOLE DES RETRAITÉS

Les deux grands candidats, que ce soit la conservatrice Angela Merkel, chancelière sortante, ou le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier, consacrent beaucoup de temps à séduire l'électorat des retraités, même si, comme le fait remarquer Jürgen Falter, ils votent bien davantage pour le centre-droit que pour le centre-gauche.

Comme explication à cela, Jürgen Falter avance cette analyse : "Ceux qui constituent aujourd'hui la génération des plus de 60 ans sont ceux qui ont été socialisés à l'époque d'Adenauer (chancelier conservateur de l'immédiat après-guerre) et pendant les années du miracle économique, et qui ont intégré les valeurs de la CDU".

La prédominance de la droite chez les personnes âgées n'a pas empêché le SPD d'en détourner vers lui une part notable aux législatives de 2002, lorsque le chancelier social-démocrate sortant d'alors, Gerhard Schröder, s'était prononcé haut et fort contre une guerre en Irak - une question de premier plan pour une génération qui a traversé la Seconde Guerre mondiale.

Ce qui permet à Dietmar Herz de noter que "la CDU n'a plus autant que par le passé le monopole de l'électorat âgé".

L'expansion de l'électorat âgé tient à deux facteurs : un taux de natalité très bas depuis le début des années 1970 et une espérance de vie en augmentation.

L'Allemagne est le premier pays au monde à connaître une période aussi longue où le nombre de décès dépasse celui des naissances, cela depuis 1972, fait remarquer le démographe Reiner Klingholz, qui dirige l'Institut de la population et du développement, à Berlin.

L'Allemagne voit sa population vieillir plus vite que les autres pays du fait de la chute du nombre de naissances. Dans les années 1960, on comptait 1,4 million de naissances par an en Allemagne. Aujourd'hui, elles sont inférieures à 700.000.

Pour Reiner Klingholz, l'influence du troisième âge dans la vie du pays conduit à des décisions politiques injustes pour les jeunes générations, comme par exemple la hausse des pensions de retraite en juillet. "Ils ont tous peur de contrarier les retraités", dit-il des hommes politiques.

Allemagne. Ignorés, les jeunes Allemands se tournent vers les marges (25.09)

Reuters - 24.09

La toute nouvelle génération d'électeurs allemands, dont certains sont nés après la chute du mur de Berlin, rejette les partis traditionnels qui dominent la vie politique depuis 1945 et accorde plutôt son soutien à de nouvelles formations, souvent marginales.

A en croire un sondage de l'institut Infratest dimap en vue des législatives de dimanche, réalisé auprès des 18-24 ans sûrs d'aller voter, 8% seulement comptent accorder leur voix au bloc conservateur de la CDU-CSU de la chancelière Angela Merkel.

Ils sont à peine plus (9%) à souhaiter la victoire des sociaux-démocrates (SPD, centre gauche) de leur candidat à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier.

Il faut dire que ces jeunes électeurs ne sont pas au cœur des pensées des partis politiques, car ils ne représentent que 10% des 62 millions d'électeurs et ne se mobilisent guère pour aller voter. Ils sont moins courtisés que les retraités, qui votent massivement et représentent un tiers de l'électorat.

"Les deux principaux candidats ne font guère d'efforts pour attirer à eux les jeunes, ce qui doit inciter un peu plus ces derniers à se tourner vers quelque chose de nouveau", estime Richard Hilmer, directeur d'Infratest.

Les préférences de vote des jeunes, attirés vers des formations nouvelles, laissent penser que le paysage politique allemand, longtemps dominé par trois grands blocs ou partis (SPD, FDP et CDU-CSU), risque de se fragmenter un peu plus dans les années à venir.

Ainsi, certains jeunes électeurs se tournent vers des formations comme le Parti pirate, qui a centré sa campagne sur le rejet de toute censure sur le réseau internet. Le "Piratenpartei Deutschland" a été créé en septembre 2006.

Ce mois-ci, le réseau social internet StudieVZ déclarait que près de la moitié des 200.000 membres du site qui avaient pris part à une enquête électorale se disaient favorables au Parti pirate.

FORMATIONS MARGINALES

Selon le sondage d'Infratest, 28% des jeunes électeurs disent vouloir voter pour une nébuleuse de formations marginales qui ne sont pas représentées au Bundestag et n'ont généralement aucune expérience du pouvoir.

Sur les partis représentés au parlement, les Verts sont le plus populaire parmi les jeunes électeurs.

L'âge moyen en Allemagne est aujourd'hui de 42 ans et a tendance à augmenter, ce qui conduit les hommes politiques à s'intéresser avant tout aux retraités. Sur les affiches électorales du SPD, Frank-Walter Steinmeier, avec ses cheveux impeccablement blancs, pose aux côtés de personnes âgées dont il promet de préserver les économies.

"Ils sont tout simplement ennuyeux. Même les spots de campagne sont ternes, ils ne parlent pas vraiment à ma génération", déclare à propos des grands candidats Anika Pankow, 19 ans, employée d'un stand qui vend des jus de fruits sur Friedrichstrasse, dans le centre de Berlin.

Cette désaffection des jeunes en Allemagne contraste avec la mobilisation des jeunes aux Etats-Unis, où ils ont joué un rôle de premier plan dans l'élection de Barack Obama.

C'est un avertissement adressé à la CDU-CSU et au SPD, appelés en Allemagne les "Volksparteien" (partis populaires), qui cherchent pourtant à enrayer leur déclin. Le SPD, notamment, risque fort, si l'on en croit les sondages, d'essuyer sa pire défaite depuis la création de la république fédérale en 1949.

Le déclin des partis traditionnels complique leur tâche pour former des coalitions. En 1998, le SPD a dû faire alliance avec les Verts. Aujourd'hui, le SPD paraît si faible qu'il a fait un appel du pied au FDP - rejeté par l'intéressé - pour former avec lui et les Verts une coalition tripartite, dite "feu tricolore".

Quant à Die Linke (La Gauche), nouveau venu sur la scène politique, il contribue à l'effritement de l'électorat de gauche. Le SPD refuse toute alliance avec cette formation au plan fédéral, mais a déjà accepté d'en mettre sur pied au plan régional ou municipal.

En 2005, le SPD et le bloc CDU-CSU ont recueilli, ensemble 70% des voix, un record à la baisse. Les sondages laissent penser que dimanche, ce niveau pourrait tomber autour de 60%.

Italie. La loi d'amnistie fiscale du gouvernement italien très critiquée (25.09)

Reuters - 24.09

L'opposition et le plus grand syndicat d'Italie se sont élevés mercredi contre un projet d'amnistie du gouvernement de Silvio Berlusconi qui ouvre la voie à l'absolution temporaire du délit d'évasion fiscale.

La polémique a pour origine un amendement adopté mardi par une commission du Sénat en vue d'étendre la loi d'amnistie à l'argent dissimulé sur des comptes bancaires à l'étranger.

L'amendement a été approuvé mercredi en séance plénière par les sénateurs, ce qui a provoqué une levée de boucliers dans l'opposition.

"C'est une insulte aux gens honnêtes et une incitation à l'évasion fiscale. Le message est celui-ci : ne voyez-vous pas que cela rapporte de ne pas payer d'impôts", a déclaré Concita De Gregorio, rédactrice en chef du quotidien de gauche L'Unita.

"L'amnistie de la honte", accuse le journal d'extrême gauche Manifesto, joignant sa voix à celles de nombreux observateurs de gauche et du centre.

Le sénateur centriste Gianpiero D'Alia a lui aussi parlé de "honte" devant la chambre haute du parlement. "Avec ça, les mafiosi et les terroristes peuvent rapatrier illégalement le capital gagné sans aucun contrôle de l'Etat", a-t-il dit.

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a adopté en août une nouvelle loi d'amnistie fiscale, la troisième en neuf ans, avec l'objectif annoncé de voir les Italiens rapatrier les milliards d'euros détenus sur des comptes à l'étranger et de gonfler ainsi les recettes de l'Etat pour faire face à la crise économique.

L'amendement du Sénat prévoit que la justice ferme les yeux sur les sommes dissimulées au fisc jusqu'à lors si elles sont transférées en Italie ou si les entreprises ou personnes concernées s'acquittent d'une amende équivalente à 5% des fonds.

La loi d'amnistie doit encore être approuvée dans son intégralité par le Sénat et les députés.

600 MILLIARDS À L'ÉTRANGER

Le gouvernement a défendu son projet en expliquant qu'il valait mieux voir des capitaux travailler en Italie que cachés à l'étranger. A l'avenir, toute somme détenue à l'étranger et non déclarée sera considérée comme le fruit de l'évasion fiscale, a-t-il assuré.

"Ce sont des affaires de gredins", a réagi Guglielmo Epifani, dirigeant du plus important syndicat du pays, la CGIL.

Les cas dont l'administration fiscale s'est saisie avant le 5 août ne pourront pas bénéficier de l'amnistie, mais les économistes estiment que ces procédures ne concernent qu'une minorité des fonds, au vu du nombre d'Italiens échappant aux contrôles.

On estime de sources bancaires à 600 milliards d'euros les capitaux italiens déposés dans des paradis fiscaux. Des banquiers affirment que l'amnistie pourrait permettre le rapatriement d'une somme supérieure aux 80 milliards revenus en Italie grâce aux deux lois précédentes.

La loi offrira jusqu'au 15 décembre la possibilité de rapatrier les fonds ou de payer l'amende.

"Ce n'est rien moins qu'un cadeau à la classe des cols blancs et une insulte faite aux principes d'éthique et d'équité", s'est insurgé Giuliano Barbolini, parlementaire de l'opposition démocrate.

L'amendement est même contesté par des centristes ayant approuvé le texte initial à contre-cœur parce qu'il était susceptible de contribuer à la relance de l'économie. Ils invoquent l'absence d'informations sur les comptes à l'étranger.

"Nous avons toujours fait des discours sur la nécessité de l'éthique dans l'économie et que faisons-nous maintenant, on efface tout ?", a commenté Pier Ferdinando Casini, ancien allié de Berlusconi et chef du parti centriste UDC.

L'année dernière, le ministre de l'Economie, Giulio Tremonti, avait promis de ne pas recourir à l'amnistie fiscale.

Les économistes s'attendent à observer un afflux de liquidités mais préviennent que la loi pourrait inciter à l'évasion fiscale à long terme.

Allemagne. Sale ère du pauvre (26.09)

Libération.fr - 25.09

Elle habite l'une de ces barres de béton anonymes construites à la hâte un peu partout à l'ouest de Berlin dans les années 60. Cette Polonaise avenante de 45 ans vit dans le quartier populaire de Wedding avec son mari et ses deux enfants depuis cinq ans. Quatre étages, une cage d'escalier carrelée, des petits rideaux à volants aux fenêtres... Tout le confort standard. «Je ne me plains pas, les voisins sont calmes et plutôt sympathiques. Mais l'immeuble aurait bien besoin de réparations. Le vent passe entre les fenêtres et en été, il fait une chaleur insupportable. Le gérant de l'immeuble dit qu'il ne fera rien : ici, presque tout le monde est sans travail et vit comme nous de Hartz IV.»

«Hartz IV» ? Le mot qui fait désormais partie du langage courant outre-Rhin est devenu synonyme de précarité et de pauvreté. Il désigne un système d'aide sociale né des réformes adoptées en 2004 par les Verts et les sociaux-démocrates et devenu si impopulaire qu'il a coûté sa réélection à Gerhard Schröder fin 2005.

Jusqu'à perdre toute dignité

Aujourd'hui, alors que 17 % des Berlinoises vivent de Hartz IV, ce système est la cible principale de la campagne électorale des néocommunistes de Die Linke, crédités de 10 % des voix dans les sondages, mais dont le score pourrait dépasser 25 % dans certaines régions de l'ex-RDA particulièrement touchées par le chômage. Hartz IV embarrasse au plus haut point le SPD (sociaux-démocrates) et la CDU (démocrates-chrétiens) de la chancelière Angela Merkel. Tous deux évitent autant que faire se peut d'aborder un sujet socialement explosif qui a toutefois largement contribué au redressement des finances publiques.

Fin 2004, l'Allemagne comptait plus de cinq millions de chômeurs et le système de protection sociale du pays, hérité des années fastes de la RFA était au bord de la faillite. Peter Hartz, ancien directeur du personnel de Volkswagen et conseiller de Gerhard Schröder, était convaincu que le niveau élevé des indemnités chômage dissuadait de nombreux demandeurs d'emploi peu qualifiés de reprendre une activité. Avant d'être emporté par un scandale de pots-de-vin et de prostitution, l'homme a donné son nom à une loi qui a créé un système englobant les fins de droits et les bénéficiaires de l'aide sociale.

Depuis janvier 2005, en vertu de cette loi, la durée des indemnités chômage est limitée à un an. Au-delà, le demandeur d'emploi devient un candidat à Hartz IV : il ne touchera rien de l'Etat tant qu'il peut vivre de ses économies. Une fois celles-ci croquées, chose dûment vérifiée par les autorités compétentes, son loyer sera pris en charge par les services sociaux qui se réservent le droit de l'obliger à déménager pour un logement plus modeste. Pour vivre, le chômeur et sa famille recevront 359 euros par adulte et par mois, 287 euros par adolescent et 215 euros par enfant. S'il retrouve du travail, mais ne gagne pas assez pour vivre - ce qui est possible dans un pays où il n'existe pas de salaire minimum légal et où on est parfois payé moins de 5 euros de l'heure, surtout à l'Est - il aura droit à «un complément de salaire», payé par l'Etat.

C'est le cas de Natasha. Elle travaille trentes heures par semaine comme secrétaire intérimaire, à 9 euros de l'heure. Une fois son loyer payé, il ne lui reste que 400 euros pour vivre et elle a droit à 50 euros de «complément de salaire» versés par le Job Center, le nouveau nom donné à l'ANPE allemande depuis les réformes Schröder. «Cette situation est inhumaine, se plaint la jeune femme. Plus qu'une question d'argent, c'est une question de dignité. On nous traite comme des moins que rien, alors que je travaille ! Il n'est pas normal que les patrons touchent des millions, alors que les plus pauvres doivent vivre avec presque rien !» Un discours qui semble tout droit sorti de la campagne de Die Linke, dont les affiches réclament «la richesse pour tous». Natasha, qui assure voter pour le SPD par tradition familiale, pourrait flancher plus à gauche.

«Avec Hartz IV, on perd toute dignité», résume Elke Reinke. Sans emploi depuis la chute du Mur, cette ingénieure est-allemande a touché Hartz IV pendant quelques mois avant d'être élue députée au Bundestag sur la liste de Die Linke, fin 2005. «Tout ce que vous possédez est examiné à la loupe. Il n'y a pas longtemps, j'ai eu le cas d'une famille à qui on a coupé une partie de ses indemnités parce que leur fille s'était achetée une guitare. Même l'argent que gagnent les enfants en faisant du baby-sitting peut être considéré comme une source de revenus et entraîner une réduction des indemnités.» Les contrôles menés par les Job Centers peuvent survenir à tout moment. La présence de deux brosses à dents dans la salle de bain d'un chômeur censé vivre seul peut entraîner un flot de questions sur l'aide fournie par le partenaire présumé...

Bonnes affaires

En trois ans (de 2005 à fin 2007), 12 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont touché Hartz IV pendant au moins un mois, soit un cinquième des Allemands de moins de 65 ans. Ces chiffres figurent dans une étude alarmante publiée en mars dernier par l'IAB, un institut dépendant de l'équivalent allemand de l'ANPE. Selon cette étude, seul un chômeur de longue durée sur deux a retrouvé un emploi pendant cette période, le plus souvent précaire (40 % vivait de nouveau des prestations sociales un an plus tard.)

«Quand on vit de Hartz IV, explique Ella, il est impossible de chercher du travail.» Elle connaît par cœur le prix du lait, du beurre, du pain, du café ou des pommes de terre de tous les supermarchés des environs et étudie soigneusement la double page des offres spéciales publiée chaque semaine par le discounter Aldi dans la presse régionale. «Mon mari et moi ne nous déplaçons jamais sans un sac, explique-t-elle. Nous sautons sur la moindre occasion...» Entre la chasse aux bonnes affaires et quelques heures de ménage ou de bricolage au noir, le couple vit dans l'angoisse des propositions d'emploi et autres stages de formation de leur Job Center.

Pas question, en effet, dans l'esprit du législateur, de payer les gens à ne rien faire : les bénéficiaires de Hartz IV jugés aptes au travail se voient régulièrement proposer des petits boulots payés 1 euro de l'heure par le Job Center, ils compléteront les indemnités touchées, dans la limite de 100 euros par mois. Ces jobs sont proposés, le plus souvent, par des associations du secteur social ou par des communes surendettées.

Le «un euro de l'heure» est l'autre versant contesté de Hartz IV. «Il y a six mois, on m'a donné un petit job dans l'église catholique du quartier, se souvient Ella. Je devais faire un peu de ménage et de secrétariat, trente heures par semaine payés un euro de l'heure. Mais en réalité, ça nous a mis dans une situation très difficile parce qu'en même temps mon mari s'est vu imposer un stage d'allemand, et aucun de nous deux ne pouvait travailler au noir...» Certes, bien des associations et des communes y trouvent leur compte, ce qui n'empêche pas Gilles Duhem, président d'une association sociale de quartier dans l'arrondissement populaire de Neuköln, à Berlin, de rester lucide. «Sans Hartz IV et les emplois à 1 euro de l'heure, c'est tout le système social allemand qui s'écroulerait, dit-il. Tous les six mois, le Job Center nous envoie de nouvelles personnes, sans la moindre qualification pour le job. Parmi toutes celles que j'ai ainsi vu défiler, il n'y a personne que j'aurais embauché si j'avais eu un budget pour le faire !Hartz IV est une aberration !» «On ne demande pas aux gens de travailler pour un euro de l'heure, rectifie Christian Holzner, de l'institut économique IFO de Munich, proche du patronat. Les gens peuvent ainsi améliorer un peu le montant des prestations, c'est différent.»

Dans un bâtiment triste de Caritas, les services sociaux organisés par l'Eglise, en plein centre de Berlin, Silke Nehles reçoit les plus démunis : «Des gens surendettés, des mères qui ne peuvent payer ni école de musique ni club de foot à leur enfant, des parents dont les enfants ont pris 10 centimètres en un an et qui n'arrivent plus à acheter de nouveaux vêtements, des personnes qui ont besoin de lunettes, de soins dentaires, d'un frigo, des gens qui ignorent tout de leurs droits, des gens qui ont un travail qui ne leur permet pas de vivre dignement...» Silke Nehles égraine le quotidien de la misère : «Avec 359 euros par mois, on peut tout juste payer l'électricité, sa carte de transport et la nourriture. Le moindre imprévu est une catastrophe.»

Des experts divisés

De fait, Hartz IV ne marche pas sans système D et travail au noir. Natasha ne va au cinéma que lorsqu'elle accompagne une amie handicapée. «Sa carte lui donne le droit d'amener quelqu'un qui l'aide à se déplacer...» Mario ramasse les bouteilles consignées qui traînent dans la rue, à la recherche de quelques dizaines d'euros pour finir le mois. «En fin de mois, je me demande chaque matin si je préfère prendre une douche ou allumer la télé. Avec moins de douze euros par mois, je sais que je ne peux pas faire les deux. Quand je suis raide, je ne mange plus que la soupe aux lentilles d'Aldi à 38 centimes la boîte !»

«Ce qui est grave avec Hartz IV, c'est que la multiplication des jobs à 1 euro pour justifier le versement des prestations a aggravé la pression sur les salaires vers le bas», critique Gustav Horn, directeur scientifique de l'institut IMK, proche des syndicats. «Depuis 2005, l'économie allemande a créé, grâce à Hartz IV, un million d'emplois de plus que l'économie n'aurait pu en créer en phase de croissance, s'il n'y avait pas eu ces réformes, rétorque Christian Holzner. Avant les réformes, les gens n'avaient pas la possibilité de travailler plus pour gagner un peu plus s'ils étaient au chômage. C'était un gros problème... Grâce à Hartz IV, même les gens peu qualifiés ont la possibilité de trouver un emploi.»

Les experts sont divisés autant sur le bilan des réformes du marché du travail que sur les causes de cette réforme. Pour le gouvernement, Hartz IV est le fruit de la globalisation et des délocalisations. Pour Gustav Horn, c'est le prix à payer pour la réunification, financée à crédit et responsable de l'endettement colossal de l'Allemagne.

Natasha, Ella, Mario... Tous attendent avec une certaine angoisse le résultat des élections, dimanche soir. «J'ai très peur d'une coalition Merkel avec les libéraux du FDP, explique Natasha. S'ils arrivent au pouvoir, la situation des bénéficiaires de Hartz IV risque bien d'empirer...»

Les libéraux du FDP, alliés potentiels de la chancelière au sein du prochain gouvernement allemand, entendent réduire encore les budgets sociaux et réformer Hartz IV de telle sorte que les gens retrouvent un vrai travail. Bien des chefs d'entreprise sont convaincus que les parents d'une famille nombreuse préfèrent vivre des allocations plutôt que d'accepter un emploi non qualifié.

Hugo Chavez appelle à la création d'un monde multipolaire (28.09)

Reuters - 27.09

Le président vénézuélien Hugo Chavez a exhorté samedi les dirigeants africains et latino-américains réunis pour un sommet sur l'île de Margarita à construire un monde "multipolaire" débarrassé de l'influence économique occidentale.

"C'est le début du salut de notre peuple", a lancé le président socialiste dans son discours d'ouverture de la réunion, qui s'achève ce dimanche.

Parmi ses hôtes figurent Mouammar Kadhafi, à la tête de la Libye depuis quatre décennies, ainsi que Robert Mugabe, 85 ans, qui dirige le Zimbabwe depuis son accession à l'indépendance il y a près de trente ans.

Chavez gouverne le Venezuela depuis à peine plus de dix ans, mais il ne fait pas mystère de son désir de se maintenir encore longtemps à la présidence pour transformer le pays en un Etat socialiste.

Il a expliqué que ce deuxième sommet afro-latino américain, auquel participent de nombreux présidents récemment élus, aiderait leurs pays, le plus souvent pauvres, à resserrer leurs liens commerciaux et à réduire leur dépendance envers l'Europe et les Etats-Unis.

"Le XXIe siècle ne sera pas un monde bipolaire, il ne sera pas unipolaire. Il sera multipolaire. L'Afrique sera un pôle géographique, économique et social important, tout comme l'Amérique du Sud", a-t-il ajouté dans son discours.

Le modèle d'ouverture à la libre entreprise allié des préoccupations sociales, cher au Brésil et à l'Afrique du Sud représentés par leurs présidents respectifs, semble toutefois attirer de nombreux pays africains davantage que l'approche plus radicale de Chavez.

Les dirigeants doivent signer dimanche un document approuvant le renforcement des liens entre les deux continents et appelant les institutions internationales comme l'Onu ou la Banque mondiale à leur accorder plus de poids.

Certains analystes estiment que des économies émergentes telles que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine pourraient éclipser les économies des pays les plus riches d'ici 2050.

Kadhafi, qui a fait venir spécialement une limousine blanche au Venezuela, n'est pas passé inaperçu. Il est venu accompagné d'une suite remplissant deux Airbus et il a planté une grande tente de bédouin à côté de la piscine du Hilton.

"Le monde n'est pas les cinq pays du Conseil de sécurité", a déclaré le dirigeant libyen. "Les puissances mondiales veulent continuer à préserver leur pouvoir. Quand ils ont eu l'occasion de nous aider, ils nous ont traités comme des animaux, ils ont détruit nos terres. Nous avons aujourd'hui la chance de construire notre propre puissance."

Allemagne. Angela Merkel gouvernera avec le FDP, le SPD dans l'opposition (28.09)

Reuters - 27.09

Sur fond de participation historiquement basse, les électeurs allemands ont accordé dimanche un second mandat de quatre ans à la chancelière conservatrice sortante, Angela Merkel, qui devrait pouvoir gouverner cette fois avec les Libéraux du FDP, partenaires traditionnels de la CDU/CSU.

En cette année où l'on s'apprête à fêter les 20 ans de la chute du Mur de Berlin, le centre-droit va se retrouver seul aux affaires pour la première fois depuis l'ère Helmut Kohl (1982-1998).

C'en est fini de quatre années de "grande coalition" entre les conservateurs et la gauche sociale-démocrate, qui, dimanche, essuie une débâcle avec son pire score en 60 ans: autour de 23%.

Avec 33,6 à 33,8% selon les estimations, la CDU/CSU recule d'environ 1,5 point par rapport à 2005 mais obtiendrait 230 sièges.

Avec les 93 sièges du FDP, la future coalition "noir-jaune" disposerait d'un total de 323 sur un total minimum de 598 au Bundestag, soit une majorité claire et nette, sans attendre l'attribution des quelques "mandats supplémentaires" découlant d'un système électoral complexe. Le bloc de gauche (SPD, Die Linke et les Verts) réunirait lui autour de 290 députés.

La chancelière s'est réjouie des nouvelles perspectives de coalition : "Nous avons atteint notre objectif électoral consistant à pouvoir mettre sur pied un gouvernement stable", a-t-elle dit, souriante, devant des militants chrétiens-démocrates enthousiastes.

"Je crois que ce soir, nous pouvons nous laisser aller à faire la fête!", a-t-elle lancé à ses partisans. "Ce soir, je suis satisfaite et heureuse!"

Tout ne sera sans doute pas facile lors du second mandat Merkel. "Gouverner l'Allemagne va être plus difficile maintenant. Il y aura une opposition plus forte qu'auparavant", fait remarquer Dietmar Herz, politologue à l'université d'Erfurt. "Il existe des différences notables entre les conservateurs de Merkel et le FDP en politique économique, et il y aura des conflits entre eux", ajoute-t-il.

SE RENOUVELER DANS L'OPPOSITION

Le FDP, qui préconise des baisses d'impôt plus marquées que la CDU et un assouplissement des conditions de licenciement, est avec son chef Guido Westerwelle le principal gagnant de la soirée. Les dernières projections lui donnent 14,6%, score dont il se prévaudra lors des négociations qui vont s'ouvrir pour la formation du nouveau cabinet.

Westerwelle, dont le parti était dans l'opposition depuis 1998, s'est félicité du "résultat électoral exceptionnel", soulignant que, désormais, "nous voulons participer au gouvernement".

Lui est a priori réservé le portefeuille des Affaires étrangères, celui-là même que détenait le candidat malheureux du SPD à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier, jusqu'alors vice-chancelier et numéro deux de la coalition sortante.

Ce dernier a reconnu que son parti subissait une "amère" défaite. "Les électeurs ont tranché et ce résultat marque un jour amer pour la social-démocratie allemande", a-t-il dit.

Avec 23% des voix, le SPD devrait n'obtenir que 148 sièges, soit une perte de 73 par rapport à la chambre sortante. Jusqu'alors, son score le plus faible depuis la fondation de la République fédérale en 1949 avait été 28,8% en 1953.

"Il n'y a aucun moyen de le présenter favorablement, ce résultat est une amère défaite", a ajouté devant ses partisans Steinmeier, 53 ans, qui entend désormais devenir le chef de l'opposition au Bundestag et diriger le groupe parlementaire de son parti.

Pour le maire social-démocrate de Berlin, Klaus Wowereit, le SPD va devoir maintenant se renouveler dans l'opposition, après une longue période au pouvoir. "Le SPD va devoir passer par un processus de renouvellement et de rajeunissement", a-t-il dit à la chaîne ZDF.

APPEL DU PIED DE DIE LINKE AU SPD

De l'avis des experts, le SPD a souffert d'un report des voix au sein de la gauche. En 2005, il avait obtenu 34,2% des voix, déjouant des sondages qui le donnaient pour nettement battu.

Dans le même temps, le parti Die Linke progresse spectaculairement sur la gauche du SPD. En 2005, le PDS, dont il est issu, avait réuni 8,7% des suffrages; dimanche, Die Linke a engrangé autour de 12,5% des voix, soit 53 sièges.

Il est le quatrième parti d'Allemagne, devant les Verts. "Nous sommes désormais le parti qui fera pression pour que l'Etat social soit reconstitué", a déclaré son coprésident Oskar Lafontaine, transfuge du SPD qu'il présida dans les années 1990.

Die Linke entend continuer de ravir au SPD certains thèmes de gauche, même si l'une de ses figures de proue, l'ancien avocat Gregor Gysi, lui a fait dimanche soir un appel du pied, en soulignant que Die Linke et les sociaux-démocrates pourraient désormais, dans l'opposition, se rapprocher.

Les Verts passent pour leur part de 8,1% à 10,0-10,4%. Tout en se félicitant de ce bon score, Jürgen Trittin, candidat des Verts à la chancellerie et ancien ministre de l'Environnement, a estimé que "même des Verts super-bons n'ont pas pu compenser le désastre du SPD".

Le taux de participation a été historiquement bas dimanche à ces élections au 17e Bundestag, 72,5% contre 77,7% en 2005, qui marquait déjà un record à la baisse. Dans les années 1980, la participation était comprise entre 84 et 90%.

Allemagne. Les deux gros partis allemands pèsent de moins en moins l'opposition (28.09)

Reuters - 27.09

Les deux grands "Volksparteien" (partis populaires) d'Allemagne, la CDU/CSU conservatrice et le SPD de centre-gauche, ont obtenu dimanche leur plus mauvais score depuis des décennies, et ces législatives ont profité aux trois petites formations représentées au Bundestag: le FDP, Die Linke et, dans une moindre mesure, les Verts.

Si la CDU/CSU va pouvoir en finir avec la grande coalition avec le SPD, elle le doit non pas à elle-même, puisque son score recule de 1,5% par rapport aux législatives de 2005, mais aux Libéraux du FDP, lesquels étaient dans l'opposition depuis onze ans.

La CDU/CSU essuie son deuxième plus mauvais score depuis la fondation de la République fédérale allemande, avec autour de 33,5-34% dimanche, contre 31% en 1949.

L'autre parti de la grande coalition, le SPD, enregistre une véritable débâcle, avec 23% d'après les dernières projections, soit de loin son pire score depuis 1949; jusqu'à dimanche, sa pire défaite remontait à 1953 avec 28,8%.

Les deux grands partis recueillent là les fruits amers de quatre années de gestion commune du pays, et de la crise financière et financière, qui a conduit les conservateurs et les sociaux-démocrates à trouver des compromis pour réussir enfin à tirer la première économie d'Europe de la récession.

La chancelière Angela Merkel et son vice-chancelier social-démocrate Frank-Walter Steinmeier n'ont pas réussi à convaincre les Allemands qu'ils avaient les bonnes recettes pour tirer le pays hors de la crise, et ils font figure de perdants de ces législatives, même si la première restera au pouvoir.

L'union CDU/CSU était entrée en campagne avec pour objectif d'atteindre "40% et plus" et avait misé sur la forte popularité de sa chef de file, sans véritablement parler du fond.

"La victoire c'est la victoire!", s'empresaient de souligner les partisans de Merkel dimanche soir. "Angela Merkel est incontestée", soulignait un des barons de la CDU, Christian Wulff. Et pourtant, il est clair d'ores et déjà que les questions soulevées par la perte d'influence de la CDU en termes de voix vont éroder l'autorité de la chancelière.

C'est une union CDU/CSU quelque peu affaiblie qui va former une alliance avec un FDP remonté et son chef Guido Westerwelle qui marchandera cher son soutien. Pour la CDU, les temps à venir seront sans doute plus difficiles que sous la grande coalition.

LES VERTS ATTIRÉS PAR LE NOIR DE LA CDU ?

D'une part, politiquement, l'opposition au gouvernement va être plus puissante: SPD, Die Linke et les Verts auront de quoi lui mener la vie plus dure que le FDP, Die Linke et les Verts, très désunis, ne l'ont menée à la grande coalition.

Et d'autre part, les problèmes à régler sont immenses: une dette publique abyssale, la crise économique toujours là, un chômage en augmentation, de nouveaux déficits dans les caisses sociales, sans parler de l'impopularité de plus en plus grande de la présence militaire allemande en Afghanistan.

Ensemble, la CDU/CSU et le SPD, ces deux "Volksparteien" qui ont toujours dominé la vie politique de la RFA puis de l'Allemagne réunifiée, n'ont totalisé dimanche qu'autour de 56-57% des voix. En 2005, ils totalisaient 69,4% et en 2002, 77%. Dans les années 1980, cette proportion dépassait même les 81% en 1987, et les 87% en 1980.

L'Allemagne fait donc face à un spectaculaire émiettement de son électorat, entamé au début des années 1980 avec l'irruption des Verts sur la scène politique, puis de celle du PDS dans les années 1990.

Le renforcement de ces deux partis, conjugué au très bon score du FDP, a accentué un peu plus ce phénomène dimanche.

La situation des sociaux-démocrates est particulièrement dramatique après 11 années au pouvoir. Le SPD représente tout juste un peu plus que le total des voix des Verts et de Die Linke, les deux autres formations qui vont former l'opposition à la nouvelle coalition de droite d'Angela Merkel.

Le SPD doit d'urgence trouver une nouvelle voie pour revenir au pouvoir, dans la mesure où le FDP, avec lequel il lui arriva de gouverner dans les années 1970, ne veut plus s'allier qu'aux conservateurs.

Le paysage politique plus clair qui va se dégager du nouveau Bundestag, avec la CDU/CSU et le FDP au pouvoir et le SPD, Die Linke et les Verts dans les rangs de l'opposition, pourrait favoriser l'émergence de cette nouvelle voie.

Frank-Walter Steinmeier a certes exclu une alliance au plan fédéral avec Die Linke, jusqu'à la fin de la nouvelle législature en 2013. Mais Gregor Gysi, l'un des ténors de Die Linke, a prophétisé dimanche soir que dans l'opposition, les rouges du SPD et les rouges de Die Linke sauraient se rapprocher.

Les Verts, eux, sont à la croisée des chemins. Doivent-ils, comme ils l'ont déjà laissé entendre, se tourner vers la CDU, ou explorer d'autres possibilités? Les stratèges du parti écologiste pèsent le pour et le compte depuis un certain temps, mais leur coprésident Cem Özdemir n'est pas a priori hostile à un rapprochement avec les conservateurs.

Pour l'heure, ils constatent que leur objectif électoral, devenir la troisième force politique du pays, leur a échappé, puisqu'ils ne devraient être que cinquièmes, au bout du compte, derrière le FDP et Die Linke.

Autriche. Forte progression de l'extrême-droite autrichienne lors des régionales partielles (28.09)

LeMonde.fr - 27.09

Les conservateurs au pouvoir ont aisément remporté dimanche les élections régionales en Haute-Autriche ; avec 46% des suffrages, le Parti du peuple (droite) a renforcé sa main sur cette région de tradition conservatrice, la troisième la plus peuplée du pays avec la ville industrielle de Linz. Mais la progression la plus spectaculaire a été celle du Parti de la liberté d'extrême droite, qui a doublé son score de 2003 pour atteindre 16 % des voix. C'est la deuxième fois en une semaine que cette formation réalise une telle percée. Dimanche dernier, il avait doublé son score aux régionales dans la région de Vorarlberg, également contrôlée par les conservateurs, en obtenant 25% des voix.

Le parti extrémiste aurait notamment bénéficié de défections d'électeurs traditionnellement sociaux-démocrates ; ces derniers ont plongé de plus de 13 points par rapport au précédent scrutin régional pour tomber à 25 %. Cette défaite des sociaux-démocrates s'inscrit dans la continuité d'une série de revers locaux ininterrompue depuis qu'ils ont remporté les législatives il y a un an et pourrait accroître la pression sur le chancelier Werner Faymann.

La droite dure bénéficie d'un soutien croissant en Autriche, malgré le faible score de l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche de l'ancien dirigeant populiste Jörg Haider. Le Parti de la liberté s'appuie notamment sur un sentiment xénophobe de plus en plus fort, la montée du chômage et les inquiétudes grandissantes de l'électorat sur la situation économique, malgré le plan de relance massif adopté par le gouvernement.

Portugal. Les socialistes remportent les élections législatives au Portugal (28.09)

AP - 27.09

Malgré un taux de chômage le plus élevé au Portugal depuis 20 ans, le Parti socialiste du Premier ministre sortant José Socrates a remporté dimanche les élections législatives, mais sans obtenir une majorité absolue au Parlement, selon un sondage sortie des urnes.

"Nous avons été choisis une fois de plus pour gouverner le Portugal" a souligné le Premier ministre socialiste Jose Socrates, ajoutant "c'est une victoire claire et extraordinaire".

Selon des résultats basés sur 99% des bulletins dépouillés, les socialistes récoltent 36,5% des suffrages, contre 29% pour le principal parti d'opposition, le parti social-démocrate (PSD) de centre-droit. Le PSD a concédé sa défaite.

Trois autres partis recueilleraient chacun 7 à 12% des suffrages, obtenant ainsi des sièges au Parlement. Le Bloc de gauche remporterait 10% des suffrages, la coalition Verts/Communistes près de 8%, et le Parti populaire (conservateur) 10,5%. Onze partis marginaux n'ont pas assez de voix pour figurer au Parlement.

Quelque 9,4 millions de Portugais étaient appelés aux urnes pour renouveler leur Parlement qui compte 230 sièges. La participation s'est montée à 60,5%.

Le PS a axé sa campagne sur les dépenses publiques afin de relancer une économie qui, au second trimestre, s'est contractée de 3,7% par rapport à la même période l'année dernière. Le chômage est quant à lui passé de 7,9% à 9,1%, avec environ 500.000 demandeurs d'emploi. C'est le taux de chômage le plus élevé depuis 20 ans.

Pour relancer l'économie, le PS propose des grands travaux: cinq milliards d'euros pour la construction d'un nouvel aéroport lisboète, trois milliards pour une liaison TGV avec l'Espagne, et 1,7 milliard pour un nouveau pont géant au-dessus du Tage à Lisbonne.

Des dépenses publiques jugées excessives par la "dame de fer" portugaise, grande rivale de Socrates et patronne du PSD, Manuela Ferreira Leite. Conservatrice au plan social, elle est opposée au projet socialiste d'autoriser le mariage homosexuel.

José Socrates, 52 ans, qui depuis quatre ans a mené de nombreuses réformes, n'aura pas réussi à réitérer l'exploit du raz-de-marée qui l'avait porté au pouvoir en 2005.

Faute de majorité absolue, le PS devrait constituer un gouvernement de coalition. Seul un gouvernement minoritaire a été à son terme en 33 ans de vie démocratique au Portugal. Avant le raz-de-marée PS de 2005, le pays avait vu se succéder trois gouvernements en trois ans.

Guinée. Au moins 58 manifestants tués dans des affrontements à Conakry (29.09)

Reuters - 29.09

Au moins 58 personnes ont été tuées à Conakry lorsque les forces de sécurité ont tiré à balles réelles pour disperser des milliers d'opposants au régime militaire du capitaine Moussa Dadis Camara.

Selon des témoins, Cellou Dalein Diallo, chef du principal groupe d'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UCFD), et plusieurs autres dirigeants hostiles à Camara, qui a pris le pouvoir en 2008 en Guinée à la faveur d'un coup d'Etat militaire, ont été arrêtés.

"Dans un seul hôpital, nous avons compté 58 corps. Il semble qu'il y en ait beaucoup plus" dans un autre hôpital, a déclaré à Reuters Thierno Maadjou Sow, président de l'Organisation guinéenne des droits de l'homme, qui parlait jusqu'à lors d'un bilan de 14 morts excluant les possibles victimes transportées dans les hôpitaux.

Des témoins ont fait état d'une vingtaine de blessés par balles. D'autres ont rapporté qu'un poste de police avait été incendié. Des émeutiers se sont emparé de plusieurs véhicules et d'équipements et ont enlevé un policier, ont-ils ajouté.

Les manifestants, qui étaient des milliers, se sont répandus dans les rues, attaquant les forces de l'ordre et pénétrant de force dans le stade du 28-Septembre, où la junte avait interdit un meeting de l'opposition.

Cette flambée de violence fait suite à des mois de querelles entre le jeune capitaine Camara, qui n'a pas exclu de se présenter à l'élection présidentielle prévue début 2010, et ses rivaux.

Après l'arrestation de plusieurs dirigeants de l'opposition, Moussa Dadis Camara a seulement déclaré à la radio sénégalaise RFM : "J'ai demandé s'ils étaient en bonne santé et on m'a dit qu'ils l'étaient."

LA FRANCE CONDAMNE

Durant le week-end, des milliers de Guinéens s'étaient rassemblés à Labé, au coeur du massif du Fouta Djallon, dans le nord du pays, pour protester contre la venue du capitaine Camara.

Sa visite s'est finalement déroulée sans incidents, les forces de l'ordre ayant déployé un dispositif de sécurité important.

Redoutant des violences ce lundi, de nombreux Guinéens avaient constitué dès dimanche soir des stocks de provisions au cas où l'agitation se poursuive pendant plusieurs jours.

A la suite des heurts survenus dans la capitale, la junte a prévenu qu'elle ne négocierait pas avec ceux qui la défient.

"Ceux qui veulent défier l'autorité de l'Etat, nous les en empêcheront", a dit le commandant Moussa Diegbo Camara sur une radio locale.

Les bailleurs de fonds de la Guinée, de même que la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédeao) qui joue les médiateurs, ont invité l'homme fort de Conakry à ne pas se présenter en 2010.

Celui-ci ne s'est toujours pas prononcé officiellement, tout en confiant à des diplomates qu'il serait candidat.

Dans un communiqué, le ministère français des Affaires étrangères a condamné "avec la plus grande fermeté la répression violente exercée par l'armée contre les Forces vives de Guinée au cours d'une manifestation pacifique organisée à Conakry".

"La France appelle à la libération immédiate et sans condition de toutes les personnes arrêtées au cours de cette manifestation", ajoute le Quai d'Orsay dans un communiqué.

Selon Paris, le respect de l'engagement librement souscrit par le capitaine Dadis Camara, président du CNDD, devant la communauté internationale de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de 2010 "est de nature à permettre le retour au calme."

"La France consulte ses partenaires au sein de l'Union européenne et du Groupe international de contact sur la Guinée afin d'étudier les conséquences à tirer rapidement de ces événements", dit encore le ministère.

Honduras : le double jeu des Américains (30.09)

Libération.fr - 29.09

Enfin des gestes de bonne volonté. Le président putschiste du Honduras, Roberto Micheletti, s'est dit prêt lundi soir à «abroger» son décret instaurant un état de siège de 45 jours et a renouvelé son invitation à une mission de médiation de l'Organisation des Etats américains (OEA) qu'il avait fait expulser la veille. En parallèle, son rival Manuel Zelaya, toujours réfugié à l'ambassade du Brésil, appelait la communauté internationale à «restaurer l'état de droit» dans le pays, rompant ainsi avec ses précédentes déclarations encourageant le soulèvement populaire.

Washington avait rappelé à l'ordre les deux hommes lundi par l'intermédiaire d'un des représentants des Etats-Unis à l'OEA, Lewis Amselem. Ce dernier avait qualifié l'expulsion des diplomates de l'OEA d'«insultes à la communauté internationale», tout en décrivant le retour clandestin de Manuel Zelaya d'«acte irresponsable et idiot». Hillary Clinton serait en fait furieuse que ce retour impromptu, facilité par le Brésil et le Venezuela, ait fait échouer la médiation du président costaricain Oscar Arias, fidèle allié des Etats-Unis.

Usual suspects

Lors du putsch mené le 28 juin, les protestations américaines étaient pourtant restées timides, accréditant la thèse d'un blanc-seing de Washington, voire d'un pilotage secret d'anciens membres de l'administration Bush, dont le diplomate John Negroponte.

Au début des années 1980, ce dernier était ambassadeur de Ronald Reagan à Tegucigalpa, la capitale hondurienne. Il reste considéré comme le coordinateur de l'Iragate, soit le financement des Contras du Nicaragua, les paramilitaires opposés à la révolution sandiniste de l'actuel président nicaraguayen Daniel Ortega, par l'intermédiaire de ventes d'armes clandestines à l'Iran, alors en guerre contre l'Irak.

Après le 11 septembre 2001, George W. Bush avait nommé Negro Ponte ambassadeur à l'ONU, puis à Bagdad, avant de le placer en février 2005 à la tête de la direction du renseignement national, un placard doré créé pour lui, d'où il était sorti début 2007 pour devenir l'adjoint de Condoleezza Rice au Département d'Etat. Depuis l'élection d'Obama, le nervi républicain conserve un poste de conseiller dans l'équipe d'Hillary Clinton.

Un autre homme possède un CV suspect. L'actuel ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, Hugo Llorens, proche de Negro Ponte, avait déjà été cité comme instigateur du coup d'Etat avorté contre Hugo Chavez en février 2002. Il dirigeait alors les affaires andines au conseil de sécurité nationale. Début juin, quelques jours avant le putsch, le réfugié cubain naturalisé avait déclaré au sujet du projet de Zelaya de modifier la constitution: «On ne peut pas enfreindre la constitution pour créer une autre constitution, parce que si l'on ne respecte pas la constitution, nous vivons tous sous la loi de la jungle.»

La Françafrique américaine

Les Américains, inquiets de la poussée gauchiste en Amérique latine et soucieux de préserver leur base militaire hondurienne de Soto Cano, à Palmerola, ne manquaient pas de mobiles pour souhaiter la chute de Zelaya, dont le rapprochement avec Hugo Chavez lui valait des ennemis jusque dans son propre camp du parti libéral.

L'implication souterraine des réseaux néoconservateurs semble plus que probable au regard du lourd passif de ces derniers. Reste à savoir si l'administration Obama a ignoré, fermé les yeux, ou encouragé leurs manoeuvres dans le pré carré latino-américain des Etats-Unis, qui n'a décidément rien à envier à notre Françafrique.

"L'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté" (30.09)

LeMonde.fr - 29.09

Alain Bergounioux, historien et directeur de La Revue socialiste, commente la défaite subie par le Parti social-démocrate allemand (SPD) aux élections législatives du 27 septembre.

Comment expliquez-vous la défaite du SPD ?

Dans une coalition rassemblant la droite et la gauche, il y a toujours un gagnant. A la fin des années 1960, le SPD avait tiré son épingle du jeu. C'est cette fois le tour de la CDU [Union chrétienne-démocrate]. Le SPD avait abordé la coalition en état de faiblesse. Il était déstabilisé par les réformes menées par le gouvernement Schröder, qui avaient ébranlé une partie des catégories populaires et provoqué une mésentente avec les syndicats.

Ce contexte avait contribué à susciter la création du parti Die Linke [gauche radicale], la formation d'Oskar Lafontaine. Au pouvoir, le SPD a perdu sa spécificité à partir du moment où les chrétiens-démocrates ont adopté des mesures de régulation pour lutter contre la crise. Son repositionnement à gauche ne lui a pas permis de regagner des voix dans les catégories populaires et lui en a fait perdre dans les classes moyennes.

Le résultat des élections allemandes constitue-t-il un avertissement pour le Parti socialiste français ?

Il n'y a pas de loi générale. Lors du même week-end, le Parti socialiste portugais a remporté les élections législatives... Cela étant, il est vrai que l'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté.

Les droites européennes – en Allemagne, en France, en Angleterre comme en Scandinavie – ont recentré leurs discours, alors que le socialisme européen n'a pas défendu de politique alternative face la crise. Il se trouve confronté à un problème de renouvellement des hommes et des structures, ainsi qu'à des questions communes : comment assurer la redistribution et la protection sociale dans des économies dont les ressources diminuent ? Comment faire face à la fragmentation sociale et culturelle de la société ?

Pour répondre à ces deux grands défis, le socialisme européen doit mener un très gros travail politique et idéologique. Il lui est impossible de revenir à la vision étatique et redistributive qui était celle de la social-démocratie au début des années 1980, et il lui faut également tenir compte des insuffisances du social-libéralisme qui a servi de fondement à la troisième voie blairiste.

Le PS doit-il tenir compte des échecs de ses voisins pour refonder sa stratégie d'alliances ?

Les droites européennes ont à peu près unifié leurs camps, alors que la gauche a eu tendance à se fragmenter en trois ou quatre courants. Il lui faut construire des coalitions, faute de quoi le PS ne disposera pas de la crédibilité nécessaire au moment des élections. Les électeurs, en effet, ne donnent pas de majorité politique à la seule protestation. Ni la gauche de la social-démocratie ni les Verts aujourd'hui ne constituent l'axe d'une alternative à la droite.

Quels peuvent être les contours de ces coalitions ?

En France, la solution se trouve plutôt dans un accord entre le PS, les Verts et la partie de la gauche du PS susceptible de l'accepter. C'est ce socle de crédibilité qui permettra ensuite d'ouvrir des discussions avec le centre.

La Chine va réduire son armée de terre de 700.000 hommes (01.10)

Reuters - 30.09

La Chine prévoit de réduire les effectifs de son armée de terre de 700.000 hommes au cours des deux à trois prochaines années dans le cadre de la modernisation de sa défense, apprend-on mercredi de deux sources proches de l'armée.

L'Armée populaire de libération compte aussi renforcer le personnel de sa marine et de son armée de l'air avec l'objectif de se transformer en une force plus réduite s'appuyant sur la haute technologie, rapportent ces deux sources qui ont requis l'anonymat.

L'APL est issue de l'Armée rouge, une armée forte de cinq millions de paysans. Elle est devenue la force nationale armée chinoise lors de la création de la République populaire de Chine, dont les 60 ans seront célébrés jeudi.

"L'APL doit développer sa marine et son armée de l'air", a indiqué une des sources à Reuters. "Elle recrutera des diplômés de l'université."

La réduction des forces terrestres et l'augmentation des forces navales et aériennes aboutiront à une réduction globale des effectifs de l'APL, actuellement de 2,3 millions d'hommes. Mais on ignore le solde définitif et il pourrait y avoir d'autres modifications des effectifs.

La Chine a déjà réduit le nombre de ses soldats ces dernières années pour affecter l'argent ainsi économisé à d'autres postes, comme la formation ou l'armement. La marine envisage par exemple la construction d'un porte-avions.

Aucune des deux sources interrogées n'a su dire quand ces décisions seraient annoncées. Elles doivent encore être approuvées par la commission militaire centrale du Parti communiste, dirigée par le chef du Parti et président Hu Jintao.

Les forces armées chinoises sont bien plus nombreuses que la deuxième plus grande armée du monde, celle des Etats-Unis, dont les effectifs atteignent environ 1,5 million d'hommes.

En Espagne, José Luis Rodriguez Zapatero recherche des alliés pour voter un budget de rigueur critiqué de toute part (01.10)

LeMonde.fr - 30.09

José Luis Rodriguez Zapatero devra batailler ferme - et négocier finement - pour faire voter son projet de loi de finances pour 2010. Les petites formations de gauche sur lesquelles comptait le chef du gouvernement espagnol ont fraîchement accueilli la perspective d'un budget de rigueur qui prévoit une réduction des dépenses publiques de 3,9 %. Mais ce sont surtout les hausses d'impôts directs et indirects, destinées à drainer 11 milliards d'euros de recettes supplémentaires, qui provoquent une unanime hostilité, à droite comme à gauche.

Pour l'ensemble des experts consultés par la presse espagnole, le relèvement du taux général de TVA de 16 % à 18 %, l'augmentation de la fiscalité des plus-values dépassant 6 000 euros et la suppression pour tous les contribuables d'une déduction de 400 euros instaurée en 2008 vont pénaliser essentiellement la classe moyenne. Contrairement au récent discours de M. Zapatero devant le comité directeur du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) mettant en accusation "les puissants", le tour de vis fiscal concerne peu les tranches les plus élevées.

Au moment de transmettre au Congrès des députés, mardi 29 septembre, le détail de la loi de finances, M. Zapatero a toutefois défendu, dans un entretien à la radio, "la claire progressivité des hausses d'impôts" dans le cadre d'un "budget solidaire". S'il demande "un petit effort" à chaque Espagnol, c'est parce que, dit-il, "nous devons sortir tous ensemble de la crise avec une cohésion sociale maximale".

"Projet injuste"

Face à l'ampleur d'une récession (- 3,6 % en 2009) qui a mis près de 2 millions de personnes au chômage en un an, la cure de rigueur proposée pour 2010, afin de réduire un déficit estimé à près de 10 %, fait grimacer à gauche. "Le projet complique les possibilités d'accord, prévient Gaspar Llamazares, porte-parole d'Izquierda unida (IU, écolo-communistes). C'est un pas en arrière, cela démontre que nous n'avons pas été entendus." Les deux principales centrales syndicales, UGT et CCOO, jusque-là modérées vis-à-vis de l'exécutif socialiste malgré les plans sociaux et les fermetures d'entreprises, sont également montées au créneau : "Ce projet qui touche les revenus bas et moyens est déséquilibré et injuste, il va à l'encontre des déclarations officielles."

Les petites formations censées venir en aide au PSOE, à qui il manque 6 sièges pour être majoritaire, ne sont pas en reste. Notamment la gauche nationaliste catalane. Joan Herrera, d'Initiative pour la Catalogne, Verts (ICV, écolo-communistes), dénonce "une rhétorique de gauche qui ne se retrouve pas dans les actes". Face à un projet de budget jugé "hasardeux, improvisé, irréaliste", Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, gauche nationaliste) compte cyniquement "profiter de la précarité parlementaire de José Luis Rodríguez Zapatero" pour marchander ses 3 voix aux Cortes.

Le Parti nationaliste basque (PNV, 6 députés) semble mieux disposé, alors que des critiques fusent au sein même de la famille socialiste. L'ancien ministre Jordi Sevilla évoque "une occasion perdue pour rendre notre système fiscal plus équitable". Cet ancien proche de M. Zapatero au sein du PSOE rejoint les accusations d'"improvisation" émises par la droite. "On a voulu contenter tout le monde et cela a accouché d'un Frankenstein", a-t-il martelé. M. Sevilla fait partie des trois ex-ministres de M. Zapatero à avoir renoncé à son siège de député ces dernières semaines.

Equateur: un mort et 49 blessés dans une manifestation d'Indiens (03.10)

AP - 02.10

Des affrontements entre la police et des Indiens d'Amazonie qui protestaient mercredi contre des lois sur l'eau, le pétrole et les mines, ont fait causé la mort d'un Indien et blessé au moins 40 policiers et neuf Indiens, ont annoncé les autorités équatoriennes. Deux civils auraient été tués selon les Indiens.

Les affrontements se sont déroulés près du fleuve Upano, dans la province Morona Santiago, dans la jungle, dans le sud-est du pays, où des Indiens bloquent les routes depuis le début de la semaine pour protester contre des lois qu'ils jugent dangereuses pour leurs terres.

Le président Rafael Correa a accusé les Indiens d'avoir provoqué un bain de sang et réitéré son appel au dialogue pour répondre aux accusations des Indiens d'Amazonie.

"Des groupes extrêmement violents armés de pistolets et de fusils ont attendu la police pour lui tirer dessus", a déploré Rafael Correa lors d'une conférence de presse. "Nous devons déplorer la mort d'un frère équatorien". L'autopsie a montré que l'Indien a été tué par une balle de plomb, souvent utilisée par les chasseurs dans la jungle.

Le ministre de l'Intérieur Gustavo Jalkh avait expliqué, avant la déclaration du président équatorien, que les Indiens ont blessé des policiers à balles de plomb souvent utilisées par les chasseurs dans la jungle. Il a assuré que la police avait fait un usage "progressif de la force" pour dégager l'autoroute située dans l'Amazonie, dans le sud-est du pays, mais a nié toute utilisation d'armes à feu.

La fédération indienne d'Amazonie, CONFENAIE, a affirmé dans un communiqué que deux Indiens Shuar ont été tués et neuf blessés par balles dans ces affrontements.

Les Indiens d'Equateur bloquent les routes depuis lundi pour contester ces lois, bien que le président équatorien Rafael Correa ait rencontré mercredi des représentants des Indiens. Après huit heures de discussions, les représentants de plusieurs groupes d'Indiens ont rompu les pourparlers et dénoncé la répression du gouvernement.

Dans toute la région des Andes, les Indiens se battent contre les gouvernement de droite comme de gauche qui développent des projets pétroliers et miniers sur leurs terres.

Les lois proposées par le gouvernement équatorien menacent leurs terres et privatisent l'eau, selon eux. Ce que réfute Rafael Correa.

Italie. Le Parlement italien adopte une mesure d'amnistie fiscale controversée (06.10)

Le Monde - 05.10

Il Sole 24 Ore, le grand quotidien économique italien soutenu par le syndicat des patrons, a publié lundi 5 octobre un "Guide de l'amnistie fiscale". Il semble promis au succès après l'adoption définitive vendredi par le Parlement d'une mesure controversée d'amnistie. Moyennant une taxe de 5 %, les Italiens vont pouvoir rapatrier capitaux, immobilier, titres financiers, yachts et bijoux. En prime, l'Etat amnistie également certains délits tels que la présentation de faux bilans. Les intermédiaires financiers ne seront plus tenus d'alerter les autorités s'ils soupçonnent un blanchiment d'argent.

"Nous avons besoin de sacro-saint argent " pour la santé et la recherche, a expliqué, avant le vote, Silvio Berlusconi plaidant pour le "réalisme" alors que la gauche, l'Association nationale des magistrats et l'hebdomadaire catholique Famiglia Christiana dénoncent "l'Etat mafieux", un "cadeau honteux " aux fraudeurs, une "insulte aux honnêtes gens".

La brigade financière estime à 300 milliards d'euros les avoirs transalpins à l'étranger, dont 125 milliards en Suisse (surtout dans les banques de la région de Lugano), 86 au Luxembourg et... 2 milliards dans la République de San Marino. Le ministre de l'économie, Giulio Tremonti, a ainsi justifié le coup d'éponge judiciaire : " On ne pouvait pas courir le risque que le recours à l'amnistie soit synonyme pour le fraudeur chef d'entreprise à une auto-dénonciation donc à une forme de suicide". Selon la presse italienne, la fraude fiscale est surtout pratiquée par les habitants de l'industrielle Italie du Nord.

Lors d'un premier vote à l'Assemblée, plusieurs élus de gauche avaient quitté l'Hémicycle pour protester contre cette mesure. Certains n'hésitant pas à juger l'Italie moins vertueuse que " le cartel de Medellin"... Jeudi, l'ancien juge Antonio di Pietro, chef du parti de l'Italie des valeurs, s'est déguisé en mafieux d'opérette (béret et cigare) pour dénoncer "un blanc-seing" à la criminalité organisée. Ironie du sort, si l'opposition avait été au complet pour le vote définitif vendredi, elle aurait pu repousser cette mesure.

Reste à savoir combien elle rapportera à l'Etat italien, le plus endetté d'Europe. Les deux précédentes amnisties (2000 et 2002) avaient généré deux milliards d'euros. M. Tremonti se refuse à faire des pronostics expliquant que la somme de 300 milliards d'euros d'évasion ne pourrait être retenue comme base de calcul. "Dans ce chiffre, a-t-il déclaré, il y a des fonds produits par les activités criminelles qui ne rentreront jamais en Italie, amnistie ou pas." Bonne surprise pour le gouvernement : l'intensification de la lutte contre l'évasion décidée il y a quelques mois a permis au fisc de mettre la main sur près de 4 milliards d'euros.

La Grèce bascule à gauche (06.10)

AP - 05.10

Le PASOK de Georges Papandréou renvoie les conservateurs de la Nouvelle Démocratie dans l'opposition. Les socialistes ont remporté une large victoire aux élections législatives anticipées de dimanche en Grèce, décrochant la majorité absolue au Parlement, selon des résultats encore partiels.

Dans la soirée, le Premier ministre sortant Costas Karamanlis (ND), qui avait pris l'initiative risquée de convoquer ce scrutin anticipé à mi-mandat, a tiré les leçons de son pari perdu et de cette cuisante défaite en annonçant sa démission de la présidence de la Nouvelle Démocratie, un parti que son oncle défunt Constantin Karamanlis a fondé il y a 35 ans, jour pour jour.

M. Karamanlis a également appelé son adversaire socialiste Georges Papandréou, chef du PASOK, pour le "féliciter" et lui souhaiter "bonne chance". Pour sa part, le PASOK parle d'une victoire "historique".

Après dépouillement de 82% des bulletins de vote, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) obtenait 43,92% des voix, contre 34,15% des suffrages pour la Nouvelle Démocratie, soit près de 10 points d'écart, ce qui constitue le plus mauvais score jamais réalisé par les conservateurs. La participation s'est élevée à 70,24% dans ce pays où le vote est théoriquement obligatoire.

Si les résultats définitifs confirment ces chiffres encore partiels, les socialistes décrocheraient 159 des 300 sièges au Parlement, soit plus de la majorité absolue. Le PASOK serait donc en mesure de gouverner seul, sans avoir besoin de faire alliance avec d'autres partis.

Ces résultats sont conformes aux sondages d'avant-scrutin qui donnaient les socialistes largement vainqueurs des élections dans les intentions de vote. Elles confirment la perte de popularité des conservateurs, au pouvoir depuis cinq ans en Grèce, minés par une série de scandales de corruption et par la crise économique.

"Nous portons la grande responsabilité de changer le cap de ce pays", a déclaré M. Papandréou devant une foule de partisans en liesse rassemblés devant le siège du PASOK dans le centre d'Athènes. "Je connais très bien le potentiel de ce pays, un potentiel miné par la corruption, le favoritisme, l'anarchie et le gaspillage."

Les deux camps défendaient des approches radicalement différentes face à la crise économique. Costas Caramanlis, 53 ans, prônait l'austérité, avec notamment un gel des salaires et des retraites, quand son adversaire socialiste, Georges Papandréou, 57 ans, jugeait indispensable des mesures de relance.

M. Caramanlis avait convoqué ces élections anticipées à mi-chemin de son deuxième mandat de quatre ans dans l'espoir de conforter sa légitimité pour mener des réformes difficiles, qu'il jugeait essentielles pour l'économie grecque.

Mais la popularité du neveu du défunt Premier ministre conservateur Constantin Caramanlis a été ébranlée par une série de scandales financiers et la dégradation de l'économie tandis que son parti était à la peine au Parlement où la ND n'était majoritaire que d'un siège.

Le scandale le plus préjudiciable a porté sur un accord d'échange de terres passé par l'Etat avec un monastère grec-orthodoxe. Comparant la valeur des terrains échangés, des enquêteurs ont démontré que l'Etat était perdant d'environ 100 millions d'euros dans l'opération. L'affaire a provoqué la démission de deux ministres, dont un des plus proches collaborateurs de M. Caramanlis.

Le gouvernement a également été critiqué pour sa gestion des émeutes de décembre dernier déclenchées par la mort d'un jeune tué par la police, et plus récemment par un vaste incendie qui s'est produit dans la région d'Athènes cet été.

Georges Papandréou, dont le parti, fondé par son père Andréas, a connu en 2007 sa pire débâcle électorale en 30 ans, défend une autre approche. Il plaide pour un plan de relance de l'économie et promet d'augmenter les investissements dans les infrastructures ainsi que des revalorisations de salaire supérieures à l'inflation pour les fonctionnaires.

M. Papandréou, dont le père et le grand-père ont été Premier ministre, et M. Caramanlis sont tous deux les héritiers de dynasties politiques. Ces deux familles rivales ont gouverné le pays pendant 32 des 47 années de régime démocratique qu'a connues la Grèce depuis 1955.

A Paris, le président français Nicolas Sarkozy a adressé ses "félicitations" et ses "vœux de succès" à M. Papandréou et a souhaité renforcer le partenariat bilatéral "dans tous les domaines".

L'Onu mise à l'index sur la fraude électorale en Afghanistan (06.10)

Reuters - 05.10

Peter Galbraith, diplomate américain récemment exclu de la mission des Nations unies en Afghanistan, accuse l'organisation d'avoir ignoré les fraudes massives qui ont, selon lui, émaillé la présidentielle du 20 août et de lui avoir enjoint de se taire avant de dissimuler son limogeage.

"Ne parlez pas à la presse!", ont été les dernières instructions que le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon lui a adressées, dit-il dimanche dans les colonnes du Washington Post.

L'ex-adjoint de Kai Eide, représentant spécial de l'Onu à Kaboul, dit avoir accepté et avoir reçu ensuite l'assurance que son départ serait expliqué par un différend avec son supérieur au sujet des fraudes électorales.

L'Onu, poursuit-il, a en fait annoncé qu'il avait été limogé "dans l'intérêt de la mission", à la suite d'une brouille d'ordre personnel avec Kai Eide, son ami de longue date.

"J'aurais même toléré ce dernier acte malhonnête d'une querelle qui remontait à plusieurs mois si les enjeux n'étaient pas si importants".

"Mais, à mon sens, la fraude était un fait que les Etats-Unis devaient reconnaître pour préserver leur crédit auprès des nombreux afghans qui n'ont pas soutenu le président Hamid Karzaï", écrit le diplomate proche de Richard Holbrooke, émissaire américaine en Afghanistan et au Pakistan.

"Eide m'a ordonné de ne pas évoquer davantage les bureaux de vote fantômes. Le jour du scrutin, ces sites ont produit des centaines de milliers de bulletins frauduleux", poursuit-il évoquant les 1.500 bureaux restés selon lui portes closes en raison de l'insécurité.

La Commission des plaintes électorales (ECC), qui dépend de l'Onu, a ordonné un nouveau décompte dans 3.000 bureaux de vote où elle soupçonne l'existence de fraudes. Les résultats préliminaires créditent le président sortant Hamid Karzaï de 54,6% des suffrages.

"Le président Obama a besoin d'un partenaire afghan ayant toute légitimité pour qu'une nouvelle stratégie porte ses fruits. Or les fraudes massives qui ont eu lieu le 20 août garantissent pratiquement que l'administration issue de ce scrutin tronqué ne sera pas crédible aux yeux de nombreux Afghans", conclut Peter Galbraith.

Le groupe d'armement britannique BAE Systems inquiété pour corruption (06.10)

Le Monde - 03.10

Traîner en justice le groupe britannique de défense BAE Systems pour faits de corruption à l'étranger : le Serious Fraud Office (SFO), l'autorité anti-fraudes du Royaume-Uni, pourrait réussir cette gageure malgré la haute portée politique de cette affaire. En cas de culpabilité, le premier marchand d'armes européen est passible d'une amende équivalente à un milliard d'euros.

La requête d'ouverture de poursuites judiciaires déposée par l'organisme britannique de lutte contre la délinquance en col blanc auprès du conseiller juridique de la Couronne porte sur des contrats d'armement signés avec quatre pays : l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Roumanie et la République tchèque. L'annonce du jeudi 1er octobre ne concerne pas les pots-de-vin prétendument versés par BAE à des membres de la famille régnante d'Arabie saoudite dans le cadre du contrat Al-Yamamah conclu dans les années 1980. Ce scandale avait été étouffé en 2006 sous la pression du premier ministre d'alors, Tony Blair, au nom de l'entente antiterroriste entre les deux pays.

Furieux de l'interruption de l'enquête sur les supposées commissions saoudiennes, le SFO prend aujourd'hui sa revanche en constituant un solide dossier sur d'autres grands contrats controversés signés par BAE. Le gouvernement travailliste devrait donner son accord à son action. Le premier ministre, Gordon Brown, est en effet conscient du préjudice causé à l'image du Royaume-Uni par cette série d'affaires de corruption.

"Il est dans l'intérêt national de punir la corruption" : à l'instar du quotidien de centre gauche The Independent, les organisations non gouvernementales (ONG) ont salué cette décision en soulignant qu'un arrêt de la procédure serait catastrophique pour la réputation des entreprises britanniques. Reste que, même en cas de soutien gouvernemental, bien des obstacles demeurent sur la route du SFO. Pour brouiller les pistes, BAE Systems a eu recours à des paradis fiscaux de la Couronne, comme Jersey ou les îles Vierges britanniques, réticents à fouiller dans les comptes des banques offshore qu'ils abritent.

Par ailleurs, les intermédiaires sulfureux utilisés pour soudoyer les dirigeants en Europe de l'Est et en Afrique bénéficient de protections au plus haut niveau dans ces pays. Aussi, les autorités des nations visées rechignent à coopérer avec les enquêteurs britanniques. Tel est le cas de l'Afrique du Sud dont le parti au pouvoir, l'African National Congress (ANC), aurait largement bénéficié des largesses de BAE pour faciliter la vente de chasseurs Gripen et d'avions d'entraînement Hawk.

La fourniture de frégates à la Roumanie, d'appareils Gripen à la République tchèque et d'un système de défense anti-aérien à la Tanzanie aurait donné lieu à l'octroi de juteuses enveloppes. Le laxisme de la législation britannique dénoncé à maintes reprises par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) constitue un dernier écueil.

Pour BAE le coup est dur. En se réformant de fond en comble, la compagnie, dotée d'une nouvelle direction, espérait avoir tourné la page. La voici confrontée à un choix impossible. En admettant sa culpabilité en échange d'une réduction de l'amende, la société se verrait pénalisée dans la course aux contrats militaires européens. Une telle décision aurait des répercussions aux Etats-Unis où le groupe réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires et où la justice a de surcroît ouvert une enquête pour corruption en 2007 visant BAE. Mais, un procès entraînerait un déballage en public, extrêmement préjudiciable à l'image que la compagnie veut se donner.

Et la Finlande découvre la corruption... (06.10)

Le Monde - 03.10

Pendant longtemps, la Finlande a pu se targuer de figurer en tête des pays les plus intègres du monde. Un sentiment confirmé, année après année, par l'indice de perception de la corruption, établi par l'ONG Transparency International, qui attribuait systématiquement la meilleure note à la Finlande. Certes, ses habitants avaient «quelques soupçons», selon la politologue Asa Bengtsson, «mais ceux-ci n'avaient jamais été confirmés». Le grand déballage de ces derniers mois s'en est chargé.

Premières révélations au printemps 2008. Le président du groupe centriste au Parlement reconnaît qu'il n'a pas encore rendu public ses comptes de campagne pour les législatives de 2007. Puisque la loi de 2002 sur le financement électoral ne prévoit aucune sanction, il n'en voit pas l'utilité. Scandale. Le député est forcé d'admettre qu'il a bénéficié des largesses de plusieurs hommes d'affaires, ainsi que d'une mystérieuse association, baptisée Kehittyvien Maakuntien Suomi.

Les médias s'emparent de l'affaire. Ils révèlent, non seulement, que l'association a été créée pour rassembler des fonds pour le Parti centriste, mais qu'elle a reçu 145 000 euros d'une compagnie immobilière, Nova Group, dont le PDG avouera plus tard qu'il pensait qu'une victoire de la droite serait bonne pour ses affaires. «Ce n'était peut-être pas illégal, mais c'était moralement discutable, et surtout cela aurait dû être rendu public», affirme Asa Bengtsson. Nouveau rebondissement en mai. La direction de Nova Group, au bord de la banqueroute, reconnaît avoir également versé 125 000 euros, sur les comptes du Parti centriste. Le Premier ministre, qui en a lui-même profité, commence par nier, avant de reconnaître les faits. Espérant détourner les critiques, il met au défi les autres partis de rendre publics leurs comptes de campagne.

Depuis septembre, les révélations se succèdent. Syndicats, entreprises publiques, associations subventionnées par l'Etat... Tous ont mis la main à la poche. Le modèle finlandais se fissure. Un sondage montre que la crédibilité des personnalités politiques a diminué de 60%. A gauche, l'opposition réclame de nouvelles élections. Le Premier ministre Matti Vanhanen (centre) s'y refuse, arguant qu'il ne peut pas être tenu seul responsable d'une pratique qui existe depuis des décennies. Ultime révélation : la chaîne publique Yle accuse le chef du gouvernement d'avoir obtenu gratuitement du matériel de construction pour sa maison, fourni par une entreprise proche d'une fondation qui a contribué au financement de sa campagne.

Guinée. Le chef de la junte en Guinée fustige la France (07.10)

Reuters - 06.10

Le chef de la junte militaire au pouvoir en Guinée a fustigé la France, l'ancienne puissance coloniale, pour avoir annoncé son intention de rompre avec Conakry à la suite de la répression sanglante par l'armée de la manifestation du 28 septembre dans la capitale.

"La Guinée n'est pas une sous-préfecture, pas un arrondissement français. Lorsque le ministre français des Affaires étrangères dit des choses comme ça, c'est une manière de dénigrer le peuple d'Afrique", déclare l'homme fort de Conakry le capitaine Moussa Dadis Camara, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France 24.

Dimanche, Bernard Kouchner avait déclaré sur RTL que Paris estimait "ne plus pouvoir travailler avec le chef de la junte en Guinée" et misait désormais sur une forme d'intervention internationale.

Le capitaine Dadis Camara, arrivé au pouvoir en décembre à la faveur d'un coup d'Etat sans effusion de sang au lendemain de la mort du général-président Lansana Conté, a refusé toute responsabilité personnelle dans le carnage du 28 septembre, qui a fait officiellement 53 morts, et 157 selon une ONG locale.

L'opposition manifestait ce jour-là pour protester contre l'intention prêtée au jeune officier de revenir sur sa promesse de ne pas se présenter à l'élection présidentielle prévue le 31 janvier en Guinée, premier pays exportateur mondial de bauxite.

"J'ai été pris en otage par l'armée", avait-il auparavant expliqué au micro de RFI.

ULTIMATUM DE L'UA

Sur France 24, il affirme que les événements du 28 septembre feront l'objet d'une commission d'enquête nationale et internationale.

Tenant d'expliquer le chaos qui a régné ce jour-là, le capitaine Dadis Camara déclare, selon le site internet de France 24: "Notre armée n'a jamais été structurée, c'est la seule armée du monde où un caporal ou un sergent peut dire 'merde' à un général". "(...) Personne ne peut maîtriser cette armée", lance-t-il à l'adresse de l'opposition. "Les civils ne peuvent pas maîtriser cette armée".

L'Union africaine a donné au président putschiste jusqu'à la mi-octobre pour confirmer qu'il ne se présenterait pas au scrutin du 31 janvier, sous peine de faire l'objet de sanctions.

A Monrovia, le gouvernement a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête sur les informations émanant de témoins sur place faisant état de la présence, lors de la manifestation du 28 septembre à Conakry, d'anciens miliciens libériens accusés d'avoir ouvert le feu sur la foule.

"Nous avons dit dans le passé que le territoire du Liberia ne pourra être utilisé par personne - organisation ou individu - pour provoquer des

troubles dans cette région", a déclaré à Reuters le ministre de l'Information. "Si nos investigations montrent que certains anciens combattants libériens étaient là, alors ils devront en payer le prix".

D'après le récit d'un responsable de l'opposition guinéenne, d'anciens miliciens libériens du Mouvement uni de libération (ULM, aujourd'hui dissous) parlant anglais et disséminés au sein de l'armée guinéenne auraient ouvert le feu sur les manifestants au stade de Conakry.

Quand le premier ministre britannique offrait des millions de livres sterling au colonel Kadhafi (07.10)

Le Monde - 06.10

En 1975, la Grande-Bretagne avait offert 14 millions de livres - l'équivalent aujourd'hui de 500 millions de livres (543 millions d'euros) - au colonel Kadhafi pour que Tripoli cesse de fournir des armes à l'Armée républicaine irlandaise (IRA), et resserre ses liens économiques avec Londres.

Selon des documents déclassifiés par les Archives nationales et révélés par The Independent, lundi 5 octobre, Harold Wilson, le premier ministre entre 1974 et 1976, avait écrit un "message personnel" en 1975 au numéro un libyen pour aborder le sujet. "Je ne souhaite pas anticiper sur les résultats des négociations à venir, mais il me semble utile de mentionner deux sujets capitaux pour nous, écrivait-il. Le premier concerne l'Irlande du Nord. Le second est relatif, évidemment, aux questions financières non réglées entre la Libye et la Grande-Bretagne."

Ainsi, Londres réclamait des compensations pour les expropriations que la Grande-Bretagne avait subies après la prise de pouvoir de Kadhafi en 1969. De son côté, Tripoli exigeait que le Royaume-Uni indemnise les Libyens qui avaient été victimes des mines laissées par la 8e armée britannique sur le sol libyen alors qu'elle combattait durant la seconde guerre mondiale les Italiens et les Allemands. Selon les Nations unies, entre 1940 et 1975, 5 670 Libyens ont été tués et 4 935 blessés par ces mines.

"J'espère que ces questions pourront être réglées au plus vite", poursuivait M. Wilson dans son courrier. Le gouvernement britannique a ensuite rédigé un protocole d'accord où il détaillait les conditions auxquelles les 14 millions de livres seraient payés. "Le gouvernement libyen, conscient que la majorité des (Irlandais du Nord) ont choisi de rester au sein du Royaume-Uni, s'engagera à n'offrir aucun soutien politique, moral ou matériel à l'IRA ou à toute autre organisation commettant des violences en Irlande du Nord", y était-il stipulé.

Indemnisations

Fin 1976, Harold Wilson avait cédé la place à James Callaghan. Mais l'offre de Londres restait valable. D'autant que, comme le signale un mémorandum du ministère des affaires étrangères de cette époque, "notre part de marché en Libye a été réduite de moitié depuis cinq ans". Tripoli a refusé, jugeant que ce n'était pas 14 millions de livres qu'il lui fallait mais 51 millions. La Libye a donc continué à fournir des armes au principal groupe armé catholique en Irlande du Nord.

Depuis 2005, l'IRA a abandonné la lutte armée. Et ce sont désormais les victimes des attentats de l'ancienne organisation terroriste qui réclament des indemnisations à la Libye tandis que Tripoli poursuit son combat pour les victimes libyennes des mines posées par les Britanniques.

Le 20 août, Edimbourg a libéré Abdelbaset al-Megrahi, atteint d'un cancer en phase terminale. Le seul condamné à ce jour pour l'attentat de Lockerbie, qui avait fait 270 morts en 1988, est rentré en héros à Tripoli. Les affaires, elles, ont repris.

En Russie, des centaines de villes vont disparaître, victimes de la mono-industrie (11.10)

Le Monde - 10.10

La population de Vorkouta, ville minière au milieu de la toundra à 150 kilomètres du cercle polaire, est inquiète. Leur ville est vouée à disparaître. Les mines de charbon vont fermer, les 117 000 habitants vont devoir mettre la clé sous la porte. C'est ce que dit un rapport du ministère russe des régions dont le journal des affaires Vedomosti a rendu compte le 29 septembre. Crise oblige, le gouvernement s'est penché sur le sort des villes "mono-industrielles", héritées du système soviétique, quand une usine ou un combinat occupe 25 % de la population en âge de travailler.

La Fédération russe compte actuellement 400 "mono-villes", soit 25 millions de personnes, sur une population totale de 142 millions dans la Fédération. Le rapport classe ces villes en deux catégories : les "progressives" et les "dépressives". Les premières, environ 280, seront

aidées par l'Etat, les autres devront improviser ou périr.

Deux villes minières du Grand Nord, Vorkouta et Inta, seront vidées de leur population. Le processus sera lent et discret : à 1 515 kilomètres des lumières de la capitale, où 80 % des ressources financières sont concentrées, l'effacement progressif de cinquante ans de peuplement forcé a commencé.

A l'inverse de ce qui a été entrepris pendant des décennies, pour fixer des millions de Russes dans ces contrées inhospitalières, aux températures extrêmes et au sol riche en minerais, un vaste exode va commencer.

Vorkouta, surnommée "la guillotine de glace" était un des camps les plus dur du goulag (système des camps de travail) mis en place par Staline. Après la mort du tyran en 1953, les prisonniers sont devenus des mineurs rémunérés. La ville a beau avoir périclité au moment de la transition des années 1990 - les "gueules noires" étaient venues jusqu'à Moscou pour manifester sous les fenêtres du gouvernement - elle produit encore 22 % du charbon à coke en Russie. Et pourtant Vorkouta est vouée au démantèlement.

Parmi les agglomérations dépressives, dix-sept sont qualifiées d'"explosives". "Dans ces villes-là, la situation peut déborder à tout moment et réclamer des mesures d'urgence", explique Andreï Nechtchadine, du ministère des régions à Vedomosti.

Parmi elles, on compte Pikaliovo, où le premier ministre Vladimir Poutine s'était rendu en juin pour calmer le mécontentement, et aussi Togliatti, la ville des bords de la Volga où l'usine automobile Avtovaz (102 000 ouvriers) prévoit de licencier 28 000 personnes d'ici à la fin de l'année.

Avant la crise, les mono-villes généraient 40 % du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, i leurs ouvriers doivent se contenter d'une semaine de travail de trois jours et d'un salaire réduit de 50 %, voire totalement impayé si le combinat ou l'usine a périclité.

C'est le cas du combinat de cellulose et de papier de Baïkalsk, qui compte 15 200 habitants, dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie. Au chômage depuis dix mois, ses 2 000 ouvriers ne savent plus à quel saint se vouer. Le combinat, seul gros pourvoyeur d'emploi pour la ville, a fermé. A Baïkalsk comme dans la plupart des autres mono-villes, l'usine produit aussi l'électricité et le chauffage pour toute la population. Jusque-là, la station thermique du combinat continue de fonctionner, mais pour combien de temps encore ?

L'administration régionale veut croire que Baïkalsk va réussir à diversifier ses activités. On parle de stations de ski, de pistes et d'installations sportives. Il est vrai que, depuis que le combinat a fermé, l'odeur aigre de la pâte à papier n'indispose plus les narines. La région pourrait se lancer dans le tourisme, mais où trouver l'argent que ces transformations requièrent ?

Depuis la crise, l'accès au crédit s'est raréfié. Doté de la troisième réserve or et devises au monde (environ 300 milliards d'euros), l'Etat est riche. Il va aider, mais ne pourra se porter au secours des 400 mono-villes.

A Svetlogorie, dans l'Extrême-Orient russe, la fermeture de la mine de tungstène a laissé 227 familles sans ressources. Située loin de la grand-route et de la voie ferrée, Svetlogorie est probablement vouée à disparaître. Selon Vedomosti, le gouvernement ne soutiendra pas les villes où "les entreprises fonctionnent avec une technologie vieille de trente à quarante ans, où aucune modernisation n'a été entreprise depuis quinze ans, et qui sont très éloignées des marchés d'écoulement de leur production". Le rapport reste flou sur leur avenir.

Les mono-villes sont un vrai casse-tête pour l'Etat. Elles mettent à mal le "système Poutine", quand les prix élevés du pétrole ont, ces dix dernières années, alimenté la croissance de l'économie et la stabilité du système politique. C'est en grande partie grâce aux pétrodollars que le Kremlin a pu édifier sa "démocratie contrôlée", caractérisée par l'érosion des libertés tout juste acquises après l'écroulement de l'empire soviétique en 1991.

Avec la crise, rien n'a changé. La Russie, qui rivalise aujourd'hui avec l'Arabie saoudite pour l'hégémonie des exportations de pétrole, est toujours aussi dépendante des matières premières. En revanche, la production industrielle est à son plus bas niveau depuis dix ans.

Ces dernières années, la Fédération russe était le seul pays à forte croissance où le PIB grimpeait plus vite que la production industrielle. Voilà pourquoi elle est bien plus touchée par la crise que ses homologues des BRIC (Brésil, Inde et Chine).

"La désindustrialisation a commencé avec l'effondrement de l'URSS, mais s'est accélérée sous Vladimir Poutine. Au lieu de restaurer la croissance industrielle, le gouvernement a préféré se reposer sur les revenus du pétrole et du gaz (...)", écrit l'économiste Viatcheslav Inozemtsev dans une étude récente sur la Russie. Il ne croit guère à la "modernisation" tant évoquée par le président Dmitri Medvedev. "Il n'a pas de consensus. L'élite politique prétend que l'économie russe est un succès, et la plupart des entrepreneurs et de la bureaucratie tirent leurs richesses de l'extraction du gaz et du pétrole ou d'autres ressources naturelles. Ils n'ont aucun intérêt à moderniser l'industrie", déplore-t-il.

Mexique. Le gouvernement mexicain dissout la compagnie publique d'électricité (12.10)

AP - 11.10

Le président Felipe Calderon a dissout dimanche la compagnie publique d'électricité au motif que le déficit de Luz y Fuerza del Centro menaçait la fourniture de courant à quelque 25 millions de consommateurs de Mexico et de la région. Lire la suite l'article Selon l'audit gouvernemental, les coûts entre 2003 et 2008 se sont élevés à 433 milliards de pesos (environ 22 milliards d'euros; 32,5 milliards de dollars) pour des recettes de 236 milliards.

Or Felipe Calderon, confronté à la chute des revenus du pétrole, tente de limiter les dépenses publiques. "La situation de Luz y Fuerza del Centro était intenable, (l'entreprise) devenait un fardeau pour tous les Mexicains", a asséné le ministre de l'Intérieur, Fernando Gomez-Mont, assurant qu'il n'était pas question de privatisation.

Il a précisé que la Commission fédérale de l'électricité, qui fournit le courant dans le reste du pays, prendrait le relais de Luz y Fuerza. Le ministre du Travail Javier Lozano a ajouté que le gouvernement indemniserait les salariés et garantirait les retraites.

Les décisions commerciales de Luz y Fuerza, bien qu'il s'agisse d'une entreprise publique, étaient largement dictées par le puissant Syndicat mexicain des électriciens, que le pouvoir accuse d'être de plus en plus coupé des préoccupations des consommateurs.

Le syndicat, qui compte 66.000 adhérents, a affirmé qu'il contesterait la décision du gouvernement. "Nous ne les laisserons pas privatiser notre compagnie et priver 66.000 familles de leur gagne-pain", a déclaré le président, Martin Esparza, s'adressant à une foule de quelque 10.000 personnes à Mexico. Un cortège a ensuite marché sur le ministère de l'Intérieur, protégé par des centaines de policiers en tenue anti-émeute.

Le gouvernement ne reconnaît pas la légitimité du scrutin qui a porté M. Esparza à la tête du syndicat.

Danemark. La 'flexicrité' danoise trouve ses limites dans un marché en berne (13.10)

LeMonde.fr - 12.10

Depuis que le modèle danois de 'flexicrité' a été mis en place, au milieu des années 1990, c'est la première fois qu'il se trouve exposé à une forte crise. Il semble bien y résister puisque, depuis la mi-2008, le taux de chômage est passé de 1,7 % à 3,7 % de la population active, faible donc par rapport au reste de l'Europe. Mais il n'est pas certain que ce succès soit dû aux caractéristiques du modèle - il allie la facilité de licencier pour l'entreprise et une forte incitation à la recherche d'emploi sous peine de sanctions, à des allocations plutôt généreuses et à un accès rapide à la formation continue.

Tout d'abord, le secteur privé est bien plus touché que le public (fonction publique n'est pas, au Danemark, synonyme de garantie de l'emploi). Parmi les adhérents du syndicat Metal, principale organisation du privé, le taux de chômage est passé en un an de 1 % à 8 %. Dans le secteur public en revanche, il se maintient à un niveau très bas grâce aux nombreux départs en retraite, tous remplacés.

Ensuite, les allocations chômage supposées généreuses sont plafonnées à 100 euros par jour. Sur le papier, elles représentent 90 % du salaire. Dans la réalité, elles ne dépassent pas, en moyenne, 55 %, et sont en baisse régulière depuis vingt ans.

Autre constat : depuis l'entrée en vigueur du système, les aspects formation et incitation ont été, en réalité, peu utilisés. Jusqu'en 2008, la croissance danoise était telle que les chômeurs n'avaient pas de peine à retrouver vite un emploi. Ils ont donc été peu nombreux à suivre des formations vraiment qualifiantes. Et les autorités n'ont guère eu besoin de brandir la menace des baisses d'allocations.

Maintenant que les emplois sont plus durs à trouver, la réponse du gouvernement a été de débloquer, début septembre, un milliard de couronnes (134 millions d'euros) pour créer 5 000 nouvelles places de stages afin d'occuper des jeunes chômeurs. Il est en effet difficile de pousser ou de préparer ces derniers à occuper des emplois... que les entreprises ne sont pas en mesure de proposer !

La Corée du Sud devra moderniser ses outils de protection sociale (13.10)

Le Monde économie - 12.10

Les difficultés économiques actuelles obligent la Corée du Sud à s'interroger sur son modèle social devenu inégalitaire. Depuis la crise asiatique de 1997 et la fin du mythe du plein-emploi - garanti notamment par les conglomérats locaux (chaebols) -, la 13e économie du monde a connu une période de croissance annuelle moyenne de 4 % à 5 %.

Le marché de l'emploi a évolué et s'est polarisé. D'un côté, on trouve "les grandes firmes, les institutions financières ou le secteur public, où vous pouvez bénéficier d'un quotidien de qualité équivalent à celui des autres pays développés", explique Choi Young-ki, de l'Institut coréen du travail, à Séoul. Avec "des hausses salariales annuelles et des avantages sociaux multiples". A l'opposé, se développe un second marché du travail, caractérisé par des salaires bas, l'absence de protection sociale et de cotisations retraite. Le pays compte près de 15 millions d'employés à durée indéterminée, à temps partiel, intérimaires ou sous contrat et plus de 2 millions de journaliers. Le chômage est faible, entre 3 % et 4 %, mais le chiffre officiel ne prend en compte que les personnes en quête active d'un emploi.

Ces inégalités soulèvent des interrogations sur le fonctionnement du système de protection de l'emploi, introduit en 1996. Celui-ci prévoit des aides en cas de chômage et pour la formation. Mais en 2008, seuls 39,2 % des employés sous contrat précaire y cotisaient, contre 81,7 % des salariés à temps plein.

Dans ce contexte, le gouvernement voudrait recréer un consensus national pour trouver des solutions. En 1998, il y était parvenu avec le "pacte social pour surmonter la crise". Cette année, il a initié la réunion du 23 février sur la conclusion d'un nouveau pacte, avec la promotion du partage du travail et une baisse des salaires dans les administrations et les grands groupes pour embaucher des jeunes diplômés. Mais rien ne dit que cela suffira. Selon le professeur Choi, pour surmonter la crise et ressouder la société, il faudra passer par "une modernisation des outils de protection sociale".

Chine: boom de l'économie, explosion des déchets sociale (13.10)

AP - 12.10

Le village de Zhanglidong, les visiteurs le sentent, avant de le voir. A l'entrée de ce bourg de la banlieue de Zhengzhou, un immense site d'enfouissement de déchets s'étend à perte de vue. La médaille du boom économique que connaît la Chine depuis des années a son revers: l'explosion des ordures ménagères et détritiques en tout genre que les villes déversent à la campagne.

Sur la route étroite menant à Zhanglidong, village situé à une trentaine de kilomètres de Zhengzhou (est), mégapole de huit millions d'habitants et capitale de la province du Henan, une centaine de camions poubelle regorgeant d'ordures sont alignés, attendant patiemment de déverser leurs déchets dans cette décharge grande comme 15 terrains de football.

En moins de cinq ans, le Projet global d'enfouissement et de traitement de déchets de Zhengzhou a littéralement submergé ce hameau d'un millier d'âmes, un village jusque là plutôt propre. Aujourd'hui, les pêches et les cerises pourrissent sur les arbres, infestés par toutes sortes d'insectes attirés par l'odeur pestilentielle. Les champs, contaminés par des détritiques toxiques, sont laissés à l'abandon.

Chaque jour, c'est la bagatelle d'une centaine de tonnes de déchets qui arrivent aux abords du village, en provenance de Zhengzhou, la grande métropole voisine. "En un instant, la vie ici est passée du paradis à l'enfer", raconte une vieille habitante de 78 ans, Wang Xiuhua, tout en chassant des nuées de moustiques et de mouches. Soudain, la septuagénaire est prise de quintes de toux incontrôlées. Elle explique que les gaz émanant de la décharge irritent ses bronches.

A mesure que le boom économique se répand dans la population et sur le territoire chinois, des montagnes de détritiques sont produites et s'accumulent. Dans les villes, les capacités de traitement saturent et les autorités tentent tant bien que mal de gérer le phénomène.

La quantité de papier, carton, plastique, métal, verre et autres ordures ménagères a plus que triplé en 20 ans pour atteindre quelque 300 millions de tonnes de détritiques par an dans tout le pays, estime Nie Yongfeng, spécialiste en gestion des déchets à l'Université Tsinghua de Pékin.

En proportion de leur population, les Etats-Unis sont encore loin devant la Chine: les Américains, qui sont quatre fois moins nombreux que les Chinois, ont produit 254 millions de tonnes de déchets en 2007, même s'il est vrai que le tiers de ces ordures sont recyclées ou compostées, selon les chiffres fournis par l'Agence de protection environnementale américaine.

Mais, pour la Chine, le problème constitue une vraie révolution dans les comportements alors qu'il y a seulement une génération, les familles, largement rurales et pauvres, utilisaient et recyclaient à peu près tout.

"La question des ordures n'était jamais compliquée auparavant, parce que nous n'avions pas de supermarchés, nous n'avions pas tous ces emballages sophistiqués et ces choses sans fin à acheter", rappelle M. Nie. "Aujourd'hui, soudain, le gouvernement panique face aux montagnes de déchets qui s'entassent, sans savoir où les mettre tous."

Les détritiques n'empoisonnent pas seulement l'air et le sol, mais aussi les relations sociales. Dans les villes, les protestations de la population - plus éduquée, mieux organisée - ont incité les autorités à déverser leurs déchets dans les zones rurales. Mais, à la campagne, les villageois sont souvent mis devant le fait accompli et n'ont que des moyens dérisoires pour exprimer leur colère.

Ainsi, à Zhanglidong, les habitants n'ont que leurs cris et leurs corps pour s'interposer entre les camions-poubelle et le site d'enfouissement. "La ville de Zhengzhou est impeccable parce que leurs ordures sont déversées dans notre village", dénonce un habitant, Li Qiaohong, qui accuse la décharge d'être responsable de l'eczéma de son fils de cinq ans.

La famille Li fait partie des quelques foyers qui vivent à une centaine de mètres seulement du site d'enfouissement, séparé par une simple barrière. Chacune de ces familles touche 100 yuans (10 euros) du gouvernement en compensation.

"Nous, les villageois, sommes trop naïfs. Nous ne savions pas ce qu'était un site d'enfouissement", explique M. Li. "Si nous avions été informés plus tôt de toute la pollution que cela causerait, nous aurions tout fait pour stopper le processus de construction. Maintenant, il est trop tard."

Chute du gouvernement roumain après une motion de censure (14.10)

Reuters - 13.10

Le gouvernement minoritaire de Roumanie a été renversé mardi lors du vote d'une motion de censure adoptée par 258 députés contre 176.

L'opposition centriste et de gauche avait déposé la motion de censure après une scission au sein du gouvernement de coalition du Premier ministre Emil Boc.

A un peu plus d'un mois de l'élection présidentielle du 22 novembre, le pays est plongé en pleine crise politique au moment où il tente de combattre la récession.

La semaine dernière, plus de 800.000 employés du secteur public avaient observé une journée de grève pour protester contre les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international en échange d'une aide de 20 milliards d'euros.

Le président sortant Traian Basescu, allié d'Emil Boc, est en tête des intentions de vote pour le scrutin du 22 novembre.

Selon un sondage de l'institut CSOP publié lundi, Traian Basescu recueillerait 37% des voix. Mircea Geoana, dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) qui a quitté la coalition, arrive en deuxième position avec 24% des intentions de vote, contre 21% à 28% dans divers sondages réalisés en août.

Le chef de l'Etat, habilité à nommer le prochain Premier ministre, va probablement chercher à gagner du temps et attendre l'issue du second tour de l'élection présidentielle, le 6 décembre, pour prendre une décision.

En cas de réélection, il serait alors en position de force pour imposer son choix au parlement. Selon certains commentateurs, il pourrait à ce moment-là désigner à nouveau Emil Boc, à charge pour ce dernier de forger de nouvelles alliances politiques.

Ses compatriotes sont nombreux à reconnaître au président sortant bon sens et réalisme politique.

Ancien capitaine de marine, Traian Basescu est arrivé au pouvoir en 2004 en promettant de combattre la corruption. S'il compte un grand nombre de partisans, une partie de la société roumaine lui reproche cependant une attitude conflictuelle.

Sur le plan économique, la Roumanie, le pays le plus pauvre de l'Union européenne, est passé en un an, à la faveur de la crise économique, de championne de la croissance à zone à risques pour les investisseurs.

Nouvelles manifestations dans les townships sud-africains (14.10)

Reuters - 13.10

La police sud-africaine a fait usage de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc mardi pour disperser des milliers d'habitants de townships réclamant une amélioration de leurs conditions de vie.

Des manifestants du township de Standerton, dans la région de Mpumalanga (nord-est), avaient dressé des barricades fermant l'accès à leur bidonville et défilé vers le siège de l'administration municipale en dénonçant la corruption dans l'administration locale.

La tension était également forte, selon la radio SAFM, dans le township de Palm Ridge à l'est de Johannesburg où la police est présente en force au lendemain d'incidents violents.

A Siyathithuka, un autre township du Mpumalanga, des manifestants ont incendié un bâtiment municipal, rapporte SAFM.

Les manifestations dans les townships surviennent régulièrement depuis l'élection en avril de Jacob Zuma à la présidence, qui a promis de réduire la pauvreté et les inégalités.

Les habitants des townships réclament des mesures des autorités pour améliorer les services de santé, d'éducation ou la fourniture d'eau et d'électricité.

Après dix ans de croissance économique, le gouvernement est confronté à la récession, la première vécue par le pays depuis 1992.

HOTLINE SATURÉE

Le porte-parole de Jacob Zuma, Vincent Magwenya, a déclaré que le chef de l'Etat n'avait pas l'intention de recevoir une délégation des protestataires et a conseillé à ces derniers de transmettre leurs doléances par la ligne téléphonique ouverte à la présidence.

"Il existe des voies disponibles aux communautés pour saisir le gouvernement sur les défis auxquels elles sont confrontées dans le fonctionnement des services publics. Nous encourageons les communautés à utiliser la hotline présidentielle", a dit le porte-parole.

Lancée le mois dernier, la hotline a été saturée d'appels et de nombreuses personnes n'ont pu y accéder.

Avec l'arrivée de Zuma à la présidence, "on s'attendait à ce que les choses s'améliorent pour la classe ouvrière et les couches modestes de la société. Mais cela ne s'est pas produit", souligne Nel Marais, politologue à Executive Research Association.

"L'économie n'est tout simplement pas suffisamment performante pour améliorer les conditions de vie de ces gens. Je pense que, dans ces circonstances, il est relativement facile pour des leaders locaux d'exploiter la situation et de mobiliser les gens", estime-t-il.

Les troubles interviennent en outre moins de huit mois avant le coup d'envoi en Afrique du Sud de la Coupe du monde de football, pour laquelle des centaines de milliers de visiteurs étrangers sont attendus.

Les Verts allemands lorgnent à droite (15.10)

Libération.fr - 13.10

Les Verts ont-ils trahi la gauche ? La Sarre était appelée à devenir le premier Land ouest-allemand à réaliser l'union de la gauche, avec un gouvernement SPD soutenu par les néocommunistes de Die Linke et les Verts. Mais les Verts sarrois ont décidé dans la soirée de dimanche de virer à droite. Le CDU Peter Müller formera le prochain gouvernement régional, soutenu par les libéraux du FDP et les Verts. «Les chrétiens- démocrates et le FDP nous ont fait d'importantes concessions», explique le chef des Verts de la région, Hubert Ulrich : abolition des frais d'inscription à l'université, davantage de place pour les énergies renouvelables, plus de transports en commun et moins de charbon... En s'alliant avec la droite, les Verts couchent dans le futur contrat de coalition l'essentiel de leur programme électoral.

«Jamaïque». Jamais encore l'Allemagne n'avait connu de coalition dite «Jamaïque» (vert, jaune - la couleur fétiche des libéraux - et noir, pour la CDU) et la décision des Verts de Sarre provoque un raz de marée politique. «C'est une grande erreur que de placer les Verts à gauche, estime le politologue Peter Lösche, professeur à l'université de Göttingen. On les classe à gauche sur la base des trois mouvements dont ils sont nés, les féministes, les activistes pour la paix et les défenseurs de l'écologie. Mais entre-temps, les Verts se sont normalisés. En termes de coalitions, ils sont à même de s'entendre avec tout le monde. Et ils ont le même profil d'électeurs que le FDP : très bon niveau de formation, revenus supérieurs à la moyenne nationale. La seule différence porte sur leur conception du rôle de l'Etat. Les Verts sont en général favorables à son intervention contrairement aux libéraux.»

De fait, les Verts ont cessé depuis longtemps de tirer à boulets rouges sur la droite, et inversement. Dans le sud de l'Allemagne, la richissime municipalité de Bad Homburg, un repaire de millionnaires votant traditionnellement à droite aux élections fédérales, s'est donné un maire vert le mois dernier. «Dans la politique locale qui ne fait pas de mal et qui ne lève pas d'impôt sur la fortune, les catégories aisées votent vert, probablement pour se prouver à elles-mêmes qu'elles sont ouvertes et tolérantes, ironise l'hebdomadaire Die Zeit. Un maire vert comble le même besoin qu'une Toyota hybride en guise de troisième véhicule !» A Hambourg, les Verts sont alliés à la CDU depuis 2008 et depuis 2006 à Francfort. «En vieillissant, les Verts ne font plus peur aux électeurs conservateurs», constate Dieter Oberndörfer, professeur de sciences politiques à Fribourg.

Irritation. Mais l'inverse n'est pas encore vrai partout. Le patron des Verts au niveau fédéral et représentant de l'aile gauche, Jürgen Trittin, n'a pas caché son irritation à l'annonce du choix de la fédération sarroise. «Le type d'alliance que les Verts viennent de conclure avec la droite en Sarre pourrait poser des problèmes au parti si elle se reproduisait à court terme dans un autre Land car une bonne partie de leur électorat traditionnel y est très hostile, estime Bernhard Wessels, politologue à l'institut WZB de Berlin. Mais au-delà de l'Allemagne, je pense que c'est une tendance qu'on pourrait observer chez les Verts européens. Faire cohabiter les droits des citoyens avec l'environnement, c'est une recette qui pourrait séduire ailleurs.»

Le Parlement espagnol limite la portée du principe de juridiction universelle (16.10)

AP - 15.10

Le Parlement espagnol a définitivement approuvé jeudi une réduction du mandat du principe de juridiction universelle, qui permet aux magistrats espagnols d'engager des poursuites contre des personnes étrangères pour certains crimes particulièrement graves commis dans d'autres pays.

Cette réforme de la loi avait été votée par la chambre basse du Parlement en juin, et ensuite par le Sénat après de légers amendements, qui ont été définitivement adoptés jeudi par la chambre basse par 317 voix pour, cinq contres et trois abstentions. Fait rare, les députés socialistes et les conservateurs (opposition) s'étaient alliés pour faire voter ce texte.

En vertu de la nouvelle loi, les magistrats espagnols ne pourront plus engager de poursuites dans le cadre de la juridiction universelle que lorsque des Espagnols seront victimes dans les affaires concernées ou lorsque les auteurs présumés des faits se trouveront en Espagne.

Cette réforme fait suite à plusieurs critiques de pays étrangers, dont Israël, qui se sont plaints de faire l'objet de procédures initiées par l'Audience nationale, la plus haute instance judiciaire espagnole, sur la base de cette disposition.

Le principe de juridiction universelle a notamment été utilisé par Baltasar Garzon, le plus célèbre juge d'Espagne, pour ouvrir de nombreuses enquêtes ayant trait aux droits de l'Homme, comme celle qui a visé l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet.

En avril, il avait ouvert une enquête sur les tortures qu'aurait autorisées l'administration Bush dans la prison américaine de Guantanamo, à Cuba.

Mexique. Importante manifestation à Mexico contre la fermeture de la compagnie publique d'électricité (17.10)

AP - 16.10

Au moins 33.000 personnes ont manifesté jeudi soir à Mexico contre la dissolution de la compagnie publique d'électricité qui alimente Mexico et sa région, selon les autorités municipales. Le président Felipe Calderon a fait fermer l'entreprise dimanche au motif que sa gestion désastreuse menaçait à terme la fourniture de courant. Lire la suite l'article

Parmi les manifestants se trouvaient nombre des 44.504 salariés de Luz y Fuerza, dont beaucoup exigent la démission du chef de l'Etat, accusé de vouloir privatiser l'électricité dans la région. Ils ont appelé les Mexicains à cesser de payer leur facture pour les soutenir.

Après la fermeture de Luz y Fuerza, la Commission fédérale de l'électricité, qui fournit le reste du pays, a pris le relais pour les quelque 25 millions de consommateurs de Mexico et sa région. Le gouvernement a promis d'indemniser les salariés de Luz y Fuerza et de garantir les retraites. Le puissant Syndicat mexicain des électriciens a promis de contester la dissolution en justice.

Inde. Deux articles sur l'Inde. (19.10)

L'homme le plus riche d'Inde réduit son salaire des deux tiers, à 3,3 millions de dollars

AP - 15.10

L'homme le plus riche d'Inde, Mukesh Ambani, a annoncé jeudi qu'il se contenterait de toucher 150 millions de roupies (environ 2,2 millions d'euros; 3,3 millions de dollars) cette année afin de "donner un exemple personnel de modération" salariale.

Cette somme représente environ un tiers de ce que le patron du conglomérat Reliance Industries s'était versé l'an dernier, souligne le groupe. En 2008, le milliardaire avait empoché 440,2 millions de roupies (6,4 millions d'euros; 9,6 millions de dollars), ce qui ne représente guère qu'une goutte d'eau dans l'océan de sa fortune, estimée à 19,5 milliards de dollars (13 milliards d'euros) par le magazine américain "Forbes".

En mars, le frère cadet de Mukesh Ambani, Anil, avait carrément renoncé à toute rémunération, alors qu'il avait touché 520,8 millions de roupies (7,6 millions d'euros; 11,3 millions de dollars) l'année précédente, a souligné un porte-parole de son groupe, Tony Jesudasan.

Les deux frères se déchirent au sujet du partage de l'empire fondé par leur père, Dhirubhai Ambani. L'affaire devrait être examinée par la Cour suprême la semaine prochaine.

La question des rémunérations des dirigeants est largement passée inaperçue en Inde, où des règles existent déjà et où la croissance économique est restée relativement forte. En outre, les dirigeants indiens gagnent beaucoup moins que leurs homologues occidentaux. Le gouvernement leur demande cependant de faire preuve de retenue salariale, dans un pays où plus de 450 millions d'habitants vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Quelques responsables du secteur public ont réduit leur salaire et leurs primes dans le cadre de la campagne d'austérité du Parti du Congrès au pouvoir, mais le secteur privé reste réticent.

L'homme le plus riche d'Inde réduit son salaire des deux tiers, à 3,3 millions de dollars

AP - 16.10

Les Indiens se passionnent pour la saga des frères ennemis les plus riches du pays, les milliardaires Mukesh et Anil Ambani, dont les rebondissements sont à faire pâlir Bollywood. Mais l'affaire qui arrive devant la Cour suprême mardi représente plus qu'un énième épisode du drame familial, car elle jette le doute sur la gestion politique et économique de l'énergie par le gouvernement.

Depuis que leur père Dhirubhai Ambani est mort sans laisser de testament en 2002, Mukesh, 52 ans, et Anil, 50 ans, classés respectivement 7e et 34e hommes les plus riches du monde par le magazine américain "Forbes", se déchirent l'empire industriel qu'il a créé.

Même les accords ne règlent pas la question, comme en témoigne le dossier actuellement examiné par la justice, qui porte, selon certaines estimations, sur la coquette somme d'au moins 17 milliards de dollars (environ 11,4 milliards d'euros).

En 2005, le conglomérat familial, Reliance Industries (RIL), dirigé par Mukesh, s'est engagé à vendre à Reliance Natural Resources, une filiale détenue par Anil, au moins le tiers de la production de gaz du gisement du bassin de Krishna Godavari. Ce champ, le plus grand d'Inde à ce jour, pourrait doubler la production nationale de gaz naturel. Mais le prix convenu à l'époque est bien inférieur à ce qui pourrait être demandé aujourd'hui et Mukesh refuse désormais d'honorer le contrat. Le gouvernement le soutient, au motif qu'il n'a jamais approuvé cette vente à bas prix.

La dispute dépasse largement le cadre familial, car l'énergie joue un rôle crucial dans ce pays en pleine croissance de 1,2 milliard d'habitants, dont plus de 450 millions survivent avec moins de 1,25 dollar par jour (un euro).

Or, selon des analystes, l'affaire Ambani, couplée à la récession mondiale, décourage l'investissement dans le pétrole et le gaz indiens. De leur côté, les frères ennemis rendent l'énergie plus difficile d'accès pour la population, affirmant chacun que la bataille judiciaire les empêche de vendre du gaz ou de construire de nouvelles centrales.

En juin, la Haute cour de Mumbai (ex-Bombay) a validé l'accord de 2005. Mukesh Ambani et le ministère du Pétrole ont saisi la Cour suprême. Si le groupe de Mukesh obtient le droit de relever le prix du gaz de Krishna Godavari, il espère en tirer 11,5 milliards de dollars. Si Anil gagne, RIL pourrait perdre 5,4 milliards de dollars.

Le cadet des frères ennemis affirme que c'est l'avenir même de Reliance Natural Resources qui dépend de l'issue du procès. Et, selon

Deepak Pareek, analyste chez Angel Broking, le cours de la société pourrait effectivement plonger de 75%.

Rompant avec le silence feutré qui entoure traditionnellement les enjeux de pouvoir en Inde, Anil multiplie les encarts dans les journaux et les déclarations incendiaires, dénonçant les tentatives de RIL pour "se soustraire à ses obligations solennelles, légales et contractuelles", et ce qu'il considère comme de la collusion entre son frère et le gouvernement.

Reliance Natural Resources accuse même un haut responsable de l'énergie, V.K. Sibal, d'avoir accepté des avantages en nature en échange de décisions qui devraient permettre à RIL d'augmenter ses profits. Une enquête a été ouverte malgré les dénégations de M. Sibal. RIL et le gouvernement ont également rejeté toutes les accusations.

Anil Ambani, quant à lui, s'est rendu la semaine dernière en pèlerinage dans deux sanctuaires hindous de l'Himalaya pour y "chercher l'inspiration divine et des bénédictions afin de panser les plaies", a-t-il dit. Il est rentré convaincu que l'affaire du gaz pouvait se régler à l'amiable, mais RIL a répondu que la justice trancherait.

En attendant, la dispute a mis en lumière le manque de transparence dans la gestion de l'énergie en Inde. Le gouvernement cherche un difficile équilibre pour garder le contrôle d'une ressource naturelle qui représente un enjeu national, sans pour autant sembler interférer dans des contrats privés.

L'affaire rappelle aussi que le secteur du gaz naturel, de l'exploration à la distribution, est dominé par l'Etat et les frères Ambani. En outre, c'est le ministère du Pétrole qui dicte la politique énergétique et fixe les prix du gaz et du pétrole. "Il y a trop de pouvoir arbitraire, et cela corrompt", estime Harinder Kohli, du cabinet de conseil américain Centennial Group, qui plaide pour la création d'une autorité indépendante de fixation des prix du gaz.

Afghanistan: un second tour le 7 novembre pour sortir de l'impasse présidentielle (21.10)

AP - 20.10

Sous la pression internationale, le président sortant Hamid Karzaï a accepté un second tour en Afghanistan: les électeurs seront rappelés aux urnes le 7 novembre prochain pour départager les candidats à la présidentielle, a annoncé mardi la Commission électorale afghane, deux mois jour pour jour après les élections du 20 août.

Après des semaines de confusion politique, en pleine expansion de l'insurrection des talibans, la Commission électorale indépendante a donc statué qu'aucun candidat n'avait obtenu plus de 50% des suffrages le 20 août dernier, et fixé le second tour au 7 novembre.

La veille, la commission des plaintes électorales (ECC), une instance sous l'égide de l'ONU et chargée de vérifier la régularité du premier tour, avait invalidé près d'un tiers des bulletins de vote favorables à Karzaï, excluant de ce fait toute victoire du président sortant dès le premier tour.

Si elle a exprimé encore "quelques réserves" sur ces conclusions, la Commission électorale a néanmoins décidé d'organiser un second tour en raison des "contraintes du calendrier, de l'arrivée imminente de l'hiver et de l'existence de problèmes dans le pays". On ne pouvait laisser plus longtemps "le peuple d'Afghanistan dans l'incertitude", a expliqué le président de la Commission, Azizullah Lodin.

La commission électorale a établi que Karzaï avait obtenu 49,7% des suffrages, un total plus élevé que les estimations indépendantes, mais toutefois insuffisant pour l'emporter dès le premier tour.

Le président sortant a donc reconnu devant la presse la nécessité d'un second tour, "légitime, légale et conforme à la constitution de l'Afghanistan". Signe des intenses pressions internationales pour le faire changer d'avis, Hamid Karzaï était flanqué du sénateur démocrate John Kerry, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, et du représentant des Nations unies en Afghanistan Kai Eide.

Les entretiens de John Kerry avec Hamid Karzaï s'étaient visiblement poursuivis jusqu'à la dernière minute pour convaincre l'ancien protégé de Washington, au pouvoir depuis la chute des talibans fin 2001.

Les grandes capitales occidentales ont aussitôt salué la décision de Karzaï, qui affrontera donc son principal rival Abdullah Abdullah, ancien ministre des Affaires étrangères, au second tour.

"Les actions constructives du président Karzaï ont établi un précédent important pour la nouvelle démocratie d'Afghanistan", s'est félicité le président américain Barack Obama. Sa décision montre "qu'il est un homme d'Etat, qui sait distinguer l'essentiel, dans l'intérêt supérieur de

son pays et de l'unité du peuple afghan", a souligné son homologue français Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a également félicité Karzaï, tout en soulignant que l'organisation de ce second tour représentait un "défi énorme" après les leçons utiles mais "douloureuses" du premier tour. Il a promis davantage d'aide de l'ONU pour ce scrutin.

Rome a de son côté promis que les 400 soldats supplémentaires envoyés en renfort pour assurer la sécurité des élections du 20 août, resteraient en Afghanistan pour le second tour.

D'après des sources diplomatiques, un accord de partage du pouvoir, dont la forme reste floue, était l'une des options envisagées lors des discussions pour sortir de l'impasse. Mais il faudrait sans doute plusieurs semaines ou plusieurs mois pour sceller un accord entre les deux rivaux. Hamid Karzaï l'a exclu devant la presse, assurant "qu'il n'y a pas de place pour un gouvernement de coalition dans la loi".

Mais l'accord sur la tenue d'un second tour pourrait malgré tout n'être que le prélude de négociations pour aplanir les différends entre les camps de Karzaï et d'Abdullah. Si John Kerry a assuré ne pas avoir discuté de partage du pouvoir avec le président sortant, d'autres diplomates ont affirmé que le sujet faisait partie des discussions.

Car beaucoup s'inquiètent qu'un second tour, dont Karzaï serait largement favori, ne produise pas de meilleurs résultats que le premier. Les mêmes risques de fraude, de violences, d'attentats meurtriers des talibans et de tensions ethniques pèsent sur le scrutin du 7 novembre. Et en cas de report, le vote pourrait être entravé par la neige qui paralyse la majeure partie du nord de l'Afghanistan dès la mi-novembre.

L'accord de mardi intervient au moment où Barack Obama doit se prononcer sur sa stratégie en Afghanistan et un éventuel renforcement massif des troupes américaines dans le pays. A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs a dit qu'il n'était pas encore décidé si le président des Etats-Unis attendrait les résultats du second tour pour faire connaître sa décision, toujours attendue dans "les prochaines semaines".

Les partis européens d'extrême droite forment une alliance (25.10)

AP - 24.10

Cinq partis européens d'extrême droite ont annoncé samedi avoir formé une alliance pour s'opposer à l'Union européenne et à la mondialisation.

Le Front national de France et celui de Belgique se sont alliés à la Flamme tricolore italienne, aux Démocrates nationaux suédois et au parti hongrois Jobbik. Ils espèrent être rejoints bientôt par le Parti national britannique, le FPO autrichien et leurs homologues espagnol et portugais.

Ces formations ont en commun de s'opposer à l'immigration et aux droits des homosexuels et de considérer que la mondialisation met en péril les cultures nationales. Elles voient d'un mauvais oeil tout transfert de souveraineté vers un corps supranational tel que l'Union européenne.

Aux dernières élections européennes en juin dernier, ces partis ont obtenu des scores relativement élevés. En remportant 15% des voix en Hongrie, Jobbik a décroché trois sièges à Strasbourg, tandis que le Parti national britannique s'octroyait 6% des suffrages et deux sièges.

"C'est une étape importante (...) pour la renaissance des nations souveraines", a commenté Marc Abramsson, président des Démocrates nationaux suédois. "C'est une lutte pour notre propre culture et notre héritage".

Des délégués des cinq partis (français, belge, italien, hongrois et suédois) ont signé un accord précisant leurs objectifs communs: remplacer l'UE par une confédération d'Etats souverains, renforcer le soutien aux familles pour juguler les pertes démographiques en Europe, s'opposer à "l'impérialisme religieux, politique, économique ou financier".

Afghanistan : un diplomate américain claque la porte. (28.10)

Lefigaro.fr et AFP - 27.10

Selon le Washington Post, Matthew Hoh est le premier représentant officiel des États-Unis à renoncer à ses fonctions par opposition à cette guerre. Une nouvelle qui met la Maison Blanche dans l'embarras.

C'est une démission qui fait grand bruit dans les couloirs de la Maison Blanche. Matthew Hoh, un jeune diplomate américain en poste en Afghanistan, a renoncé à ses fonctions pour protester contre la politique qu'y mène son gouvernement. Il est ainsi, selon le Washington Post de mardi, le premier représentant officiel des États-Unis connu à démissionner par opposition à la guerre dans ce pays.

Ancien capitaine des Marines et principal représentant du département d'État dans la province afghane de Zabul, considérée comme un bastion des talibans, Hoh a présenté sa démission le mois dernier, selon le quotidien. «Je ne comprends plus et j'ai perdu confiance dans les objectifs stratégiques» de la présence des États-Unis en Afghanistan, écrit le diplomate dans une lettre adressée le 10 septembre au responsable du personnel du département d'État. «J'ai des doutes et des réserves sur notre stratégie actuelle et sur la stratégie prévue pour le futur, mais ma démission est basée non sur le fait de savoir comment nous allons continuer cette guerre, mais pourquoi et dans quel but», ajoute-t-il. Des déclarations qui interviennent quelques semaines après que le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, a estimé que les talibans ont pris le dessus dans le pays, et demandé des renforts au niveau des troupes déployées sur le terrain.

«Je ne suis pas un pacifiste»

Selon le Washington Post, les responsables du gouvernement américain ont fait - en vain - leur possible pour convaincre Matthew Hoh de rester, préoccupés de le voir devenir un critique important de la nouvelle politique du gouvernement en Afghanistan. Le diplomate, âgé de 36 ans, s'est vu offrir un poste important à l'ambassade des États-Unis à Kaboul, qu'il a refusé, et a été envoyé à Washington pour un entretien en tête-à-tête avec le représentant spécial américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, Richard Holbrooke. «Nous avons pris sa lettre très au sérieux, parce que c'était un bon officier», indique ce dernier au Washington Post.

Dans un premier temps, Holbrooke aurait convaincu Hoh - qui a également servi comme militaire au Pentagone et comme civil en Irak - qu'en restant en poste, il pourrait changer plus efficacement la politique en Afghanistan. Mais le diplomate a finalement changé d'avis et a confirmé sa démission, qui est devenue effective mercredi.

Alors que le président Barack Obama est en train de sopeser la possibilité d'envoyer des dizaines de milliers de soldats supplémentaires en Afghanistan, Matthew Hoh indique qu'il souhaite influencer l'opinion publique. «Je ne suis pas un pacifiste, un hippie fumeur d'herbe qui veut que tout le monde s'aime, affirme-t-il au Post. Je veux que les gens en Iowa, les gens en Arkansas, les gens en Arizona, appellent leurs députés pour dire 'Écoutez, je ne pense pas que ce soit une bonne chose'».

Israël accusé de priver d'eau les Palestiniens. (28.10)

Lefigaro.fr et AFP - 27.10

Israël prive d'eau les Palestiniens, tout en laissant ses colons de Cisjordanie profiter de quantités «presque illimitées». C'est la conclusion d'un rapport d'Amnesty International publié mardi. L'organisation de défense des droits de l'homme parle de «politiques discriminatoires » de la part d'Israël. D'après les conclusions de l'enquête, l'Etat hébreu utilise plus de 80 % de l'eau disponible, et limite à seulement 20 % la consommation des Palestiniens. Parmi ceux-ci, près de 200.000 n'ont même pas accès à l'eau courante en Cisjordanie.

Dans certaines régions, des colonies utilisent même 20 fois plus d'eau par tête d'habitant que les localités palestiniennes voisines. «Piscines, pelouses bien arrosées et vastes exploitations agricoles irriguées dans les colonies contrastent avec les villages palestiniens voisins dont les habitants doivent se battre quotidiennement pour assurer leurs besoins en eau», décrit le rapport.

Les Palestiniens, eux, survivent avec seulement 70 litres par personnes et jour, soit bien en-dessous du minimum de 100 litres recommandé par l'Organisation mondiale de la santé. Les Israéliens en consomment quatre fois plus, soit 300 litres par personne et par jour.

L'eau polluée dans la bande de Gaza

Dans la bande de Gaza, des enfants Palestiniens vont chercher de l'eau potable.

Selon Amnesty, les Palestiniens ne sont pas autorisés à creuser des nouveaux puits ou à restaurer les anciens sans permis des autorités israéliennes. En outre, de nombreuses routes de Cisjordanie sont fermées ou limitées à la circulation, ce qui contraint les camions-citernes à faire des détours pour ravitailler les villages qui ne sont pas reliés au réseau de distribution d'eau.

Dans la bande de Gaza, la situation est encore plus critique. L'offensive israélienne de l'hiver dernier, «Plomb durci» a endommagé les réservoirs d'eau, les puits, les égouts et les stations de pompage, des dégâts qui s'ajoutent à l'impact des blocus israélien et égyptien du territoire. Le système de traitement des eaux usées a été particulièrement touché car Israël interdit l'importation des tuyaux et autres équipements métalliques de crainte qu'ils ne servent à fabriquer des roquettes artisanales. En outre, sur les côtes de Gaza, la mer et les plages sont polluées par l'infiltration des égouts.

Amnesty appelle donc Israël à «à lever immédiatement toutes les restrictions imposées aux Palestiniens» pour leur permettre un accès équitable à l'eau. L'organisation a adressé également une lettre à l'Union européenne, principal donateur des Palestiniens, pour l'inviter à protester auprès des Israéliens.

Le ministère israélien des Affaires étrangères conteste les conclusions du rapport. Les Palestiniens ont droit à 23,6 millions de m3 par an selon un accord bilatéral et «dans les faits bénéficient de deux fois plus», se défend le ministère.

Afghanistan. Wali, le frère du président Karzaï, à la solde de la CIA (29.10)

Lefigaro.fr - 28.10

Suspecté de tremper dans le trafic de drogue, ce «baron» de Kandahar renseignerait les Américains depuis huit ans.

Ahmed wali Karzaï, suspecté de participer au trafic d'opium, serait payé par la CIA depuis huit ans pour divers services tout en jouant un rôle contre-productif pour Washington. Ces révélations embarrassantes du New York Times, qui cite des responsables américains, arrivent à un moment délicat alors que l'Administration Obama reste divisée sur sa nouvelle stratégie en Afghanistan.

Selon le journal, la CIA rétribue pour un montant inconnu le frère du président Hamid Karzaï, notamment pour former un groupe paramilitaire chargé d'effectuer des raids contre les insurgés dans la province de Kandahar, bastion des talibans. Certains raids seraient illégaux. Wali Karzaï, puissante figure de la ville de Kandahar, est également payé pour jouer les intermédiaires entre la CIA et les talibans, via leurs partisans. Le frère du président reçoit aussi des versements de l'agence de renseignement pour la location, à l'extérieur de la ville, de l'ancien centre du mollah Mohammed Omar, fondateur des talibans et bête noire de Washington.

À la lumière de ces informations, les Américains, déjà peu convaincus de la nécessité d'envoyer des troupes dans un pays quasi incontrôlable et dirigé par un gouvernement corrompu, risquent de s'interroger sur les compromis que le gouvernement américain semble prêt à faire. Ils pourraient en conclure que l'argent de la CIA sert à financer le trafic de drogue et à renforcer le pouvoir des talibans au lieu d'améliorer la sécurité nationale américaine.

Selon le New York Times, les liens financiers de la CIA avec Wali Karzaï ont créé de «profondes divisions» dans l'Administration Obama et chez les militaires. Ils «compromettent la relation de plus en plus tendue» entre la Maison Blanche et le président Hamid Karzaï, considéré comme une marionnette des États-Unis par les talibans. Certains experts estiment qu'ils nuisent à la mise en place d'un gouvernement central efficace, qui permettrait à terme aux Américains de quitter le pays.

Marché de l'héroïne en hausse

«Si l'on doit mener une stratégie centrée sur la population en Afghanistan et que celle-ci nous perçoit comme les sponsors de voyous, alors c'est toute notre crédibilité qui est mise à mal», a déclaré au journal le général Michael T. Flynn, responsable du renseignement militaire en Afghanistan. Les pratiques de la CIA laissent en outre penser que «les États-Unis ne font pas tout ce qu'ils peuvent pour éradiquer le trafic de drogue en Afghanistan», qui est l'une des principales sources de revenus des talibans, souligne le journal. La CIA a refusé de commenter ces révélations, sans pour autant démentir. L'agence privilégie traditionnellement la coopération avec les chefs locaux, indépendamment de leur rôle dans le trafic de drogue et les crimes de guerre, comme elle l'avait fait pendant l'occupation soviétique, favorisant finalement l'apparition d'al-Qaïda.

Le département d'État estime au contraire que le soutien aux chefs locaux - tous plus ou moins impliqués dans le trafic d'opium - alimente la corruption au sein du gouvernement et compromet la stabilité de l'État afghan. L'ONU a récemment sonné l'alarme. Elle évalue le marché de l'exportation de l'héroïne d'Afghanistan à 65 milliards de dollars, en hausse vertigineuse depuis la chute des talibans en 2001. De nombreux diplomates occidentaux et responsables de la lutte antidrogue appellent depuis longtemps Hamid Karzaï à mettre son frère à l'écart. Il a toujours répondu qu'aucune preuve n'avait été apportée sur l'implication de ce dernier dans le trafic d'opium.

Wali Karzaï, qui est soupçonné de contrôler tous les accès autour de Kandahar et de lever des droits de passage astronomiques auprès des trafiquants, reconnaît avoir des liens avec les responsables civils et militaires américains, mais dément les allégations du New York Times sur ses rétributions et son rôle dans le marché de l'héroïne. À part certaines sources de revenus qu'il ne détaille pas, il affirme ne toucher que 17 000 afghanis mensuels, environ 290 dollars...

Guinée. Grève générale en Guinée un mois après le massacre du stade de Conakry (29.10)

AP - 28.10

Des dizaines de milliers de Guinéens ont fait grève mercredi pour commémorer les meurtres et les viols commis il y a un mois par des militaires à Conakry.

D'après les organisateurs de la protestation, des dizaines de personnes entamaient également une grève de la faim de cinq jours.

"J'ai honte de ce que les femmes ont subi dans le stade", confiait l'un des participants, Halimatou Barry. "C'est atroce (...) Il faut que justice soit faite".

La plupart des commerces et des bureaux étaient fermés mercredi dans la capitale dans le cadre de cette grève générale.

Seulement 3.000 des 97.000 fonctionnaires se sont présentés au travail, a estimé Mohamed Camara, un responsable de l'opposition.

D'après une association de défense des droits de l'Homme guinéenne, 157 personnes ont été tuées et plus de 1.200 blessées le 28 septembre lorsque des membres de la garde présidentielle ont tiré sur la foule dans un stade de football où s'étaient regroupées quelque 50.000 personnes. Le gouvernement affirme que le bilan ne s'élève qu'à 57 morts, piétinés pour la plupart.

D'après Human Rights Watch, ces violences étaient préméditées. Des dizaines de femmes qui se trouvaient dans le stade ont été enlevées et conduites à bord de véhicules militaires vers des villas où elles ont été violées durant plusieurs jours par des hommes en uniformes.

"Nous, femmes de Guinée, sommes blessées dans notre âme et humiliées par les événements du 28 septembre", a déclaré la militante Diaraye Haidara. "Un jour du souvenir peut nous faire sentir mieux mais il ne guérira pas les blessures ouvertes de ces viols".

Ben Ali, Mugabe, Karimov... Le Top10 des dictateurs les mieux élus au monde (29.10)

Slate.fr - 28.10

Le président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali a été réélu sans surprise dimanche 28 octobre pour un cinquième mandat sur un score triomphal de 89,62%. Ils sont vieux, sont au pouvoir depuis des dizaines d'années et peuvent tous se targuer d'avoir été plébiscités à la tête de leur pays: voici le classement des 10 dictateurs encore en activité les mieux élus au monde.

A noter que certaines dictatures ne s'embarrassent pas de simulacres de démocratie. Elles n'entrent pas dans ce classement. Les dirigeants qui ne sont pas à la tête de régimes autoritaires ne sont pas davantage inclus dans le classement. Pour comparaison, l'ancien président français Jacques Chirac aurait figuré à la 6e place avec ses 82,21% au deuxième tour de 2002.

10e - Paul Biya, Cameroun: 70,92%

A la tête du pays depuis 27 ans, il est réélu pour un nouveau septennat en 2004. Le procès verbal d'un bureau de vote de Douala indiquait un score de 106% [PDF] en faveur du candidat président.

9e - Denis Sassou Nguesso, Congo Brazzaville: 78,61%

Réélu en juillet 2009 avec un taux de participation de plus de 66%, malgré le boycott de l'opposition. Les listes électorales utilisées sont celles de 2002. Des journalistes de France 24 et de la BBC sont molestés pendant les élections.

8e - Emomalii Rahmon, Tadjikistan: 79,3%

Réélu pour son troisième mandat en 2006 dans des élections boycottées par trois partis d'opposition, qui rejettent notamment les changements constitutionnels lui ayant permis de se représenter. Aucun de ses adversaires ne l'a critiqué publiquement pendant la campagne.

7e - Blaise Compaoré, Faso Burkina: 80,35%

Réélu face à 12 autres candidats en 2005, il est président depuis 1987. L'opposition avait déclaré son souhait de se représenter en 2005 comme anticonstitutionnel à cause d'un amendement passé en 2000, limitant un président à deux mandats. Mais le conseil constitutionnel a jugé que Compaoré étant un président en exercice en 2000, l'amendement ne pouvait pas prendre effet avant la fin de son second mandat.

6e - Robert Mugabe, Zimbabwe: 85,5%

En 2008, après un premier tour serré et un score indigne du Top 10 (seulement 43,2% contre 47,9% à Morgan Tsvangirai), Mugabe redresse la barre au second tour et reste à la tête du pays qu'il dirige depuis 1980. La participation est de 42%. A noter qu'il était alors le seul candidat, Tsvangirai s'étant retiré entre les deux tours pour cause de violences contre les sympathisants de son parti.

5e - Islom Karimov, Ouzbékistan: 88,1%

Réélu en 2007, il fait moins bien que son précédent score de 91,6% en 2000. Trois autres candidats alternatifs participaient au scrutin, mais ils ont tous soutenu implicitement la candidature de leur «rival» Karimov. Il est le seul président que le pays ait connu depuis l'indépendance en 1991.

4e - Hosni Mubarak, Egypte: 88,6%

Il remporte la première présidentielle multipartite du pays en 2005 avec une faible participation, 23%. Au pouvoir depuis 28 ans, il est en baisse de régime: il a gagné en 1987, 1993 et 1999 avec des scores supérieurs à 95%.

3e - Zine el-Abidine Ben Ali, Tunisie: 89,62%

C'est donc le dernier élu du Top 10, où il perd une place. Pour son 5e mandat, il a fait moins bien que lors des deux dernières élections, en 1999 et 2004, où il avait dépassé les 90%. Il est au pouvoir depuis 22 ans. Il a remporté 99% des suffrages dans deux des 26 régions du pays, et au moins 54% dans les autres.

2e - Noursoultan Nazarbaïev, Kazakhstan: 91%

Le premier et seul président de l'histoire du Kazakhstan a été réélu en 2005, lors d'un scrutin qualifié par l'OSCE de non conforme aux normes internationales en matière d'élections démocratiques. Mais Nazarbaïev est soutenu par la communauté internationale, qui applaudit la santé économique du Kazakhstan. Lors de la campagne, l'ancien ministre et principal opposant de Nazarbaïev, Zamanbek Nurkadilov, est retrouvé mort à son domicile, gisant avec deux balles dans la poitrine et une dans la tête. La justice a conclu à un suicide pour raisons familiales.

1er - Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Guinée Equatoriale: 97,1 %

Au pouvoir depuis 1979, c'est le dictateur le mieux élu du monde. En plus de son score impressionnant, il peut se targuer d'une légitimité sans conteste: la participation était officiellement de 98%. La mission d'observation francophone de l'élection a écrit dans son rapport [PDF]: «Le retrait des candidats de l'opposition dès 11 h du matin le jour même du scrutin au motif du vote public dans 90% des bureaux de vote du pays et d'autres graves irrégularités a été une bonne illustration finale de la principale caractéristique d'un scrutin pluraliste certes, mais très peu concurrentiel.»

Honduras. Vers une sortie de crise au Honduras (31.10)

Reuters - 30.10

Le gouvernement de facto en place au Honduras depuis le putsch du 28 juin dernier a cédé à la pression internationale et accepté le retour au pouvoir du président déchu Manuel Zelaya.

L'avancée a été obtenue jeudi soir à la suite de nouvelles pressions de l'administration américaine sur Tegucigalpa.

Une délégation américaine, emmenée par le secrétaire d'Etat adjoint Tom Shannon et l'assistant de la Maison blanche pour l'hémisphère ouest, Dan Restrepo, avait entamé des tractations avec les intéressés dans la capitale hondurienne jeudi matin.

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est félicitée vendredi de voir que le Honduras s'acheminait vers une sortie de crise.

"Nous nous sommes très clairement rangés du côté du retour à l'ordre constitutionnel, et cela englobe la tenue d'élections", a dit Clinton aux journalistes, au cours de sa visite au Pakistan.

"Il s'agit d'une avancée importante pour le système interaméricain et pour son engagement en faveur de la démocratie", a ajouté la chef de la diplomatie américaine.

"C'est un triomphe pour la démocratie hondurienne", a réagi de son côté Manuel Zelaya, qui, au terme de trois mois d'exil après le coup d'Etat, s'était infiltré fin septembre au Honduras et avait dû vite trouver refuge à l'ambassade du Brésil, assiégée depuis lors par les forces de sécurité fidèles à Micheletti.

"Nous sommes satisfaits. Nous avons des raisons d'espérer que mon rétablissement en fonctions est imminent", a dit le président déchu, qui avait été expulsé vers l'étranger dès son renversement fin juin.

Depuis le 28 juin, le Honduras est isolé sur la scène diplomatique et a perdu une grande partie des aides internationales dont il disposait.

ZELAYA POURRA REDEVENIR PRÉSIDENT

Les auteurs du coup d'Etat accusent Manuel Zelaya d'avoir voulu modifier la constitution du pays pour repousser la limitation du nombre de mandats présidentiels, ce qu'il réfute.

Le rapprochement qu'il avait effectué en direction du président vénézuélien Hugo Chavez, socialiste, lui avait en outre aliéné une grande partie des élites économiques et militaires honduriennes.

Roberto Micheletti, installé au pouvoir dans les heures consécutives à la chute de Manuel Zelaya, avait refusé à maintes reprises d'accepter le rétablissement en fonctions de son rival déchu, avant de faire marche arrière jeudi.

"J'ai autorisé mon équipe de négociateurs à signer un accord marquant le début de la fin de la situation politique actuelle du pays", a expliqué Roberto Micheletti aux journalistes jeudi soir.

En vertu de cet accord, Manuel Zelaya pourra redevenir président et aller jusqu'au terme de son mandat prévu au mois de janvier. Il lui faudra pour cela obtenir un vote du Congrès qui aura été autorisé par la Cour suprême du Honduras.

Aucune précision n'a été fournie sur ce qu'il adviendrait des autres éléments de l'accord si le Congrès s'oppose au rétablissement de Zelaya dans ses fonctions.

L'accord prévoit que les deux parties reconnaîtront le résultat d'une élection présidentielle qui se tiendra le 29 novembre. L'accord prévoit en outre que l'armée passe sous le contrôle des autorités électorales suprêmes.

Toujours en vertu de cet accord, une "commission de vérité" sera mise sur pied pour enquêter sur les événements des derniers mois, et la communauté internationale se verra demander de lever les mesures de sanctions qu'elle avait prises.

L'administration de Barack Obama a suspendu une partie de l'aide américaine accordée au Honduras, après le putsch, mais s'est vu reprocher par certains pays d'Amérique latine de ne pas exercer suffisamment de pressions pour contraindre Micheletti et les putschistes à faire machine arrière.

L'échec des négociations entre rivaux honduriens, survenue la semaine dernière, avait conduit Hillary Clinton à dépêcher une délégation américaine à Tegucigalpa afin de faire davantage pression en faveur d'un règlement négocié.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Les Suisses refusent d'interdire l'exportation d'armes de guerre (30.11)
- Référendum sur l'interdiction des minarets en Suisse: le "oui" l'emporte par 57,5% (30.11)
- José Mujica serait en tête au second tour en Uruguay avec 51,2% (30.11)
- Hugo Chavez menace de nationaliser les banques (30.11)
- L'AIEA approuve une résolution contre l'Iran sur le nucléaire (28.11)
- L'émirat de Dubaï au bord de la faillite (27.11)
- Turquie. Grève dans l'administration turque (27.11)
- Irlande. Grève dans le secteur public irlandais (27.11)
- USA. Un spot publicitaire pour aider la CIA à recruter des Arabes-américains (27.11)
- Chine: interpellation après la manifestation d'un millier de personnes contre la délocalisation d'un marché (27.11)
- G-B Londres préparait la guerre en Irak depuis le début 2002, selon des documents internes du gouvernement (23.11)
- Bolivie. Peu de changements chez Morales (23.11)
- USA. Les ventes d'armes explosent aux Etats-Unis (21.11)
- USA: les saisies immobilières frappent davantage d'Américains ayant contracté des prêts à taux fixe (21.11)
- La Somalie est le pays le plus corrompu de la planète, selon le classement de Transparency International (18.11)
- Hausse du nombre d'Américains n'ayant pas assez à manger (18.11)
- Emirats arabes unis. En misant sur l'aéronautique, les Emirats arabes unis préparent l'après-pétrole (18.11)
- Bangladesh. Les étangs du Bangladesh empoisonnés à l'arsenic (18.11)
- Les Pays-Bas annoncent l'instauration à partir de 2012 d'une taxe au kilomètre parcouru (15.11)
- Allemagne. Sigmar Gabriel, la nouvelle star du Parti social-démocrate allemand (15.11)
- Italie. Examen d'une loi qui pourrait aider Berlusconi dans ses démêlés avec la justice (14.11)
- Allemagne. Les Verts s'allient avec la droite en Sarre (12.11)

Allemagne. Les Verts s'allient avec la droite en Sarre (12.11)

Le Monde - 11.11

Un air de Jamaïque flotte sur le petit Land de Sarre, à l'extrémité ouest de l'Allemagne : le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement régional rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP). Une telle coalition, noire-vert-jaune - les couleurs des trois partis qui sont aussi celles du drapeau jamaïcain - n'a jamais été expérimentée outre-Rhin.

L'issue des négociations a créé la surprise. Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque. En octobre, ils ont annoncé leur intention d'ouvrir des négociations avec la droite. Cette volte-face a des causes d'abord régionales. Les Verts craignaient de s'allier au trop puissant Oskar Lafontaine. Ex-ministre-président de Sarre et vainqueur du scrutin avec 21,3 % des voix, il n'inspirait pas confiance à ses partenaires potentiels. D'autant qu'il n'a cessé de les égratigner durant la campagne.

Mais à Berlin, chacun glose sur les leçons à tirer de ce nouveau modèle "jamaïcain". Des Verts qui virent à droite, un signal révélateur ? Depuis des mois, l'allié traditionnel du SPD revendique sa place de pivot sur l'échiquier politique allemand. "Nous nous sommes imposés au centre de la société", a redit la chef du groupe parlementaire, Renate Künast, lors d'un congrès du parti fin octobre. Les Verts n'en sont pas à leur premier flirt avec la droite. Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008.

"On aurait tort de les classer comme un parti de gauche uniquement, confirme Oskar Niedermayer, politologue à l'Université libre de Berlin. Ils sont conscients qu'il leur faut multiplier les options stratégiques s'ils veulent revenir un jour au pouvoir." Aux élections législatives de

septembre, les écologistes ont réalisé leur meilleur résultat historique (10,7 %). Mais la débâcle du SPD leur a ôté toute chance de retrouver une place au gouvernement.

En attendant 2013 et les législatives, la Sarre fera office de laboratoire pour cette coalition d'un nouveau genre. Un coup dur pour les sociaux-démocrates, rejetés dans l'opposition après les élections générales, et en plein questionnement sur la "fidélité" de leur partenaire traditionnel.

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales. La chancelière Angela Merkel y trouve son compte, assurée de garder la majorité au Bundesrat, la chambre des Länder, au moins jusqu'aux élections de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en mai 2010.

Examen d'une loi qui pourrait aider Berlusconi dans ses démêlés avec la justice (14.11)

AP - 12.11

Le Parlement italien a entamé jeudi l'examen d'une proposition de loi qui limiterait la durée des procédures judiciaires, ce qui pourrait rendre service au chef du gouvernement Silvio Berlusconi, accusé dans deux procès qui reprendront ce mois-ci à Milan.

Une nouvelle fois, ses détracteurs accusent le Cavaliere de se tailler des lois sur mesure pour échapper aux poursuites judiciaires, tandis que ses partisans affirment agir dans le seul intérêt du pays.

Le texte, rédigé par les alliés du président du Conseil et piloté par son principal conseiller juridique, a causé des tensions au sein de la coalition au pouvoir.

Il prévoit de limiter la durée totale de certaines procédures à six ans, du premier jugement à la cassation. Cela ne concernerait que les affaires dans lesquelles l'accusé ne risque pas plus de dix ans de prison et exclurait les récidivistes ainsi que les accusés d'association de malfaiteurs ou de pornographie infantine.

L'association des magistrats italiens a cependant estimé jeudi que la proposition de loi mettrait fin à 10.000 procédures judiciaires dans les deux prochaines années. Et, selon le quotidien économique "Il Sole 24Ore" notamment, les affaires Berlusconi en feraient partie.

Deux dossiers Berlusconi sont encore en cours et doivent revenir devant les tribunaux ce mois-ci. Dans celui du groupe Mediaset, le chef du gouvernement est accusé de fraude fiscale liée à l'achat de droits télévisuels. Le procès doit reprendre lundi prochain, mais les avocats de la défense tentent d'obtenir son report. L'autre procès, pour corruption dans l'affaire Fininvest, est prévu pour le 27 novembre. Le baron des médias se dit innocent et victime d'un complot politique de l'opposition et de magistrats communistes.

Le texte soumis au Parlement jeudi est censé fluidifier le fonctionnement de la justice italienne, notoirement lente et inefficace, et de ce fait encombrée par des dossiers qui traînent pendant de longues années. Si le constat est largement partagé - la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a déjà condamné l'Italie-, les conséquences d'une réforme sur les affaires personnelles du chef du gouvernement empoisonnent le débat depuis des années.

La proposition a été élaborée après l'invalidation par la Cour constitutionnelle le mois dernier d'une loi garantissant l'immunité judiciaire à Silvio Berlusconi pendant son mandat, ce qui a ouvert la voie à la reprise des procès de Milan.

Allemagne. Sigmar Gabriel, la nouvelle star du Parti social-démocrate allemand (15.11)

Le Monde - 14.11

Ce visage rond incarne tous les espoirs d'un Parti social-démocrate (SPD) en pleine déroute. Sigmar Gabriel, élu vendredi 13 novembre à la tête du plus vieux parti allemand, ne se leurre pas sur la difficulté de la mission qui lui échoit. "Même quelqu'un comme moi a un peu le trac face à ce qui nous attend", s'est risqué l'ex-ministre de l'environnement du précédent gouvernement de grande coalition, un fin sourire aux lèvres.

Réunis en congrès, à Dresde, les militants l'ont ouvertement plébiscité en lui accordant 94,2 % de leurs suffrages. Avec un mandat : tirer le SPD de la crise dans laquelle il se débat depuis des mois. M. Gabriel, 50 ans, prend la place de Franz Müntefering, qui a choisi de se retirer après la déculottée historique subie aux élections législatives fin septembre.

Avide de justifier sa candidature, cet excellent orateur a tenu un discours fleuve de près de deux heures. Mais les dix premières minutes lui ont suffi pour s'imposer. Déboussolés, tentés de sombrer à nouveau dans les ancestrales divisions entre aile gauche et aile droite du parti, les militants ont retrouvé pendant quelques instants ce qui leur manquait le plus : un propos à la fois lucide et combatif.

"Avec dix millions d'électeurs en moins depuis 1998, nous avons perdu la moitié de nos partisans, a-t-il détaillé. Et nous les avons perdus au profit de tous les autres partis. (...) Cela signifie une chose : nous n'avons pas de contours clairs." Et de compléter : "Les électeurs n'attendent pas de nous que l'on fasse des réflexions sur les autres partis mais que l'on réfléchisse un peu plus sur nous-mêmes."

Il est comme ça, Sigmar Gabriel, la langue leste, tout d'une pièce. Pas du genre à peindre la vie en rose quand l'horizon est complètement bouché. Sa candidature, annoncée au lendemain de la défaite électorale, en a pourtant surpris plus d'un. Il y a deux ans, M. Gabriel n'avait même pas obtenu suffisamment de voix au comité central du SPD pour être élu parmi les seize membres de la présidence. Sa faiblesse ? Un manque de réseau et d'ancrage idéologique. Ce pragmatique n'appartient ni à la gauche ni à la droite du parti.

Cette fois, il a su fédérer différents courants autour de lui grâce à la campagne très pugnace qu'il a menée pour les législatives. Pourfendeur du nucléaire civil, il a dénoncé sans relâche les "compromis" des conservateurs sur l'atome. Les sociaux-démocrates se sont laissés séduire par l'allant de cet habitué des talk-shows, au caractère bien trempé. Lui que l'on surnomme toujours "Siggi Pop" en souvenir du mandat le plus incongru qu'il a eu à exercer au sein du parti, comme "chargé de la musique et de la culture pop".

Sa nomination aujourd'hui couronne une carrière en dents de scie, faite d'ascension fulgurante et de traversées du désert. Entré au SPD à 18 ans, cet héritier de Gerhard Schröder succède à l'ex-chancelier à la tête du Land de Basse-Saxe à 40 ans seulement. Mais le plus jeune ministre-président d'Allemagne est renversé à peine cinq ans plus tard. Une défaite si sévère qu'on le donne pour mort politiquement.

Son passage au ministère de l'environnement (2005-2009) lui vaut de se forger une nouvelle popularité. Chacun se rappelle comme il a tenu tête au gouvernement de George Bush lors de la conférence sur le climat à Bali, en 2007.

Les défis qui l'attendent à la tête du SPD sont tout autres. Réputé colérique et impatient, il lui faudra manoeuvrer avec précaution, le poste de président de parti ayant pris ces dernières années des allures de "siège éjectable". Pas moins de sept personnes s'y sont succédé en dix ans.

Au congrès de Dresde, M. Gabriel a appelé à conduire une "analyse impitoyable" des causes de la débâcle électorale. Très attendu sur la question des relations à établir avec le parti de la gauche radicale Die Linke, il a choisi de botter en touche. La question des alliances "possibles ou impensables" n'est pas, selon lui, à l'ordre du jour.

Le nouveau tribun a surtout exhorté le parti à faire taire les divisions qui le minent. Lui-même devra - malgré des rapports jusqu'ici difficiles - travailler de concert avec Andrea Nahles, chef de file de l'aile gauche et élue vendredi soir secrétaire générale. Cette solide brune au rire contagieux devient de facto numéro deux du SPD.

Les Pays-Bas annoncent l'instauration à partir de 2012 d'une taxe au kilomètre parcouru (15.11)

AP - 14.11

Les automobilistes néerlandais devront acquitter à partir de 2012 une taxe au kilomètre parcouru, une mesure qui doit permettre selon le gouvernement de réduire les embouteillages, ainsi que les rejets de CO2.

Le prix au kilomètre parcouru pour une voiture moyenne sera de 3 centimes d'euro en 2012. La somme augmentera progressivement jusqu'en 2018 et la taxe sera plus élevée en fonction de la taille du véhicule, de ses émissions de CO2, et des heures de pointe a précisé vendredi le gouvernement.

Chaque véhicule sera équipé d'un GPS surveillant le kilométrage parcouru, où se trouve le véhicule et à quelle heure. Ces données seront envoyées à un bureau d'encaissement établissant la facture. En contrepartie, les taxes à l'achat d'un véhicule, représentant 25% du prix d'une voiture neuve, seront supprimées.

Le nouveau dispositif, dont seront exemptés taxis et autobus de transports publics, profitera à six conducteurs sur dix, selon le gouvernement qui table sur une réduction globale de 15% du trafic, de 10% des rejets de CO2 et de 7% du nombre de morts sur les routes.

Bangladesh. Les étangs du Bangladesh empoisonnés à l'arsenic (18.11)

AP - 15.11

Des étangs creusés pour l'élevage de poissons et le stockage d'eau destinée à l'agriculture contiennent de l'arsenic. Il empoisonne l'eau que boit la population au Bangladesh, d'après une étude publiée dimanche.

Les résultats de l'étude du magazine Nature Geoscience pourraient aider le gouvernement du Bangladesh à élaborer une stratégie pour fournir de l'eau saine à sa population. Elle pourrait aussi intéresser des pays comme le Vietnam et le Cambodge, qui rencontrent les mêmes problèmes.

Sans goût ni odeur particulière, le poison contamine les réservoirs d'eau, à partir de dépôts naturels dans le sol ou de déchets agricoles et industriels. En consommer durablement provoque le cancer, des problèmes de peau, des anomalies du risque cardiaque, et la mort.

Environ 25 millions d'habitants du Bangladesh sont exposés à l'arsenic à travers leur eau de consommation courante. Les chercheurs estiment que des centaines de milliers de personnes vont mourir de cancer des poumons, de la vessie, et de la peau provoqué par le poison.

Charles Harvey, professeur d'ingénierie civile et environnementale au MIT (Massachusetts Institute of Technology), et l'un des six auteurs de l'étude, pense que la contamination provient des rizières, qui contaminent les nappes phréatiques. Pourtant, les rizières mêmes ont un taux de concentration d'arsenic moindre que celui des réservoirs. C'est parce que les étangs collectent des débris en tout genre, estime Harvey. Il cite les déchets humains et les déchets végétaux, que les microbes décomposent en libérant l'arsenic.

La lutte contre l'arsenic dans l'eau courante coûte des millions de dollars au Bangladesh. D'après l'UNICEF, 80% des puits des plus de 8.000 villages du pays sont empoisonnés.

Emirats arabes unis. En misant sur l'aéronautique, les Emirats arabes unis préparent l'après-pétrole (18.11)

Le Monde - 16.11

La crise de l'aéronautique se ressent au salon de Dubaï, qui s'est ouvert dimanche 15 novembre... Pourtant, à deux heures de route, dans l'oasis d'Al-Ain, l'émirat d'Abou Dhabi prépare déjà l'avenir - et l'après-pétrole - en lançant des investissements industriels.

Plus de deux cents personnes ont assisté, le 14 novembre, à la présentation de la future usine aéronautique baptisée Strata, la première de cet émirat, préparée depuis un an par le fonds souverain Mubadala et Airbus. Des dirigeants de Boeing figuraient parmi les invités : l'avionneur américain, très intéressé par une coopération avec Mubadala, devait annoncer, lundi, un accord allant de l'entraînement des pilotes à la fabrication d'éléments composites.

Dans un an, sur ce qui n'est encore que du sable et des pierres, une unité de fabrication produira des éléments en composites pour les A330, A340 et pour les ATR de l'italien Alenia Aeronautica. "Nous voulons devenir un acteur important dans l'industrie aéronautique, prévient Homaid Al-Shemmari, directeur associé de Mubadala Aerospace. Nos partenaires vont nous aider à acquérir des connaissances en matière technique et dans la recherche et le développement." L'usine a l'ambition de devenir un fournisseur dit "de premier rang", associé au développement des nouveaux modèles d'avions.

Airbus garantit 1 milliard de dollars (670 millions d'euros) de charge de travail pendant dix ans. Une partie des fabrications effectuées jusqu'à présent par l'autrichien Facc sera transférée à Strata d'ici à la fin 2010, soit une contribution de 500 millions de dollars. Le reste viendra notamment de pièces pour l'A380 ou pour le futur A350 XWB. Airbus participera également à la formation des personnels. Si l'usine démarre avec une majorité d'expatriés, "nous espérons inverser la tendance d'ici cinq à six ans", a indiqué Homaid Al Shemmari. La part des locaux devrait alors représenter 70 % des effectifs. D'ici là, 1 000 emplois devraient être créés et c'est un Britannique, Ross Bradley, ancien directeur général de Farnborough Aerospace Consortium, qui a été embauché voici un an pour diriger Strata.

Les moyens consacrés au projet par Mubadala n'ont pas été révélés, mais ils sont importants. Si l'usine de pièces pour Airbus doit entrer en service en 2010, la construction à côté d'une unité pour les besoins de Boeing pourrait intervenir dès 2011. Et même une troisième pour un autre constructeur l'année suivante.

"Après une première prise de conscience de la nécessité de préparer l'après-pétrole, les pays du Golfe ont accéléré le passage à l'action depuis cinq ans, explique Stéphane Albernhe, du cabinet de conseil en stratégie Roland Berger. Les Emirats ont sélectionné quelques secteurs stratégiques dont l'aéronautique. Ils veulent par exemple se positionner sur les marchés des pièces d'aérostructures et de la

maintenance aéronautique, domaines dans lesquels ils souhaitent développer une véritable filière industrielle locale." Ils se développent aussi dans l'énergie, notamment les panneaux solaires.

Après avoir envisagé d'acheter des fournisseurs d'équipements, Moubadala a préféré acquérir un savoir-faire, ce qui pourrait modifier le paysage de l'industrie aéronautique mondiale. "Cela peut aller très vite", prévient M. Albernhe, à l'image de ce qui se passe en Chine. "Voici à peine cinq ans, personne ne pensait crédible que les Chinois puissent lancer un avion de plus de cent places concurrent d'Airbus et Boeing, rappelle-t-il. Aujourd'hui, le projet C919 de Comac a démarré, cela ne veut pas dire qu'il aboutira rapidement, mais cela change la donne."

Pour EADS, favoriser l'émergence d'un fournisseur dans les Emirats à des coûts compétitifs, hors de la zone euro, est intéressant à double titre. Il renforce les liens avec les Emirats, qui ont d'importants besoins d'avions. En étant le premier constructeur aéronautique à nouer une telle coopération industrielle avec Mubadala, cet accord a aussi une dimension politique et lui ouvre des perspectives dans d'autres secteurs (hélicoptères, satellites...). Tout cela dans une région où les compagnies aériennes résistent mieux à la crise du transport que leurs concurrentes européennes, américaines ou indiennes.

Hausse du nombre d'Américains n'ayant pas assez à manger (18.11)

AP - 16.11

Plus d'une famille américaine sur sept, soit 49 millions de personnes, a eu du mal à se nourrir correctement en 2008, soit le taux le plus important de sous-alimentation depuis que le ministère de l'Agriculture a commencé à tenir les comptes de la sécurité alimentaire aux Etats-Unis, en 1995.

Ce sont donc 14,6% des foyers américains qui peinent à remplir les assiettes des leurs, contre 11,1% de foyers en proie à l'"insécurité alimentaire", selon le classement du ministère, c'est à dire n'ayant pas suffisamment à manger pour mener une vie saine et active.

Dans un communiqué, le président Barack Obama a qualifié ces conclusions de "dérangeantes", notant que d'autres indicateurs d'insécurité alimentaire étaient à la hausse, dont le nombre de demandes pour bénéficier des coupons de nourriture.

"La première tâche est de restaurer la croissance de l'emploi, qui aidera à soulager les pressions économiques qui rendent difficile pour les parents le fait de mettre un vrai repas sur la table chaque jour", a-t-il ajouté.

Et le secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack a dit craindre que ces chiffres ne s'aggravent encore en 2009 à cause du ralentissement économique.

Selon ce même rapport, rendu public alors que s'est ouverte à Rome la conférence de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) consacrée à l'insécurité alimentaire dans le monde, 16,7 millions d'enfants n'ont pas eu assez à manger aux Etats-Unis en 2008, soit 4,3 millions de plus qu'en 2007.

La Somalie est le pays le plus corrompu de la planète, selon le classement de Transparency International (18.11)

AP - 17.11

L'Irak et l'Afghanistan font partie des cinq pays les plus corrompus de la planète, selon le classement publié mardi par l'organisation Transparency International.

"Les résultats montrent que les pays perçus comme étant les plus corrompus sont aussi ceux qui sont meurtris par de longs conflits qui ont détruit leurs institutions", peut-on lire dans le rapport.

Transparency International a mené des études auprès d'entreprises et d'experts dans 180 pays afin d'y mesurer la corruption du secteur public.

La Somalie arrive en dernière position, avec une note de confiance de 1,1, tandis que la Nouvelle-Zélande se place en tête du classement avec 9,4.

Parmi les mauvais élèves, l'Irak se classe 176e avec une note de 1,5, le Soudan 177e (1,5), la Birmanie 178e (1,4) et l'Afghanistan 179e (1,3).

Parmi les bons élèves, le Danemark arrive 2e (9,3), Singapour 3e (9,2), la Suède 4e (9,2) et la Suisse 5e (9,0).

En ce qui concerne les pays francophones, après la Suisse au 5e rang, on trouve le Canada au 9e (8,7), le Luxembourg au 13e (8,2), la Belgique au 21e (7,1) et la France seulement au 24e rang (6,9).

USA : les saisies immobilières frappent davantage d'Américains ayant contracté des prêts à taux fixe (21.11)

AP - 19.09

Une proportion croissante d'Américains ayant contracté des prêts immobiliers à taux fixe sont confrontés à une procédure de saisie de leur logement, ce qui renforce les inquiétudes sur la solidité de la reprise économique aux Etats-Unis.

Selon un rapport de la Mortgage Bankers Association publié jeudi, près de 33% des nouvelles saisies au dernier trimestre concernaient des acquéreurs ayant souscrit de tels emprunts, contre 21% il y a un an. Cette hausse s'explique par la montée du chômage dans le pays.

Dans le même temps, la proportion de propriétaires ayant souscrit un emprunt immobilier qui se trouvaient en difficulté pour le rembourser ou confrontés à une procédure de saisie a atteint un niveau record pour le neuvième trimestre consécutif.

USA. Les ventes d'armes explosent aux Etats-Unis (21.11)

Lefigaro.fr - 18.11

Cette tendance est à mettre sur le compte de la crise économique qui renforcerait la délinquance et donc le besoin de protection des Américains.

Les industriels de l'armement aux Etats-Unis ne connaissent pas la crise. Mieux, ils en profitent. Inquiets d'une hypothétique hausse de la criminalité liée à l'explosion du chômage, les Américains achètent de plus en plus d'armes pour se protéger.

Les chiffres révélés ce mercredi par le Times donnent le tournis. Smith et Wesson s'attend ainsi à doubler ses ventes dans les trois à cinq ans à venir. Le célèbre fabricant d'armes a déjà profité d'une hausse de 13% cette année, portant son chiffre d'affaires à 335 millions de dollars (223 M\$). Et la firme s'attend encore à une augmentation de 30% au premier trimestre 2010. Idem pour Sturm et Ruger qui note au troisième trimestre un bond de 70% de ses ventes par rapport à 2008, précise le quotidien britannique.

Cette explosion est confirmée par le FBI, qui annonce avoir procédé à plus d'un million de vérifications de casiers judiciaires en septembre (+12 % par rapport à 2008), selon la National Shooting Sports Foundation. Une étape indispensable avant la délivrance d'une arme aux Etats-Unis. Parmi les nouveaux détenteurs d'armes, beaucoup de « first-time shooters », ces Américains qui achètent un revolver pour la première fois. Et beaucoup de femmes, qui sont devenues la cible de récentes campagnes publicitaires lancées par les fabricants.

Le facteur Obama

Cette tendance est à mettre sur le compte du besoin croissant de protection ressenti par les Américains. A l'heure où le taux de chômage vient de dépasser les 10%, un record outre-Atlantique, la crainte d'une hausse brutale de la criminalité booste les ventes d'armes. Dans l'esprit de certains acheteurs, l'équation serait donc simple : un chômeur égale un tueur en puissance. Et les récents événements font tout pour alimenter la paranoïa ambiante : le 6 novembre dernier, un ingénieur licencié il y a deux ans tuait une personne et en blessait cinq autres sur son ancien lieu de travail, à Orlando, en Floride.

Autre explication invoquée par les industriels de l'armement : de nombreuses rumeurs qui circulent sur l'intention de Barack Obama de fermer les magasins d'armes à feu. Malgré ses promesses de campagne ne pas « retirer leurs armes » aux Américains, le président américain jouit d'une sérieuse réputation d'opposant au sacrosaint deuxième amendement, qui inscrit dans la constitution la liberté de port d'armes. Au grand dam des amateurs d'armes, qui se seraient donc rués sur les Magnum et autres Beretta par crainte de ne plus pouvoir le faire dans un futur proche.

Bolivie. Peu de changements chez Morales (23.11)

Le Monde - 21.11

Alors que le président Evo Morales cherche un second souffle dans les urnes, le 6 décembre, qui s'intéresse aujourd'hui à la Bolivie ? Une poignée d'entreprises étrangères attirées par ses richesses naturelles et des altermondialistes fascinés par la charge symbolique du syndicaliste d'origine aymara parvenu au pouvoir. Un volume d'Alternatives Sud, revue éditée à Louvain-la-Neuve (Belgique) par le Centre tricontinental et les éditions Syllepse, vient justement enrichir la mince bibliographie sur le sujet, où figurent les travaux universitaires de Jean-Pierre Lavaud (La Catégorisation ethnique en Bolivie, L'Harmattan, 2007).

En dépit de la reproduction de propos du vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera, théoricien du "capitalisme andin-amazonien", le dossier rassemblé ne relève pas de l'hagiographie. Comme l'admet Pablo Stefanoni, directeur de l'édition bolivienne du Monde diplomatique, quatre ans après l'élection d'Evo Morales, "les doutes sont plus nombreux que les certitudes". Les changements sont en deçà du discours officiel sur la "révolution démocratique et culturelle". Les recettes de l'Etat ont triplé grâce à la renégociation des contrats gaziers, mais la redistribution des revenus reste modeste.

Le gouvernement est partagé entre une tendance étatiste, qui privilégie l'industrialisation, et les partisans du soutien aux formes de production communautaire. Ces tensions paralysent une administration "friande d'effets d'annonce", mais peu douée pour la gestion publique. Dans un pays où règne la "mentalité rentière", ce "gouvernement des mouvements sociaux" est devenu l'otage des revendications corporatistes.

"La volonté de souligner la dimension ethnique de l'oppression a quasiment fait disparaître sa dimension de classe", écrit Stefanoni, au point que presque toutes les grèves ont été déclarées illégales. Il note la contradiction entre "l'ethnisation" de la politique et l'urbanisation désormais majoritaire, sans oublier l'explosion des Eglises évangéliques pentecôtistes, porteuses d'autres valeurs.

Le sociologue Alberto A. Zalles conteste la prétention du parti présidentiel, le Mouvement pour le socialisme (MAS, gauche), de représenter toute la diversité ethnique du pays. Dépourvu des structures d'un véritable parti politique, le MAS aurait été "colonisé" par la vieille gauche, convertie à l'indigénisme. D'où le "centralisme excessif" dans la prise de décision, la personnalisation du pouvoir, le volontarisme de dirigeants qui ont préféré la pression à la persuasion. Bref, le MAS ne fait pas partie de la solution, mais des problèmes.

"Le MAS n'a pas résisté à la solution clientéliste", renchérit l'éditorial, signé François Polet. A ses yeux, la nouvelle Constitution a vu sa légitimité entamée, faute d'un consensus national digne de ce nom : "Le recours à des formes extralégales de pression et d'intimidation de l'adversaire en vue de modifier le rapport de force en sa faveur a non seulement sapé les bases de l'autorité gouvernementale, mais a également discrédité le projet de démocratisation de la société porté par ce même gouvernement auprès d'une large frange de l'opinion publique."

En outre, "Evo et son entourage se sont entêtés à présenter les initiatives des courants autonomistes comme des conspirations sécessionnistes ourdies par des oligarchies ne représentant qu'elles-mêmes", méconnaissant ainsi un sentiment régionaliste profond. Cependant, les Boliviens n'ont pas dit leur dernier mot. Le vote du 6 décembre marquera peut-être leur préférence pour la radicalisation ou la modération du second mandat présidentiel.

Londres prépare la guerre en Irak depuis le début 2002, selon des documents internes du gouvernement (23.11)

AP - 22.11

Des documents du gouvernement britannique suggèrent que, contrairement à ce qu'a déclaré Tony Blair, l'armée planifiait depuis février 2002 l'invasion de l'Irak en mars 2003 avec les Etats-Unis. Le "Sunday Telegraph" publie ces informations alors que s'ouvre mardi l'enquête publique sur la guerre en Irak, dans laquelle l'ancien Premier ministre devra témoigner.

En juillet 2002, Tony Blair avait affirmé aux députés qu'il n'y avait pas de préparatifs en cours pour envahir l'Irak. Ce n'est pas la version des hauts responsables de l'armée recueillie dans le cadre d'une enquête interne du ministère de la Défense, d'après le "Sunday Telegraph".

Le général Graeme Lamb, qui dirigeait à l'époque les forces spéciales britanniques, y dit qu'il "a travaillé pour préparer la guerre depuis le début 2002", affirme le journal. Selon les commandants, les plans étaient toutefois si mal conçus que les troupes se sont retrouvées mal équipées et mal préparées pour la guerre. Le lieutenant colonel John Power cite notamment l'expédition par erreur d'un conteneur de skis avec le matériel prévu pour le désert.

Les opposants à la guerre en Irak accusent depuis longtemps Tony Blair d'avoir promis au président américain George W. Bush que la Grande-Bretagne participerait à l'invasion, bien avant que les députés donnent leur aval en 2003, peut-être dès la mi-2002.

Les documents du "Sunday Telegraph" seront probablement transmis à la commission mise en place par le Premier ministre britannique actuel, Gordon Brown, pour examiner la façon dont le Royaume-Uni a décidé de participer à la guerre en Irak.

La commission dirigée par John Chilcot entendra plusieurs hauts responsables britanniques, dont Tony Blair et les chefs actuel et passé du MI6, les services secrets, John Sawers et John Scarlett.

Selon le "Sunday Telegraph", l'enquête interne qu'il cite conclut que la victoire militaire en Irak a été acquise grâce à la faiblesse des forces irakiennes. "Un ennemi plus capable aurait probablement sanctionné sévèrement nos manques", serait-il écrit. La Grande-Bretagne a perdu 179 soldats en Irak.

Le ministère de la Défense a refusé de commenter les documents internes publiés par le journal mais a déclaré qu'il "reconnaissait l'importance d'identifier et de tirer les leçons des opérations". Les conclusions de la commission Chilcot ne seront pas connues avant les prochaines élections législatives britanniques, qui doivent avoir lieu d'ici juin 2010.

Chine: interpellation après la manifestation d'un millier de personnes contre la délocalisation d'un marché (27.11)

AP - 25.11

Au moins une vingtaine de personnes ont été interpellées lundi, après une manifestation ayant réuni une centaine de personnes contre la fermeture d'un marché dans le sud de la Chine. Des violences avaient éclaté samedi entre la police et les manifestants, ont rapporté les médias.

La foule avait rejoint samedi 200 commerçants qui protestaient contre la faible compensation accordée pour la délocalisation le 30 novembre prochain du marché en gros de Luoshiwan à Kunming, la capitale de la province du Yunnan, a rapporté le quotidien "China Daily". Le millier de manifestants avaient bloqué un des axes principaux de Kunming, blessé des policiers et endommagé des biens en lançant des briques.

Selon "China Daily", le marché de Luoshiwan, qui doit être déplacé de 10km à l'extérieur de la ville pour faciliter la circulation, est un des plus grands du pays avec 10.000 stands vendant toutes sortes de biens, des meubles en passant par des ordinateurs et des vêtements.

USA. Un spot publicitaire pour aider la CIA à recruter des Arabes-américains (27.11)

AP - 24.11

Les images montrent des convives réunis autour d'un dîner dans une salle à manger aux tentures moyen-orientales. La scène donne une image séduisante, quoiqu'un peu idéalisée, d'une soirée dans un foyer arabe-américain. Le but de ce spot publicitaire: inciter des Américains d'origine arabe à s'engager dans la CIA.

Dans une cuisine spacieuse, on met la dernière main au repas et l'ambiance est bon enfant. Un homme d'un certain âge tenté par un falafel sur une assiette est rappelé à l'ordre, d'une petite tape amicale sur la main, par une femme. Les convives, sur leur trente-et-un, s'installent ensuite autour d'une table garnie de mets.

"Votre nation, votre monde", dit une voix off avec un accent moyen-oriental, avant que le spot ne montre la réception depuis la fenêtre, puis les Etats-Unis depuis l'espace. "Cela vaut la peine de les protéger", ajoute la voix hors champ. Le film s'achève sur le message: "Des carrières dans la CIA".

Le spot devrait être diffusé aux Etats-Unis sur des chaînes de télévision nationales et communautaires, et des sites Web dans les prochains mois. Il représente une innovation majeure pour la CIA, qui utilise pour la première fois la technique du "storytelling" ("raconter une histoire") pour "vendre" un message.

La publicité fait partie d'un programme ambitieux de la célèbre agence de renseignement destiné à tendre la main à des communautés

considérées comme essentielles pour réduire la menace terroriste aux Etats-Unis.

La CIA a organisé la semaine dernière une projection privée du film et d'un autre spot de 30 secondes visant celui-là à recruter des Américains d'origine iranienne. Les deux ont été salués par les applaudissements de l'assistance, soit une quarantaine de personnes réunies à Dearborn, au coeur de l'importante communauté moyen-orientale du Michigan.

Suehaila Amen, 30 ans, a trouvé le film attractif visuellement et positif. Elle précise toutefois: "J'ai simplement vu une famille ensemble partageant un repas (...) mais je n'ai pas vu en quoi c'était important pour la CIA."

Le spot s'inspire de discussions avec des employés de la CIA d'origine moyen-orientale. Ces entretiens ont révélé que les Arabes-américains voulaient garder leurs liens avec leur patrie d'origine mais avaient également le sens du devoir à l'égard des Etats-Unis.

"Il est important pour eux de savoir que nous comprenons combien leur culture compte pour eux. Ils ne vont pas la perdre une fois qu'ils passent les portes de la CIA pour travailler", souligne Christina Petrosian, responsable de la publicité et du marketing pour le centre de recrutement de l'agence de renseignement.

Mme Petrosian estime que le spot, qu'elle a tourné avec son équipe, dépeint une tranche de vie authentique qui devrait toucher le public visé.

Irlande. Grève dans le secteur public irlandais (27.11)

Reuters - 25.11

Une bonne partie des fonctionnaires irlandais se sont mis en grève en signe de protestation contre un plan gouvernemental visant à baisser leurs salaires afin de réduire le déficit du budget de l'Etat.

Le Premier ministre Brian Cowen, qui dispose d'une majorité très courte au parlement, a besoin de faire adopter son plan d'économie de quatre milliards d'euros lorsqu'il présentera le projet de loi sur le prochain budget, le 9 décembre.

Il devra compter avec l'opposition des syndicats mais aussi de certains éléments de la coalition au pouvoir, dont la cote de popularité est particulièrement basse.

Selon Brian Cowen, réduire les dépenses est nécessaire pour stabiliser le déficit budgétaire à 12% du PIB, avant de pouvoir envisager de le ramener au plus près de la limite supérieure de 3% fixé par l'Union européenne, ce que Bruxelles veut le voir atteindre en 2014 au plus tard.

"Personne ne souhaite une grève du service public", a déclaré un groupe d'une dizaine de syndicats dans une tribune publiée mardi dans les journaux. "L'image de l'Irlande à l'étranger n'en a pas besoin."

"Cela se produit parce que le gouvernement refuse d'examiner sérieusement des solutions alternatives à de nouvelles coupes dans les salaires du service public."

Les syndicats réclament une évolution budgétaire plus progressive étalée jusqu'en 2017 et estiment que le gouvernement devrait d'abord augmenter les impôts sur les hauts revenus.

Les pompiers ont été les premiers à se mettre en grève, dès cette nuit, et 250.000 enseignants, gardiens de prison, fonctionnaires et autres employés du secteur public doivent cesser le travail dans la journée, contre le projet de réduire leur masse salariale de 1,3 milliard d'euros.

Les syndicats ont annulé les grèves dans les zones touchées par de récentes inondations provoquées par de fortes pluies.

La presse a vite fait le lien entre le mouvement social et cette catastrophe naturelle, caricaturant le Premier ministre sur un bateau de sauvetage encerclé par des eaux symbolisant la "dette nationale", le "budget" et cette "journée d'action".

"Cowen rejoint le pays dans ce sentiment de naufrage", écrit l'Irish Independent au-dessus d'une photo montrant le chef du gouvernement debout, en bottes, dans une zone en crue.

Turquie. Grève dans l'administration turque (27.11)

AP - 25.11

Des centaines de milliers de fonctionnaires turcs ont observé des arrêts de travail mercredi pour réclamer le droit de grève et de meilleurs salaires.

Salim Uslu, dirigeant du syndicat Hak-Is a souhaité que le gouvernement amende le droit du travail pour se conformer aux standards de l'Organisation internationale du travail. Il a qualifié cette journée de "grève préventive."

Les transports et les bureaux de postes étaient perturbés et les hôpitaux n'acceptaient que les urgences.

Les quelque deux millions de fonctionnaires turcs ont le droit d'adhérer à un syndicat mais ne peuvent pas faire grève.

L'émirat de Dubaï au bord de la faillite (27.11)

Lefigaro.fr - 25.11

Dubaï World, la holding publique propriétaire de la fameuse île artificielle en forme de palmier, demande un sursis à ses créanciers sur 59 milliards de dollars.

Alors que l'on croyait la crise financière terminée, le feu couve dans le Golfe. Lesté de 80 milliards de dollars de dettes, Dubaï semble au bord de la faillite. Mercredi, l'une des holdings les plus importantes de l'émirat, Dubaï World, propriétaire via ses filiales immobilières, du gigantesque complexe hôtelier construit sur une île artificielle en forme de palmier, a demandé à ses créanciers un sursis pour renégocier l'intégralité de ses dettes, soit 59 milliards de dollars ! Il ne compte plus rien rembourser avant le 30 mai afin de mener à bien cette restructuration, ce qui suppose de ne pas honorer les prochaines échéances (9 milliards de dollars dus dans les quatre mois qui viennent).

Aussi désespérée qu'inattendue, cette requête a affolé les marchés. Le prix de la couverture contre un défaut de paiement de la dette souveraine de Dubaï (CDS) a bondi, hier, de 111 points de base, pour atteindre 429 points. Le flamboyant émirat pointe ainsi au sixième rang mondial des États les moins solvables de la planète, d'après l'agence Bloomberg. Indicateur clé des risques de faillite, le coût du CDS de Dubaï a plus grimpé en un mois que l'avait fait celui de l'Islande, en octobre 2008, en pleine tourmente financière.

Les dettes de Dubaï représentent 70% de son PIB

La supplique de Dubai World apparaît d'autant plus inquiétante qu'elle intervient le jour même où l'émirat annonce avoir levé 5 milliards de dollars de Bons du Trésor auprès d'Abou Dhabi, son grand frère riche en pétrole. Les fonds ont été apportés par deux importantes banques de l'émirat: la National Bank of Abu Dhabi, et la banque islamique Al Hilal Bank, aujourd'hui surveillées de près par les marchés, alors qu'elles sont basées dans l'État le plus riche des membre de la Fédération des Émirats arabes unis. Aussi salubre soit-il, cet apport d'argent frais ne suffit pas à éponger l'océan de dettes de Dubaï, qui représente 70 % de son produit intérieur brut (PIB).

Privé de pétrole, l'émirat qui abrite la tour la plus haute du monde a bâti sa fortune en moins de dix ans, en misant sur l'immobilier, la finance, et le tourisme de luxe, trois secteurs aujourd'hui en pleine déconfiture. Les spéculateurs qui avaient fait flamber les prix à Dubaï - enrichissant au passage les entreprises d'État propriétaires des terrains si convoités - ont disparu avec le «credit crunch», déclenchant une chute des prix de 47 % sur un an, des défauts de crédits en cascade, et la méfiance des banques. La crise a également mis à jour des scandales financiers embarrassants pour l'émirat. Celui-ci compte plus que jamais sur la solidarité financière d'Abou Dhabi, qui lui a déjà prêté 10 milliards de dollars cette année.

L'AIEA approuve une résolution contre l'Iran sur le nucléaire (28.11)

Reuters - 27.11

Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté vendredi une résolution condamnant l'Iran pour avoir dissimulé l'existence d'un second site d'enrichissement de l'uranium, apprend-on de sources diplomatiques.

Le texte a été approuvé par 25 voix contre trois et six abstentions. La Chine et la Russie, d'ordinaire plus clémentes à l'égard de Téhéran,

ont voté avec leurs partenaires du groupe des "Six" (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Allemagne), impliqué dans la recherche d'une solution à la crise du nucléaire iranien.

"C'est le signe que la patience s'amenuise. On ne peut pas continuer à négocier pour négocier", a souligné Glyn Davies, représentant des Etats-Unis auprès de l'AIEA, exhortant l'Iran "à se conformer à ses obligations internationales".

Dans le même esprit, à Washington, le porte-parole de la Maison blanche a estimé que le vote d'AIEA montrait la détermination de la communauté internationale.

"Le fait que 25 pays de toutes les régions du monde ont voté ce texte montre l'urgente nécessité pour l'Iran de répondre à un manque de confiance international croissant quant à ses intentions", souligne Robert Gibbs dans un communiqué. "Si l'Iran refuse de remplir ses obligations, il sera responsable de son isolement croissant et de ses conséquences", ajoute-t-il.

Le vote de Pékin et de Moscou ne préjuge toutefois en rien de leur attitude, qui sera sans doute cruciale, face à l'alourdissement des sanctions que les Occidentaux souhaitent soumettre au Conseil de sécurité de l'Onu début 2010, faute de solution d'ici là.

"Nous comptons sur Téhéran pour réagir avec tout le sérieux nécessaire à cette résolution (...) et à coopérer pleinement avec l'agence", indique le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Tous les pays occidentaux ont approuvé la résolution rédigée par les Six. Cuba, la Malaisie et le Venezuela ont voté contre, tandis que l'Afghanistan, le Brésil, l'Egypte, le Pakistan, l'Afrique du Sud et la Turquie se sont abstenues. L'Azerbaïdjan n'a pas pris part au scrutin.

Ali Asghar Soltanieh, représentant iranien auprès de l'AIEA a jugé le texte "hâtif et infondé".

PROCHAINE ÉTAPE, LES SANCTIONS ?

"La grande nation iranienne ne cédera jamais aux pressions et aux intimidations en ce qui concerne son droit inaliénable aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire", a dit Soltanieh.

"Cette résolution affectera évidemment le climat de coopération instauré avec l'AIEA", a-t-il ajouté en notant que Téhéran pourrait mettre fin à ses "initiatives volontaires" allant dans le cadre d'une coopération accrue avec l'agence.

Le vote de vendredi fait suite à la révélation en septembre de l'existence du nouveau centre d'enrichissement d'uranium de Fordow, près de la ville sainte de Qom, que l'Iran construisait clandestinement depuis deux ans.

La résolution réclame le gel immédiat des travaux ainsi que des éclaircissements sur les raisons d'être de cette installation et l'assurance qu'aucun autre site nucléaire n'a été dissimulé.

Il exhorte en outre Téhéran à cesser toutes ses activités d'enrichissement d'uranium et à autoriser sans restrictions les inspections de l'Onu, conformément aux résolutions adoptées depuis 2006 par le Conseil de sécurité.

Outre les soupçons soulevés par le site de Fordow, son adoption exprime l'impatience croissante des grandes puissances, qui attendent la réponse de la République islamique au compromis proposé le 1er octobre à Genève par l'AIEA.

L'agence a proposé de transférer 75% de l'uranium iranien faiblement enrichi en Russie puis en France pour le convertir en combustible destiné à son réacteur de recherches médicales de Téhéran, ce qui réduirait considérablement la marge de manoeuvre de la République islamique dans le domaine militaire.

Après en avoir accepté le principe le 1er octobre à Genève, Téhéran a émis des réserves et réclamé de nouvelles discussions. Sa réponse formelle est attendue avant la fin de l'année.

Les Iraniens "doivent accepter les offres qui ont été avancées pour leur fournir du combustible avec notre soutien, mais ils doivent renoncer aux armes nucléaires", a déclaré Gordon Brown, chef du gouvernement britannique, après l'adoption de la résolution.

"Je pense que la prochaine étape devra être celle des sanctions si l'Iran ne réagit pas à ce vote très clair de la communauté internationale", a-t-il ajouté sur une chaîne de télévision de Trinité-et-Tobago, où il est en déplacement.

Accordant une "grande importance" à la résolution de l'AIEA, le ministère israélien des Affaires étrangères a engagé la communauté internationale à veiller à ce qu'elle ait une "portée pratique en fixant un calendrier pour demander des sanctions fermes contre l'Iran en réponse à toute violation".

La dernière résolution adoptée par l'AIEA contre l'Iran remontait à février 2006.

Hugo Chavez menace de nationaliser les banques (30.11)

AP - 30.11

Le président du Venezuela Hugo Chavez a menacé dimanche de nationaliser les banques privée qui ne respectent pas la réglementation, se disant prêt à tout pour éviter des irrégularités et des scandales qui ont déjà conduit son gouvernement à quatre prise de contrôle.

"J'avertis les banquiers privés: je prendrais la banque de quiconque dérapera" a déclaré le président dans son programme radiotélévisé du dimanche. "Est-ce que vous voulez que je nationalise les banques?" a poursuivi le leader bolivarien, ajoutant qu'il n'aurait "aucun problème" à ordonner de telles mesures.

Le 20 novembre, quatre petits établissements représentant 5,7% du secteur sont passés sous contrôle de l'Etat, au prétexte de diverses irrégularités. Ils appartenaient à un industriel de l'agro-alimentaire, Ricardo Fernandez, approvisionnant les marchés publics. Ces banques finançaient les sociétés de leur propre groupe. Seize de leurs dirigeants ont reçu l'ordre de ne pas quitter le pays.

Pour l'opposition, Chavez ne s'en prend qu'à une organisation criminelle agissant au sein du gouvernement. Il ne ferait qu'arbitrer des conflits d'intérêts entre ses partisans.

José Mujica serait en tête au second tour en Uruguay avec 51,2% (30.11)

Reuters - 30.11

L'ancien guérillero José Mujica, emprisonné pendant 14 ans sous la dictature militaire, est arrivé en tête du second tour de l'élection présidentielle disputé dimanche en Uruguay avec 51,2%, indique une projection réalisée l'institut Factum.

Cet homme de 74 ans, ancien Tupamaros dans les années 1960 et 1970, devance son rival de centre droit, l'ex-président Luis Lacalle, selon cette projection.

Lors du premier tour le 26 octobre, Mujica était arrivé largement en tête avec 48% des suffrages contre 29% à Lacalle.

Référendum sur l'interdiction des minarets en Suisse: le "oui" l'emporte par 57,5% (30.11)

AP - 29.11

Une majorité de Suisses, 57,5%, se sont prononcés dimanche par référendum en faveur de l'initiative visant à interdire la construction de minarets sur le territoire helvétique.

Selon les résultats définitifs de cette "votation populaire" communiqués dimanche après-midi par la Chancellerie fédérale, l'initiative anti-minarets a recueilli 1.534.054 voix, soit 57,5%. Le "non" a obtenu 1.135.108 voix, soit 42,5%. Le taux de participation a atteint 51,9%.

Un sondage de l'institut gfs.berne publié le 18 novembre prédisait le rejet de l'initiative par 53% des suffrages.

Lancée par des membres de l'UDC (Union démocratique du centre, une formation populiste de droite) et de l'Union démocratique fédérale (UDF, droite chrétienne) cette initiative est combattue par le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement, qui ont mis en garde contre les conséquences négatives sur la paix religieuse et en matière de politique extérieure.

L'une des affiches utilisée par l'UDC pour la campagne électorale a suscité une vive polémique. Elle représente une femme en burqa noire, entourée de minarets transperçant le drapeau suisse.

La ministre suisse de la Justice Eveline Widmer-Schlumpf a souligné avant le scrutin que l'interdiction de ces édifices (tour d'une mosquée) serait contraire à la liberté de religion et discriminatoire. Une acceptation de l'initiative violerait les droits de l'homme et mettrait en péril l'image de la Suisse, a-t-elle déclaré. Le président de la Confédération helvétique, Hans-Rudolf Merz, avait appelé au rejet de l'initiative contre les minarets.

Les Suisses refusent d'interdire l'exportation d'armes de guerre (30.11)

LeMonde.fr - 29.11

Les électeurs suisses n'étaient pas uniquement appelés à se prononcer sur l'interdiction des minarets, dimanche 29 novembre. A l'occasion d'une autre votation populaire, organisée à l'initiative d'un mouvement anti-militariste, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), ils ont refusé par plus de 68 % des voix d'interdire l'exportation d'armes et matériel de guerre.

En pleine crise économique, la menace de pertes d'emplois jusqu'à plus de 10 000, faisait valoir l'industrie de l'armement l'a finalement emporté sur les considérations humanitaires.

Le GSsA, fondé en 1982 avec pour ambition de faire supprimer l'armée suisse, avait réussi à récolter plus de 100 000 signatures pour organiser ce référendum d'initiative populaire. Pour cette ONG, la Suisse parangon de neutralité et gardienne des Conventions de Genève doit mener 'une politique étrangère cohérente, sans participer aux conflits et tuer indirectement'.

Après le rejet de la proposition du GSsA, la ministre de l'économie, Doris Leuthard, a assuré que le message avait néanmoins été entendu : elle a promis que le gouvernement examinera de 'manière stricte' les demandes d'exportation d'armes. La Suisse n'exportera pas d'armes vers des pays violant systématiquement les droits de l'homme, pas plus qu'à des Etats participant à un conflit, sauf s'ils agissent sur la base d'un mandat international, a affirmé Mme Leuthard.

Les exportations de matériel de guerre ont totalisé 722 millions de francs suisses (477,7 millions d'euros) en 2008. Les partisans de l'interdiction reprochent à la Suisse l'exportation de matériel de guerre dans des pays 'impliqués dans des guerres et des conflits latents, ou qui violent les droits de l'homme comme les Etats-Unis, le Pakistan, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite ou la Corée du Sud'.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page](#) ▲ [Haut de page](#) ▲

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

